

UNE CITÉ DU BAS-EUPHRATE

AU QUATRIÈME MILLÉNAIRE.

En mars 1877, E. de Sarzec, consul de France à Bagdad, découvrait, au cours d'un voyage d'exploration, un groupe de monticules situés au milieu du désert de l'Irak-Arabi et nommés par les Arabes Tello, dans lesquels il ne tardait pas à reconnaître les ruines d'une ancienne cité morte depuis des siècles et ensevelie par les rafales sous le sable. Les onze campagnes de fouilles entreprises par l'infatigable archéologue firent apparaître peu à peu des constructions d'âges très différents dans les décombres desquelles ont été recueillies plusieurs centaines d'objets gravés et de plaques à inscriptions, près de 40,000 tablettes d'argile reproduisant la comptabilité publique et privée.

Les travaux exécutés durant les campagnes archéologiques de 1888 et 1889 mirent à jour des soubassements de la plus haute antiquité, dont la date, celle du règne d'Ur-Nina, était fournie par les objets votifs trouvés dans le massif de fondation. Au printemps 1902, année qui suivit la mort d'Ernest de Sarzec, les Arabes découvrirent dans un même endroit environ 1,500 tablettes datées des premiers successeurs d'Ur-Nina. Tous ces documents¹ remonteraient, si l'on en croyait les chrono-

1. Les documents sur lesquels s'appuie cette étude sont de deux sortes : les uns sont des textes de nature historique ou religieuse, ils ont été publiés pour la plupart dans les *Découvertes en Chaldée* par E. de Sarzec et L. Heuzey et se trouvent, avec la transcription et la traduction, réunis dans les *Inscriptions de Sumer et d'Akkad* de Fr. Thureau-Dangin (Paris, E. Leroux, 1905); les autres sont des textes de nature économique et pratique; un millier environ n'ont pas encore été édités; un certain nombre se trouvent dans les recueils suivants : *Recueil de tablettes chaldéennes*, de Fr. Thureau-Dangin, n° 16 à 76 (Paris, E. Leroux, 1903); *Documents présargoniques*, I, 1, du colonel Allotte de la Fuye Ibid., (1908); *Dokumenty Khozjaictvennoi ottschetnoï drevnéïchei zpkhi Khaldei*, de M. B. Nikol'sky (Saint-Petersbourg, 1908); *Tablettes sumériennes archaïques, matériaux pour servir à l'histoire de la société sumérienne*, de H. de Genouillac (Paris, Geuthner, 1909). — La publication de

gies babyloniennes, à environ 4500; cette date est sûrement trop élevée, mais on peut assigner à cet ensemble de textes d'après des données certaines une très haute antiquité, dont les années 3500 et 3200 paraissent marquer les limites.

Posséder pour une même petite ville, pour un espace de vingt-cinq années environ, près d'une centaine d'inscriptions religieuses et de textes historiques, plus d'un millier d'autres textes constituant les archives du temple et du palais, c'est-à-dire les documents mêmes de l'activité de la cité, était une fortune pour les historiens de l'Orient. J'ai essayé de tracer une esquisse de la société qui vivait dans cet eden, les plaines (*edinu*) du Bas-Euphrate, et je me propose de présenter à des esprits capables de goûter une page d'histoire ancienne les traits les plus marquants de ce tableau. Ils jugeront eux-mêmes qu'il y a bien longtemps l'homme était l'homme, qu'il vivait en société organisée, qu'il tirait parti de son travail pour satisfaire à ses nécessités, à ses désirs et à son goût artistique, qu'il adressait déjà à ses dieux ses sacrifices et ses prières.

*
* *

Tello est situé au milieu de la plaine, entre les deux fleuves, à environ vingt-cinq kilomètres des marais de l'Euphrate, à cinq sur la rive est du Chatt-el-Hay. Ce long canal, qui va du nord-ouest au sud-est « depuis le Tigre jusqu'au grand fleuve », aurait été, au jugement de Sarzec, entièrement creusé de mains d'homme; il semble, d'après les textes, que la partie comprise entre le Tigre et Tello ait été seulement endiguée, tandis que celle qui va de Tello à l'Euphrate aurait été en réalité créée par l'homme.

Le nom de l'ancienne Tello est Lagas, un nom plus ancien encore serait Sirpurla. Lagas est la seule ville dont le site ait été retrouvé dans la région comprise entre les deux fleuves à l'est du Chatt-el-Hay. A peu de distance au nord, de l'autre côté du

Nikolvsky comprend une introduction, un inventaire et des tables (en langue russe). J'ai donné, pour ma part, dans l'introduction des *Tablettes sumériennes archaïques* (p. ix à lxxi), une étude critique, avec références, notes et documents à l'appui, sur la société sumérienne à l'époque la plus ancienne; ce sont les principaux résultats de ce travail qui se trouvent exposés dans le présent mémoire. Voir l'esquisse tracée par M. Maspero dans le *Journal des Débats* du 30 mars 1909.

canal, Gisuh, aujourd'hui Djoha, était la rivale née de Lagas. Plus loin, dans un site incertain, peut-être Bismya, se trouvait Adab, qui était, au temps d'un prince connu par nos textes, en relations d'amitié avec Lagas; plus au nord, dans un endroit nommé Fara, où les Allemands pratiquent des fouilles, était, semble-t-il, Suruppak, dont on possède des textes plus archaïques que ceux de Lagas; un peu au nord de Fara se trouve Niffer, anciennement Nippur, où la mission américaine de l'Université de Philadelphie a fait de fort belles découvertes¹. Au sud, au contraire, se trouvaient, du même côté de l'Euphrate, Uruk (Warka) et Larsa (Senkêreh); de l'autre côté du fleuve, Uru (Mugheir) et plus au sud Eridu (Abu-Cherein). Les textes postérieurs² ont conservé le souvenir du temps, — qui appartient à l'histoire, — où cette dernière ville se trouvait sur les bords de la mer, où les deux fleuves se jetaient séparément dans le golfe Persique, pénétrant alors dans les terres 200 kilomètres plus avant qu'aujourd'hui.

Toutes ces anciennes cités, et d'autres encore dont la position géographique reste indéterminée, formaient ensemble le pays de Sumer, appelé aussi « le pays » par opposition aux « contrées », expression par laquelle on désignait les régions ennemies. Ces petites principautés n'étaient pas unies seulement par le voisinage, mais encore par le fait d'être constituées par une population de même race et de même langue³. Au nord, c'était le pays d'Akkad avec la seigneurie de Kis dont un prince de Lagas se serait emparé un moment; la ville d'Upê, aujourd'hui Opis, au sud de Bagdad(?); les villes de Maër et d'Agadé aux sites inconnus. A l'est, c'était l'Elam, pays dont on a retrouvé des poteries préhistoriques des premiers habitants et un grand nombre de textes datant des périodes postérieures, mais aucun monument de l'époque à laquelle nous reportent nos textes.

La principauté de Lagas était limitée au nord et au nord-est

1. *Babylonian expedition of the University of Pennsylvania*; inscriptions archaïques : t. I, parties 1 et 2, éd. p. H. V. Hilprecht.

2. Cône B d'Urukagina, VII, 14 : voy. les *Inscriptions de Sumer et d'Akkad*, p. 81.

3. Cette langue, dont on a voulu mettre en doute l'existence, est absolument indépendante dans son vocabulaire et surtout dans sa syntaxe des idiomes sémitiques : l'existence avec ses formules d'un millier de textes d'intérêt pratique est un fait dont n'aura jamais raison une argumentation tendant à prouver l'impossibilité d'une langue idéographique.

par le Tigre, au sud par l'Euphrate, à l'ouest par le Chatt-el-Hay, au sud-est par la mer. Quelque cent ans après la mort du dernier de nos princes, une stèle d'un roi d'Agadé¹, vainqueur des Lagasiens, évalue leur territoire à 714,505 gan, soit 164,626 hectares, la superficie d'un gros arrondissement français, et compte dix-sept villes principales et huit bourgades dans la principauté.

La capitale elle-même se composait principalement de trois villes juxtaposées, Lagas, Girsu et Nina; un quatrième quartier du nom d'Uru semble moins important. Lagasse trouvait à l'ouest, la plus rapprochée du canal; Girsu, probablement identique à « la ville sainte », aurait été plus éloignée vers l'est et, pour cette raison, serait restée la forteresse, puis la capitale d'Urukagina après sa défaite par le patési de Gisuh; la ville de Nina aurait été également située plus au sud-est que Lagas, puisque les textes parlent à plusieurs reprises du « canal qui va jusqu'à la ville de Nina ». Chacune de ces petites villes avaient sans doute son enceinte; les inscriptions nomment celles de Lagas et de « la ville sainte ». Les trois villes avaient leurs fonctionnaires spéciaux, comme le prouve la mention des chefs-pleureurs de Girsu, de Lagas et de Nina. Dans certaines solennités, les victimes offertes en sacrifice étaient portées processionnellement de Girsu à Lagas et de Lagas à Girsu, de Lagas à Nina puis de Nina à Lagas.

Le cône gravé d'Urukagina parle d'un canal reconstruit par ses ordres et traversant Girsu, une tablette de comptabilité nous a gardé le détail des travaux; le même texte nomme, comme nous l'avons déjà vu, « le canal qui allait à la ville de Nina ». Trois princes différents se vantent d'avoir construit ou reconstruit un grand réservoir alimenté par ces canaux et lui attribuent, à de légères variantes près, une même capacité de 1,840 gurru, soit 883 hectolitres. L'un d'entre eux parle d'un puits creusé par ses soins; cette ancienne construction faite en briques a été retrouvée presque intacte par les ouvriers de M. de Sarzec; ceux-ci ont également mis au jour, au niveau des soubassements d'Ur-Nina, le fondateur de la dynastie, à proximité de la construction principale de ce roi, un bout de caniveau enfoui dans le sol depuis plus de 5,000 ans.

1. *Un fragment d'une stèle de victoire d'un roi d'Agadé*, dans la *Revue sémitique*, 1897, p. 166.

Pour ce qui est de l'étendue de ces villes, il faut noter que l'emplacement compris entre le cercle des tells représente une superficie de 30 hectares environ; la ville, à l'époque de nos textes, était sans doute moins étendue.

Il n'est point aisé d'évaluer la population de toute la principauté; le patési Eannatum et le roi Urukagina parlent à propos de leur accès au pouvoir des 36,000 sujets que leur avaient confiés les dieux; ce chiffre est certainement symbolique et ne signifie que le grand nombre; la population véritable atteignait sans doute un chiffre moins élevé, mais on peut retenir celui-ci comme une donnée approximative.

*
* *

Les princes de Lagas portent dans leurs inscriptions deux titres différents, celui de roi, celui de patési. La fonction de patési semble d'origine religieuse; l'idée qui se trouve attachée au nom paraît être celle de « vicaire des dieux ». D'après l'ensemble des textes, le titre de patési désignerait le pouvoir d'un prince, vassal ou indépendant, en tant que chef d'une principauté; c'est ainsi que Lugalzaggesi, fils du patési de Gisuh et d'abord patési de Gisuh lui-même, devint par le fait de ses victoires roi du pays de Sumer et patési de toutes les principautés situées hors de Sumer mais soumises à son autorité. Aussi, lorsqu'un prince se nomme seulement patési, on peut penser qu'il était le vassal du roi de quelque pays voisin.

La paix et la prospérité sont les deux grandes choses qui importent aux peuples. Dans cette plaine fertile, une population de pasteurs et d'agriculteurs était souverainement intéressée au bon fonctionnement du régime des eaux : canalisation des rivières, canaux et rigoles, tout ce qui touchait à l'irrigation des prairies et des champs atteignait par contre-coup la richesse des habitants. Les souverains de Lagas furent donc de grands bâtisseurs de canaux. D'un autre côté, il fallait garder l'intégrité du territoire contre la jalousie et la rapacité des voisins, quelquefois contre leurs retours offensifs quand ils avaient été eux-mêmes victimes. C'est pourquoi les mêmes princes furent de grands guerriers; leurs inscriptions nous laissent voir un état de luttes incessantes qui nous apparaît comme normal et nécessaire. Bientôt, par le fait d'alliances peut-être, par le fait du

génie et de la force à coup sûr, un gouvernement unique viendra du nord mettre la paix au milieu de ces frères ennemis.

L'histoire de Lagas commence avec Ur-Nina; de deux ou trois princes ayant régné avant lui nous ne connaissons que les noms. Ur-Nina est le fondateur d'une dynastie; c'est pourquoi s'il nomme son père et son grand-père, il n'ajoute aucun titre à leur nom. Ses inscriptions ne nous parlent que de statues de dieux, de temples et de canaux. Il a pour successeur un de ses fils, mais peut-être pas l'aîné; ce fils est Akurgal; il ne dut pas régner de longs jours, car il ne nous reste de lui qu'une inscription. Le fils d'Akurgal est Eannatum. Il prend dans sa grande stèle de victoire, dite stèle des vautours¹, le titre de roi; il assure en effet dans le texte de l'inscription qu'« avec le patésiat de Lagas, la royauté de Kis lui fut donnée »; cette suzeraineté dut être de peu de durée; elle était la conséquence d'une campagne victorieuse dont une partie de la stèle nous représente un épisode. Dans une deuxième campagne, Eannatum, « soutenu par son dieu », repousse et défait les gens de Gisuh qui avaient envahi la plaine du Chatt-el-Hay sous la conduite de leur patési, Us; rectification est faite de la frontière et un traité de paix, accompagné de serments solennels par le nom des grands dieux, est conclu entre Enakali, nouveau patési de Gisuh, et Eannatum. Ce traité imposait au vaincu un tribut formidable de 518 millions de gurru de blé, soit, d'après mon calcul, 248,832,000 hectolitres. Dans une troisième campagne, Eannatum aurait repoussé victorieusement, en causant à l'ennemi de nombreuses pertes, une invasion élamite. Dans une quatrième campagne, le même prince aurait poursuivi et massacré jusque dans sa capitale le roi d'Upê (Opis). Enfin, Eannatum se vante encore d'avoir soumis à son autorité Ur et Uruk, d'avoir dévasté Az, Misime et Arua. Son frère Enannatum I^{er} lui succède dans la charge de patési; il ne nous reste de lui que des objets à inscriptions votives. Le fils de ce dernier, Entéména, devient patési après lui; c'est tout ensemble un grand bâtisseur et un prince guerrier. Sous son père, Urhumma, patési de Gisuh, avait refusé le tribut aux dieux de Lagas et violé la frontière d'Eannatum; Entéména le défait et Urhumma s'enfuit, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et abandon-

1. *Découvertes en Chaldée*, pl. III à IV ter, p. 94-103 et 174-195; *Catalogue des antiquités chaldéennes*, par L. Heuzey, p. 101-117; *Inscriptions de Sumer et d'Akkad*, par Fr. Thureau-Dangin, p. 24-37.

nant à l'ennemi soixante quadriges de guerre. Ili est fait patési de Gisuh à sa place, Entéména augmente le tribut de Gisuh et impose à l'ennemi à titre d'indemnité de guerre des travaux relatifs au grand canal.

Les textes fournissent ensuite les noms d'Enannatum II, fils d'Entéména, d'Enlitarzi, d'abord prêtre de Ningirsu, puis patési, puis grand prêtre; d'Enetarzi, d'abord prêtre de Ningirsu, puis patési; de Lugalanda, patési, puis grand patési sous le règne de son successeur dans le patésiat; enfin d'Urukagina, patési, puis, la même année, « roi de Lagas ». Tous ces règnes sont courts, il semble même par l'exemple d'Enlitarzi et de Lugalanda que le patésiat n'était pas une fonction à vie. C'est sans doute pour cette raison qu'Urukagina aurait pris le titre de roi, titre dont du reste il ne profita pas plus longtemps. La septième année de son règne, en effet, il fut vaincu par Lugalzaggisi, patési de Gisuh. Lagas fut complètement dévastée, tous les temples et les monuments publics furent mis à feu et à sang. Le roi vaincu porte dans l'inscription qui contient le récit de ce désastre¹ le titre de « roi de Girsu », du nom du quartier où il resta sans doute maître encore quelque temps.

Comme on le voit, la guerre tenait une grande place dans l'activité de ces peuples jaloux les uns des autres. Entéména avait fait cette prière : « Que de Ningirsu le grand filet abatte les ennemis; que sa main sublime, que son pied sublime d'en haut se posent sur eux; que les soldats dans sa ville (la ville du dieu) soient pleins de rage, qu'au sein de sa ville la fureur soit dans leurs cœurs. » Lugalzaggisi disait de même : « Que des soldats aussi nombreux que l'herbe largement les dieux m'octroient; le pasteur qui se tient à la tête que je le sois toujours! »

Toutes ces guerres en effet sont des guerres saintes. Aussi voyons-nous dans une lettre, unique monument de ce genre à travers un millénaire entier, à propos d'une incursion jusque dans Lagas de 600 Élamites, le récit de leur défaite par les gens de Lagas ayant à leur tête le prêtre de la déesse Ninmar.

Les armes employées pour le combat sont représentées sur la grande stèle d'Eannatum². Les soldats ont le large pavois, le casque de cuivre à couvre-nuque, la lance à flamme, enfin la

1. *Revue d'assyriologie*, t. VI, p. 26 et suiv.

2. *Découvertes en Chaldée*, pl. III bis.

hachette de métal à douille et à manche de bois. Le roi manie une énorme lance; dans son carquois se trouvent des javelots, dans sa main droite tantôt le bâton de jet, tantôt la masse d'arme. L'arc et la flèche manquent. Le roi combat debout sur son char, et il me semble certain qu'à deux reprises différentes les récits de victoires mentionnent les quadriges des ennemis conquis sur le champ de bataille.

*
* *

A côté du chef de la principauté, sa femme jouit d'une autorité considérable; le palais de l'épouse fait le pendant du palais du roi; ce palais semble être le temple même de Bau et les servantes de la déesse constituer la suite de la reine. Soit que les documents jusqu'ici découverts soient précisément les archives de la maison de l'épouse, soit qu'en réalité le rôle de la femme dans les affaires et l'administration ait été considérable, presque tous les actes que nous possédons sont rédigés au nom de l'épouse du patési ou du roi, les paiements de fonctionnaires aussi bien que les affaires privées. Les enfants du souverain jouissent également d'une suite personnelle d'échansons, de boulangers, de pasteurs, de fermiers, de coiffeurs et de musiciens. Ils ont leur palais et leurs champs.

Toute l'administration semble confiée à une sorte d'intendant ou de premier ministre. Ce personnage est en effet tout à la fois l'organisateur des entreprises d'intérêt public et des travaux agricoles, le trésorier du roi, l'économe du palais et le notaire de tous. Comme entrepreneur des travaux, il dirige aussi bien le travail du creusement d'un canal que celui de l'établissement d'une rigole, et, dans les deux cas, c'est lui qui répartit la main-d'œuvre. Comme organisateur de l'agriculture, il attribue les terres, les aménage, les fait défricher et enclore; il fournit les instruments de culture et les fait réparer; il donne la semence et, lors de la moisson, fait battre le blé. Comme trésorier du roi, il paie le personnel de la femme du roi et des enfants du prince, les ouvriers du temple et les pêcheurs du palais. A titre d'économe, il touche et fournit les céréales qu'il conserve dans les greniers royaux. Comme autorité publique, il intervient encore dans les sacrifices et préside de même des contrats de vente et de don gratuit. Enfin, il agit comme personne privée; il fait enclore son champ, apporte en redevance un chevreau au palais

et, en courtisan, offre à la fille du roi un don d'orge et de blé.

Les textes mentionnent en outre des intendants à service spéciaux et un grand nombre de fonctionnaires dont on ne voit pas toujours quel était le rôle. Une toute petite tablette porte, par exemple, une sentence obligeant un personnage à restituer à un autre une somme d'argent ; le texte nomme celui qui était juge, mais il n'est pas possible de savoir s'il s'agit d'un acte isolé ou d'une fonction spéciale. Nous connaissons toutefois assez bien un certain nombre d'officiers royaux : l'agent d'affaires du patési qui acquiert et livre en son nom, les scribes experts dans l'art difficile de l'écriture qui assurent la comptabilité, le marqueur d'esclaves qui est en même temps coiffeur et chirurgien, le bûcheron ou garde des bois, les chefs de soldats et les chefs d'ouvriers, le grand écuyer chargé des écuries, le batelier qui manœuvre les barques du roi, les courriers et leur chef le grand vizir, le gardien des greniers, les surveillants ou collecteurs d'impôts, les gardes du palais, enfin les sujets ou affranchis du roi.

*
* *

Régularisée par sa hiérarchie, la vie de la société que nous représentent nos textes semble également maintenue en bon ordre par les liens intimes qui la coordonnent. La base de toute société est la famille, et la famille, dans les sociétés civilisées, repose sur un contrat qui est le mariage. Le fait de répudiations autorisées par des juges, fait dont l'existence, dès les temps antérieurs à Urukagina, nous est attestée par la charte de ce prince¹, témoigne en faveur de l'usage d'un mariage analogue à celui de nos sociétés modernes. Ce texte dénonce comme un abus un impôt de fait établi sur le divorce au profit du souverain et de ses assesseurs : « Qu'un homme renvoyât sa femme, le patési emportait pour lui cinq sicles d'argent et le grand vizir emportait pour lui un sicle d'argent. » Ce texte suppose la nécessité d'un jugement prononçant le divorce ; or, d'une part, « *judicii quasi contrahimur* », jugement et contrat sont originellement une même chose, et, d'autre part, ce qui se modifie par un contrat était donc l'effet d'un contrat précédent.

En Orient, ce contrat semble plutôt passé entre l'homme et

1. Cônes A, B, C et plaque ovale : *Inscriptions de Sumer et d'Akkad*, p. 73 et suiv.

son beau-père qu'entre l'époux et l'épouse; c'est au beau-père en effet que l'homme remet le prix de la femme, comme en témoigne pour notre époque le fait que la même expression désigne le beau-père et le prix de la femme, car la femme est une valeur et elle n'est cédée qu'à prix d'argent.

En édictant des peines contre la polyandrie, la charte en question suppose que cette conduite était déjà jugée criminelle. En employant, pour désigner une seule personne, le titre de « femme de tel fonctionnaire », le langage même semble établir que le principe aussi de la monogamie était reçu, ce qui n'élimine pas toutefois l'existence même légale du concubinage.

La famille est ordonnée à l'éducation des enfants. A première vue, il semble qu'on puisse établir pour notre époque reculée comme pour celle des rois d'Assyrie la moyenne des membres de chaque famille. Dans les tablettes de paiement des femmes du service de Bau, le nom de chaque femme en effet est suivi de la mention de ses enfants, eu égard au nombre et au sexe; mais cette donnée est uniquement négative. Il faudrait, pour pouvoir s'en servir, connaître le nombre des filles non mariées et le nombre des tout petits que l'on ne comptait pas dans les calculs de paiement, comme aussi des adultes qui vivaient de leur propre travail. En réalité, on peut seulement noter que le nombre des enfants à la charge de la mère n'excède presque jamais quatre. L'éducation d'un plus grand nombre d'enfants était cependant encouragée par l'établissement du salaire familial de la femme.

La situation de la femme qui se dégage de nos documents est celle d'une personne qui jouit de la liberté et des honneurs. La femme possède et acquiert, elle est témoin dans les contrats. Les droits de la veuve sont garantis contre les exactions des puissants par l'autorité royale et les plus pauvres femmes sont défendues par la loi en face de la rapacité du prêtre qui levait les impôts en nature. Enfin, l'orphelin, fils d'une femme du service de la déesse Bau, recevait après la mort de sa mère une pension plus considérable que celle des autres enfants et souvent même égale à celle que recevait la mère de son vivant. Ainsi le souverain donnait-il en vérité la protection qu'il avait promise dans sa charte à l'orphelin.

Sous le nom de « femmes avec enfants du service de la déesse Bau », les servantes de la femme du souverain formaient une sorte de communauté féminine analogue au harem. Cette commu-

nauté comprenait de simples esclaves réparties en sections et placées sous l'autorité d'une d'entre elles nommée « la première », les fileuses et les tisseuses de laine, les femmes chargées des offrandes rituelles, les aides du maître du cellier, les servantes préposées aux chevreux. Dans les services du palais, les femmes étaient encore employées comme gardiennes des portes, comme coiffeuses, comme bergères. Enfin, dans l'intimité même de la famille princière vivaient la concubine et la nourrice des enfants.

*
* *

Parmi les ouvriers on distinguait, semble-t-il, les hommes de métiers et les simples manœuvres. Sous la dénomination d'hommes de métiers, on comprenait tout d'abord l'artisan qui construisait ou calfatait les bateaux, le charpentier ou menuisier et le préparateur de parfum. En faisait encore partie le corroyeur, auquel on apportait les peaux des animaux immolés et qui leur faisait subir la préparation nécessaire pour leur utilisation comme lanières, comme outres et sans doute aussi comme cuir à chaussures et à harnais. Le fondeur ou forgeron en était également : il « nettoyait » et travaillait les métaux alors connus, l'argent employé pour les vases précieux, le cuivre façonné pour faire des outils et des armes, le bronze obtenu par un alliage de cuivre, de plomb et d'antimoine et un autre métal de composition inconnue; ces métaux étaient fondus à creux perdu, le cuivre était martelé, l'argent et le cuivre ciselés. Le tailleur de pierres précieuses, sorte de joaillier ou marbrier, un artisan qui est peut-être le potier, un autre qui serait l'ouvrier en vêtements étaient également du groupe des gens de métiers.

Quelques autres ouvriers qui ne sont pas rangés sous cette dénomination sembleraient logiquement devoir l'être, tels l'orfèvre, le statuaire, l'homme de la tiare et le fabricant de haches.

Sous le titre de servants, un certain nombre d'employés étaient utilisés dans le palais et groupés sous l'autorité de compagnons. Les textes ajoutent toujours à leur liste le nom de l'architecte.

Pour les travaux de culture et de terrassements, le travail était exécuté par des équipes formées de deux ou trois terrassiers et d'une dizaine de manœuvres, le tout sous la direction d'entrepreneurs dont le nom sera plus tard celui des simples jardiniers.

*
* *

L'échelle des salaires s'étend de 120 à 20 qa, soit environ de 24 à 4 litres de blé par mois; les principaux fonctionnaires, l'intendant, le maître du cellier, les chefs de tisseuses ont le traitement maximum; d'autres officiers du palais, par exemple les scribes, sont inscrits suivant les individus au tarif de 120 ou à celui de 80 qa; d'autres enfin ne reçoivent que la somme de 60 qa, tels se trouvent être les courriers. Les femmes qui composent le harem n'ont qu'une pension mensuelle de 30 qa; quelques-unes, la reine par exemple, touchent 40 qa. Les mercenaires et les ouvriers sont catalogués suivant leur fonction et leur habileté : les chefs de culture, les vachers, les gardiens d'ânesses pour 120 qa; les gardiens d'ânes et de volaille pour 80 qa; les pêcheurs pour 60. Les gens de métiers, charpentiers, corroyeurs, constructeurs de barques sont, suivant les individus, inscrits à 120 qa, 80 qa ou 60 qa. Les manœuvres se distinguent en manœuvres à 60, à 80 et à 120 qa; les servants sont pour le plus grand nombre, hommes et femmes, payés 60 qa, quelques-uns seulement 80. Les femmes reçoivent en plus de leur part personnelle 20 qa par enfant.

On remarquera l'égalité des tarifs pour des fonctions bien différentes, celle par exemple de l'intendant du harem, sorte de premier ministre, et celle de gardien de l'étable. On notera également le salaire familial de la femme au double point de vue de la justice sociale et de l'organisation de la famille qu'un fait semblable révèle.

Le trésor était alimenté par les revenus des domaines royaux, par les redevances des particuliers et surtout par le tribut prélevé par le souverain sur la part des prêtres dans les sacrifices.

Les contrats de vente et d'abandon qui nous sont parvenus jusqu'ici ont pour objet l'acquisition d'esclaves, de maisons, de champs, d'animaux domestiques et de métaux précieux. Les noms des contractants dans ces divers documents sont les suivants : le vendeur s'appelle le « mangeur du prix », l'acheteur « celui qui paie », l'occupant ou locataire « celui pour lequel la maison est disposée ». Le mode de paiement dans ces anciens actes d'échanges entre habitants de l'Orient est tout à fait digne de remarque. On distingue le prix principal généralement éva-

lué et payé en argent ou en orge; les cadeaux faits par l'acheteur au vendeur et aux témoins, dons de vêtements, d'huile, de vin, de laine, de pains, de poissons; enfin le prix supplémentaire, probablement prix des constructions, distingué dans l'acte de vente de celui du terrain.

Voici les prix auxquels étaient estimés les divers objets compris dans ces contrats. Un esclave, homme ou femme, valait de 13 à 43 sicles d'argent, le sicle étant à peu près de sept grammes et demi. La valeur de la terre n'était pas non plus une chose fixe; le prix du *gan*, — superficie inférieure au quart d'un hectare, — varie de dix à trente grammes d'argent, soit une moyenne de quatre-vingts grammes l'hectare. Pour ce qui est des habitations, un document évalue une maison de vingt-trois mètres carrés de superficie à 15 sicles, le prix d'une femme. Le prix des animaux domestiques, si on le compare à celui des esclaves, nous apparaît assez élevé, et cette comparaison nous fait sentir d'une façon toute particulière l'oubli dans le passé de la dignité de l'homme. Un âne vaut le même prix qu'un esclave, soit 20 sicles d'argent. Enfin, un document contemporain, mais étranger à Lagas, établit les valeurs suivantes : la mine ou livre de laine vaut un quart de sicle d'argent, le gurru ou demi-hectolitre de blé un sicle, un outil de cuivre 5 sicles, soit le quart du prix d'un homme.

Ces premiers contrats, gravés dans le système de l'écriture cunéiforme, portent, comme tous ceux qui viendront après jusqu'aux derniers jours de la dynastie achéménide, des listes de témoins. Les témoins, gens présents au serment, reçoivent en échange de leur témoignage divers cadeaux en nature.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici le procédé même des échanges tel qu'il est décrit par la charte d'Urukagina : le riche qui désire agrandir sa demeure ou acquérir une bête de somme de plus exprime son intention par ces mots : « je veux acheter » ; les conditions sont débattues librement, puis, quand l'affaire est conclue, le vendeur se fait payer, « paie en bon argent » ; il remet en échange du prix une tablette sur laquelle il a fait graver « en mains j'ai reçu ». Les contrats importants étaient confirmés par serment et le vendeur imprimait son sceau sur l'argile pour en ratifier la teneur¹.

1. Documents présargoniques, n° 31 et 32.

Nous avons, semble-t-il, à peu de chose près, la série complète des mesures de surface, de longueur, de volume pour les liquides et les solides et des poids. Il existe même un nombre assez considérable d'unités différentes pour ces divers genres de quantités. La chose s'explique par le fait général, normal pour l'antiquité, de l'usage des mesures naturelles aux rapports inégaux et inconstants. Pour les superficies par exemple, on compte par surface de champ et de jardin; pour les longueurs, par doigts, truelle, empan, canne, perche et jet de pierre; pour les volumes de liquides, par bol, amphore et jarre; pour les solides, par bol, sac, chargement d'esclave et silo. Pour les légumes, on emploie des expressions qui signifient paquet et enfilée; pour les poissons, les mots crochée, filet et panier. On ne trouve pour les poids que les mesures moyennes, la mine, le sicle et les subdivisions du sicle.

*
* *

Les tablettes de comptabilité sont généralement datées du mois de l'affaire enregistrée; elles portent presque toujours le nom du prince régnant et se terminent par un chiffre qui marque l'année de leur règne. L'année commençait sans doute dans le pays de Sumer, comme presque toujours et partout en Orient, au printemps; cette hypothèse est du reste vérifiée par les textes. La fête du commencement de l'année ou de Bau aurait coïncidé avec la fête du printemps; on rencontre en effet cette solennité religieuse chez presque toutes les populations agricoles parce que la résurrection de la terre les invite à la joie et qu'elles trouvent alors plus facilement dans leurs troupeaux les petits animaux qu'elles doivent offrir aux dieux. Plusieurs de nos tablettes commémoratives de sacrifices sont en effet datées de la fête de Bau et l'une d'elles énumère le détail des offrandes pour les trois jours que durait la fête, marquant l'heure, « à la nuit tombante », et le lieu, autels ou sanctuaires; le même document nomme le jour qui clôturait ce triduum « le jour de la fête de la grande place ». C'était le mois des primeurs et par conséquent des prémices.

Le nom du quatrième mois (15 juin) est le même que dans la suite jusqu'aux derniers jours de Babylone parce qu'il rappelle les occupations d'une population agricole au fort des chaleurs; c'est le mois « où on travaille à couper le blé ». Une tablette

datée de ce mois relate précisément une livraison de grains, blé et orge provenant de la culture d'un fermier qui est nommé. Le grain est sur le champ extrait des gerbes dorées, puis entassé dans des silos ou rentré dans des greniers; le mois semble avoir comme appellation secondaire le nom de « mois des silos ».

Le blé aussitôt battu, on rentrait la paille pour le bétail; c'est sans doute pour cette raison qu'on nommait le cinquième mois « mois où on lève le blé pour les moutons ». Une tablette de comptabilité témoigne en effet d'une importante fourniture de fourrage pour bétail et bêtes de somme faite au cours de ce mois. Le mois s'achevait par des fêtes qui, commencées les trois derniers jours de sa durée, se poursuivaient durant les premiers du suivant. On fêtait sans doute alors la fin de la moisson et on offrait aux dieux l'hommage des fruits de la terre.

La fête durait sept jours, comme la fête des Tabernacles en Israël, mais le plus solennel de beaucoup était le quatrième, le premier du sixième mois. On célébrait déjà en effet la néoménie d'une façon toute particulière.

Le mois qui suivait (15 septembre) se nommait « mois où les bœufs labourent ». Immédiatement après les labours commençaient les semailles. Du huitième mois (15 octobre), qui s'appellera plus tard « mois des semailles », datent en effet plusieurs emprunts de semence.

Du dixième mois dateraient des récoltes de fruits, du onzième et du douzième des arrivées de poissons.

Le dernier mois de l'année aurait été marqué par une fête en l'honneur de la déesse Nina, solennité de quatre à cinq jours dont le premier paraît avoir été une grande journée de sacrifices à tous les dieux.

On peut sans doute assez bien juger du climat et des saisons aux jours reculés des princes pré-sargoniques par ce que nous savons pour l'époque contemporaine par les archéologues et les voyageurs. A ce propos, j'emprunterai à M. Maspero les quelques lignes suivantes : « L'hiver se fait sentir à peine; la neige est inconnue, le givre rare et léger, mais parfois, le matin, une mince pellicule de glace s'étend sur les marais, qui fond aux premiers rayons du soleil. Il pleut beaucoup pendant six semaines en novembre et décembre, puis les ondées diminuent, s'espacent, cessent en mai, l'été s'établit et traîne jusqu'au mois de novembre suivant. C'est presque six mois d'une chaleur lourde, sans rémis-

sion, qui accable les hommes aussi bien que les animaux¹. » Pour l'époque des semailles, elles se font aujourd'hui à la fin de décembre, et la moisson, qui s'achève au 15 mai dans le nord, commence à ce moment dans les plaines du Bas-Euphrate.

*
*
*

Les Sumériens de Lagas n'étaient pas des Bédouins; leurs troupeaux, au moins à l'époque qui nous occupe, ne nous apparaissent pas considérables, mais, par contre, ils savaient cultiver la terre, ils se donnaient la peine de la retourner et de lui apporter l'eau qui la fertilise; ils lui faisaient produire en un mot tout ce qu'elle pouvait.

Les espèces animales que les textes nous montrent au service de l'homme sont l'âne, le bœuf, le mouton, la chèvre et un animal nommé *dun*. Les ânes étaient employés au labour, mais c'était surtout le travail des bœufs; on les chargeait également à l'aide du bât et on les attelait au char et au charriot. La stèle des Vautours représente le roi Eannatum sur son char, mais la partie où se trouvait figuré l'attelage n'a malheureusement pas été retrouvée jusqu'ici; on voit seulement les rênes, le fouet et la partie supérieure du char avec ses motifs de décoration. Les tablettes nomment un élément du char qui serait les brancards et parlent d'attelages à quatre, cinq et sept. On attelait ensemble des ânes, ou des ânesses, ou des ânon, mais il semble que l'on n'unissait pas au même char ânes et ânesses, ânes et ânon. Une tablette compte cinq pasteurs d'ânesses attachés au service du temple de Bau et leur attribue une rétribution maximum de 120 qa par mois. Un autre texte donne comme une fonction spéciale la garde et le soin des ânes d'attelage. Au-dessus de ces personnages, il y avait une sorte de chef des écuries.

Le bœuf était employé à la boucherie et à l'agriculture; on l'utilisait aux travaux de l'irrigation et du labourage. C'est ainsi, par exemple, que les anciens patési avaient commis le sacrilège de se servir des bœufs des dieux pour l'irrigation de leurs champs d'oignons et de concombres et que le neuvième mois de l'année se nommait « mois où les bœufs labourent ». Les bœufs servaient aussi probablement à fouler le grain sur l'aire au temps de la moisson, comme le suppose pour son époque la législation

1. *Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique*, t. I, p. 533.

d'Hammourabi. Parmi les instruments de culture on trouve mentionnés les harnais et le fouet. A l'étable, le bœuf était confié aux soins du vacher; au travail, il était mené par le pasteur de bœufs; au pâturage, pendant toute la période de l'élevage, il était à la garde d'un pâtre spécial. Mais le bœuf était toujours le bien du chef de culture.

La vache n'était pas seulement employée à la reproduction; on l'élevait aussi pour avoir son lait, le beurre qu'on avait appris à en extraire et peut-être le fromage.

On élevait le mouton pour deux fins, lui prendre sa laine à l'été, manger sa chair après l'avoir offert aux dieux en sacrifice. On distinguait les races dont les toisons donnaient de belle laine et, la sélection faite, on élevait à part les moutons à laine, ce qui n'empêchait pas de recueillir aussi la laine des « moutons à manger ». Les moutons dus au palais devaient être blancs, ce qui indique qu'ils étaient plus rares et plus estimés; la race la plus commune devait être alors comme aujourd'hui une race à laine brune.

Le chevreau était le type de la redevance qui se nommait « la prise du chevreau ». C'était aussi un objet très fréquent d'offrandes aux dieux; un cylindre royal du pays d'Akkad et de très nombreux cylindres-sceaux sumériens de l'époque postérieure reproduisent la scène de la présentation du chevreau. Les chevreaux des biens de Bau étaient soignés par les femmes du harem. Le chevreau et le mouton pouvaient être acquis et entretenus par de pauvres gens, mais la difficulté pour les particuliers était, nous rapporte Urukagina, de garder son bien des audacieuses exactions que les prêtres se permettaient sous ses prédécesseurs.

Les tablettes nomment deux sortes d'animaux probablement disparus ou retournés à l'état sauvage et appelés *dun*, le *dun* de cannaie classé avec les ânes et le *dun* de prairie rangé parmi les chevreaux : l'un semble être le bison, l'autre pourrait être le cerf ou l'antilope.

Les tablettes de paiement nomment les gardiens de volaille; les textes d'offrandes parlent en effet d'oies, de canards et de tourterelles.

*
* *

La plus grande partie du territoire était aménagée pour la culture. Les terres étaient divisées en domaines royaux et pro-

priétés particulières et l'on distinguait les champs proprement dits, utilisés pour la culture des céréales telles que le blé et l'orge, et les jardins où on entretenait les arbres fruitiers et les plantes potagères. Les champs étaient exploités par des sortes de fermiers et les jardins par des entrepreneurs dont le nom correspond à notre mot jardinier.

Par champs, il faut entendre de véritables fermes, ayant des noms comme des hameaux, s'étendant à des superficies qui vont de 42 à 217 gan, soit environ de 10 à 50 hectares. La comptabilité de chaque ferme était inscrite sur une tablette; ces tablettes étaient conservées dans des paniers d'osier portant une sorte d'étiquette en argile en forme de bulle; ces comptes eux-mêmes étaient soigneusement relevés sur des listes générales.

Les rois et les patési n'étaient pas les seuls propriétaires de la terre : un fils d'Eannatum acquiert de particuliers une propriété composée de trois parcelles. La charte d'Urukagina suppose à la mère du pauvre un champ bien à elle, ce qui donne à entendre que tous les habitants de cette contrée toute d'agriculture avaient eux aussi leur petit coin de terre au soleil. La petite propriété, souvent menacée par l'injustice des puissants, se trouvait de temps à autre reconstituée d'une façon plus ou moins stable par les dons et les prêts que les patési faisaient de leurs terres aux divers fonctionnaires du palais; un de nos documents est une longue liste d'environ cent fonctionnaires auxquels avaient été attribuées comme à des fermiers des surfaces de champ à labourer et à irriguer; la plus petite part est d'environ un quart d'hectare et la plus grande de 8 hectares 87 ares.

Le travail des champs comprenait l'irrigation, les labours, les semailles, enfin la moisson. La grande irrigation, celle qui dépendait des canaux et des rigoles, était, nous l'avons vu, entendue comme une véritable entreprise de travaux publics. L'eau une fois à portée, on la puisait à l'aide de chadoufs, on la chargeait dans des outres sur le dos des bœufs pour la transporter et on la répandait également sur le sol en se servant, semble-t-il, de petits conduits en bois nommés « ruisseaux d'arrosage ». Certains terrains, comme sans doute les herbages, ne demandaient pas d'autre culture, on les nommait champs à irrigation, pour les distinguer des champs à labourage. Des cultivateurs spéciaux semblent avoir été chargés de la culture de ces prairies tout naturellement réservées à l'élevage.

La culture des céréales dans un sol préparé par le passage du soc de la charrue semble avoir été pratiquée tout à fait en grand. L'intendant du palais versait aux fermiers du roi une provision en grains calculée selon l'étendue de chacun des champs, et les fermiers devaient, avec cette provision, assurer l'ensemencement et l'entretien des bœufs utilisés aux travaux préalables. Une livraison de ce genre, comparée au chiffre de la récolte obtenue sur ces mêmes champs l'année suivante, d'après le témoignage d'un autre document, permet de calculer le rendement de la terre, qui est, dans la circonstance, de cinquante-deux fois la semence. On se souvient qu'Hérodote prêtait aux plaines de l'Euphrate une fertilité fabuleuse de 200 et 300 fois la semence; M. G. Maspero a noté avec sagesse l'exagération des dires de ce premier historien de l'Orient et rappelé qu'aujourd'hui « l'orge et le blé restituent au paysan trente et quarante fois la semence qu'il a confiée au sillon ». On voit que les chiffres obtenus pour la haute époque qui nous occupe sont relativement conformes aux renseignements recueillis par les voyageurs modernes.

En raison peut-être de la grande fertilité de la terre et de sa valeur médiocre comme objet de commerce, le laboureur jetait d'une main parcimonieuse le grain sur le sol : le calcul pour un champ donné indique un peu plus d'un litre pour 368 mètres carrés, chiffre qui est à peu près le tiers de celui qui sert de base aux calculs de nos agriculteurs.

Avec l'été revenait le temps de la récolte et le mois appelé « mois du travail de la moisson ». Le blé était coupé sans doute avec cette sorte de faucille qu'une tablette nomme le sceptre tranchant. Les épis étaient ensuite battus ou foulés par les bœufs sur le champ même. Le grain était enfin passé au crible, puis, suivant les circonstances, immédiatement distribué, rentré au grenier royal dans les chambres distinctes affectées à chaque champ ou enfin entassé en silos dans la plaine.

La plus grande partie des terrains consacrés à la grande culture étaitensemencée d'orge; une très grande étendue était réservée à une substance qui est très probablement le blé; une partie beaucoup moins considérable à des céréales non identifiées.

Les jardins, potagers et vergers, occupaient naturellement un espace moins étendu. Autour de sa maison, comme dans la plaine, le principal effort demandé à l'homme avait encore rapport à l'irrigation : on y employait les bœufs comme pour les

champs. En dehors de l'arrosage, les cultivateurs avaient encore à bêcher la terre et à y planter ses légumes : la plupart des produits nommés, à part l'oignon et le concombre, ne sont pas identifiés.

Les jardiniers du roi avaient encore à soigner ses arbres fruitiers, et la pauvre femme avait aussi dans son petit jardin ses arbres et ses fruits. Le palmier, répandu partout, était déjà, comme aujourd'hui, la fortune du pauvre aussi bien que du riche : les dattes qu'il produisait étaient un objet d'échange courant. Le figuier et le grenadier fournissaient aux habitants les gâteaux qu'ils confectionnaient avec leurs fruits. La vigne donnait ses grappes de raisin. Un autre fruit, souvent nommé entre les dattes et les figues, servait à fabriquer une sorte de boisson et pourrait être la pomme. Enfin, il y a lieu de mentionner la fonction qui consistait à prendre soin du tamaris, cet arbre qui produit la gomme sucrée et que les Arabes appellent « la manne du ciel ».

* *

L'alimentation de l'homme au temps d'Urukagina dénote son expérience et son habitude du travail. En fait de nourriture animale, il utilisait le bœuf, le mouton et l'agneau, la chèvre et le chevreau, le petit animal nommé *dun*, et, comme oiseaux de basse-cour, le canard, l'oie et la tourterelle. Le boucher était chargé de tuer le bétail, et son rôle constituait une fonction spéciale. Les tablettes nomment de même divers produits animaux, tels le lait, la crème, le beurre, le fromage, la graisse et en même temps différentes sortes d'huiles végétales. — Les pêcheurs de mer et d'eau douce, conduits en petits groupes par des compagnons et des chefs, expédiaient à la ville de grandes quantités de poissons de toute espèce : poissons d'eau douce et poissons d'eau de mer, poissons récoltés sur la plage ou pris au filet, gros et petits poissons, poissons ordinaires et poissons aux couleurs changeantes. Deux expressions de tablettes d'offrandes semblent même désigner le poisson fumé et la farine de poisson séché. Il est certain qu'une partie des tribus du Bas-Euphrate dut subsister longtemps de poisson. « Elles le mangeaient », dit M. Maspero, « frais, salé, fumé; elles le séchaient au soleil, le pilaient dans un mortier, tamisaient la poudre au linge et en pétrissaient une manière de pain ou des gâteaux. »

Le blé et l'orge étaient sans doute l'un et l'autre employés pour la nourriture de l'homme : le grain était d'abord réduit en farine par le soin du meunier ; avec la farine, les boulangers préparaient des espèces variées de pâtes et de pains : pains blancs et noirs, pains cuits ou crus, pains ronds, oblongs ou étroits, pains à la graisse et pains au lait, pâte liquide à avaler et nourriture solide à mâcher.

Il suffit de rappeler ici les fruits déjà mentionnés à propos de la culture : dattes, raisins, figues et grenades. On les mangeait au naturel, en mélanges et en gâteaux.

Le poisson et les légumes étaient conservés dans la « maison aux provisions ». L'intendant en avait la haute surveillance, mais des gardiens spéciaux y étaient en outre attachés.

Les boissons, vin et liqueurs fermentées, étaient conservées dans la « maison aux liquides ». Le vin y était apporté des montagnes de l'est dans de grands vases. La gérance du cellier et la préparation des liqueurs étaient confiées aux fonctionnaires des liqueurs ; ceux-ci étaient secondés principalement par des femmes, occupées peut-être à tenir les débits de boisson comme au temps d'Hammourabi. Les liqueurs étaient le vin, le jus de pomme (?) et d'orge, la liqueur de palmier et surtout deux variétés de liqueurs de grains ; la première, composée d'un tiers de vin de dattes et de deux tiers de grains distillés, était peut-être une sorte de bière de malt ; la seconde, composée en parties à peu près égales de vin de dattes, de pâte et d'ancienne liqueur, s'appelait le « breuvage noir ».

Les gens de Lagas, au temps d'Urukagina, connaissaient la brique et les métaux : leurs demeures étaient faites de bois et de briques. Les documents indiquent pour trois maisons différentes, objets de contrat de vente, les superficies de deux tiers de sar, un sar et un sar et demi, chiffres qui représentent des surfaces bâties de quinze mètres carrés et demi, vingt-trois mètres carrés et trente-quatre mètres carrés et demi. Quelques pierres de seuil ou crapaudines en pierre dure, la mention de charpentes en bois témoignent des progrès déjà accomplis dans l'art de l'architecture.

En même temps, l'homme avait appris à tisser la laine, à travailler le lin et le chanvre (?). La laine brute et les étoffes de laine faisaient l'objet d'échanges ; les textes nomment plusieurs sortes de vêtements ; il semble que l'on avait déjà imaginé,

pour se couvrir mieux et plus économiquement, de tailler les étoffes et de les coudre; on utilisait cependant encore, à côté des tissus, la fourrure des animaux comme nous le faisons nous-mêmes.

*
*
*

Une première remarque au sujet de l'histoire de la religion dans le pays du Bas-Euphrate, c'est que les noms des dieux, les formes du culte, les fonctions sacerdotales et les sentiments religieux sont essentiellement les mêmes aux temps reculés des princes de la dynastie d'Ur-Nina et, cinq siècles plus tard, au moment de l'âge d'or de la littérature sumérienne, aux jours de Gudea.

Parmi les dieux, il faut distinguer les dieux de la théologie, ceux de la légende, ceux enfin de la piété nationale. Par dieux de la théologie, j'entends ceux qui, dans la littérature religieuse de Babylone et d'Assur, occupent le sommet de la hiérarchie et sont considérés comme les premiers au point de vue de la filiation et de la puissance. Les noms de ces dieux se retrouvent dans nos très anciennes inscriptions, et les épithètes dont ils sont honorés nous assurent que la mythologie des auteurs contemporains d'Hammourabi de Babylone et d'Assurbanipal d'Assyrie remonte pour les points essentiels aux jours lointains des premiers dynastes sumériens. Anu, le seigneur et père des dieux, est appelé, par exemple, par Lugalzaggisi, le vainqueur d'Urukagina, le « roi des contrées »; un nom propre dit de même : « Anu est le premier »; son culte enfin a pour témoin les tablettes d'offrandes. Enlil, de même, est, comme dans la théologie traditionnelle, le fils d'Anu et « le roi du ciel et de la terre ». Enki, le père de toute sagesse, le roi des sciences divinatoires et des incantations magiques, s'appelle déjà le « roi de l'abîme » et le « roi d'Eridu »; il est déjà le dieu patron des devins, et ceux-ci implorent de lui de bons oracles. Enzu, le dieu de la lune, se nomme, comme plus tard, le dieu « Brillant », le rejeton d'Enlil. Babbar, le soleil, est « le roi qui répand une lumière ardente ». Ninni est déjà l'Istar guerrière, la dame des batailles et des conquêtes; Ninharsag, la mère des dieux, déjà la nourricière des rois qu'elle allaite de son sein béni.

En nommant les dieux de la légende, je veux parler des héros

du grand poème babylonien, l'épopée de Gilgames. Le nom du héros national se retrouve dans un nom propre précédé du signe qui annonce les dieux, et une tablette d'offrandes atteste que le culte de Gilgames était en honneur. L'art primitif est également témoin de l'ancienneté du mythe : les sceaux gravés sur les bulles d'argile commencent à représenter différents épisodes de la vie de Gilgames¹, ses luttes contre le taureau céleste ou bison, l'aide qu'il reçoit pour ces combats de son ami Eabani, l'homme-taureau. Pendant près de 3,000 ans, la glyptique orientale reproduira indéfiniment et presque sans variété ces scènes où des esprits subtils ont vu la représentation des premières luttes de l'homme avec les fauves du désert. Le poème babylonien place en face de Gilgames un adversaire redoutable, le roi du pays des cédres, c'est-à-dire de l'Élam, Humbaba. Le nom de Humbaba dérive de celui du dieu élamite Hum, et nous retrouvons celui-ci dans nos tablettes sous la forme du nom de personne « Hum-est-mon-dieu ». Il est à remarquer que ce n'est pas le héros du temps d'Ur-Nina qui est devenu le dieu des scribes assyriens, mais le dieu d'un ancien croyant du pays de Sumer, qui est devenu le héros de la légende, l'homme qui s'épuise en vain pour conquérir l'immortalité, ce privilège des dieux, comme une déesse le lui annonce :

La vie que tu cherches, tu ne la trouveras pas;
Lorsque les dieux créèrent l'humanité,
Ils établirent la mort pour les hommes,
Ils retinrent la vie entre leurs mains.

Ni les grands dieux du panthéon, ni les dieux de la légende ne nous apparaissent à beaucoup près aussi populaires que les dieux particuliers de la nation. Ningirsu, le « Seigneur de Girsu », est en réalité dans la pratique du culte tel que nous le révèlent les ex-voto et les tablettes d'offrandes, comme aussi dans la piété nationale telle qu'elle s'exprime dans les noms de personnes, le dieu suprême de la cité : il est le Yahwé de Lagas, Lagas est sa Jérusalem. Le titre de « guerrier d'Enlil » est peu de chose auprès de celui de « Seigneur de Girsu ». On peut seu-

1. *Documents présargoniques*, n° 11 à 24, pl. V à X. Voy. encore, du colonel Allotte de la Fuyé, *les Sceaux de Luganda et de Barnamtarra*, dans la *Revue d'assyriologie*, t. VI, n° 4.

lement remarquer, au point de vue de la mythologie postérieure, que son culte est déjà associé à celui du dieu de la tempête, l'oiseau Imgig, dont la légende nous est connue par le mythe de Zu. L'épouse de Ningirsu était Bau, la divinité protectrice de la partie de Lagas qu'on nommait la « Ville-Sainte ». Son temple semble avoir été alors le centre du culte, on peut même dire de la vie nationale. Urukagina aurait été jusqu'à affecter au service de Bau la maison des « patési » et les domaines qui en dépendaient. La fête de Bau aurait marqué le début de l'année et aurait été une très grande solennité. La piété publique aurait surnommé la déesse « la bienveillante ». Les textes historiques et les tablettes d'offrandes nomment de la même façon, après Ningirsu et Bau, les dieux leurs fils, Dunsaggana et Galalim, et leurs temples portent dans ces passages le même nom qu'au temps de Gudea. Quatre sur sept des vierges, filles de Bau, sont également mentionnées par nos textes, ainsi que le dieu porteglaive de Ningirsu, Ninsar.

Presque aussi honorée que l'épouse du Seigneur, Nina était la divinité protectrice du quartier de la cité qui portait son nom. Nina semble la grande déesse de la principauté au temps d'Ur-Nina.

A titre de protecteurs spéciaux, on honorait encore d'un culte personnel « la pure déesse Gatumdug », que les textes appellent « la mère de Lagas », Lugaluru, qui avait un temple au bourg d'Uru, et Dumuzi-Abzu, fils d'Enki et dieu spécial de Kinunir.

La mythologie ne crée pas la piété, mais la piété, rocher qui a donné naissance à la source mythologique, s'y désaltère dans la suite. Il n'est donc pas sans intérêt de constater que la mythologie des anciens Sumériens est foncièrement la même que celle des contemporains de Gudea, car on sait par ailleurs dans quelle large mesure la religion des Babyloniens dépend de la foi et des rites de ceux qu'ils remplacèrent dans la vallée du Bas-Euphrate.

*
* *

Les fonctions des prêtres répondent aux différentes formes du culte. Or, le culte comprenait le service des temples, les sacrifices, la magie et les rites funéraires.

Les temples, ou maisons des dieux, étaient, semble-t-il, nombreux : les principaux dieux en possédaient plusieurs, et nous savons par les archives du temple de Bau que les sanctuaires occupaient un grand nombre d'hommes et de femmes. Divers prêtres, dont la fonction propre nous échappe, étaient affectés au service de divinités particulières. La prêtresse était sans doute déjà la vierge consacrée aux dieux à laquelle la législation d'Hammourabi demandait une vie chaste et réservée. — Les *sangu* des temples en étaient les administrateurs; ils représentaient le culte des dieux dont ils portaient le nom; ils étaient dans la cité des personnages d'importance, et leur parenté était un titre de respect; l'héritier présomptif était *sangu* de Ningirsu. Par le fait de l'importance des affaires traitées dans le temple ou autour du temple, comme le paiement du personnel du sanctuaire et des dépendances ou les offrandes et les sacrifices, les prêtres étaient devenus les trésoriers publics. Par une conséquence trop naturelle, les *sangu* en étaient arrivés à atteindre par leurs exactions la propriété privée; les produits de l'étable et du jardin, les ânes, les bœufs et les fruits, les objets de la maison personnelle, les vêtements, les étoffes et le petit mobilier, tout était menacé par leur audacieuse rapacité. Les dieux en profitaient : leurs sanctuaires, déjà ornés de statues, de statuettes, de vases et de stèles à inscriptions, s'étaient enrichis de trésors d'argent et de pierres précieuses qui faisaient l'orgueil de la nation et l'envie des peuples voisins. Le temple, parfois environné d'un bois sacré, avait souvent des dépendances et des terres qui constituaient le domaine du dieu.

Deux anciens prêtres de Ningirsu, Dudu, célèbre par l'inscription du vase d'argent, et Enlitarzi le patési, portent dans quelques tablettes de Lugalanda le titre de « grands prêtres » et semblent chargés par là même des sacrifices sanglants et des offrandes en nature. Le culte, comme dans toutes les anciennes religions, consistait en effet surtout en sacrifices. Les grandes fêtes de l'année, celles de Bau et de Nina, étaient marquées par des solennités dans lesquelles la piété exprimait ainsi de façon sensible sa dépendance et sa confiance à l'égard des dieux. On célébrait de la même manière la néomonie et l'anniversaire de la dédicace des temples. On apportait alors au sanctuaire, pour être présenté aux dieux et abandonné aux prêtres, tout ce qui servait à l'alimentation, bœufs, moutons, agneaux, chevreux, canards,

oies, tourterelles, fruits, légumes, pains et gâteaux. Ces offrandes étaient faites par sacrifice volontaire, en accomplissement d'une volonté stable, à titre de redevance stricte, ou enfin, à défaut de l'objet de la redevance, pour le rachat de la dette sacrée. Une tablette nous a gardé le souvenir d'un sacrifice de victimes accompagné d'une offrande de bêtes vivantes aux dieux et d'une consécration d'esclaves pour leur service : la consécration est faite « pour la durée des jours de leur vie », et la formule est la même que pour le sacre des grands prêtres¹.

Il faut mentionner en particulier les offrandes destinées aux statues. Ces offrandes, fixées par vœu et consistant en provisions de nourriture, étaient, semble-t-il, déposées sur un autel voisin de la statue; devant la statue, au temps de Gudéa, on entretenait une lampe garnie d'huile. Quelques-uns ont pensé que ces statues, comme les stèles des chambres funéraires égyptiennes, représentaient le défunt et que ces offrandes constituaient les provisions du mort. Mais il existe des exemples certains d'offrandes présentées à la statue de personnes vivantes, comme, par exemple, celles que Sagsag, épouse d'Urukagina, faisait porter à sa propre statue. Il existe des exemples également sûrs d'offrandes destinées aux statues de personnages depuis longtemps disparus, tel qu'Ur-Nina au temps de Lugalanda : on ne peut donc pas non plus regarder ces offrandes comme faites pour obtenir des dieux de longs jours.

Les inscriptions des statues de Gudéa² nous indiquent le véritable rôle des statues et la signification précise des offrandes qu'on leur destinait. La statue représente le fidèle en prière; la pose hiératique des mains exprime sa religieuse soumission : la statue de l'homme est placée en face de celle du dieu, elle est censée prononcer au nom du fidèle ses invocations. « Qu'elle prononce ma prière », dit Ur-Bau; « à la statue de mon dieu parle », commande Gudéa à son image. Le nom mystique des statues exprime la pensée de cette éternelle et silencieuse prière : « Que la vie soit ma récompense ». Cette vie, ce n'est point seulement les jours de l'existence mortelle, mais c'est encore la vie de par delà la tombe. Gudéa apparaît en effet grandement préoccupé d'assurer l'éternité de ses offrandes et de sa prière. La même formule « pour sa vie » se trouve gravée sur tous les

1. *Orientalistische Literaturzeitung*, mars 1909.

2. *Inscriptions de Sumer et d'Akkad*, p. 104-135.

objets votifs, car la vie est le don des dieux; mais la statue est l'ex-voto par excellence; or, tout ex-voto tient la place de l'orant, exprime sa prière et incarne son mérite.

Les offrandes ainsi apportées chaque mois sur l'autel voisin de l'image du vivant ou du mort, présentées à la statue du dieu auquel elle était censée adresser sa prière devaient représenter et renouveler ses sacrifices pendant l'éternité.

On se serait étonné à bon droit de ne point trouver de vestiges des rites magiques dans les plus anciennes inscriptions du pays, qui sera la patrie des devins de Babylone et des mages de Chaldée. Un des principaux personnages de l'ancienne Lagas, en effet, était le prophète, l'*abarakku* : l'idéogramme de son nom désigne également l'oracle ou signe divin qu'observaient les devins d'Assyrie; son nom sera dans la suite celui du voyant des temples. C'est pourquoi, sur le chemin de Joseph, qui venait d'expliquer le songe du pharaon, et que celui-ci avait décoré d'un nom qui signifie « celui qui découvre les choses cachées », les Égyptiens criaient, au dire du rédacteur de la Genèse : « Le prophète, le prophète! » (*abrék*). Les textes nomment encore, comme autres prêtres appliqués à connaître et à se concilier la volonté des dieux, le chef devin, dont la fonction consistait en invocations au dieu de la magie (Enki) pour obtenir de lui des oracles, le prêtre de la divination par les coupes, qui connaissait les mystères de l'huile sur l'eau, l'interprète des songes et l'augure. Enfin, il existait une classe de prêtres dont le nom semble équivaloir à *asipu*, titre de l'enchanteur dans la magie assyrienne.

A propos des rites de sépulture, Urukagina mentionne des prêtres du nom de *gala* qui recevaient des gratifications dans les cérémonies funéraires. Le passage se trouve éclairé par un texte d'une inscription de Gudéa relatif aux actions interdites durant les jours consacrés à fêter la dédicace du temple de Ningirsu : « Dans la grande demeure (la nécropole) de la ville, aucune tombe ne fut creusée, aucun cadavre ne fut porté en terre; le *gala* n'exécuta pas de psalmodie, ne poussa pas de lamentations. » La charte d'Urukagina faisait allusion à deux coutumes différentes au sujet des morts, l'ensevelissement et la combustion des corps. Dans le premier cas, le plus ordinaire, le moins coûteux et le plus simple, le mort était simplement porté à la nécropole; dans la tombe, on plaçait, à côté du corps, sept vases de

boisson et sept fois soixante pains pour sa nourriture ; deux fonctionnaires, qui jouaient un rôle dans les rites de l'ensevelissement, touchaient pour la cérémonie une gratification que le roi réformateur réduisit de moitié. En temps de guerre, lorsque l'ennemi avait fui, abandonnant les cadavres de ses soldats sur le champ de bataille, et que les vautours s'étaient envolés, emportant dans leurs serres et leur bec des têtes et des bras, la pitié des vainqueurs les poussait à recueillir les corps des vaincus, à les placer avec ordre les uns à côté des autres et à les recouvrir de terre, formant ainsi sur le lieu même de la victoire des tumulus, témoins de l'assistance divine qu'ils avaient reçue. Le second genre de cérémonie semble exactement décrit par le tableau tracé par M. G. Maspero : « Beaucoup préféraient le bûcher à la simple mise au caveau. On les brûlait à quelque distance de la ville, sur un terrain réservé au milieu des marais. On entortillait le corps dans une natte grossière, on le déposait sur un amas de roseaux et de jones arrosés largement de bitume, puis on élevait tout autour un écran de briques qui circonscrivait l'action de la flamme, et on l'enduisait d'argile humide ; les prières récitées, on empilait sur lui, pêle-mêle avec le viatique ordinaire et les pièces du mobilier funèbre, des relais nouveaux de matières combustibles¹. » Le cadavre était en effet placé sur les roseaux d'Enki, le dieu des eaux, c'est-à-dire sans doute sur un bûcher de roseaux coupés dans les marais ; les provisions du mort étaient les mêmes que dans le cas d'ensevelissement. L'ancien droit ne parlait que vaguement de la part des ouvriers et des manœuvres employés pour les préparatifs de la cérémonie ; le décret de réforme établissait par un tarif détaillé ce qui était dû à chacun des acteurs de cette douloureuse tragédie, la prêtresse qui présidait, l'homme chargé d'entretenir le brasier, les *gala* de Girsu, de Lagas et de Nina qui répandaient leurs plaintes et leurs prières, les voisins (?) qui servaient de témoins, les ouvriers et les manœuvres qui avaient préparé le bûcher, le porteur de l'urne destinée à recevoir les cendres. L'ensemble des gratifications s'élevait à 1,387 pains, 8 jarres et 3 urnes de boissons, un qa d'huile parfumée. On disposait en outre sur une table une dizaine de pains cuits ; une quarantaine d'autres étaient préparés pour le repas de deuil ; enfin, il semble que l'on distribuait aux

1. *Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique*, t. I, p. 687.

assistants jusqu'à 420 pains. Toute cette interprétation reste hypothétique, mais il est très remarquable qu'elle se trouve s'accorder jusque dans les détails avec les indications fournies par les tombeaux archaïques trouvés près de Lagas et les conclusions qu'en ont tirées les archéologues¹.

*
* *

Les noms propres à l'époque la plus ancienne, comme au temps de la suprématie d'Ur vers 2500, de la première dynastie babylonienne vers 2000, des rois d'Assyrie vers 800, des rois de Babylone vers 500, sont en grande majorité composés de noms divins. Ils expriment, à côté de la religion officielle et du culte public, la foi pratique et la piété populaire. Des noms tels que « Servante d'Anu » et « Dévot d'Enzu » témoignent de sentiments de respect envers les dieux ; les formules « Bau le sait, Bau est ma vie, Bau est bonne » dénotent une foi sans réserve ; les phrases « Bau se tient auprès, Babbar protège, Enlil est mon abri, Mon regard est tourné vers Bau, Auprès de Nina il n'y a pas de danger » trahissent une religieuse confiance ; les appellations « Babbar est mon père, Bau est ma mère, Nina est la mère de Lugalanda, Anu est mon frère, Enki est mon compagnon, Rejeton d'Enzu, Auprès de Ningirsu est ma tête » montrent que les sentiments de tendre piété n'étaient pas étrangers aux hommes du quatrième millénaire ; les affirmations « Babbar est le premier, Humma est mon dieu, Ningirsu est mien » rappellent la foi aux dieux personnels. Tous ces sentiments semblent animés par des croyances sincères, mais relativement indépendantes de la mythologie.

Pour ce qui est des idées, en effet, la religion semble dominée par la foi à la protection spéciale des dieux nationaux et des dieux personnels. Le dieu national est le vrai « Tout-puissant » pour la principauté, le dieu personnel la véritable Providence pour l'individu. Si quelqu'un affirme dans son nom sa croyance à la primauté du dieu Anu, un autre annonce de la même façon celle du dieu « Seigneur de Girsu ». Le pays de Lagas s'appelle le territoire de Ningirsu ; les domaines royaux sont sa propriété, il a confié le gouvernement au roi. Si l'ennemi est vaincu, c'est

1. R. Koldewey, *Die altbabylonischen Gräber in Surghul und El Hibba*, dans la *Zeitschrift für Assyriologie*, t. II, p. 403.

Ningirsu qui l'a anéanti; s'il dévaste Lagas, il commet un péché contre Ningirsu. Les temples de Ningirsu sont des monuments nationaux; l'héritier présomptif est prêtre du dieu de la patrie. Les dieux protecteurs des cités interviennent pour délimiter leurs territoires respectifs, Ningirsu au nom de Lagas, le dieu de Gisuh au nom de sa principauté. Les divinités se mêlent plus directement encore à la politique nationale : la déesse Kadi élève la voix pour faire ériger une stèle commémorative d'un traité de paix; les dieux enjoignent aux rois de déclarer la guerre et décident de la victoire; leur filet s'étend sur l'ennemi parjure pour le perdre. Le pieux auteur du récit de la dévastation de Lagas par Lugalzaggisi ne doute pas que son dieu n'en tire un jour vengeance contre le prince coupable et sa déesse personnelle considérée comme responsable.

Quant à la conception des rapports de l'individu avec les dieux, deux idées sont particulièrement à remarquer, la notion du dieu personnel et celle de la vocation divine. Le dieu personnel est un être différent du *lama* favorable ou « bon ange » : c'est une divinité particulièrement chère et particulièrement bienveillante pour le fidèle; le fidèle est son enfant, et, à ce titre, il compte sur l'intercession de son protecteur auprès des grands dieux : « Que son dieu Ninsah pour sa vie dans les jours à venir devant Ningirsu se prosterne ». Eannatum, Entéména, Enannatum II se réclament du même céleste « patron », le dieu Dun-X; Urukagina nomme de même son dieu Ninsah; Ur-Bau, son dieu qui l'a enfanté, Ninakal; Gudéa, son dieu Ningiszida; Lugalzaggisi de Gisuh, sa déesse qui l'a enfanté, Nisaba. La protection d'un dieu spécial n'était pas seulement le privilège des princes : des noms tels que « Bau est mon dieu, Huma est mon dieu, Ninni est mon dieu » montrent que cette conception des divinités personnelles était répandue dans la société entière et avait même sans doute, avant d'être introduite dans la littérature officielle, été conçue par la piété populaire.

L'idée de vocation est nettement exprimée dans la charte d'Urukagina : « Lorsque Ningirsu à Urukagina la royauté de Lagas eut donnée et qu'au milieu de trente-six milliers d'hommes il eut établi son pouvoir... » De même, Enannatum I^{er} parle du « jour où Ningirsu en son cœur l'élut », et Eannatum assure la postérité qu'avec le patésiat de Lagas la royauté de Kis lui fut

donnée par Ninni. Le scribe des vases de Lugalzaggisi¹, vainqueur d'Urukagina, développe avec complaisance cette idée de l'origine divine du pouvoir et du succès et parle, à propos de la puissance que lui ont confiée les dieux, du « bon destin » qu'ils ont fixé en sa faveur. Les rois répètent dans la série de leurs titres, en un langage imagé, l'affirmation de leur vocation divine : ils ont été gratifiés du sceptre et de la force, doués d'entendement et nommés d'un bon nom par les grands dieux ; ils ont été élus par le cœur très pur de Nina et nourris du lait sacré par Ninhar-sag, la mère des dieux ; ils sont les époux chéris de Ninni, les amis très chers de Lugaluru, les bien-aimés de Dumuziabsu ; par-dessus tout, ils ont été chéris par leur dieu national : « Ningirsu, leur seigneur, les aime. » En retour, les princes, appelés à la royauté par Ningirsu, établissent la loi que leur dieu et seigneur a édictée. Toutes ces formules ont leur importance, parce qu'elles révèlent une conception du pouvoir. A côté de cette théorie du destin des rois, on peut supposer que s'était déjà formée une idée populaire du bon et du mauvais sort des hommes.

En terminant cette monographie d'une cité d'il y a plus de cinq mille ans, la description de sa hiérarchie, de sa vie et de son culte, je laisse la parole à l'un de ses rois, prince réformateur dont la charte a été souvent citée : « Lorsque Ningirsu, le guerrier d'Enlil, à Urukagina la royauté de Lagas eut donnée et qu'au milieu de trente-six milliers d'hommes il eut établi son pouvoir, les décrets d'autrefois il rétablit, et la parole que son maître Ningirsu avait prononcée, il la fit demeurer ; dans les limites du territoire de Ningirsu, il y avait des surveillants, il n'y eut plus de surveillant ; la servitude en ce temps-là existait, il établit la liberté. »

H. DE GENOULLAC.

1. *Inscriptions de Sumer et d'Akkad*, p. 218.

LA RUSSIE

ET

L'ALLIANCE ANGLO-FRANÇAISE

APRÈS LA GUERRE DE CRIMÉE¹.

Au moment où la France, l'Angleterre et la Russie se trouvent réunies par une action commune dans le monde, il n'est pas sans intérêt de raconter comment, après la guerre de Crimée, l'antagonisme de la Russie et de l'Angleterre a empêché, entre Paris et Pétersbourg, un rapprochement que désirait Morny et qui aurait pu avoir de très heureuses conséquences.

Des circonstances dans lesquelles ils prirent le pouvoir, Alexandre II et Gortchakoff semblent avoir reçu quelques impressions qui ne s'effacèrent jamais complètement de leur esprit : la crainte de l'alliance anglo-française, la défiance de l'Autriche, l'humiliation des sacrifices imposés à la Russie et la résolution de refaire sa situation en Orient. Leur langage et leurs actes les montrent comme imprégnés de ces sentiments, qui se rattachent manifestement aux événements du début de leur gouvernement, au siège de Sébastopol, à la coalition franco-anglaise, à la défection de l'Autriche et au traité de Paris.

La guerre de Crimée avait montré à Alexandre II et à Gortchakoff ce dont la France et l'Angleterre réunies étaient capables : il leur en resta toute leur vie une grande appréhension de la coalition anglo-française. Gortchakoff n'a pas voulu con-

1. Les principaux volumes utilisés ici sont : *Extrait des Mémoires du duc de Morny. Une ambassade en Russie* (Paris, Ollendorf, 1892); *Trois années de la question d'Orient, 1856-1859*, par Louis Thouvenel (Paris, Calmann-Lévy, 1897); *Lectures historiques. Deux précurseurs de l'alliance russe*, par A. Sorel (Paris, Plon, 1894). — Toutes les citations qui ne portent d'autre référence qu'un nom et une date sont extraites de correspondances inédites.

venir de ce sentiment et s'en est même énergiquement défendu. En 1857, il disait à notre chargé d'affaires :

On se plaît à répéter que nous voulons désunir la France et l'Angleterre ou tout au moins affaiblir l'alliance si bien établie entre les deux pays. Rien n'est plus loin de notre pensée, et nous ne demanderions pas mieux que de marcher à trois comme nous marchons avec vous. Mais cela sera impossible tant que le cabinet de Londres usera envers nous des procédés dont il s'est servi jusqu'ici¹.

Il est quelquefois même arrivé à Gortchakoff d'afficher, pour l'alliance de la France et de l'Angleterre, une sollicitude tout à fait plaisante. C'est ainsi qu'à la chute du cabinet Palmerston, qui s'était si mal comporté à l'égard de la Russie, il affecta des regrets auxquels on ne se serait pas attendu de sa part et déclara :

Sur le premier moment, j'ai pu craindre que la chute de lord Palmerston n'amenât entre la France et l'Angleterre un certain relâchement des liens qui unissent les deux gouvernements. J'étais loin de le désirer, quoique puissent dire ceux qui prétendent que, depuis la paix, le gouvernement russe n'a d'autre but que de se glisser entre les deux puissances pour se substituer à l'Angleterre dans l'intimité de la France².

Son interlocuteur avait peine à réprimer un sourire en l'entendant déclarer qu'il considérait l'alliance anglo-française comme « indispensable à la sécurité de tous les États de l'Europe » et qu'il espérait la voir se maintenir aussi intime que par le passé.

Rompre l'alliance anglo-française fut, au contraire, sinon la préoccupation dominante de Gortchakoff, au moins sa préoccupation de la première heure. En dépit de ses dénégations, substituer la Russie à l'Angleterre dans l'alliance de la France apparaissait comme l'objectif de sa politique, dès l'instant où il a pris le pouvoir.

Sa résolution a d'ailleurs été déterminée par les circonstances. L'exécution du traité de Paris fit surgir certaines difficultés résultant d'omissions ou d'erreurs des textes. Une commission de délimitation devait procéder sur place au tracé de la nouvelle

1. M. de Châteaurenard, 11 déc. 1857.

2. Id., mars 1858.

frontière entre la Moldavie et la Russie. En vertu de l'article 20 du traité, cette frontière devait passer « au sud de Bolgrad ». Or, arrivés sur les lieux, les commissaires délimitateurs constatèrent qu'il existait deux localités du nom de Bolgrad : l'une située un peu au nord du lac Yalpouk, l'autre sur la rive même du lac. Laquelle de ces deux bourgades le Congrès avait-il entendu désigner? Le Bolgrad contigu au lac, affirmaient les Russes, puisque c'est là que se trouvait le chef-lieu des colonies bulgares dont le Congrès avait eu en vue de leur assurer la possession. Le Bolgrad du nord, soutenaient les Turcs, appuyés par les Anglais et les Autrichiens.

Le traité n'avait pas fait mention de l'île des Serpents, rocher désert, dans la mer Noire, en face des bouches du Danube. L'îlot devait-il être attribué aux Turcs avec les embouchures du fleuve ou demeurer aux Russes? La paix faite, la Russie y avait envoyé un détachement qui avait trouvé l'îlot occupé par un poste turc. Marins du tsar et soldats du sultan s'y maintenaient en présence et deux pavillons flottaient sur ce rocher contesté.

Comme puissances signataires du traité, la France et l'Angleterre avaient à se prononcer sur ces difficultés. Elles le firent de façon assez différente. N'admettant même pas la discussion, l'Angleterre trancha *a priori* les deux questions au détriment des Russes. La France, au contraire, ne se montra pas résolue à leur donner tort par principe. De ce que le traité était en défaut sur un ou plusieurs points, elle ne pensait pas qu'il dût nécessairement en résulter pour la Russie une aggravation de charges et, au silence ou à l'insuffisance des textes, elle croyait juste de suppléer par l'équité et la bonne foi.

Pour Bolgrad, le bon droit des Russes lui paraissait pleinement établi. En spécifiant que la frontière passerait « au sud de Bolgrad », le Congrès avait eu pour but de conserver à la Russie le centre des colonies bulgares de Bessarabie. Si le Bolgrad, chef-lieu des colonies bulgares, était le village contigu au lac, c'est au sud de celui-là que devait passer la frontière. « J'ai compris Bolgrad, centre d'une colonie bulgare », déclara Napoléon III dès qu'il connut la difficulté; « c'est donc celle-là que je juge devoir rester à la Russie¹. »

Pour l'île des Serpents, la France refusait aux Turcs aussi

1. *Une ambassade en Russie*, p. 84.

bien qu'aux Russes le droit de s'arroger, de leur propre autorité, un territoire dont le Congrès n'avait pas disposé. La possession ne pouvait en être reconnue à aucun des deux de plein droit et sans délibération. C'est à une conférence qu'il appartenait de trancher la question.

Gortchakoff voit immédiatement le parti que lui offre cette situation. S'il n'arrive pas à sauver un enjeu dont la possession est, pour la Russie, d'un intérêt plus que secondaire, du moins parviendra-t-il peut-être à brouiller entre elles les deux alliées de Crimée.

On ne peut pas ne pas être frappé de l'énergie, de l'obstination avec lesquelles il s'est cramponné à ces lambeaux, à ces débris de la puissance russe sur le Danube et dans la mer Noire.

Aux Français qui s'étonnent de le voir prendre tellement à cœur de telles misères, Morny répond que cette ténacité s'explique très simplement¹ : « Franchement, il est bien naturel, de la part de la Russie, de tâcher de perdre le moins de territoire que possible, du moment où un doute a pu s'élever sur telle ou telle possession... N'est-ce pas le rôle du perdant de diminuer sa perte le plus qu'il peut, de tirer, comme on dit, son épingle du jeu ? » Que la Russie ait essayé de « tirer parti des points oubliés ou des interprétations douteuses », quoi de plus logique et de plus naturel ? « Elle est la seule puissance à laquelle on ait arraché quelque chose. C'est elle qui fait toutes les pertes d'influence, de marine, de territoire. Qu'elle ait cherché à en adoucir l'amertume, à en atténuer la rigueur, il me semble que c'est assez pardonnable². » La susceptibilité n'est-elle pas le fait des vaincus et, humiliée comme elle l'a été, la Russie peut-elle ne pas s'émouvoir du moindre sacrifice imposé à son orgueil, de la moindre piqure faite à son amour-propre ?

Les raisons qu'indique Morny sont bonnes mais ne sont pas complètes. Elles n'empêchent pas qu'un autre sentiment ait contribué, pour une part peut-être plus large, à entretenir l'obstination des Russes, et ce sentiment est le désir d'alimenter un conflit dont peut sortir la brouille de la France et de l'Angleterre.

Laisser soupçonner ce désir était en compromettre irrémédiablement la réalisation. Gortchakoff était trop fin pour ne pas le

1. Morny, 6 oct. 1856.

2. Id., 25 oct. 1856.

comprendre. Mais, s'il a caché son jeu, il n'en a pas moins fait usage de toutes les cartes pour gagner une partie dont l'enjeu était moins, à ses yeux, Bolgrad et l'île des Serpents, que l'alliance même de la France, à tout jamais séparée de l'Angleterre.

Avec quel soin il montre qu'il ne les confond pas ! Les relations diplomatiques sont à peine renouées entre Paris et Pétersbourg qu'il prend déjà la France à témoin des « chicanes » de son alliée ; il se plaint à mots couverts d'ennemis de son gouvernement qu'il ne nomme pas, mais qu'il désigne d'une façon assez transparente¹.

Lorsque l'Angleterre, usant d'intimidation, fait entrer dans la mer Noire quatre de ses vaisseaux et offre de reconduire à Odessa le détachement russe qui occupe l'île des Serpents, le premier soin de Gortchakoff est de saisir Morny de cet incident et d'en appeler aux Français du procédé de leurs alliés. Aussitôt la nouvelle communiquée à l'empereur, il vient, par ordre de son maître, la porter à Morny. Déchiffrement d'Odessa et texte de la réponse, il met tout sous les yeux de l'ambassadeur de France. Ce qu'il tient à savoir, c'est si la démarche de l'amiral anglais a été concertée entre Londres et Paris : la surprise de Morny tient lieu de réponse. Dès lors, il ne se donne pas la peine de contenir ses impressions : il prend l'affaire avec une très grande vivacité ; il témoigne une susceptibilité extrême ; il se propose de protester en termes énergiques contre ce qu'il appelle « une violation du traité de Paris ». L'empereur est plus maître de lui, mais cependant très contrarié ; il parle à Morny de ces faits « avec une sorte de tristesse et un sentiment de dignité blessée ». Lui aussi se hâte d'exprimer sa confiance dans la France ; « il ne doute pas que l'empereur Napoléon ne soit complètement étranger à ces derniers incidents »².

Morny avait pour instructions de s'employer à fortifier les bons rapports entre la France et la Russie et à leur donner leur caractère complètement logique en provoquant un rapprochement entre la Russie et l'Angleterre. L'événement ne tardait pas à lui prouver que, si la première partie de ce programme était d'une exécution facile, il n'en allait pas ainsi de la seconde. Son rôle, dans la circonstance, lui était dicté par ses instructions : chercher à apaiser le conflit, s'il en était encore temps. Il fait de son mieux pour calmer Alexandre II et Gortchakoff et y parvient sans trop de diffi-

1. Baudin, juill. 1856.

2. *Une ambassade en Russie*, p. 63-80.

culté. Il ne leur déplait pas, en effet, de se laisser ramener au calme par l'ambassadeur de France : c'est déjà un semblant de titre à sa protection. Gortchakoff consent donc à rentrer sa protestation, si tant est qu'il ait jamais eu l'intention de lui faire voir le jour. Quant à Alexandre II, il s'engage à ne prendre aucune résolution jusqu'à plus ample informé. Voici la France amenée à jouer un rôle modérateur, qui l'achemine vers celui de protecteur : elle a le doigt dans l'engrenage.

Le rôle qu'il a pris à l'égard des Russes, Morny est naturellement conduit à l'assumer envers les Anglais. Peu de temps après l'entrée de ses vaisseaux dans la mer Noire, le gouvernement britannique adresse à son ambassadeur à Pétersbourg une dépêche reprenant en termes des plus acerbes tous ses griefs contre la Russie. Ce qui aggrave le cas, c'est que lord Wodehouse¹ a pour instructions d'en laisser copie à Gortchakoff. Morny cherche à l'en dissuader et lui conseille de prendre sur lui de ne pas le faire. Mais les instructions de lord Wodehouse sont formelles et il ne croit pas pouvoir y déroger.

La réplique ne se fait pas attendre : Gortchakoff riposte par une dépêche qui sera communiquée à toutes les grandes puissances, et voici que s'engage, entre la mission anglaise et la chancellerie russe, un échange de correspondance, courtoise de forme, acrimonieuse dans le fond, envenimant le débat que les efforts de Morny ont eu pour but d'apaiser.

L'acharnement de l'Angleterre sert si bien les projets de Gortchakoff qu'il n'a presque qu'à en attendre les conséquences. Quelques jours plus tard, Morny est invité par son collègue anglais à s'associer à une protestation contre l'occupation de l'île des Serpents. C'était aller au-devant d'un refus : Morny ne partageait pas la manière de voir de l'Angleterre ; il était partisan d'un recours à la conférence, auquel la Russie s'était déjà ralliée ; il se savait d'accord sur ce point avec Paris. Refusant donc de s'associer à la protestation anglaise, il laisse son collègue intervenir seul et se borne à insister vivement auprès d'Alexandre II et de Gortchakoff en faveur de la liquidation rapide et définitive de toutes les petites questions de détail.

Cette sorte de scission diplomatique entre les deux alliés de Crimée était attendue avec trop d'impatience à Pétersbourg pour y passer inaperçue. « Toutes les fois », écrivait Morny, « que,

1. Ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg.

sur une même question, l'ambassade d'Angleterre tiendra un autre langage que moi, on sera tout naturellement enclin à se figurer qu'il existe des semences de désunion entre la France et l'Angleterre, et je n'ai pas besoin de dire qu'on ne verrait pas sans plaisir se développer ces germes imaginaires¹. » Resterait à savoir si ces germes de désunion étaient aussi imaginaires que Morny se plaisait à le dire.

Quoi qu'il en fût, les deux cours se trouvaient placées, de ce fait, vis-à-vis de leurs anciens adversaires dans une situation dont Gortchakoff avait bien soin de souligner la différence.

Jamais ambassadeur n'a été traité comme l'est Morny ; il n'y a pas d'attentions, pas d'égards, pas de petits soins qu'on n'ait pour lui. Ni lord Granville² ni lord Wodehouse ne sont, au contraire, l'objet des mêmes faveurs. Morny se rend compte de ce que cette différence a de fâcheux et fait tout ce qu'il peut pour la masquer :

J'ai toujours eu le soin, — ayant sans cesse devant les yeux sinon le piège qu'on devait nous tendre, au moins l'écueil que nous devions naturellement rencontrer, — de ne faire ni avances ni caresses qui fussent de nature à alarmer la mission anglaise. Je n'ai jamais attribué notre manière d'agir à un désir personnel de nous rapprocher intimement de la Russie. Je me suis borné à dire : « Nous sommes d'honnêtes gens ; nous tenons loyalement nos engagements, non seulement dans leur lettre, mais dans leur esprit. Or, pour Kars, pour Bolgrad, pour les principautés, pour l'île des Serpents, ce qui a été écrit dans les protocoles ou convenu verbalement dans les conférences fera loi à nos yeux et formera la limite de nos exigences »³.

Mais dépendait-il de Morny de décourager la reconnaissance intéressée des Russes ? Les Anglais eux-mêmes étaient bien forcés de convenir que « l'inégalité dans les dispositions dont la Russie était animée à notre égard et au leur était dans la force des choses et la conséquence du sentiment public »⁴. Condamnée à la popularité, la France ne peut s'y soustraire qu'en s'associant à la politique brutale de son alliée, et cela, elle ne peut le faire sans compromettre des avantages plus solides qu'une popularité dont elle aurait, à la rigueur, fait bon marché.

Frappé, dès son arrivée en Russie, par l'unanimité, par la sin-

1. Morny, 17 août 1856.

2. Ambassadeur extraordinaire d'Angleterre au couronnement d'Alexandre II.

3. Morny, 5 sept. 1856.

4. Morny, 15 août 1856.

cérité des sentiments de sympathie envers son pays, Morny y avait vu une ressource d'avenir, précieuse à lui ménager. Aussi ne cessait-il de montrer à son gouvernement le parti qu'il en pouvait tirer.

« Je vois en Russie une mine à exploiter pour la France »¹ : cette idée apparaît dès sa première lettre et revient, comme un refrain, dans toutes les suivantes. « Je crois pouvoir vous confirmer encore ma première assertion, à savoir que notre position ici est excellente avec tout le monde et qu'il dépend de l'empereur de déterminer l'usage qu'il veut en faire². » « Je vous répète ce que je vous ai dit : que nous pourrons faire ici, avec de l'esprit de conduite, beaucoup de choses sans blesser personne³. »

Est-il donc chimérique de prévoir des circonstances où l'appui de la Russie puisse nous être nécessaire? Morny se hasarde bientôt à préciser nettement ces circonstances :

Malgré ses désastres récents, la Russie conserve encore un grand prestige en Allemagne. Le jour où cette dernière croira qu'il existe un accord sincère et sérieux entre les deux empereurs de France et de Russie, elle passera par le trou d'une aiguille. Si jamais on devait remanier pacifiquement la carte d'Europe, il est bien clair qu'une modification au profit de la France ne se ferait pas avec l'assentiment de l'Allemagne et que ce ne serait possible qu'avec le concours de la Russie⁴.

Ce concours éventuel, il serait impardonnable de notre part de le laisser échapper, alors qu'il dépend de nous de nous l'assurer à si peu de frais.

Je ne peux pas m'empêcher de me reporter à notre situation de 1845. Rappelons-nous que quelques puissances nous ont mis le pied sur la gorge; d'autres, plus généreuses, nous ont tendu la main : les unes nous ont laissé un sentiment amer; les autres, malgré leur hostilité et en dépit de notre humiliation, nous ont laissés sans rancune. La situation est un peu la même aujourd'hui pour les Russes. Ils sont profondément humiliés : ils ne s'en cachent pas. Se montrer équitable ou bienveillant sur des points sans importance, c'est gagner leur reconnaissance à très bon marché⁵.

1. Morny, 8 août 1856.

2. Id., 15 août 1856.

3. Id., 5 sept. 1856.

4. Id., 5 sept. 1856.

5. Id., 5 sept. 1856.

Sachons donc profiter de ce qui s'offre, nous concilier l'amitié de la Russie pendant qu'elle est au prix de quelques bons procédés. Autant Morny juge compromettant de rechercher la popularité, autant il trouve impolitique de repousser systématiquement toutes les avances, de dédaigner par principe les dispositions amicales, de mépriser les témoignages de bonne volonté. « Mon opinion », conclut-il, « est que, sans rien faire qui soit de nature à alarmer l'Angleterre, nous devons tenir un compte sérieux des dispositions amicales, des préférences que nous témoigne la Russie¹. »

Cela revenait à dire que nous devons ménager la Russie sans nous aliéner l'Angleterre. Encore fallait-il que l'Angleterre consentît à ne pas s'alarmer du seul fait que nous ménagions la Russie. A moins de fermer l'oreille à l'appel de Gortchakoff, la France s'est vu amenée à plaider auprès de sa propre alliée la cause de la Russie, et, une fois la discussion transportée entre Paris et Londres, l'obstination, l'intransigeance de l'Angleterre ont bientôt fait de l'envenimer. Sur la question de Bolgrad aussi bien que sur celle de l'île des Serpents, le gouvernement anglais refuse toute concession. C'est en vain que Walewski s'ingénie à chercher un terrain d'entente, à imaginer des transactions : toutes ses propositions échouent devant l'intransigeance de Palmerston. C'est lui dont l'entêtement s'impose à tous ses collègues, à l'opinion de son pays, empêche l'Autriche et la Turquie de faiblir. Plus la France insiste, plus il se bute. Cette divergence n'a pas été sans créer entre les deux alliées une certaine tension. De Londres parviennent à Paris des reproches, des récriminations, des craintes au sujet de l'alliance. Après avoir constaté l'impossibilité de faire vivre l'Angleterre et la Russie en bonne intelligence, voici que la France constate la difficulté de rester l'alliée de l'une en étant l'amie de l'autre.

Sans doute est-ce sous l'impression de cette difficulté que Walewski écrivit une lettre qui émut vivement Morny. Elle dénotait une tendance à sacrifier la cause russe à l'alliance anglaise, à céder sur la question de Bolgrad. « Je vous supplie », répond Morny, « au nom de notre réputation, de notre dignité et de l'avenir de nos relations avec la Russie, de ne pas céder sur ce point². »

1. Morny, 5 sept. 1856.

2. *Une ambassade en Russie*, p. 82.

Mieux eût valu cent fois ne pas nous prononcer en faveur des Russes que de changer d'avis sous la pression de l'Angleterre; nous déjuger, c'est ruiner la confiance que nous avons su inspirer à la Russie, couper court à toutes les espérances que nous pouvons fonder sur son amitié. Ces espérances, Morny les fait encore une fois miroiter aux yeux, non plus de Walewski, mais de Napoléon III lui-même, à qui il écrit personnellement :

Examinez si quelques sacrifices de peu d'importance, par égard pour l'empereur de Russie, ne seraient pas des gages utiles pour un bon accord... Mon opinion bien profonde est qu'il nous est plus possible et plus facile d'être bien avec la Russie qu'avec l'Allemagne, qui nous déteste du fond du cœur. Cela veut tout dire à mes yeux pour l'avenir de n'importe quels projets que vous pouvez avoir¹.

Ces « sacrifices de peu d'importance » que Morny adjure l'empereur et Walewski de faire à la bonne entente avec la Russie, c'est l'objet même du conflit qui met aux prises Russes et Anglais, c'est l'île des Serpents, c'est Bolgrad surtout, dont l'habileté de Gortchakoff a su faire « la pierre de touche de notre loyauté et de notre fermeté de caractère ». Autant dire que cette pierre de touche, c'est notre opposition même aux vœux de nos alliés, c'est notre indépendance à leur égard.

Jusqu'alors Gortchakoff n'a eu qu'à laisser agir les circonstances pour voir se développer une à une les conséquences de l'appel qu'il a adressé à la France : le rôle de médiatrice dont elle s'est trouvée investie; le contraste entre son attitude et celle de l'Angleterre envers la Russie; la communauté de vues et les perspectives d'entente avec Pétersbourg; la tension des rapports entre Paris et Londres. Mais, à la longue, cette immobilité risque de devenir dangereuse. Ce n'est que sur les objurgations de Morny que le gouvernement français s'est décidé à tenir bon sur Bolgrad.

Bien que les hésitations de Walewski soient restées confidentielles, Gortchakoff n'est pas sans se rendre compte que la bonne volonté de ses protecteurs commence à se lasser, que leur fermeté tend à faiblir. C'est à son tour de faire des concessions, s'il ne veut se voir abandonné. Pour ne pas perdre ce précieux appui, Gortchakoff diminue ses prétentions et, désormais, conti-

1. *Une ambassade en Russie*, p. 96.

nuant à s'effacer derrière la France, il proportionnera ses exigences au degré de fermeté de sa protectrice. Plus il la sentira inquiète de l'avenir, contrariée du conflit auquel il l'a conduite avec l'Angleterre, plus il se montrera accommodant, modeste, jusqu'à s'en remettre purement et simplement à l'équité de l'empereur des Français, à le prendre pour arbitre, à attendre de lui « le mot d'ordre ».

Encore a-t-il eu le talent de faire désirer ces concessions sans qu'on eût à les lui arracher. Il a su céder de bonne grâce, tout en donnant l'impression qu'il tenait à ce qu'il cédait. De guerre lasse et faute d'une entente possible avec Londres sur Bolgrad, le gouvernement français avait eu l'idée d'une cote mal taillée entre les diverses questions en litige : que la Russie renonce à l'île des Serpents ; qu'elle laisse attribuer à la Turquie Soulina et le Delta du Danube, au sujet desquels s'est également élevée une contestation, et peut-être en échange de ces concessions les Anglais reconnaîtront-ils ses droits sur Bolgrad. « Eh bien », répond Gortchakoff à Morny qui lui expose les avantages de cette combinaison, « vous faites de moi tout ce que vous voulez. Tâchons donc d'en finir. Tenez, mais ceci pour votre gouvernement seul, prenez l'île des Serpents, prenez le phare, prenez le Delta, prenez Soulina, faites-en tout ce que vous voudrez, donnez-les aux Turcs en toute propriété. Laissez-nous Bolgrad suivant le tracé proposé par vous ; que ce soit une affaire finie une fois pour toutes et que rien ne vienne plus nuire à cet accord que, nous aussi, nous souhaitons voir régner entre les trois gouvernements¹. »

On aurait eu mauvaise grâce à nier l'importance de la concession : ce n'était rien moins que l'abandon du principe que la Russie avait jusqu'alors soutenu, celui d'un recours à la conférence ; sans compter que la solution était avantageuse, en ce qu'elle laissait à la Turquie ce qui présentait pour elle le plus d'intérêt, le Delta du Danube et l'île des Serpents, pour n'attribuer aux Russes qu'un point insignifiant, Bolgrad, séparé du lac Yalpus par une chaussée moldave.

Si la France avait été tentée de faire défection, elle ne pouvait plus déceimment céder à cette tentation, alors que la Russie venait de donner une preuve aussi éclatante de son esprit de conciliation, et si, comme il était probable, l'Angleterre persis-

1. Morny, 18 sept. 1856.

tait dans son refus, c'est surtout alors que les Russes auraient le beau rôle.

Les dispositions de l'Angleterre le leur assuraient d'avance. La nouvelle proposition ne fut pas mieux reçue à Londres que les précédentes. Le seul résultat qu'elle obtint fut d'augmenter l'irritation du gouvernement anglais contre l'intermédiaire qui la lui avait transmise. Entre Paris et Londres, on en est maintenant à la polémique déclarée : au début d'octobre, lord Cowley vient lire à Walewski une dépêche de Clarendon se plaignant que « dans toutes les discussions, petites ou grandes, qui se sont élevées par rapport à l'exécution du traité de Paris, le gouvernement de l'empereur se soit toujours prononcé en faveur de la Russie »¹. Accusé de partialité, Walewski regimbe, proteste de sa bonne foi, de son indépendance de jugement, et, plus il en proteste, plus il s'interdit de se déjuger. La discussion a haussé de ton sans pour cela faire un pas.

Au point où en sont les choses, le chassé-croisé d'alliances rêvé par Gortchakoff paraît, d'ores et déjà, passé de l'état de projet à celui de fait accompli.

Non contentes de se quereller, la France et l'Angleterre se combattent ouvertement sur le terrain diplomatique. L'enjeu de leur lutte est le concours de la Turquie. Pendant que la France, d'accord avec la Russie, presse les Turcs de consentir à remettre les questions en litige au jugement d'une conférence, l'Angleterre leur démontre que ce serait pour eux une humiliation et appuie ses arguments de l'envoi d'une force navale. En butte aux injonctions opposées de leurs deux alliées, les malheureux Turcs ne savent à quel saint se vouer. Libres d'opter à leur gré, sans doute n'auraient-ils pas hésité longtemps. Entre l'intérêt de garder Bolgrad et celui de conserver l'île des Serpents, le Delta du Danube et, par surcroît, d'être délivrés de la présence des vaisseaux anglais dans le Bosphore et des troupes autrichiennes dans les principautés, aucune hésitation n'était possible. Mais, plus turque que la Turquie elle-même, l'Angleterre est là pour empêcher les ministres du sultan de suivre leur penchant.

Autant dire qu'elle le leur interdit. Car ce ne sont plus des conseils qu'elle donne, mais bien des ordres qu'elle dicte; ce n'est pas en alliée, pas même en protectrice qu'elle parle : c'est

1. Waleswski, oct. 1856.

en maîtresse. Elle n'hésite pas à faire de la docilité des Turcs la condition même de son alliance : « Dites à la Sublime Porte », mande Palmerston à son ambassadeur, « que notre amitié est à ce prix : temporiser. » Elle laisse entendre que ses représailles pourraient aller plus loin : « Si la Porte », fait-elle dire à Constantinople, « n'a pas souci de la dignité de l'Angleterre, elle mettra le gouvernement anglais dans la nécessité de n'avoir désormais aucune confiance en elle et d'agir en conséquence¹. » Il n'y a pas qu'une menace dans ces paroles : il y a aussi un aveu. L'intérêt de la Turquie n'est qu'un prétexte ; le motif réel de la passion que l'Angleterre apporte à cette affaire, c'est le souci mal entendu de sa dignité qu'elle confond avec son amour-propre, avec sa vanité.

Elle a mis son point d'honneur à avoir le dernier mot ; il faut qu'elle l'ait. A défaut d'arguments, elle compte, pour faire réfléchir les Turcs, sur le spectacle de ses canons. De renforts en renforts, l'escadre qu'elle maintient en observation dans le Bosphore en est venue à constituer une force navale imposante. Sans cesse de nouvelles unités viennent rallier le pavillon de l'amiral Lyons. Tant dans la Corne-d'Or que dans les détroits, il y a, à la fin d'octobre, plus de quinze bâtiments anglais en croisière ou au mouillage. Sans doute ce déploiement de forces est officiellement destiné à intimider les Russes. En fait, c'est sur les Turcs qu'il pèse et c'est eux qu'il met à la discrétion de l'ambassadeur anglais, lord Stratford de Redcliffe.

Gallophobe impénitent, Stratford ne s'était jamais résigné qu'à contre-cœur à marcher d'accord avec une puissance qu'il avait passé la majeure partie de sa carrière à combattre. Habitué à régner en maître dans les conseils du sultan, il s'était soumis de moins bonne grâce encore à un partage d'influence avec la France. En pleine campagne de Crimée, il avait mis à une rude épreuve la patience de son collègue français. La paix conclue, ce fut bien pire. Si peu qu'il l'eût contenue, l'humeur batailleuse et dominatrice de Stratford réclamait une revanche : Bolgrad vint à point pour lui en offrir l'occasion.

La politique anglaise retrouve en lui un auxiliaire docile dès l'instant qu'elle tend à régenter la Porte et à faire échec à la France. Il met toute sa fougue au service d'une cause qui flatte

1. Thouvenel à Walewski, oct.-nov. 1856.

ses passions maîtresses : l'amour de la domination et celui de la lutte. Le grand vizir Aali Pacha et le ministre des Affaires étrangères Fuad lui paraissent suspects de condescendance envers la France. C'est assez pour qu'il complotte leur chute. Il lie partie avec leur adversaire, Rejchid Pacha, qui, à l'instigation de Stratford, se fait le chef d'une opposition telle qu'on n'en a jamais vu en Turquie, critiquant tous les actes du gouvernement, s'en prenant à la paix, au traité du 30 mars, à celui du 15 avril, au Hatti-Humayoun, groupant autour de lui tous les mécontents, faisant même courir le bruit de révolutions prochaines.

Stratford prête ouvertement son appui à cette campagne et s'emploie activement à imposer son protégé au sultan, dont il exploite la vanité en lui faisant conférer l'ordre de la Jarretière. Aali et Fuad, dont la situation est devenue intenable, paient de leurs portefeuilles leurs timides velléités d'indépendance et, au moment même où Stratford est attendu au palais pour donner au sultan l'investiture de la Jarretière, Rejchid est mandé et nommé grand vizir.

Il a fallu à Thouvenel une patience peu commune pour ne pas payer de retour un allié si acharné à lui faire pièce. Encore a-t-il douté plus d'une fois que sa modération pût préserver de la ruine une alliance aussi impudemment méconnue par Stratford. « Je me demande en conscience », écrivait-il à Walewski, « lorsque le règlement des grosses affaires qui restent à traiter ici exigerait l'accord des ambassadeurs de France et d'Angleterre, comment il sera possible de les mener à bonne fin avec les dispositions évidemment incurables de mon collègue à tout recevoir sans rien rendre¹. » Trois mois après, ses doutes se sont transformés en conviction. « A Constantinople, je ne crois pas », écrit-il, « que l'alliance de la France et de l'Angleterre puisse se pratiquer sincèrement et efficacement sur un terrain où elle serait cependant si nécessaire tant que le gouvernement de S. M. Britannique trouvera bon d'y conserver un agent dont la carrière a commencé et grandi à des époques d'antagonisme entre les deux pays². »

Mais Stratford n'est-il pas excusable de se croire revenu à cette époque bénie de sa carrière? Entre la France et l'Angleterre,

1. Thouvenel, 11 août 1856.

2. Id., 17 nov. 1856.

tout est alors matière à conflit : Bolgrad, l'île des Serpents, le Delta du Danube, les principautés, l'isthme de Suez. Nè pendant l'affaire de Bolgrad, le dissentiment portant sur les principautés prend de jour en jour des proportions plus inquiétantes. Au Congrès, la France et l'Angleterre se sont trouvées d'accord pour réclamer l'union sous un même prince des deux provinces de Moldavie et de Valachie. L'opposition de la Turquie et de l'Autriche ayant empêché cette solution de prévaloir, le traité de Paris s'est borné à stipuler la convocation, dans chaque principauté, d'une assemblée ou divan, appelée à exprimer les vœux des populations et à les transmettre à des commissaires européens chargés de procéder à la réorganisation administrative du territoire. Que les divans soient autorisés à se prononcer sur la question de l'union ou de la séparation des deux provinces; que la liberté des élections et l'indépendance des élus soient sauvegardées et l'union est assurée.

C'est à réaliser ces deux conditions et à combattre d'ores et déjà les objections de la Turquie contre l'union que s'emploie la diplomatie française. Pour cette œuvre, elle a cru pouvoir compter sur le concours de l'Angleterre. Quelle n'est pas sa surprise en constatant que celle-ci hésite à le lui prêter! L'abstention de Stratford frappe d'avance de stérilité les efforts de Thouvenel auprès de la Porte. Aussi avoue-t-il à Walewski :

Je dois vous confesser dès à présent que je n'obtiendrai rien. Aali Pacha, qui a résisté à vous-même et à l'empereur, ne cédera certes pas devant moi. Pour faire brèche, il faudrait joindre à mon feu celui de lord Redcliffe. Or, son artillerie est muette. Si elle se charge jamais, elle sera tirée avec ménagement et, d'après ce que le grand vizir tient de la bouche de lord Clarendon et de lord Palmers-ton, les boulets envoyés de Londres ne seraient pas de calibre. Tenté dans de semblables conditions, tenez d'avance notre assaut pour repoussé¹.

Bientôt, ce n'est plus de l'obstination de Stratford que Thouvenel se plaint, mais bien de son intervention : l'artillerie du belliqueux ambassadeur s'est bien chargée, mais c'est sur nous qu'elle tire. Stratford ne se cache pas d'être hostile à l'union des principautés. Il laisse entendre que ses sentiments sont partagés

1. Thouvenel, 20 juill. 1856.

à Londres et l'attitude de son gouvernement tend de plus en plus à accréditer cette opinion. L'ambassadeur de Turquie étant venu lui lire une dépêche où il s'élève contre l'éventualité de l'union, Clarendon y donne une approbation presque sans réserve. En rapportant à son ambassadeur à Paris l'entretien qu'il a eu avec Musurus Pacha, le ministre anglais reproduit complaisamment l'argumentation turque dont il se déclare vivement frappé. Devant des preuves aussi irrécusables, il n'y a plus à se faire d'illusions sur un changement d'opinion que le cabinet de Londres ne cherche d'ailleurs pas à dissimuler. Le résultat est que la France et l'Angleterre se trouvent en désaccord, à Constantinople, sur une question de plus et, qui plus est, sur une question grosse de complications, car Napoléon III est aussi résolu à obtenir, dans les principautés, une application du principe des nationalités, que l'Angleterre et la Turquie sont obstinées à lui refuser cette satisfaction.

Les questions pendantes sont aujourd'hui celles de Bolgrad, de l'union des principautés et du percement de l'isthme de Suez. Sur ces trois points, la divergence des deux cabinets est complète. Si l'on descend à des affaires d'un ordre inférieur, la lecture des dépêches consulaires, presque sans exception, dénote entre les agents des deux pays une rivalité des plus regrettables¹.

La situation est condensée dans ces deux phrases extraites d'un rapport de Thouvenel à Walewski.

Parallèlement au conflit entre Paris et Londres s'était développée l'intimité entre la France et la Russie. C'est avec raison que Morny signalait, dans la simultanéité de ces deux faits, non pas une simple coïncidence, mais un rapport de cause à effet. « Il arrive forcément ce que j'avais prévu », écrit-il, « et dont les Anglais auraient bien pu se douter : c'est que rien n'est plus fait pour rapprocher les deux pays et les deux cabinets de France et de Russie que la conduite de l'Angleterre². » La force des choses voulait que les relations de la France avec Londres et Pétersbourg suivissent une évolution inverse et en vinssent à présenter un contraste que des circonstances particulières contribuèrent encore à accentuer.

1. Thouvenel, 17 nov. 1856.

2. *Une ambassade en Russie*, p. 127.

Les fêtes du couronnement venaient de s'ouvrir à Moscou. Toute la cour et le corps diplomatique avaient suivi l'empereur et la famille impériale dans la capitale sainte de la Russie pour prendre part aux cérémonies dont s'accompagne cette solennité. Les fêtes s'y déroulaient dans l'ordre traditionnel, au milieu du concours habituel de princes, d'ambassadeurs, de courtisans et de peuple. Entrée solennelle de l'empereur, revue des troupes, proclamation de l'avènement par les hérauts, couronnement se succédaient selon un cérémonial intangible et chaque journée effaçait par sa splendeur l'éclat de la précédente.

C'est à Morny qu'était échue la tâche délicate de représenter l'empereur des Français au couronnement d'Alexandre II. Si le choix de Napoléon III s'était arrêté sur lui, c'est que personne ne lui avait paru plus capable de soutenir le prestige de son pays parmi les grands dignitaires, voire même parmi les princes que les souverains ont coutume de déléguer à ces cérémonies. Éclat du rang, dons extérieurs, aisance et charme des manières, connaissance approfondie du monde, art de plaire, finesse du goût, science de la représentation et du faste, Morny possédait en effet toutes les qualités du rôle brillant et difficile qu'il avait à jouer. Il ne négligea rien pour s'en acquitter à son honneur et à celui de son souverain, et c'est sans forfanterie qu'il pouvait se rendre à lui-même ce témoignage : « Je crois avoir réussi, au milieu de tous ces princes étrangers, à donner, par mon langage, par mon attitude, de l'empereur Napoléon, de son gouvernement, de la France, l'idée grande et élevée qu'ils méritent¹. » Les circonstances le servirent à souhait : un retard dans l'arrivée des lettres de créance de l'ambassadeur d'Autriche fit de Morny le doyen du corps diplomatique, et c'est à lui que revint, en cette qualité, l'honneur d'offrir, au nom de ses collègues, le bal d'usage à l'empereur. Le rang dont il se trouva ainsi investi, l'éclat qu'il sut donner à la mission française contribuèrent à lui assurer parmi tous les représentants étrangers une place hors de pair et une situation privilégiée que le tsar, les grands-ducs et la cour tout entière prirent à tâche de rehausser encore par les témoignages publics de leur faveur. « L'empereur », rapportait Morny, « m'a traité comme jamais ambassadeur ne l'a été, au dire de tous². » La réconciliation des deux pays trouvait, pour ainsi

1. *Une ambassade en Russie*, p. 86.

2. *Ibid.*, p. 94.

dire, son expression matérielle et tangible dans la situation d'exception faite à l'ambassadeur de France, et le caractère imposant de la mise en scène formait à cette réconciliation le cadre le plus magnifique qu'on pût rêver.

Une confiance croissante s'établit, à cette époque, dans les relations politiques de Morny avec Alexandre II et Gortchakoff; car, à Moscou, en dépit des fêtes, la politique n'a jamais chômé complètement. « Soyez bien sûr », écrit Morny, « que j'ai acquis sur l'esprit de l'empereur et celui de son ministre une très grande influence que je pourrai mettre à profit dans l'occasion¹. » C'est le moment où se place, entre Alexandre II et Morny, une conversation que l'ambassadeur a notée sous forme de dialogue et dont l'expression presque familière, le ton d'expansion discrète et contenue tranchent d'une manière si frappante sur la sécheresse habituelle des entretiens diplomatiques. Aujourd'hui encore, une impression de chaleur se dégage de ces lignes où, sous la simplicité de la forme, se révèle l'émotion des deux interlocuteurs lorsqu'ils jettent les bases d'une entente entre leurs pays et échanagent la promesse d'une mutuelle confiance, et quelque chose de leur accent de sincérité a passé dans ces mots par lesquels Alexandre II, prenant la main de Morny « avec une affection véritable », met fin à leur entretien : « Monsieur l'ambassadeur, j'ai une entière confiance en vous et je vous promets de m'adresser à vous toujours avant de rien faire qui soit de nature à troubler cette bonne harmonie². »

En vérité, quiconque n'eût pas été averti ne se serait jamais douté que, de l'Angleterre et de la Russie, l'alliée de la France était la puissance avec qui elle se querellait à Constantinople, et son ennemie de la veille, celle qui était en coquetterie avec elle à Moscou. Mieux placé que qui que ce soit pour juger de l'ironie de notre position, Thouvenel en faisait spirituellement ressortir l'étrangeté et le paradoxe dans une lettre qu'il adressait à Benedetti :

Êtes-vous bien sûr que ces fallacieux journaux ne nous ont pas trompés en annonçant que, le 6 septembre 1853, Sébastopol serait tombé sous les efforts combinés de la France et de l'Angleterre? Ne nous ont-ils pas surtout mystifiés en publiant un traité qui aurait été signé, le 18 avril 1856, entre la France, l'Angleterre et l'Autriche

1. *Une ambassade en Russie*, p. 118.

2. *Ibid.*, p. 113.

pour combattre les velléités ultérieures de la Russie? Oh! les grands seigneurs de Moscou ont tort de plaisanter sur les larmes du très sensible Morny! Ils devraient plutôt les recueillir comme des perles. Toujours est-il que, de fil en aiguille, me voilà en alliance avec M. Bouteneff et que, par-dessus le marché, je suis battu de compte à demi avec lui¹.

Resté partisan de l'alliance anglaise en dépit des torts de Stratford envers lui, Thouvenel ne cachait pas les préoccupations que lui causait cette situation. Pour peu qu'elle se perpétuât, l'exception aurait bientôt fait de devenir la règle et l'alliance russe de se substituer à l'alliance anglaise. Substitution des plus fâcheuses au jugement de Thouvenel qui la dénonce comme le terme fatal vers lequel s'achemine inconsciemment la France :

Avons-nous raison de nous séparer sur cette question de Bolgrad, sur une question aussi secondaire, je ne dirai pas de ces tristes Autrichiens, mais des Anglais? Les politesses que nous fait la Russie cachent de grands déboires! Nous ne pouvons rien faire d'utile avec Saint-Petersbourg sans démentir toutes les traditions de notre politique. Rappelez-vous que Napoléon, au moment de passer aux actes, a maudit les éblouissements de Tilsitt; gardons-nous, pour l'amour du ciel, de ceux du couronnement de Moscou².

Ainsi, pour engager le gouvernement à lâcher pied sur la question de Bolgrad, Thouvenel invoque le danger de compromettre l'alliance anglaise; pour l'encourager à tenir bon, Morny n'invoque pas l'intérêt de l'alliance russe. Nous ne répondrions pas que, si l'on avait pu regarder au fond de sa pensée, on n'y eût pas discerné cette préoccupation; en tout cas, il ne l'énonce pas. Son argumentation s'inspire de raisons multiples, toutes d'ordre très élevé, qui méritent d'être résumées. Avant tout, il commence par se défendre contre les reproches qu'il devine de se laisser éblouir et séduire. « Croyez-moi », déclare-t-il, « je ne suis pas sous le charme. » Cette accusation écartée, il justifie son opinion par des arguments qui s'enchaînent avec une remarquable logique :

J'ai l'orgueil de juger tous les jours que l'ascendant prodigieux de notre empereur et de notre gouvernement tient non pas seulement

1. L. Thouvenel, *Trois années de la question d'Orient*, p. 62.

2. L. Thouvenel, *op. cit.*, p. 45.

au succès de ses armes, mais à la confiance que son caractère a inspirée au monde entier¹.

Convaincu que la France est redevable de cet ascendant à sa seule loyauté, Morny l'adjure de ne pas démentir une confiance où il voit sa plus grande force et la source même de son prestige.

Mais, nous, je vous le demande, en présence de cette Europe attentive qui juge chacun de nos actes, comment pourrions-nous justifier un tel revirement d'opinion? Nous aurions publiquement proclamé qu'une chose nous paraissait juste, et nous irions publiquement avouer que néanmoins nous cessons de la soutenir! Notre puissance morale serait tuée du coup, et tout le prestige, toute la confiance obtenus jusqu'ici seraient gravement compromis².

De la fermeté qu'elle montrera dépend donc, d'après Morny, l'ascendant moral de la France, non seulement sur la Russie, mais sur l'Europe entière, et le souci de cet ascendant doit, à ses yeux, primer l'intérêt même de l'alliance anglaise.

Certes, personne n'est plus que moi partisan de l'alliance anglaise : ç'a été la croyance politique de toute ma vie, et la connaissance plus approfondie des ressources et du caractère de ce pays-ci n'a pas altéré chez moi cette prédilection. Aussi ai-je toujours eu soin de la placer hors de toute atteinte. Mais je mets au-dessus de l'alliance anglaise et de toutes les alliances du monde notre propre dignité, notre considération, notre réputation de fermeté et de loyauté³.

Le sacrifice de ces biens tournerait d'ailleurs au détriment de l'alliance même qu'il aurait eu pour but de sauvegarder.

L'alliance anglaise, il ne faut pas s'y tromper, domine le monde quand elle réunit les deux plus grandes puissances, les deux peuples les plus avancés dans l'intérêt de la civilisation. Mais, du jour où elle ne réunirait plus que deux forces matérielles destinées à imposer aux autres nations la loi du plus fort, elle révolterait bientôt le sentiment honnête du reste de l'Europe, et j'oserais prédire, sans savoir pourquoi ni comment, qu'elle cesserait de tourner à l'avantage de ces deux grands pays⁴.

1. Morny, 6 oct. 1856.

2. Id., 6 oct. 1856.

3. Id., 6 oct. 1856.

4. Id., 6 oct. 1856.

Le bon sens de Morny se refuse enfin à admettre qu'une alliance éprouvée sur les champs de bataille soit à la merci d'un désaccord portant sur d'aussi misérables objets que Bolgrad et l'île des Serpents, et il conclut :

En cédant, la France se déjuge et sacrifie sa propre dignité non pas à l'alliance anglaise, car cette alliance ne peut pas tenir à si peu, mais à des exigences à mon avis exagérées¹.

Que l'alliance anglaise exige ou n'exige pas le sacrifice de Bolgrad, il n'en reste pas moins qu'elle est assez ébranlée pour inspirer des craintes à un homme aussi avisé que Thouvenel et que l'idée d'une alliance russe a suffisamment pris corps pour éveiller ses alarmes. S'il ne se hasarde pas encore à opposer l'une à l'autre, s'il conteste même que l'alliance anglaise soit sérieusement menacée, Morny n'en est pas moins amené à discuter, comme plausible, l'hypothèse où elle se dissoudrait et, qui plus est, à prendre délibérément son parti de ce sacrifice, s'il est nécessaire à l'ascendant moral de la France sur la Russie. C'est assez pour permettre de mesurer le chemin parcouru en trois mois et montrer combien la situation s'est rapprochée du but auquel tend Gortchakoff.

Les choses en sont là quand l'Angleterre prend une détermination qui porte la crise à l'état aigu : elle donne ordre à ses vaisseaux de rentrer dans la mer Noire. L'embarras de la France se révèle dans le télégramme par lequel Walewski annonce le fait à Morny :

La corde se tend de plus en plus sur Bolgrad. L'Angleterre en fait une très grosse question... Que fera la Russie si l'Angleterre persiste à ne rien entendre? Les bâtiments anglais rentrent dans la mer Noire. Comptez que nous resterons inébranlables².

Si inattendue qu'elle soit, la détermination de l'Angleterre ne prend pas Gortchakoff au dépourvu. Trois mois auparavant, les navires anglais sont déjà entrés dans la mer Noire, les faits ne font que se répéter. Seulement, cette fois-ci, la Russie n'a pas à se donner la peine de faire appel à la France : c'est la France qui

1. Morny, 6 oct. 1856.

2. Walewski, 12 oct. 1856.

l'interpelle. Gortchakoff a eu trop à se louer de l'attitude qu'il a prise la fois précédente pour en adopter une différente; en bon diplomate, il se conforme au « précédent ». Aussi, lorsque Morny vient le prier « de ne rien faire, de ne rien écrire, de ne rien dire sans s'être entendu avec nous et de ne pas nous jeter de chats entre les jambes », Gortchakoff ne fait-il aucune difficulté à s'y engager et à « promettre solennellement d'attendre de nous ses inspirations »¹. Comme il avait d'ores et déjà préparé une dépêche traçant des directions à son ambassadeur à Constantinople, il la déchire devant Morny et « il attend ». A son tour, Alexandre II adhère au plan de conduite, c'est-à-dire d'abstention, que Morny a fait accepter à Gortchakoff et révoque les instructions qu'il a données. Lui aussi attend de la France « le mot d'ordre ». Dès le lendemain du jour où il a été saisi de l'incident, Morny peut donc télégraphier à Walewski : « La Russie ne fera rien sans s'entendre préalablement avec nous. L'empereur Alexandre a dans l'empereur Napoléon une confiance extrême. Conseillez donc ce que vous voulez qui soit fait². »

Cette fois encore, l'objectif de Gortchakoff se dégage clairement de sa tactique. En s'abritant derrière la France, en s'en remettant à elle, en poussant la déférence aussi loin qu'elle peut aller, il la met dans l'impossibilité d'abandonner la Russie et l'oblige à persévérer dans une attitude qui accroît son désaccord avec l'Angleterre.

Au point où en sont les choses, le danger couru par l'alliance anglaise ne peut plus être mis en doute et Morny est bien forcé d'en convenir :

Maintenant, je ne vois pas d'issue possible à la situation, à moins que le bon sens du peuple anglais et du Parlement ne fasse justice du mauvais procédé dont on se rend coupable envers nous et de la légèreté avec laquelle on risque de compromettre une alliance qui assurerait le repos du monde, qui satisfaisait tous les amis du progrès et de la civilisation, et dont un seul jour de durée vaut plus que tous les Bolgrad de la terre³.

Moins que jamais pourtant Morny ne pense que la France

1. Morny, 14 oct. 1856.

2. Id., 13 oct. 1856.

3. Id., 25 oct. 1856.

doive sacrifier sa dignité au maintien de cette alliance. « L'affaire est grave », écrit-il sous l'impression même de la nouvelle :

Je trouve le procédé des Anglais d'une outrecuidance sans égale. S'arroger ainsi le droit de décider une question sur laquelle la France a un autre avis qu'eux, c'est presque une grossièreté; maintenant, je me demande s'il est possible de la tolérer¹.

Loin de calmer son indignation, la réflexion ne fait que l'accroître. « Comme Français », écrit-il quelques jours plus tard, « je suis profondément blessé de la conduite des Anglais » :

Car, s'arroger le droit de faire, à notre nez et à notre barbe, la police des eaux de la mer Noire; violer les termes fondamentaux du dernier traité de Paris, quand, de tous les points en litige, il n'en reste plus qu'un seul, peu important, sur lequel la France diffère d'opinion avec l'Angleterre, c'est témoigner à l'empereur Napoléon bien peu d'amitié, bien peu d'égards; c'est oublier bien vite les deux années pendant lesquelles les armées des deux pays ont partagé fraternellement les mêmes dangers et la même gloire. Certes, je suis convaincu que les compagnons d'armes de nos soldats verront avec tristesse naître une pareille cause de refroidissement. Le ministère anglais nous place dans l'alternative cruelle de supporter une humiliation, de tolérer une violation du droit public, dont nous sommes, au même titre que lui, constitués les gardiens, ou de rompre une alliance scellée de notre sang et de plonger de nouveau dans une anxiété pénible, dans un trouble profond les intérêts du monde entier².

Bien entendu, Alexandre II et Gortchakoff ne se font pas faute d'exploiter ce thème auprès de Morny. La France est atteinte, au même titre que la Russie, par l'acte du gouvernement anglais. De cet acte, ils ne veulent retenir qu'une chose : la violation du traité de Paris, dont il appartient à la France plus qu'à eux-mêmes d'obtenir réparation. C'est une affaire à régler entre Paris et Londres, plus encore qu'entre Londres et Pétersbourg. Quant à eux, ulcérés de la conduite des Anglais, ils attendent avec calme l'effet de leur appel à la France, envers qui ils protestent de leur confiance et témoignent autant de reconnaissance que

1. Morny, 14 oct. 1856.

2. Id., 25 oct. 1856.

l'Angleterre lui montre d'ingratitude et d'arrogance. « Dites bien à l'empereur Napoléon », déclare Alexandre II à Morny, « qu'il peut compter sur moi et que je n'oublierai jamais la manière dont il agit à mon égard, et je souhaite de tout cœur de trouver l'occasion de lui en donner des preuves¹. »

Cependant, la France ne se hâte pas d'envoyer « le mot d'ordre » sollicité d'elle et l'attente se prolonge. « Comme vous ne me répondez pas », télégraphie Morny à Walewski, « le prince Gortchakoff perd patience². » Et, soit embarras, soit malentendu, Walewski prétend ne pas comprendre ce qu'on attend de lui : « Je ne sais pas à quoi vous me demandez de réponse³. » Enfin, il se décide à sortir de son mutisme, mais ce n'est pas pour prononcer l'oracle espéré. « L'empereur reste ferme sur Bolgrad », télégraphie-t-il à Morny; « mais il est désirable que le cabinet russe considère froidement les conséquences de la prolongation de la situation actuelle et pèse mûrement si, dans son intérêt, il ne serait pas opportun de rechercher un autre mode de compensation⁴. » C'est une invite claire à se prêter à l'abandon de Bolgrad contre une compensation à suggérer par la Russie elle-même.

Morny ne cherche pas à dissimuler la déception que lui cause cette réponse. Demander un tel sacrifice à la Russie, c'est bien mal répondre à l'esprit de conciliation dont elle a fait preuve en subordonnant sa politique à la nôtre. Morny n'ose pas obtenir de Gortchakoff cette nouvelle concession :

Au nom de quel intérêt puis-je lui demander la cession de Bolgrad? D'abord, aucune considération humaine ne lui fera abandonner le terrain sur lequel il s'est placé et qu'il regarde comme celui de la justice et de l'équité. Il ne faut pas demander aux hommes plus qu'ils ne peuvent vous donner⁵.

Ses premiers entretiens avec Gortchakoff confirment son impression :

Il déclare que, pour la dignité de son pays, il ne peut faire l'abandon volontaire d'une portion de territoire à laquelle il croit

1. *Une ambassade en Russie*, p. 128.

2. Morny, 20 oct. 1856.

3. Walewski, 20 oct. 1856.

4. Id., 21 oct. 1856.

5. Morny, 25 oct. 1856.

avoir droit. Ne comptez donc pas sur ce moyen de sortir d'embarras¹.

Généralement si empressé à démentir tout soupçon d'arrière-pensée dans la conduite du gouvernement russe, Morny croit, cette fois-ci, en voir une dans la résistance de Gortchakoff :

Ce doit être une assez douce satisfaction pour le cabinet russe de voir la division s'introduire entre ses anciens ennemis, et, tant qu'il croira être armé de son bon droit et ne pas mériter nos reproches, je crois qu'il sera enchanté de maintenir un état de choses qui le fait sortir de son isolement et le rapproche de nous².

Étant revenu à la charge sans plus de succès, il a trouvé Gortchakoff « aux anges de ce que cette difficulté pousse forcément la Russie et la France à un plus grand degré de confiance et d'intimité mutuelles »³.

La même arrière-pensée qui a d'abord incité Gortchakoff à la résistance le détermine bientôt à la soumission. Son instinct l'avertit en effet du danger qu'il y a, dans l'état de tension des rapports anglo-français, à refuser plus longtemps à la France une concession qui ranime en elle l'espoir d'une solution et atteste, une fois de plus, l'esprit de conciliation de la Russie. Le moment est venu de rompre d'un pas.

Le 2 novembre, après une journée passée à Tsarokoë-Sélo en compagnie d'Alexandre II et de Gortchakoff, Morny télégraphie à Walewski que la Russie est disposée à accepter l'abandon de Bolgrad contre une compensation sérieuse préalablement admise par l'Angleterre.

Il n'est pas sans intérêt de noter grâce à quel argument Morny a triomphé des dernières résistances du tsar contre cette concession :

J'ai fait comprendre à l'empereur Alexandre que le meilleur jeu à jouer était de trouver une combinaison qui terminât le plus tôt possible toutes ces difficultés; qu'évidemment nous lui en saurions gré et que le courant naturel des choses rendrait avouable pour toute l'Europe le bon et intime rapport entre la Russie et nous⁴.

1. Morny, 25 oct. 1856.

2. Id., 25 oct. 1856.

3. Id., 30 oct. 1856.

4. *Une ambassade en Russie*, p. 130.

Ainsi, c'est à la bonne entente avec la France et à l'espoir d'un accord plus étroit avec elle que la Russie fait le sacrifice de ses prétentions sur Bolgrad. Morny n'hésite pas à croire possible de faire aller aussi loin que Napoléon III le désirera la déférence d'Alexandre II à nos vues, c'est-à-dire ces concessions à l'entente qu'il souhaite d'établir avec nous. Mais, en même temps, il conseille de ne pas abuser de cette bonne volonté pour trop exiger de la Russie, et la raison dont il appuie ce conseil mérite aussi d'être signalée :

On ne sait ce que l'avenir nous réserve, à en juger par les dispositions et les actes des autres gouvernements, mais il est évident que la seule puissance qui s'accommoderait de l'asservissement de notre territoire est la Russie; et, au train dont vont les choses, je ne sais pas si nous ne serons pas amenés à donner au peuple français cette satisfaction¹.

Autrement dit, ne nous interdisons pas la possibilité de contracter une alliance avec la Russie. Cette alliance, la Russie va lui en faire la proposition plus tôt que Morny ne le pensait.

Restait à déterminer la nature de cette compensation contre laquelle la Russie consentait à renoncer à ses prétentions sur Bolgrad. C'est l'occasion que choisit Gortchakoff pour risquer une carte décisive et jouer le tout pour le tout. Il déclare à Morny :

L'empereur mon maître me charge de vous dire qu'il remet entre les mains de l'empereur Napoléon la solution de tous les différends qui existent. Il l'autorise à remettre à la Turquie en toute possession l'île des Serpents et le delta du Danube, à céder Bolgrad à la Moldavie contre une compensation équitable².

Cela revient à prendre Napoléon III pour arbitre, en souscrivant d'avance à ce qu'il lui plaira de décider.

A cette solution, une seule condition, mais de quelque importance : l'engagement pris par la France de faire respecter le traité de Paris par toutes les parties contractantes. La façon dont Gortchakoff s'y est pris pour subordonner à cette condition le désistement de la Russie et rendre cette subordination légitime,

1. *Une ambassade en Russie*, p. 129.

2. *Ibid.*, p. 132.

naturelle, fait le plus grand honneur à son ingéniosité. Pour rester intraitables dans leurs prétentions sur Bolgrad, Alexandre II et Gortchakoff s'autorisaient, non sans raison, du sans-gêne avec lequel l'Angleterre et l'Autriche violaient le traité de Paris, et cela sans opposition ni protestation de la part de la France; à quoi Morny répondait en justifiant, tant bien que mal, la longanimité de la France par des considérations tirées de l'état de transition où l'on se trouvait. Mais qu'une puissance quelconque se permit, quand tout serait rentré dans l'ordre, une infraction caractérisée au traité de Paris, et l'on verrait si Napoléon la tolérerait. « Eh bien ! alors », insinuent Alexandre et Gortchakoff¹, « pourquoi ne s'y engagerait-il pas vis-à-vis de nous ? C'est aujourd'hui le seul souverain des puissances de premier ordre en qui nous ayons confiance; eh bien ! s'il vient loyalement s'engager, même secrètement, à s'entendre avec nous pour faire respecter les clauses du traité que nous avons signé, alors nous consentons à nous mettre complètement entre ses mains et à lui laisser l'entière faculté de terminer le différend actuel. » Pour abandonner le terrain sur lequel ils se sont tenus jusqu'alors, il leur faut une garantie : l'engagement pris envers eux par la France de veiller à l'observation du traité de Paris. Contre cette garantie, ils se désistent de tout et se contenteront de ce que Napoléon III voudra bien leur attribuer.

Ce marché fait immédiatement l'objet d'un projet de convention rédigé de concert par Morny et Gortchakoff. Ce n'est donc pas d'engagement verbal qu'il s'agit, et c'est la forme écrite que prendrait la garantie de la France. Cette convention, Napoléon III est laissé libre de la publier ou de la tenir secrète, à son gré, et s'il opte pour le secret, il peut compter sur la discrétion de Pétersbourg. C'est d'ailleurs dans le plus grand mystère que s'ébauche cette combinaison, et il n'y a dans la confidence que le tsar, Gortchakoff et Morny à Pétersbourg, l'empereur et Walewski à Paris. Au projet de convention que Morny expédie à Walewski est joint un projet de dépêche annonçant le consentement de la Russie à abandonner Bolgrad contre une compensation dont Napoléon III est pris pour arbitre. Si la combinaison lui agréée, l'empereur n'a qu'un signe à faire à Morny : celui-ci paraphrase aussitôt la convention ; le gouvernement français est officiellement

1. *Une ambassade en Russie*, p. 146.

saisi de sa dépêche et peut la rendre publique, de préférence par l'organe du *Moniteur*. Dans le cas contraire, tout ce qui précède est nul et non avenu et demeure strictement secret.

Cette proposition nous paraît contenir la clef, le mot de la politique russe depuis le début de l'incident. A côté du but ostensible qu'il a donné à ses efforts, Gortchakoff n'a pas cessé d'en poursuivre un autre, auprès duquel le premier n'a jamais eu à ses yeux qu'une importance tout à fait accessoire. Ce but caché a été d'amener la France à contracter avec la Russie un engagement qui rende inévitable la dissolution de l'alliance anglo-française et fatale la conclusion d'une alliance franco-russe. Auprès de cet engagement, tout ce que Gortchakoff a défendu avec tant d'acharnement n'est à ses propres yeux que misères, dont c'est tirer un parti inespéré que de les échanger à ce prix.

On se figure aisément avec quelle conviction et quelle chaleur Morny recommande cette solution à Walewski et à l'empereur :

La forme adoptée élève encore l'empereur des Français en Europe en le rendant arbitre de toutes les difficultés et en le reconnaissant comme le souverain le plus juste et le plus honnête de son temps. Et puis, trouvez-moi une sortie plus glorieuse pour lui... Et quelle bonne attrape pour les Anglais et les Autrichiens ! Quelle belle revanche pour le mépris qu'ils ont paru faire de notre opinion !

Quant à la condition mise par la Russie à cette sorte d'arbitrage, que l'empereur n'y voie aucun piège. Elle s'inspire du simple désir de « trouver un appui réel en France ». Cet appui, est-il politique de le refuser à la Russie ?

Sachez bien que la Russie est la seule puissance qui ratifiera tout agrandissement de la France. *J'en ai déjà reçu l'assurance*. Demandez-en donc autant à l'Angleterre ! Et qui sait si, avec notre peuple exigeant et capricieux, il ne faudra pas un jour en venir là pour le satisfaire ?

De ces arguments même se dégage la portée de l'engagement demandé à la France. Ce qu'on attend d'elle, c'est un appui contre ses propres alliés ; ce qu'on lui offre, c'est de la complaisance pour ses ambitions d'agrandissement, un concours peut-être contre

1. *Une ambassade en Russie*, p. 135.

2. *Ibid.*, p. 137.

l'opposition que ces entreprises pourraient rencontrer de la part des autres. Dans ce projet de marché, l'apport de la France consiste dans un service incompatible avec l'alliance anglaise; celui de la Russie, dans un concours destiné à prendre la place de cette alliance.

« Je ne puis bien me rendre compte à moi-même », avait Morny¹ à Napoléon III en lui transmettant son projet de convention, « si le fond touche à un point de votre conscience relatif à vos relations intimes avec l'Angleterre. » Il n'y avait malheureusement guère moyen d'en douter et tout porte à croire que Napoléon III et Walewski s'en rendirent compte de prime abord. Sans doute est-ce pour ne pas rebuter la Russie et la traîner en longueur qu'ils acceptent la conversation et ne répondent ni oui ni non. Morny les a tant mis en garde contre les conséquences d'un refus trop catégorique! Quoi qu'il en soit, indécision ou calcul, ils ne repoussent pas *a priori* le principe de la garantie et discutent avec Morny sur les modalités. A une convention secrète, ils préféreraient une dépêche qui serait rendue publique.

Que la garantie soit secrète ou publique, Gortchakoff n'en a cure. Ce qui, par contre, le laisse beaucoup moins indifférent, c'est la forme même de l'engagement : une dépêche est beaucoup moins compromettante qu'une convention. Aussi ne veut-il pas démordre de son système : un engagement stipulé par convention. Morny insiste encore pour qu'on ne refuse pas à la Russie cette satisfaction. Rééditant tous ses arguments, il plaide une dernière fois auprès de Walewski la cause de l'alliance russe et fait entrevoir les conséquences d'un dédain malencontreux. « Quant à la Russie, qui se donne à nous aujourd'hui corps et âme, si nous avons l'air de la traiter dédaigneusement, elle se repliera sur elle-même et nous en voudra de repousser ses avances : un beau jour vous la verrez au mieux avec l'Angleterre². »

Ces avertissements de Morny trouvent Napoléon III prévenu et endoctriné par les partisans de l'alliance anglaise. Quelle n'eût pas été leur émotion s'ils avaient connu la proposition dont l'empereur était saisi à ce moment même! Mais, pour les émouvoir, c'est assez de ce que tout le monde peut voir et entendre, de ce

1. *Une ambassade en Russie*, p. 141.

2. *Ibid.*, p. 157.

qui est, en quelque sorte, du domaine public. Tant s'en faut qu'ils soient restés inactifs depuis que la crise a subi cette recrudescence d'intensité. Ils ont redoublé d'efforts pour détourner l'empereur de répondre aux avances de la Russie et de compromettre son alliance avec l'Angleterre. A Compiègne, où la cour a établi ses quartiers d'automne, se succèdent, pendant le mois d'octobre et la première quinzaine de novembre, Persigny, l'ambassadeur de France à Londres, lord Cowley, l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, et Hubner, son collègue d'Autriche. De ces trois personnages, c'est à qui pèsera le plus énergiquement sur la décision de Napoléon III. Cowley fait retentir de ses plaintes tous les échos de Compiègne, verse des larmes sur l'alliance de Crimée et ne parle de Bolgrad qu'avec des sanglots dans la voix. Rival de Morny, contre qui il mène la campagne à Londres dans le monde et dans la presse, Persigny dirige une attaque furieuse contre la politique de rapprochement avec Pétersbourg. S'il faut en croire Hubner, généralement bien renseigné sur les intrigues de cour, le remuant et combatif ambassadeur à Londres n'épargne même pas son chef, Walewski, dont il cherche à obtenir le renvoi. L'empereur ne le lui accorde pas; mais, surpris du degré de tension auquel en sont venus ses rapports avec l'Angleterre, mécontent de l'orientation que Walewski a donnée à sa politique pendant que lui-même villégiaturait à Plombières et à Biarritz, il prend la résolution de donner un coup de barre du côté de Londres.

Aussi, tout en tenant Pétersbourg en haleine, négocie-t-il avec le gouvernement anglais. A l'alternative où il se voit acculé de capituler devant son alliée ou de rompre avec elle en se compromettant avec la Russie, il ne reste qu'une seule issue : faire céder l'Angleterre, obtenir son consentement à la réunion de la conférence. C'est à quoi un dernier et pressant appel la décide enfin à se prêter. Le 26 novembre, Cowley venait communiquer à Walewski une dépêche de Clarendon lui annonçant que le gouvernement anglais consentait à remettre le litige au jugement d'une conférence, à condition que la question fût posée en ces termes : « Quelle est la ville qu'on a entendu conserver à la Russie sous le nom de Bolgrad? »

« Je crois que, tout bien considéré et en jugeant avec la saine raison, cette solution est préférable à celle que je vous offrais »,

écrit Morny¹ en réponse au télégramme qui lui en a porté la nouvelle. Cela permet de « continuer l'alliance anglaise » sans rien sacrifier de notre dignité, tandis que, de l'aveu même de Morny, sa solution à lui eût compromis cette alliance et nous eût « précipité exclusivement dans l'alliance russe ». Restait à savoir si nos rapports avec la Russie s'en trouveraient aussi bien que nos relations avec l'Angleterre, si l'apaisement survenu entre Paris et Londres ne couperait pas court aux espérances et aux velléités de rapprochement plus étroit entre Paris et Pétersbourg.

Alexandre II et Gortchakoff ont témoigné l'un et l'autre la plus vive satisfaction du consentement de l'Angleterre à la conférence et en ont exprimé à la France toute leur reconnaissance. Qu'il se soit mêlé à ces sentiments une forte dose de déception, c'est ce dont on ne peut guère douter.

L'alliance anglaise consolidée, la crise dont elle souffrait conjurée, la combinaison de Gortchakoff se trouvait sinon condamnée, au moins gravement compromise. Avec la cause qui l'avait fait naître disparaissaient les trois quarts de sa raison d'être et de ses chances de succès; et, en même temps que ces chances, s'évanouissait l'espérance que Gortchakoff avait placée en elles : substituer l'alliance franco-russe à l'alliance anglo-française.

Cette déception n'a pas eu besoin de se traduire en actes pour être sentie par Morny. Néanmoins, il ne l'a pas crue assez forte pour modifier à notre égard les dispositions d'Alexandre II et de Gortchakoff et nous fermer, pour l'avenir, la perspective d'une entente avec la Russie. « C'est », écrit-il, « une alliance sur laquelle on peut compter si on sait se la conserver par de bons et honnêtes procédés². » Et, soucieux de préserver une œuvre dont il revendique fièrement l'honneur, il presse, avec plus d'énergie que jamais, le gouvernement français de ne pas traiter la Russie en quantité négligeable :

Je compte bien, malgré tout, que l'on tiendra compte sérieusement à ce gouvernement-ci de la déférence qu'il nous a témoignée pendant tout le cours de ces dernières négociations... Je crois y avoir été pour quelque chose, et il me serait excessivement douloureux de ne pas le voir traité comme il le mérite³.

1. *Une ambassade en Russie*, p. 158.

2. *Ibid.*, p. 164.

3. *Ibid.*, p. 163.

Ni lui ni le gouvernement russe n'ont complètement renoncé à donner aux désirs de Gortchakoff une satisfaction au moins partielle. La tardive victoire de la France sur l'obstination de son alliée n'efface pas les infractions commises par l'Angleterre et par l'Autriche au traité de Paris ni, par suite, les titres de la Russie à réclamer une garantie pour l'avenir. De convention lui accordant cette garantie, il ne peut plus être question. Mais, au point où en était arrivée la négociation secrète, serait-il « de bon goût et de bonne politique » de refuser à la Russie cette même assurance sous une forme aussi discrète et plus atténuée? « Quel inconvénient verriez-vous », écrit Morny à Napoléon III, « à ce que, sans bruit, sans étalage, en lui demandant de ne pas parler, j'aie l'air de prendre sur moi de lui laisser copie d'une dépêche toute naturelle qui la rassure en votre nom contre les éventualités qu'elle redoute¹? » A ce prix, Morny garantit la confiance aveugle et l'appui de la Russie « pour tout l'avenir que médite » Napoléon III.

Cet avenir, l'empereur vient précisément de l'exposer à son ambassadeur dans une lettre particulière, dont les réponses de Morny permettent de reconstituer à peu près le sens général : « Réunir les trois grandes puissances de l'Europe, afin de voir s'il serait possible, par une entente sincère et intelligente, de résoudre ensemble les grandes questions et les petites, destinées à diviser le monde, de régulariser les vraies nationalités, enfin de remanier la carte². » Telle est la fin à laquelle Napoléon III se propose de faire coopérer la Russie. Voilà pourquoi Morny, à son départ pour Pétersbourg, a reçu pour instruction de compléter le rapprochement franco-russe par celui de l'Angleterre et de la Russie; pourquoi l'empereur a fait la sourde oreille aux invites de Gortchakoff et refusé de se laisser séparer de l'Angleterre; pourquoi enfin, la rupture avec Londres évitée, il lui importe de conserver les bonnes grâces de la Russie, dont le concours, ou tout au moins la complaisance, est nécessaire à ces projets. Ce n'est pas ici le moment de montrer que, cause initiale du rapprochement franco-russe, ces vues d'avenir de Napoléon III en contiennent aussi le germe de mort et que, tôt ou tard, devait apparaître l'incompatibilité de ces vues avec les intérêts

1. *Une ambassade en Russie*, p. 167.

2. *Ibid.*, p. 171.

et les principes du gouvernement russe. Il suffit que, pour le moment, elles portent Napoléon III vers la Russie.

On ne saurait donc s'étonner qu'Alexandre II ait fait à ces ouvertures, dont Brunnov, d'ailleurs, lui avait déjà touché quelques mots, un accueil assez froid, lorsque Morny vient à son tour l'en entretenir. C'était, ajoute-t-il, une idée un peu vague; l'Europe, après d'aussi récentes commotions, lui paraissait avoir besoin surtout de repos; du reste, il se fiait à la sagesse de l'empereur. Mais s'il répugne au tsar de donner une adhésion formelle à des projets aussi aventureux, il lui convient par contre d'en tirer parti dans son propre intérêt. « Eh bien », reprend-il, « de cette façon nous ne donnons donc pas suite sous aucune forme à un engagement quelconque entre nous¹? » Et comme Morny objecte l'apaisement survenu et la fin de toutes les difficultés: « Écoutez, Monsieur le comte », lui dit Alexandre II avec gravité, « ... franchement je crains que les relations de l'empereur avec l'Angleterre ne dominent tout dans son esprit, même le droit public européen, et je ne vous cache pas mon inquiétude... J'aurais besoin d'une assurance...; que sais-je? Une dépêche, une lettre particulière écrite à vous, qui exprimerait ce que vous m'avez dit, suffirait et me rendrait toute ma confiance². » Et Morny de renouveler ses protestations et « d'engager sa tête » que, s'il survenait une infraction au traité de Paris, la France serait la première à s'y opposer. Mais Morny ne se dissimule pas que sa tête ne vait pas une parole écrite de Napoléon III. Aussi, en lui rapportant cet entretien, joint-il ses prières aux instances du tsar: « Si vous pouvez m'écrire une lettre particulière que je ne ferai que montrer à l'empereur, approuvant ma réponse, vous lui ôterez un poids de dessus la poitrine et vous lui inspirerez une confiance sans bornes qui pourra vous servir ultérieurement³. »

Cette lettre, Napoléon III ne se décide pas à l'écrire. Mais, pour en tenir lieu, Morny reçut, à la fin de décembre, la dépêche suivante de Walewski qu'il était autorisé à lire à Gortchakoff:

Du moment où les puissances se seront entendues sur les points de détail qui nécessitent aujourd'hui la réunion de la conférence, aucune d'elles n'aura plus de prétextes pour se dispenser de se con-

1. *Une ambassade en Russie*, p. 172.

2. *Ibid.*, p. 172.

3. *Ibid.*, p. 177.

former aux stipulations relatives à l'évacuation des territoires et des eaux de l'empire ottoman, et le gouvernement de l'empereur regarda toujours comme un devoir, le cabinet de Saint-Petersbourg peut en être assuré, de veiller à ce que les engagements solennels que la paix de Paris a consacrés soient strictement approuvés par toutes les parties¹.

A la forme d'une lettre particulière de sa propre main, l'empereur avait préféré celle, plus banale et plus impersonnelle, d'une dépêche officielle. Comme garantie, c'était aussi catégorique que possible; mais c'était peu en comparaison de ce qu'Alexandre II et Gortchakoff avaient pu se croire à la veille d'obtenir de la France.

Le règlement final de l'affaire de Bolgrad fut également pour eux l'objet de quelques petits déboires. Ils eussent désiré que, la conférence une fois saisie de la question, les puissances passassent au vote et que, l'abstention de la Sardaigne rendant une majorité impossible dans un sens ou dans l'autre, la difficulté fût tranchée par la proposition d'une transaction sur laquelle Napoléon III se fût préalablement mis d'accord avec eux. Au lieu de cette procédure, l'empereur en préféra une autre, consistant à se mettre d'accord avec l'Angleterre et l'Autriche sur une compensation, à laquelle on demanderait ensuite l'assentiment de la Russie. C'est ce qui fut fait : on convint, avec Londres et Vienne, d'une combinaison laissant Bolgrad à la Moldavie et attribuant à la Russie un territoire de 329 verstes carrés. Puis on demanda, pour cette transaction, l'agrément du gouvernement russe, qui le donna, non sans se plaindre un peu de n'être consulté qu'après l'Angleterre. L'accord ainsi établi entre toutes les parties, la conférence fut réunie pour le sanctionner. On signa un protocole attribuant l'île des Serpents et le Danube à la Turquie et Bolgrad à la Moldavie, contre cession à la Russie de la bande de terre qui lui avait été reconnue. L'Angleterre promettait d'évacuer la mer Noire et l'Autriche les principautés. Et Morny pouvait conclure :

Voilà donc, grâce à Dieu, cette affaire terminée, et j'espère bien, d'ici à la fin de mes jours, ne plus entendre parler de Bolgrad. Je voudrais que vous en fissiez prendre une vue photographiée et dépo-

1. Waleswski, 23 déc. 1856.

ser une épreuve dans toutes les chancelleries et dans tous les ministères des Affaires étrangères de tous les pays du monde, afin que chacun pût juger par ses yeux de l'abominable trou à propos duquel on a failli mettre de nouveau le feu à l'Europe¹.

On peut regretter que Napoléon III n'ait pas cédé aux instances de Gortchakoff, on ne peut contester qu'elles aient eu pour but de séparer la France de l'Angleterre et de l'unir à la Russie. Si le ministre russe a échoué, c'est en somme pour avoir voulu aller trop vite en affaire. Son insuccès le rendit moins impatient. Désormais, sans renoncer à poursuivre son but, il attendra plutôt des circonstances ce qu'il a essayé d'emporter de haute lutte.

Les événements lui font d'ailleurs la partie belle. La première manche est encore en train de se disputer, sous le couvert de Bolgrad, que déjà les principautés ménagent à Gortchakoff l'occasion de jouer la seconde. L'affaire s'est embrouillée et envenimée à souhait depuis qu'elle a été livrée aux discussions des chancelleries. L'opposition de l'Angleterre à l'union s'est accusée et fortifiée; Stratford y trouve un prétexte à redoubler d'ardeur dans sa campagne contre Thouvenel; enrôlé par son collègue d'Angleterre, Prokech, l'ambassadeur d'Autriche, emboîte le pas derrière lui; créature de Stratford, le nouveau grand vizir, Reschid, signifie à Paris son intention de ne consentir en aucun cas à l'union des principautés.

La question mettait en jeu des intérêts autrement sérieux pour la Russie que la possession d'une bourgade comme Bolgrad ou d'un rocher comme l'île des Serpents. La formation sur le bas Danube d'un état compact de cinq millions d'âmes, sous un souverain unique, ou le maintien à l'état de provinces distinctes des deux principautés, administrativement et politiquement séparées, c'était une alternative qui modifiait la constitution territoriale des Balkans et ne pouvait, par suite, laisser la Russie indifférente. Il était donc impossible que son attitude dans la circonstance fût exclusivement déterminée par le désir d'envenimer les rapports entre la France et l'Angleterre et de les resserrer entre la France et la Russie. D'autres considérations se rattachant aux intérêts russes dans la question d'Orient ont en effet agi simultanément sur l'esprit d'Alexandre II et de Gortchakoff. Mais il n'est

1. Morny, 27 déc. 1856.

que plus curieux de constater, dans leur conduite et leurs discours, les traces et l'influence de leurs préventions contre l'alliance anglo-française.

« Les idées du cabinet de Vienne relativement aux principautés », écrivait à Thouvenel un fonctionnaire du quai d'Orsay, « ne recevront pas un meilleur accueil à Saint-Petersbourg qu'à Paris¹. » L'attitude de la Russie ne justifie pas d'abord pleinement les prévisions du correspondant de Thouvenel. Entre la France, champion à peu près avoué du principe de l'union, et l'Autriche, alors à la tête des adversaires de ce principe, Gortchakoff fait prendre à son gouvernement une position intermédiaire : d'accord avec Napoléon III pour demander que les populations soient consultées et réclamer la sincérité de cette consultation, il réserve son opinion sur le fond de la question et s'abstient de se prononcer. Strictement limitée au présent, son adhésion à la politique française est donc encore assez précaire et comme provisoire.

Elle va s'accroître en raison directe de la divergence survenue entre la France et l'Angleterre. Dès l'instant où la conduite de Stratford a fait pressentir le revirement du gouvernement anglais, Thouvenel a entrevu et dénoncé l'éventualité d'un accord avec la Russie. « Quant à un accord avec les Russes, lequel serait la négation du traité du 15 avril 1856, Dieu nous en préserve² ! » Trois mois après, l'hypothèse que Thouvenel redoutait est devenue un fait accompli et il en est réduit à constater son alliance avec M. de Boutenief et sa défaite de « compte à demi avec lui ». Les avertissements successifs de notre ambassadeur marquent, pour ainsi dire, les progrès de cet accord qui le désole et dont les conséquences l'effrayent : « Rappelez-vous en tout cas qu'en allant de ce pas la question d'Orient renaîtra avant un an et que, si nous trouvons un allié, c'est à Saint-Petersbourg que nous irons le chercher » (juin 1856). « Pour moi, nous allons droit à un échec ou à une alliance avec la Russie » (mars 1857). « Il est temps, croyez-le, de vous tracer un plan pour l'union des principautés, sinon vous vous réveillerez un beau matin en alliance nécessaire avec la Russie » (avril 1857)³.

1. X à Thouvenel, 22 juill. 1856. Cf. L. Thouvenel, *Trois années de la question d'Orient*.

2. L. Thouvenel, *Trois années de la question d'Orient*, p. 31.

3. L. Thouvenel, *op. cit.*, *passim*.

Évidemment, il serait exagéré d'attribuer à la seule action d'Alexandre II et de Gortchakoff un résultat qui est dû, pour une part au moins égale, à l'obstination de Palmerston et de Napoléon III. Mais il n'en reste pas moins que la Russie l'a vu avec satisfaction et qu'elle y a contribué en subordonnant de plus en plus étroitement sa politique à celle de la France.

L'unité des vues n'est pas encore complète au moment où s'ouvre la crise provoquée par les élections moldaves. Les dispositions des deux gouvernements, l'attitude même de leurs agents en présence des manœuvres du kaimakam Vogoridès pour influencer le résultat des élections se ressentent encore de leur divergence initiale sur la question de l'union. Gortchakoff trouve autant d'inconvénients à se prononcer publiquement en faveur de l'union qu'à parler et à agir dans le sens contraire¹. Le gouvernement français comprend la neutralité d'une façon moins rigoureuse et tient sa conscience pour satisfaite dès l'instant qu'il s'abstient de propagande. Aussi notre commissaire à Bucarest, Talleyrand, se plaint-il d'être mollement soutenu par son collègue russe Basily.

On ne relève plus trace de ces nuances quand le triomphe de Vogoridès a mis le feu aux poudres. La Russie est alors de moitié dans tout ce qu'entreprend la France pour protester contre les fraudes commises, pour réclamer l'annulation des élections, pour menacer la Porte d'une rupture. Tout concours demandé à Gortchakoff est accordé, à moins que lui-même n'aille au-devant des désirs de ses associés. Lorsque la Porte a passé outre à une première note identique de la France, de la Russie, de la Prusse et de la Sardaigne, il est le premier à déclarer qu'on ne peut rester sur cet échec. L'offre de menacer le sultan d'une rupture diplomatique est accueillie par Gortchakoff sans l'ombre d'une hésitation; il « applaudit à la vigueur » de cette résolution et s'emploie à y rallier la Prusse. La dignité de la France lui tient fort à cœur et il ne manque jamais de jouer de cet argument pour la piquer au jeu et aussi pour établir par voie de conséquence que la partie est loin de présenter autant d'intérêt pour la Russie. « Certes », écrit-il, « la dignité du gouvernement français est encore plus en jeu que la nôtre. M. Thouvenel, dans toute la discussion de cette affaire, a été en première ligne. Le gant a été ouvertement jeté par Redcliffe et M. de Prokesch et la diplomatie comme le

1. Morny, 12 juin 1857.

public de Constantinople sont aux aguets pour savoir qui l'emportera¹. » Il exprime la même pensée avec moins de détours en notifiant son adhésion à la menace de rupture : « L'honneur de la France était bien plus intéressé que celui de la Russie à revendiquer l'exécution des promesses faites par la Porte². » De fil en aiguille, il en vient à représenter l'intérêt de la Russie non plus comme secondaire, mais comme négatif, et à attribuer son concours au seul désir d'être agréable à la France. « Nous avons été guidés par un sentiment : celui de soutenir la France dans les démarches qu'elle ferait..., nous avons tenu à donner au gouvernement français une preuve nouvelle de notre confiance et à agir envers lui en bons camarades³. »

Baudin a cru discerner à ce beau zèle une autre raison, dont Gortchakoff s'est bien gardé de se vanter, et qu'il résume ainsi :

Une situation aussi grave, au moment le plus critique du conflit, n'est pas sans causer à M. le prince Gortchakoff plus d'émotion qu'il n'en voudrait peut-être laisser voir. Reste à savoir si, dans cette émotion, le fait même de la rupture avec la Porte et les conséquences qui en peuvent découler ont autant de part *que la satisfaction de voir, pour la deuxième fois en moins d'un an, se manifester entre la France et l'Angleterre un dissentiment profond, but secret et constant des efforts du cabinet russe depuis la paix du 30 mars*⁴.

Il faut rendre à Gortchakoff cette justice qu'il a bien dissimulé et son désir d'envenimer le différent anglo-français à propos des principautés et sa satisfaction du résultat obtenu. Mais il a été moins maître de ses impressions au moment de l'entrevue d'Osborne. Son regret et son inquiétude à la nouvelle de la rencontre annoncée entre l'empereur Napoléon III et la reine Victoria ont été trop vifs pour qu'il ne les trahit pas. L'insistance qu'il met à rappeler à Baudin les services que la Russie a rendus à la France est déjà symptomatique. Elle l'est moins cependant que sa crainte manifeste d'une solution amiable de la question. Sans doute, il souhaite « que l'affaire s'arrange », mais sans « concessions » de notre part :

1. Gortchakoff à Balabine, 11-23 juill. 1857.

2. Baudin, 2 août 1857.

3. Id., 7 août 1857.

4. Id., 7 août 1857.

Nous comptons fermement que vous vous maintiendrez sur le terrain où nous vous avons suivis et où nous entendons rester avec vous... Ce n'est pas une appréhension que je vous exprime là : c'est une confiance¹.

Entre ces paroles et l'entrevue d'Osborne, la coïncidence était trop flagrante pour ne pas mettre Baudin sur ses gardes. Aussi ajoutait-il :

Le prince me tenait ce discours au moment où il venait de me lire une dépêche télégraphique par laquelle M. Balabine lui annonce le départ de S. M. l'empereur et de Votre Excellence pour Osborne, et je ne crains pas de trop m'avancer en disant que ce voyage, qui est vu ici avec aussi peu de satisfaction que l'est en général tout ce qui peut tendre à affermir mutuellement les liens de la France et de l'Angleterre, est, dans la circonstance présente, de nature à éveiller dans l'esprit facilement impressionnable de M. le prince Gortchakoff une inquiétude qu'il s'est du reste soigneusement abstenu de témoigner².

Le résultat de l'entrevue le fait sortir de son silence. Walewski avait mis le gouvernement russe sommairement au courant des entretiens qu'il avait eus à Osborne avec les ministres de la reine au sujet des principautés. Quelques indications, forcément très abrégées, lui avaient été immédiatement adressées par télégramme ; une dépêche devait suivre sous peu. Il est aisé de voir, à la manière dont Gortchakoff accueille cette communication de Baudin, qu'il juge les confidences de Walewski par trop sommaires et s'attendait à des indications plus explicites. Il prend texte de bruits répandus à Vienne et à Constantinople sur les concessions faites par la France pour se plaindre des termes vagues dont s'est servi Walewski. Lui qui, peu de jours auparavant, montrait personnellement peu de goût pour l'union des principautés, témoigne une inquiétude extrême à l'idée que la France aurait pu sacrifier cette union à l'Angleterre. Il en vient à reprocher formellement à Walewski l'obscurité, l'insuffisance de ses explications et son manque de confiance :

Si les expressions que vous venez de me lire n'ont pas la portée qu'on leur prête, elles sont trop vagues pour figurer dans une

1. Baudin, 7 août 1857.

2. Id., 7 août 1857.

dépêche qui n'est pas une circulaire, et permettez-moi de regretter qu'au point de confiance mutuelle où en sont nos deux gouvernements, le vôtre ne s'explique pas à notre égard avec plus d'abandon¹.

Cette petite scène de jalousie, mouvement d'humeur vite réprimé, est un indice irrécusable des espérances, bien légitimes, que Gortchakoff avait fondées sur l'affaire des principautés. A-t-il eu conscience d'avoir montré le bout de l'oreille et s'en est-il repenti? En tout cas, c'est à ce moment qu'il s'est défendu à diverses reprises de vouloir du mal à l'alliance anglo-française et qu'il a protesté de sa sollicitude envers elle. Mais il a eu beau se surveiller, il a encore, de temps à autre, laissé échapper un coup de patte contre sa bête noire. « Après tout ce que vous avez fait pour la Turquie », dit-il au duc de Montebello, « c'est à l'Angleterre qu'on accorde ce qui devrait appartenir aux véritables vainqueurs de Crimée². » Son instinct le guide bien : il touche la corde sensible et prouve qu'il connaît à fond le Français, ombrageux de sa nature et défiant dès qu'on prononce le nom de la « perfide Albion ». C'est encore une trouvaille assez heureuse que d'exalter la confiance de la France dans ses propres forces pour l'inciter à se passer du concours de son alliée : « Vous croyez trop à la puissance de l'Angleterre », dit Gortchakoff à notre ambassadeur. « Vous ne savez pas tout ce que vous pouvez faire sans elle³. »

Chaque manifestation nouvelle de cordialité entre la France et l'Angleterre continue à ranimer les défiances d'Alexandre II et de Gortchakoff. En août 1858, peu de temps avant la visite de la reine Victoria à Cherbourg, Montebello est invité à Tsarskoë, comblé d'attentions et retenu deux jours dans l'intimité de l'empereur et de la famille impériale. Alexandre II met une insistance particulière à se louer de « cette unité de vues entre l'empereur Napoléon et lui », à exprimer le vœu que cet accord devienne « de jour en jour plus intime » et que rien ne vienne « l'altérer ni même l'affaiblir ». « L'empereur », ajoute Montebello, « ne s'est pas expliqué ce soir-là d'une manière plus explicite ; mais j'ai cru voir dans ces paroles une allusion à la visite de la reine

1. Baudin, août 1857.

2. Montebello, août 1858.

3. Id., août 1858.

d'Angleterre à Cherbourg. » En effet, le lendemain, Alexandre II remet la conversation sur le même sujet et, après avoir de nouveau assuré Montebello de l'intérêt qu'il attachait à ses relations d'intimité avec Napoléon III : « J'espère », ajoute-t-il en souriant, « que la visite de la reine d'Angleterre ne viendra pas les affaiblir¹. »

Ni la confirmation que la politique française donna à ces espérances ni même le relâchement graduel dont la question italienne marqua le point de départ entre Paris et Londres ne réussirent à délivrer Alexandre II et Gortchakoff du cauchemar de l'alliance anglo-française. Au moment même de leur intimité la plus étroite avec Napoléon III et de leur coopération la plus directe à ses plans, un incident parlementaire en Angleterre vient réveiller leurs alarmes. Il s'agit de la chute du cabinet Derby et de son remplacement par Palmerston. Le retour au pouvoir de cet implacable adversaire de la Russie, de cet enfant terrible dont l'humeur impérieuse et le caractère tyrannique n'ont cependant pas détruit l'ascendant sur Napoléon III, inspire à Gortchakoff des inquiétudes qu'il ne peut se défendre de trahir. Oubliant les regrets imprévus dont il a, quelques mois auparavant, salué la chute de cet homme d'État, il se laisse aller à lancer une pointe contre l'instabilité des gouvernements parlementaires, les vicissitudes auxquelles est sujette leur politique intérieure et l'incertitude dont ces revirements frappent leur politique étrangère et leurs alliances :

Cette phrase, pour le dire en passant, lui a été inspirée à la fois par le désir de nous montrer la supériorité d'une alliance qui n'est point soumise à toutes les fluctuations des partis ou de l'opinion et par la crainte que l'avènement de lord Palmerston au pouvoir n'opère entre l'Angleterre et nous un rapprochement plus intime que ne le voudrait le cabinet de Saint-Petersbourg. J'ai déjà reconnu dans le langage plus net et l'attitude plus décidée du prince Gortchakoff l'influence salutaire de cette inquiétude, qu'au reste il ne dissimule pas. « Soyez-en sûr, m'a-t-il dit, lord Palmerston fera tout pour nous désunir », et, en même temps, pour me faire sentir la vanité d'une alliance qu'un vote douteux du Parlement peut compromettre, il m'a dit que le cabinet de lord Derby s'était entendu avec la Prusse sur la base du *statu quo* territorial de 1815².

1. Montebello, août 1858.

2. Id., 25 juin 1859.

Le mouvement révolutionnaire qui aboutit à l'unification de l'Italie et surtout la crise qui se développa en Orient parallèlement à la révolution italienne inspirèrent à Alexandre II et Gortchakoff des préoccupations qui rejetèrent au second plan la crainte de l'alliance anglo-française. Mais, bien qu'atténuée par d'aussi pressants soucis et par le relâchement même d'une alliance qui était sur son déclin, cette appréhension s'est encore fait jour dans les laborieuses négociations auxquelles donnèrent lieu les troubles de Roumélie, d'Herzégovine et de Syrie. La facilité avec laquelle l'Angleterre adhéra à l'envoi dans le Liban d'un corps d'armée français chargé de rétablir l'ordre n'enleva pas à Gortchakoff l'espoir de séparer deux alliées dont les massacres de Syrie semblaient consolider l'accord. En notifiant, lui aussi, son adhésion, il suggéra d'ajouter au projet de protocole un article secret par lequel les puissances s'engageaient à remédier à la situation des chrétiens de l'empire ottoman tout entier, et, dans le cas de troubles sanglants, à intervenir militairement dans les provinces européennes de Turquie, comme elles allaient le faire en Turquie d'Asie. Et sans doute est-il aisé de discerner à cette proposition une raison qui a, de tout temps, inspiré la politique russe en Orient et dispense de recourir à toute autre explication. Mais voici ce qui nous amène à penser que le désir de séparer la France de l'Angleterre n'y fut pas non plus étranger. Lorsque sa proposition s'est heurtée, de la part de l'Angleterre et de la Turquie, à l'opposition qu'il était facile de prévoir, Gortchakoff laisse entendre à Thouvenel qu'il est disposé à y renoncer, pourvu que la France, l'Autriche et la Prusse s'entendent pour signer, avec la Russie, un acte secret constatant leur adhésion au principe rejeté par les deux autres¹.

L'extrême gravité des circonstances inspirait à la France une impatience bien naturelle d'obtenir de l'Europe le mandat nécessaire à l'envoi de ses troupes en Syrie. L'Autriche était alors en coquetterie avec la Russie; l'influence d'Alexandre II était puissante à Berlin. Si audacieuse qu'elle fût, la proposition de Gortchakoff avait donc quelque chance d'être accueillie. Pratiquement, la valeur de la déclaration proposée à la signature des quatre puissances était très affaiblie par l'abstention de l'Angleterre, dont l'opposition n'eût pas manqué, le cas échéant, de

1. Montebello, 31 juill. 1860.

rendre extrêmement difficile l'application du principe sanctionné par les signataires. Force nous est donc bien de supposer, à cette suggestion, un intérêt autre que celui qui avait pu dicter à Alexandre II et à Gortchakoff leur première proposition d'article secret. Or, quel peut avoir été cet intérêt, sinon celui de dissoudre l'accord de la France et de l'Angleterre en condamnant cette puissance à un isolement qu'elle ne pourrait ignorer longtemps? En cas de réussite, Gortchakoff eût réduit l'Angleterre à une situation analogue à celle où la quadruple alliance de 1840 contre Mehemet-Ali avait placé la France.

C'est bien là ce que comprit Thouvenel et c'est ce qui le décida de prime abord à repousser la proposition de la Russie. « Il me paraît très grave », télégraphie-t-il à Montebello, « de signer, en ce moment, un acte sans l'Angleterre¹. » Une fois encore, la clairvoyance du gouvernement français a donc déjoué une tentative, détournée, mais flagrante, de Gortchakoff en vue de précipiter la dissolution de l'alliance anglo-française.

Il n'est pas sans intérêt, au même point de vue, de noter à l'aide de quel argument notre ambassadeur triompha des dernières résistances de Gortchakoff à adhérer purement et simplement aux propositions françaises. L'insuccès de ses deux suggestions ne lui laissait guère, il est vrai, d'autre ressource : il n'en persistait pas moins dans son obstruction. « Vous faites fausse route », lui dit Montebello. « En présence du sang chrétien qui coule, chaque heure est précieuse. Il fallait adhérer largement, comme vous l'avez fait, à nos propositions et ne pas mettre derrière votre adhésion un bâton dans les roues. Vous jouez le jeu de l'Angleterre². » Le lendemain même, Gortchakoff informait Montebello que l'ambassadeur de Russie à Paris, Kisselef, était autorisé à signer.

On constate d'ailleurs que cet argument est, en quelque sorte, devenu de style lorsque la France a voulu obtenir l'assentiment de la Russie à quelque proposition qui rencontrait de l'opposition à Pétersbourg. Élève-t-elle par exemple des difficultés sur l'organisation administrative du Liban? « J'ai ajouté », écrit Montebello, « que si, dans la question du Liban, la Russie rompait l'accord établi avec nous et qu'on la vit d'un côté avec l'Angleterre, tandis que nous serions de l'autre avec l'Autriche et peut-être la

1. Thouvenel, 1^{er} août 1860.

2. Montebello, 1^{er} août 1860.

Prusse, je lui laissais à apprécier l'effet politique d'un tel partage¹. »

Souvent aussi, du reste, la France n'a pas eu besoin de faire appel à cet argument pour que la Russie se ralliât spontanément à une solution dont le principal titre à son intérêt était de déplaire à l'Angleterre. Ainsi, lorsque, le terme fixé à l'occupation française du Liban étant échu, la France prit l'initiative de réunir la conférence pour examiner si le départ du corps expéditionnaire pouvait, sans danger, s'effectuer à la date convenue, Gortchakoff fut le premier à se prononcer en faveur d'une prolongation de l'occupation, qui ne devait, à ses yeux, avoir d'autre terme que la pacification et l'organisation administrative du pays. Il alla même jusqu'à se montrer disposé à souscrire à l'augmentation de l'effectif. Nous ne croyons pas lui faire injure en pensant que, simultanément avec la préoccupation d'assurer la sécurité et le bien-être des populations libanaises, la satisfaction de favoriser l'adoption d'une mesure notoirement désagréable aux Anglais n'a pas peu contribué à inspirer son empressement.

On peut donc suivre, jusqu'au seuil de la crise polonaise, les traces de l'appréhension que l'alliance anglo-française a inspirée à Alexandre II et à Gortchakoff et de l'influence que cette crainte salutaire a exercée sur leur politique. A partir de ce moment, le dissentiment croissant qui s'élève entre la France et la Russie mit un terme forcé aux efforts plus persévérants qu'heureux du chancelier russe pour séparer les deux alliées de Crimée. Depuis 1861, la situation se retourne pour ainsi dire, et c'est l'Angleterre qui, par un juste retour des choses d'ici-bas, travaille, avec plus de succès que Gortchakoff, à brouiller les cartes entre Paris et Pétersbourg.

François-Ch. Roux.

1. Montebello, 24 mai 1861.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LA VERSION DU DUC D'ANJOU

SUR LA SAINT-BARTHÉLEMY.

En 1623, cinquante et un ans après la Saint-Barthélemy, trente-quatre ans après la mort de Henri III, du Mesnil-Bazire, avocat du roi, conseiller en sa Chambre des aides à Rouen, publia, dans la *Suite des mémoires de Villeroy*, un document intitulé : *Discours du Roy Henri troisieme à un personnage d'honneur et de qualité estant auprès de Sa Majesté*. Dans la nuit qui précéda son couronnement à Cracovie comme roi de Pologne, le duc d'Anjou, « l'entendement troublé d'inquiétudes et d'agitations en repensant à l'exécution de la Saint-Barthélemy », avait appelé un de ceux de sa cour, quelques-uns disent son médecin Miron, et lui avait fait ce récit du tragique événement, récit que Pierre Mathieu reproduisit dans son histoire de France parue en 1634.

Ce document, d'une publication si tardive, eut, sans doute à défaut d'autres, la bonne fortune de capter l'attention des historiens. « Nous considérons », dit Henri Martin¹, « la confession de Henri III comme le document capital sur la Saint-Barthélemy, celui autour duquel il faut grouper tous les autres. » Michelet hésite d'abord, puis il acquiesce² : « Dans un récit très vraisemblable attribué au duc d'Anjou... Ce qui me prouve que le récit attribué au duc d'Anjou est vraiment de lui ou d'un homme à lui, c'est qu'à ce moment il dissimule la situation honteuse où se trouvèrent les coupables (lui, sa mère et Retz)... » L'argument est aussi bon en faveur de ceux qui pensent que c'est sous l'inspiration de Retz que le récit a été écrit. Enfin, nettement : « Nous allâmes, dit le duc d'Anjou... »

Il existe plusieurs manuscrits du *Discours à un personnage d'honneur*. Le plus ancien connu (je crois que c'est celui que je possède)

1. H. Martin, *Histoire de France*, t. IX, p. 309, note.

2. Michelet, *Hist. de France*, t. IX, p. 416, 431, 437.

ne remonte pas au delà des premières années du XVII^e siècle. En 1879, M. Henri Bordier s'éleva avec force contre l'authenticité de ce document; il montra qu'il avait été très probablement fabriqué pour diminuer dans l'événement la part qu'y avait prise Albert de Gondi, maréchal de Retz. La lecture attentive du *Discours* semblait bien en effet exclure toute collaboration du duc d'Anjou, car celui-ci se charge bien inutilement là où il avait un extrême intérêt à faire exactement l'inverse.

J'ai été assez heureux pour mettre la main sur un autre document qui achève, je pense, de ruiner l'autorité usurpée si longtemps par le *Discours*. « Nous regrettons », a écrit Henri Martin, « de n'avoir pu comparer le *Discours* de Henri III avec une pièce latine publiée à Cracovie, vers la fin de 1573, par ordre, dit-on, de Henri lui-même (*Vera et brevis Descriptio Tumultus postremi Gallici Lutetiani*), document rare, dont nous ne connaissons que le titre »¹. C'est ce document même que j'ai trouvé, et dont j'ai publié la traduction dans la *Revue de Paris* du 15 août 1908. Si, comme le voulait Henri Martin, on compare la *Vera descriptio* avec le *Discours de Henri troisieme*, on acquiert la conviction : 1^o que les deux récits ne peuvent pas avoir la même origine; 2^o que c'est celui imprimé à Cracovie en 1573, et non celui publié pour la première fois à Paris en 1623, qui émane du duc d'Anjou.

À la suite de la publication de mon article dans la *Revue de Paris*, parut dans le *Journal des Débats* du 26 août 1908 une note signée B. P. dans laquelle on trouvait ce passage :

M. Henri Monod trouve la version qu'il publie plus véridique et émanant plus directement du futur Henri III que le fameux *Discours* qui ne fut publié que quarante-neuf ans plus tard, et il observe que le duc d'Anjou n'avait aucun intérêt à s'accuser lui-même. C'est pour cela sans doute que ce récit attendit si longtemps avant d'être divulgué. Mais il n'en est que plus important et plus vrai. De plus, il n'a pas été fabriqué longtemps après les événements, dans l'intérêt de la famille de Gondi. On sait très bien de qui il émane. Il fut rédigé sur l'heure par le médecin du duc d'Anjou, Marc Miron, qui avait été témoin, dans la nuit du 20 au 21 juin 1574, des *inquiétudes et agitations* du prince, la veille de son sacre comme roi de Pologne, en se remémorant sa responsabilité dans la nuit sanglante. Conservé précieusement par lui, il fut légué à sa mort, en 1608, à son fils Charles Miron, évêque d'Angers, puis archevêque de Lyon, mort en 1628. C'est quelques années avant son décès que le prélat communiqua le manuscrit de son père, alors que la confiance n'avait plus d'inconvénient.

1. H. Martin, *Hist. de France*, t. IX, p. 309, note.

J'aurais beaucoup désiré savoir sur quels fondements reposaient des affirmations aussi catégoriques. J'entrai en relation avec l'auteur de la note, un fort galant homme, qui me reçut très courtoisement et discuta avec moi sur l'origine du *Discours* le plus agréablement du monde, mais, sur le fond, ne put invoquer que des souvenirs assez vagues. Il crut un moment que les faits qu'il avait allégués étaient une tradition de la famille Miron, rappelée avec précision dans le livre que M. Miron de L'Espinay a consacré à l'histoire de François Miron, le prévôt des marchands, mais je m'assurai que cet ouvrage ne contient pas un mot relatif au *Discours à un personnage d'honneur*, bien qu'à diverses reprises il parle de Marc Miron, et ce silence dans un tel livre devient un argument de plus contre la légende.

L'auteur de la note du *Journal des Débats* se trompe d'ailleurs quand il dit que le récit publié en 1573 me semble « beaucoup plus véridique » que celui publié en 1623. C'est bien le contraire. J'estime que le récit rédigé nous ne savons à quelle époque, publié en 1623, émane d'une personnalité fort au courant, ayant joué dans les événements un rôle direct, produisant assez d'assertions vraies pour s'en faire accroire, ne falsifiant les faits que là où son intérêt personnel est en jeu. Je dis seulement que cette personnalité n'est pas le duc d'Anjou. Celui-ci a produit sa version. Elle est moins véridique encore. Elle contient, comme je crois l'avoir démontré dans mes notes, beaucoup plus de mensonges que de vérités. Elle offre cependant un véritable intérêt historique, parce qu'elle nous fait savoir ce que, en 1573, la cour de France et le duc d'Anjou voulaient que l'étranger pensât du drame qui s'était déroulé à Paris et à travers la France en août 1572.

J'avais joint à mon article deux documents que la *Revue de Paris* n'a pas reproduits, jugeant qu'ils donnaient à mon travail une allure d'érudition qui conviendrait mieux à un autre recueil. La *Revue historique* veut bien les accueillir; je l'en remercie.

La *Vera descriptio*, parlant des dissentiments entre les maisons de Guise et de Châtillon, s'exprime ainsi : « Une ancienne inimitié couvait entre le duc de Guise (dont le père avait été assassiné par un sicaire affidé) et l'amiral. » L'insertion à cette place de cette parenthèse constituait une insinuation des plus perfides, non moins que l'emploi de ce mot : *affidé* : *per submissum sicarium*, l'auteur comptant bien que le lecteur ajouterait mentalement : *ab Admiratio*. Henri d'Anjou et son secrétaire Montluc, lequel probablement tint la plume pour écrire la *Vera descriptio*, étaient pourtant de ceux qui, le 29 janvier 1566, au Conseil du roi, avaient déclaré Coligny innocent de toute complicité dans le meurtre commis par Jean de Poltrot. Cet arrêt solennel, rendu dans une cause que le roi avait évo-

quée, comme il est expliqué dans l'arrêt même, a une importance que la plupart des historiens semblent avoir méconnue.

Voici comment s'exprime de Thou¹ :

Il se fit une réconciliation, au moins apparente, entre les Coligni et les Guise, et c'est ce qui avoit été le principal objet de l'assemblée. Ainsi, après que l'affaire eût été bien débattue de part et d'autre, l'amiral s'étant purgé par serment du meurtre du duc de Guise, assurant qu'il n'en étoit pas l'auteur et qu'il n'y avoit pas même consenti, le Roi interposa son autorité en leur ordonnant d'être amis.

Le silence de l'historien sur l'arrêt du 29 janvier 1566 est d'autant plus surprenant que son père était au nombre des juges et qu'il avait lui-même² expliqué comment le procès avait été évoqué par le roi. — Davila³ est encore plus laconique et plus vague :

Le Roi, qui vouloit éteindre les animosités particulières pour travailler au repos général du royaume, s'appliqua à réconcilier les maisons de Guise et de Châtillon... Les Coligni et les Guise eurent une entrevue en présence du Roi ; mais le Roi et tous ceux qui étoient présents jugèrent que cette réconciliation ne seroit pas longue.

Henri Martin n'est pas beaucoup plus explicite quand il écrit⁴ :

Une scène plus dramatique se passa le 29 janvier dans le Conseil du Roi : Coligny jura qu'il n'avait été ni l'auteur ni le complice de l'assassinat du duc de Guise et défia au combat quiconque voudrait soutenir le contraire. Le Conseil, à l'unanimité, déclara qu'il n'existait aucunes charges contre l'amiral ; le Roi le déclara innocent et enjoignit aux parties de vivre désormais en paix et amitié.

Michelet⁵ ne voit dans cet essai de rapprochement qu'un piège pour discréditer Coligny :

Il fallait le montrer faible et versatile ; c'est ce qu'on essaya à Moulins. Le roi ordonna une réconciliation. L'amiral, sommé au nom de la paix, au nom de l'Évangile, ne peut reculer. Il lui faut embrasser les Lorrains.

La France protestante en dit un peu plus ; elle connaît le fait de la récusation par Coligny du parlement de Paris ; mais, au moment où il serait tout naturel d'indiquer que l'instance aboutit à l'arrêt du

1. De Thou, *Histoire universelle* ; texte franç. (Londres, 1734), t. V, p. 184.

2. Ibid., t. IV, p. 541.

3. Davila, *Guerres civiles*, livre III, ann. 1566.

4. H. Martin, *Hist. de France*, t. IX, p. 197.

5. Michelet, *Hist. de France*, t. IX, p. 535.

29 janvier 1566, l'auteur de l'article *Châtillon* tourne court et, comme les autres, se contente de dire que les deux maisons se réconcilièrent sur l'ordre du roi :

Les Guise allèrent trouver le Roi à Meulan pour lui demander justice de l'assassinat du duc. Charles IX leur permit de se pourvoir au Parlement; puis, sur les observations du cardinal de Châtillon que jamais son frère n'accepterait pour juges des hommes qui s'étaient montrés beaucoup trop partiaux pendant les troubles, il revint sur la décision, ôta au Parlement la connaissance de cette affaire et la renvoya au Grand Conseil, malgré l'opposition des princes lorrains... L'affaire traîna ainsi jusqu'à l'assemblée de Moulins, où, sur l'ordre formel du Roi, les deux maisons se réconcilièrent en apparence, après que l'amiral eut affirmé par serment qu'il n'avait pas trempé dans le meurtre dont on l'accusait d'être complice.

Qui se douterait, ayant lu les textes reproduits ci-dessus, que la réconciliation entre Guise et Coligny fut ordonnée, non par une intervention personnelle de Charles IX, mais par la prescription, rédigée en termes impérieux, d'une décision judiciaire? Il ne s'agit pas ici d'une « scène dramatique », d'un serment déclamatoire et d'un appel par Coligny au jugement de Dieu. Voici comment les choses s'étaient passées. Les Guise, auxquels ne suffisait pas l'effroyable supplice subi par Poltrot, et qui ne voulaient pas se laisser convaincre par les réponses si nettes, si décisives qu'avait opposées Coligny à ses accusateurs¹, demandèrent au roi l'autorisation de poursuivre Coligny comme complice de l'assassinat du duc François de Guise devant le parlement de Paris. Coligny récusait cette juridiction, si l'on en croit de Thou :

La reine fut d'avis que, puisque les Coligni récusent le Parlement de Paris, le Roi évoquât l'affaire à lui et la renvoyât à ce qu'on appelle le Grand Conseil. Mais les Lorrains se plaignant qu'on leur faisoit injure de les renvoyer à un autre tribunal qu'à celui des pairs du royaume, le Roi, ne pouvant plus résister à leur importunité, évoqua de nouveau cette affaire à lui; et pour de bonnes et justes raisons, il en suspendit le jugement pendant trois ans. Après lequel tems on en commença l'examen lorsque le Roi étoit à Moulins.

On voit que *La France protestante* s'est trompée et qu'à tort elle a confondu, comme les historiens l'ont fait souvent, le *Grand Conseil* avec le *Conseil du Roi*, qui portait en effet autrefois le nom de *Grand Conseil*. Mais en 1497 fut créé le tribunal qui prit le nom de *Grand*

1. *Mémoires de Condé*, t. IV, p. 285 et suiv.

Conseil et qui devait remplir les fonctions judiciaires que le *Conseil du Roi* avait conservées, malgré l'organisation séparée du parlement. Seulement, le *Conseil du Roi* continua à juger certaines affaires, particulièrement celles qui intéressaient la sûreté de l'État, *par évocation*. Il s'appelait alors le Conseil d'État ou d'En-haut, et lorsqu'il avait à délibérer sur des affaires d'État, il était constitué comme nous allons voir qu'il le fut dans le procès des Guise contre Coligny.

La décision royale qui évoque l'affaire, et dont le texte offre un grand intérêt, est reproduite en entier dans les *Mémoires de Condé*¹. Elle est intitulée : *Arrêt du Conseil du Roy, par lequel il évoque à sa personne le procès mis entre les maisons de Guise et de Chastillon à l'occasion du meurtre du feu duc de Guise et en suspend le jugement pendant trois ans*. L'arrêt est daté : « Donné à Paris, le cinquième jour de janvier 1563. » — En exécution de cet arrêt, le 29 janvier 1566, le délai imparti des trois années étant expiré, l'affaire fut jugée définitivement.

La composition du Conseil qui, sous la présidence du roi, la jugea était des plus imposantes. La voici, telle qu'elle résulte des termes mêmes de l'arrêt :

Le Roi ; — la Reine-mère ; — M. le frère du Roi (duc d'Anjou) ; — le cardinal de Bourbon ; — le prince de Condé, prince du sang ; — le duc de Montpensier, prince du sang ; — le prince Dauphin ; — le duc de Longueville, pair de France ; — le duc de Nemours, pair de France ; — le duc de Montmorency, pair et connétable ; — Monsieur le Chancelier (l'Hospital) ; — sieur de Vieilleville, mareschal de France ; — sieur de Bourdillon, mareschal de France ; — Monsieur de Morvillier ; — l'évêque de Valence (Môntluc) ; — sieurs de Crusol, de Grimault, de Lansac, de Chaulne, baron de la Garde, chevaliers de l'Ordre ; — M. Christophe de Thou, premier président ; — M. Pierre Séguier, président à la cour du Parlement de Paris ; — sieurs de Laubespine et de la Case-Dieu, conseillers ; — maître Baptiste du Mesnil, conseiller et avocat du Roi en ladite cour de Parlement.

L'arrêt du Conseil est remarquable par son texte, par la qualité de ceux qui y participèrent, par les efforts qu'il trahit chez les Guise pour éviter un jugement définitif, et par l'unanimité avec laquelle il fut rendu. Il a une telle importance historique que, malgré son étendue, il doit être reproduit en entier :

Le Roy, estant bien recors et memoratif des requestes cy-deuant presentées à Meulant, l'une le 26^e jour de septembre l'an 1468 par les dames duchesses de Guise, mère et femme de feu messire François de

1. *Mémoires de Condé*, t. IV, p. 495 et suiv.

Lorraine, en son vivant pair, grand maistre et grand chambellan de France, par les enfans, parens et amis dudit deffunct soubz-signez en ladite requeste; l'autre à Chantilly le 27 octobre audit an, l'autre requeste présentée par ladite dame de Guise, veufue dudit deffunct, tant en son nom que comme tutrice des enfans mineurs dudit deffunct et d'elle, le 8^e jour de decembre ensuivant, tendant à ce qu'il pleust à Sa Majesté luy permettre de faire poursuite en ses cours de Parlement de l'homicide commis en la personne dudit deffunct duc de Guise à l'encontre de tous ceux qui s'en trouueront chargez et coupables, mesmes contre Gaspar de Coligny, sieur de Chastillon, amiral de France, des responses sur ce faictes et des requestes presentées de la part dudit sieur amiral;

Sur quoy et sur aucunes requestes il auroit pleu à Sa Majesté, le 5 de janvier ensuivant, tenir en estat, suspens et surseances lesdites poursuites pour le temps de trois ans et tel temps qu'il lui plairoit;

Pendant auroit fait deffences à chacune desdites parties de se travailler l'une l'autre, directement ou indirectement, et à tous juges d'en cognoistre, retenant à lui la cognoissance de la cause;

Et ayant depuis cogneu que l'interdiction de cet affaire donnoit couleur à beaucoup d'inimitiez et de diuision qui se nourrissoient parmi ses sujets, auroit mandé venir à soy en cette ville de Moulins, Monsieur le cardinal de Lorraine et ladite dame de Guise, veufue dudit deffunct et tutrice des enfans mineurs dudit deffunct et d'elle, auxquels il auroit déclaré le singulier desir qu'il auoit pour plusieurs grandes occasions de mettre une bonne fin au differend qui estoit entre leurs deux maisons à l'occasion que dessus, et luy-mesme embrasser à definition d'iceluy differend par voyes justes et equitables;

Ce que lesdits sieur et dame ayant entendu, lui auroient respectivement déclaré estre prests et disposez de receuoir en cet endroit l'equitable raison et justice qu'ils ont tousiours attendu et esperé de sa bonté en toutes choses, ainsi qu'il est plus à plain contenu et déclaré en l'acte de ce fait le 12^e jour du present mois, signé : Charles et contre-signé : Laubespine;

Depuis ledit acte, ledit sieur cardinal et dame de Guise auroient fait entendre à Sa Majesté qu'ils n'auoient avec eux les pièces qui pouuoient servir à la iustification de leur droict, pour lesquelles recouurer ils auroient requis delay, lequel sadite Majesté leur auroit accordé;

Laquelle toutefois, ayant par après cogneu que ce delay pourroit tourner à quelque longueur, et que toutes les pièces, ou la plupart de celles dont ils entendoient s'ayder, se pouuoient promptement recouurer, les a admonestez de declarer quelles estoient lesdites pièces pour lesquelles ils auroient demandé ledit delay;

A quoy obeissant lesdits sieur cardinal et dame de Guyse auroient fait declaration particulière d'icelles pièces, lesquelles seulement ils entendoient produire pour ce fait, se departans dudit delay s'il plaisoit à Sa Majesté les assurer estre par deuers Elle pour estre veuës et en ordonner par Sa Majesté;

Laquelle auroit ordonné cet acte estre fait et expédié ainsi comme il appert par iceluy acte du 17^e jour dudit mois, signé : de Laubespine ;

Après lequel auroit ladite dame duchesse de Guise, le 26^e jour desdits mois et an, présenté requeste à sadite Majesté, tendant à fin de lui estre permis de faire contre les chargez et coupables poursuite de ce que dessus en la cour de Parlement de Paris et y faire porter et enuoyer les pièces estans par devers sadite Majesté ;

Sur quoy le Roy auroit déclaré qu'il retenoit à luy et à son Conseil la cognoissance de sa matière principale et de tout ce qui en despend pour, après auoir le tout veu à sondit Conseil, faire droit à ladite dame, ainsi qu'il appartiendroit par raison ;

Et pour cet effet auroit sadite Majesté, assisté de la Reyne sa mère, fait assembler les princes de son sang et autres seigneurs et mareschaux de France, chevaliers de son Ordre et conseillers en sondit Conseil, cy-dessus nommez (*la liste en a été donnée ci-dessus*) ;

Et, en sa presence et desdits sieurs fait donner lecture des confessions de feu Jean de Poltrot, soy-disant sieur de Meray, exécuté à mort pour ledit homicide, enuoyées au Roy par sa cour de Parlement de Paris, en vertu de ses patentes et commendement, et de toutes et chascunes les pièces spécifiées audit acte du 17 de cedit mois, et rapport des autres pièces, actes et requestes cy-dessus mentionnés ;

De quoy lecture et rapport faicts, Sa Majesté auroit aujourd'hui fait entendre auxdits sieur cardinal de Lorraine et dame de Guise, ensemble audit sieur de Chastillon, amiral de France, les personnes appellées et assistans audit Conseil pour sçauoir s'ils entendoient en recuser aucunes ;

Lesquels sieur cardinal de Lorraine et dame de Guise auroient déclaré qu'ils ont présenté requeste au Roy comme à leur souuerain et naturel seigneur et non à autre, remettant à luy d'ordonner en ce fait ce qu'il lui plaira, ce que ledit sieur amiral a de sa part semblablement respondu qu'il se remettoit aussi à ce qu'il plairoit à Sa Majesté d'en ordonner ;

Après lesquelles declarations auroit sadite Majesté mandé ledit sieur de Chastillon, amiral, et luy a enjoinct et commandé de déclarer à sa presence, et des susdits, ce qui estoit de la verité du fait dudit homicide, en ce que l'on l'en auoit voulu charger et accuser ;

Lequel sieur amiral auroit respondu qu'il auoit cy-deuant dit, déclaré et affirmé à sa dite Majesté comme il disoit, déclaroit et affermoit encores deuant Sa Majesté comme deuant Dieu qu'il n'auoit fait, ne fait faire, ne approuvé ledit homicide ;

Le Roy, tout ce que dessus bien entendu et au long examiné, et après auoir pris sur ce l'advis des dessus dits princes et seigneurs et gens de son Conseil, qui tous ont esté d'un mesme accord et advis ;

A déclaré ledit sieur de Chastillon, amiral de France, purgé, discharged et innocent du fait dudit homicide et des charges qu'on luy a voulu, ou pourroit pour ce regard imputer ;

Et a imposé et impose silence perpétuel à son procureur general et à tous autres ;

Fait inhibitions et deffences, tant auxdites parties qu'à tous autres, en faire cy-après aucunes recherches et poursuites, ores ne pour l'aduenir, soit par voye de justice ou autrement, et à tous juges d'en prendre aucune cause et cognoissance;

A pris ledit seigneur lesdites parties en sa sauvegarde, leur eniognant de viure en amitié sous son obeissance, sans aucune entreprise de faict les vns à l'encontre des autres, directement ou indirectement;

Declarant dès à present auxdites parties, leurs parens, amis et alliez qui contreviendront à ce present jugement auoir encouru et encourir crime de lèze-majesté comme infracteurs de paix et perturbateurs du repos public, et leurs personnes et biens confisquezz, lesquels biens audit cas il a, dès à present comme pour lors, unis et incorporezz, unit et incorpore au domaine de sa couronne;

Deffendant ledit Seigneur, sur les peines que dessus, à toutes personnes, de quelque qualité que ce soit, de contreuenir à ce present arrest, ne iceluy revoquer en doute, controverse ne dispute, et veult iceluy estre enuoyé à toutes les cours de Parlement de ce royaume, baillages et senechaussées d'iceux, pour y estre leu, publié et enregistré, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance.

Faict audit Conseil, auquel estoient presens (*voir la liste ci-dessus*), le 29^e jour de janvier l'an 1566, au chasteau de Moulins en Bourbonnois, et prononcé aux parties le dernier jour dudit mois.

Signé : BOURDIN.

Le texte de cet arrêt occupe les sept premières pages d'une plaque intitulée : *Arrest || par lequel Monsieur || l'Amiral de Chastillon est déclaré inno-cent de la mort du duc de Guise*¹. Ce qui est imprimé sur la huitième page mérite d'être recueilli :

Sa Majesté, ayant fait appeler Monsieur le cardinal de Lorraine et Monsieur l'Amiral, leur declara que, suiuant l'arrest qu'il auoit donné, il vouloit que toutes occasions d'inimitiez cessassent et qu'ils fussent desormais amis, n'estant accompagnez dores-en-avant que de leurs trains ordinaires.

Ledit sieur cardinal fit responce qu'il vouloit en tout et partout obeir au Roy et suiure ses commandemens.

Monsieur l'Amiral a respondu qu'il loüoit Dieu qu'en sa presence la verité de son innocence auoit esté connuë et de ce que Sa Majesté demeroit satisfaite de luy.

Qu'il auoit tousiours oüy dire que la cause pour laquelle le cardinal de Lorraine et les siens luy vouloient mal, c'estoit qu'ils auoient opinion qu'il fut cause de la mort de feu M. le duc de Guise, que maintenant le contraire leur apparoissoit, et que, s'il pouoit prendre seu-

1. Il est reproduit presque en entier dans le *Gaspard de Coligny* du comte Jules Delaborde, Paris, 1881, t. II, p. 404 et suiv., d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale.

reté qu'ils eussent perdu leur mauvaise volonté et qu'ils ne lui voulussent plus de mal, il leur voudroit faire service.

Un tel arrêt, auquel avaient participé Henri d'Anjou et Montluc, ne leur permettait pas, sept années plus tard, d'expliquer la haine des Guise pour Coligny en disant que le duc François avait été assassiné *per submissum sicarium*. Il ne permettait pas depuis lors, et jusqu'à nos jours, d'entretenir l'opinion dans le doute sur l'innocence juridiquement proclamée de Coligny. C'est ce que l'on a fait pourtant. Il n'y a pas si longtemps qu'à la tribune de notre Chambre des députés les mêmes accusations étaient lancées contre lui. Rappelons qu'au mois de juin 1883 le comte de Paris souscrivait mille francs pour la statue de l'amiral et écrivait à celui qui avait pris l'initiative de l'entreprise : « Il vous a été facile de justifier ce vrai patriote de l'accusation portée contre lui après le crime de Poltrot. »

Le second des deux documents dont je parle au début de cette note est une lettre inédite de Charles IX au sujet de la Saint-Barthélemy. Elle appartient aux archives de la famille de Juigné, et j'exprime ici ma reconnaissance à M. le comte de Juigné d'avoir bien voulu permettre que copie m'en fût délivrée :

A Monsieur de La Vallette, chevalier de mon Ordre, capitaine de cinquante hommes d'armes de mes ordonnances et gouverneur de ma ville de Lectoure.

Monsieur de La Vallette, ayant esté descouvert comme l'admiral et ses adherans, depuis sa blessure, avoient conspiré contre ma personne, de la Royne Madame et mère et de mes frères et des autres princes et seigneurs estant près de moi, j'ay esté contrainct faire prevenir leur pernietieuse entreprise par ceulx de Guyse, ce qui a esté si dextrement executé que ledict admiral et ses dictz adherans y ont esté la plus grande part tuez; et combien que j'aye escript partout et faict publier, nonobstant cette execution, mon intention estre entretenir mon edict de pacification et empescher que mes subjectz s'offensassent l'un l'autre, toutefois je doute (je suppose) que ceulx de la nouvelle religion se veillent eslever et troubler le repos de mon royaume, ce que je desire empescher en faisant rompre et tailler en pièces ceulx qui s'assembleront contre mes edictz. Et d'autant, Monsieur de La Vallette, que je me confie à vous et que vous avez pouvoir et credict par dela entre mes subjectz, je vous fais ceste lettre pour vous pryer assembler voz amys et de mes subjectz et serviteurs le plus grand nombre que vous pourrez, et me rendre obey soit par douceur ou autrement, admonestant mes subjectz de demourer en repos en leurs maisons et chastiant ceulx qui voudroient faire le contraire. Je serais très aise que vous peussiez vous rendre maistres de la ville de Lectoure, estant de tel poix

qu'elle est, et est à craindre si ceux de la dite religion se trouvent les plus fortz qu'ilz en veillent mal user. Je vous prie donc vous y employer et me servir en cela et toutes autres occasions selon que vous avez accoustumé en me mandant de voz nouvelles au plus tost, pryant Dieu, Monsieur de La Vallette, qu'il vous tienne en sa garde.

Esript à Paris, le xxviii^e jour d'aoust 1572.

Signé : CHARLES.

Et plus bas : DE NEUFVILLE.

Cette lettre appartient à la série de celles qui continuaient à pousser au massacre. On remarquera cette phrase : « La chose a été si dextrement exécutée que l'amiral et ses adhérents ont presque tous été tués ». On notera aussi l'ordre qui suit de « tailler en pièces » ceux qui s'assembleraient contre les édits et d'obtenir la soumission par douceur « ou autrement ». Très vite, il fallut, au moins dans les rapports diplomatiques, prendre un ton tout opposé.

Henri MONOD.

LES MÉMOIRES DE FAUCHE-BOREL.

La Restauration et les années qui ont suivi ont été une époque fortunée pour certains éditeurs avisés. On sait qu'à partir de 1825 les mémoires et les souvenirs ont tout à coup surgi et abondé. Partisans de la monarchie, revenants de l'émigration, agents secrets, conspirateurs, officiers de l'armée de Condé et bien d'autres se sont empressés de livrer au public le récit de leurs infortunes ou de leurs exploits.

A cette production littéraire et historique exubérante sont venues bientôt s'ajouter de louches compilations. D'obscurs personnages, qui avaient vécu pendant la Révolution et l'Empire, tapis, cachés, dont l'existence reste encore pleine de mystère, se sont emparés d'une mine si fructueuse. Avec des fragments de conversations, des racontars, aidés parfois de quelque document ou de lambeaux de correspondances, ils ont fabriqué de volumineux mémoires, acceptés avec empressement par des éditeurs peu scrupuleux et par un public qui n'y regardait pas de si près. Lamothe-Langon et Alphonse de Beauchamp sont restés les types de ces « arrangeurs » fameux. Aujourd'hui, les exigences du travail historique ont créé autour de ces compilations une atmosphère de suspicion qui n'est pas imméritée. On n'ouvre qu'à regret l'un de ces recueils ; on redoute d'accor-

der quelque créance à des récits dont la source est impossible à vérifier. Et cependant, tout n'est point à rejeter dans les mémoires de la Restauration; ceux-ci nous ont conservé le récit de beaucoup de faits historiques qui ont une certaine valeur, qui sont vrais, que l'histoire ne peut dédaigner absolument. Ce qui serait nécessaire, ce serait de soumettre à une critique serrée l'ensemble de ces publications, de rechercher, en s'aidant des documents d'archives si nombreux, publiés depuis trente ans, quelle part de vérité ils renferment, le ou les noms de leurs auteurs. L'on découvrirait bien certainement qu'il y a eu erreur ou exagération commise dans plusieurs attributions de ces mémoires et qu'on a peut-être trop négligé cette source d'information. C'est ainsi qu'à l'égard des *Mémoires* de Fouché, M. Madelin a pu prouver qu'ils ne méritaient pas la défiance excessive dans laquelle on les avait longtemps tenus¹.

L'essai que nous tentons ici a un but identique. Il s'agit des *Mémoires* de Louis de Fauche-Borel, parus en quatre volumes in-8°, en 1829, à Paris. La biographie de Fauche est bien connue. L'ancien libraire de Neuchâtel, né le 12 avril 1762, s'est donné pour un agent infatigable des Bourbons de 1795 à 1815. Il a couru toute l'Europe, porteur des propositions les plus hardies et les plus disparates. Accueilli dans les premiers temps avec un certain empressement par Louis XVIII, chargé en 1795 d'une mission auprès de Pichegru, Fauche-Borel, qui paraît avoir été un homme fort actif, mais un hâbleur aussi et un parfait intrigant, nous a laissé une copieuse relation de son existence, de ses infortunes, des déceptions qui l'accablèrent et des injustices dont il s'est prétendu la victime. Son œuvre, tout indigeste qu'elle soit, renferme néanmoins une quantité de renseignements qu'il serait imprudent de rejeter en bloc².

Quérard a attribué l'ouvrage à Alphonse de Beauchamp. Toutefois, ses continuateurs, dans la troisième édition des *Supercheries littéraires dévoilées*, ont avoué « qu'on ne connaissait pas exactement le nom du metteur en œuvre des Souvenirs et des récriminations de l'ancien imprimeur de Neuchâtel »³. Nous avons été frappés de la forme dubitative de ce renseignement, quand le hasard nous fit retrouver, dans des papiers ayant appartenu à Fauche-Borel, un document qui, à première vue, nous sembla résoudre l'énigme et nous donner la clef de la composition des *Mémoires*. C'était une

1. *Les Mémoires de Fouché*, dans la *Révolution française*, septembre 1900.

2. Au cours d'une récente soutenance de thèse de doctorat en Sorbonne, celle de M. Caudrillier sur la *Trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'est avant fructidor*, cette question de la rédaction des *Mémoires* de Fauche-Borel a été discutée, sans qu'aucune solution définitive ait été alors apportée.

3. Quérard, *les Supercheries littéraires dévoilées*, 3^e éd., 1870, t. II, p. 12.

sorte de convention, conclue à Paris le 20 février 1824, par conséquent cinq années avant l'apparition de l'ouvrage. L'on ne sera pas surpris d'apercevoir derrière les deux personnages mis en cause la figure de Charles Nodier, puisque ce trio avait des attaches franc-comtoises et que le spirituel écrivain publia lui-même de curieuses anecdotes sur la Révolution et l'Empire. L'impression qu'il avait gardée de ses relations avec l'ancien agent de Louis XVIII n'était rien moins que favorable, s'il faut en croire le jugement plus que sévère, injuste même, qu'il a porté sur lui :

Fauche-Borel était une espèce de bon homme, sincèrement attaché aux Bourbons, vulgaire et naïf de nature, actif et remuant d'instinct, serviable par sentiment comme un bon Suisse, plus serviable encore quand il y avait quelque chose à gagner à l'être, comme le Suisse du proverbe; un prêteur obligeant, qui avait trop de débiteurs à Coblenz pour ne pas retrouver quelques protecteurs à la cour; un messager officieux, dont les frais de poste se payaient en compliments; un intrépide entremetteur, dont les dangers se reconnaissaient en promesses... Il ne faut pas croire pour cela que Fauche fût un menteur systématique. Il croyait profondément tout ce qu'il s'était raconté à lui-même, et je ne l'ai jamais vu varier dans le thème grossier de ces happelourdes, qu'on a fait semblant de prendre pour argent comptant de Mittau à Varsovie, de Varsovie à Hartwell et de Hartwell aux Tuileries¹.

Il y a là de l'exagération, assurément. Rappelons-nous que Nodier fait en ce moment l'apologie de Pichegru et qu'il défend avec virulence sa mémoire, fort chargée par les dires de Fauche-Borel. Les quelques lignes qu'un ami et un confident de Charles Nodier a consacrées au libraire de Neuchâtel nous paraissent une expression plus juste de la vérité. Le 40 juin 1827, Charles Weiss, qui était bibliothécaire à Besançon, écrivait à Nodier :

Tu m'as adressé M. Fauche, qui paraît décidé à se fixer à Besançon pour y faire imprimer ses *Mémoires*; dès le jour de son arrivée, il a fallu que je l'entendisse raconter dans le plus grand détail toutes ses missions. Depuis, il m'a rendu régulièrement cinq à six visites par jour, dans ma chambre, à la bibliothèque, partout où il espère me découvrir. Indique-moi donc le moyen de lui échapper².

1. Ch. Nodier, *Souvenirs et portraits de la Révolution*, Paris, 1841, p. 366.

2. Lettre de Weiss à Charles Nodier, publiée par M. Léonce Pingaud dans les *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon*, année 1887, p. 243. Nous devons en outre à M. Pingaud, dont nous avons souvent mis à contribution l'érudition si étendue, l'indication d'utiles références pour cet article. Le 13 juin 1827, Nodier répondait à Weiss : « Tu me demandes le moyen de te défaire de l'éternel M. Fauche. Le plus sûr serait de mourir et j'y ai souvent pensé. Trouves-en un autre et fais-m'en part. » *Correspondance inédite de Charles Nodier*, publiée par A. Estignard, Paris, 1876, p. 199.

Cette lettre nous apprend en outre que Fauche-Borel et son collaborateur avaient achevé la rédaction des *Mémoires* en 1827 et qu'ils se mettaient en quête d'un éditeur. Quel était ce collaborateur resté jusqu'ici inconnu ? Était-ce le personnage mentionné dans le texte ci-dessous, François Tercey, un franc-comtois également ? On pouvait l'admettre.

François Tercey était originaire de Lons-le-Saunier ; il avait épousé M^{lle} Charve, dont la sœur cadette, Désirée-Liberté Charve, devint la femme de Charles Nodier. Avant d'embrasser la carrière des lettres et de cultiver les Muses, Tercey avait rempli des fonctions administratives sous le premier Empire. En 1813, alors que la France comprenait cent trente départements, échelonnés des Pyrénées en Dalmatie, sans compter les divers royaumes, apanages des frères de l'Empereur, qui s'étendaient de l'Espagne aux rives de l'Elbe, Tercey exerçait dans les provinces illyriennes les fonctions de subdélégué à Kraimbourg en Carniole. C'est ce qu'atteste l'almanach impérial de 1813. Mais, s'il faut en croire M^{me} Menessier-Nodier, fille de Charles Nodier, Tercey serait devenu secrétaire général de l'intendant Dunod de Charnage, un autre Comtois. Quoi qu'il en soit, c'est sur la protection de son beau-frère que Nodier fut nommé à ces fonctions assez étranges et imprévues de bibliothécaire à Laybach. Il a raconté d'une façon bien plaisante son voyage en ces régions perdues, son arrivée à Laybach, où il n'eut pas le courage de déposséder de sa maigre place le vieux bibliothécaire qu'il venait relever. Quand la débâcle survint, nos deux Comtois regagnèrent la France avec les administrateurs forcés de déménager à la hâte. « M. de Tercey était aussi beau qu'il soit possible de l'être », dit encore M^{me} Menessier-Nodier. « Personne ne faisait mieux les vers, personne ne tirait mieux le pistolet. » La correspondance de Nodier fait de fréquentes allusions à Tercey. Ce dernier composa sous la Restauration plusieurs pièces de vers et des poèmes de circonstance dont Quérard nous a donné la liste. Il n'était pas impossible que, sur la recommandation de ses compatriotes Weiss et Nodier, il eût consenti à revoir les *Mémoires* de Fauche-Borel, à les modifier, à leur donner une forme littéraire, ou même à les écrire entièrement, ainsi que l'indique le texte suivant :

ENGAGEMENT.

Nous, soussignés, Louis de Fauche-Borel, conseiller de légation de S. M. le roi de Prusse, et François Tercey, homme de lettres, demeurant à Paris, avons fait les conventions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Comme nous nous proposons de publier incessamment des mémoires ayant pour titre : *Mémoires historiques et poli-*

tiques de Louis de Fauche-Borel, dans lesquels on trouvera des anecdotes curieuses et inédites sur les personnages qui se sont fait un nom, pendant les trente années qu'a duré la Révolution française, recueillis et publiés par Charles Nodier, nous sommes convenus de nous associer pour conduire à bon terme cette grande entreprise.

ART. 2. — Le sieur Tercy sera chargé de la rédaction des *Mémoires*, d'après les notes et renseignements que lui fournira le sieur de Fauche-Borel.

ART. 3. — La rédaction de ces *Mémoires*, qui comporteront environ quatre volumes in-octavo, sera payée au sieur Tercy par le sieur de Fauche-Borel, à raison de soixante francs la feuille d'impression; les paiements auront lieu de mois en mois, au fur et à mesure de la livraison du manuscrit.

ART. 4. — Et comme, si l'ouvrage a quelque succès, il le devra autant à la manière dont il aura été rédigé qu'à la nouveauté et à l'importance des faits, le sieur Tercy aura en outre un tiers dans les bénéfices et le sieur de Fauche-Borel les deux autres tiers.

ART. 5. — L'ouvrage, confié aux premières presses de la capitale, sera imprimé sur beau papier et tiré à 3,000 exemplaires. Le sieur de Fauche-Borel demeure chargé de faire toutes les avances de fonds.

ART. 6. — Tous les marchés et arrangements ultérieurs relatifs à l'impression, à la publication et à la vente des *Mémoires* seront faits en commun et à la participation des deux parties contractantes.

ART. 7. — Aussitôt que le produit de la vente aura couvert les frais, les rentrées seront partagées en trois parts égales, dont une appartiendra au sieur de Tercy et les deux autres au sieur de Fauche-Borel.

ART. 8. — Et pour empêcher que l'ouvrage ne soit contrefait en Angleterre, au moment de son apparition, ce qui causerait un notable dommage aux parties contractantes, les sieurs de Fauche-Borel et Tercy se proposent, dès que le manuscrit sera terminé, d'en vendre une copie à un libraire anglais afin que l'ouvrage soit publié simultanément à Londres et à Paris. Le produit de cette vente sera réparti de la même manière, un tiers au sieur Tercy et deux tiers au sieur de Fauche-Borel.

Fait double à Paris, le 20 février 1824.

L'année suivante, Fauche-Borel, Tercy et quelques amis s'en venaient dîner dans un restaurant à la mode de Paris, au *Rocher de Cancale*. Était-ce pour discuter l'entreprise commune ou pour échanger sur l'époque passée de piquants souvenirs? On ne sait. Toujours est-il qu'une note de Fauche nous a conservé les noms des convives présents à cette agape : MM. Nodier, Duviquet, Solier, Gosselin et Witel, en tout sept personnes, dont la réception coûta au malheureux libraire, déjà fort gêné, la somme de 70 francs, plus 45 francs de vins et liqueurs! Il escomptait sans doute le succès triomphal de ses *Mémoires* qui remplirait sa bourse. Hélas! la déception fut

grande. Entre le jour du joyeux dîner au *Rocher de Cancale* et l'apparition des fameux *Mémoires* survint un événement fort contraignant pour notre auteur. Pour des raisons qui ne sont pas indiquées, mais que l'on devine, M. Tercy changea d'idée, refusa de prêter le secours de sa plume à Fauche-Borel et rompit l'engagement précédemment conclu.

La chose est maintenant certaine et facilement démontrable. Après de longues hésitations, nous avons dû renoncer à attribuer à Tercy la paternité des *Mémoires* de Fauche-Borel. La tradition qui fait d'Alphonse de Beauchamp le rédacteur de l'ouvrage, et dont doutaient encore en 1870 les continuateurs de Quérard, correspond à la vérité. Il n'en faut plus douter.

On sait qu'au cours de ses Souvenirs l'ancien libraire de Neuchâtel s'est longuement étendu sur les négociations nouées par son entremise entre Louis XVIII et l'ex-directeur Barras. Dès l'apparition du premier volume, Fauche se vit violemment attaqué par un ami et un confident de Barras, l'avocat Pierre Grand, qui non seulement niait l'existence de ces relations et accusait l'auteur de mensonge, mais insinuait que le véritable rédacteur de l'ouvrage était Alphonse de Beauchamp¹. Quelques semaines plus tard, un autre personnage, le chevalier de Marguerit, entra également en scène et, dans une lettre au journal *la Quotidienne*², puis dans une brochure³, reprochait avec acrimonie à Fauche-Borel ses inexactitudes; lui aussi dénonçait à mots couverts, avec une vivacité indignée, de Beauchamp comme l'« arrangeur » des *Mémoires* et le véritable coupable. C'est alors que celui-ci jugea nécessaire de s'expliquer publiquement, dans une brochure où se révèle définitivement, croyons-nous, la part qu'il

1. *Fauche-Borel démasqué ou un mot de M. Pierre Grand, avocat à la cour royale, à la jeune France, sur les Mémoires de M. de Fauche-Borel, pour faire suite à ces Mémoires*, Paris, 1829, 18 p. Bibl. nationale, La³³ 54. « ... Depuis longtemps Barras dictait ses mémoires; il venait de les terminer entièrement lorsqu'il a rendu le dernier soupir, et deux amis dévoués, que l'ex-directeur a chargé de ce soin, par acte testamentaire, s'occupent en ce moment à classer de nombreuses pièces justificatives et à les mettre en ordre à la suite des mémoires. Il n'en est pas de même des *Mémoires* de M. Fauche-Borel, qui n'ont d'autre rédacteur que M. de Beauchamp. Quoi qu'il en soit, le fond des idées appartient à M. Fauche-Borel; que M. de Beauchamp se rassure donc. Nous ne voulons pas lui attribuer des idées dont il s'empresserait de contester la propriété... »

2. Numéro du 15 mai 1829.

3. *Réponse de M. le baron de Marguerit, ancien officier de la maison du roi, propriétaire cultivateur, à M. Louis de Fauche-Borel, se disant conseiller de légation de S. M. le roi de Prusse*, Paris, juillet 1829, 67 p. Bibl. nationale, La³³ 127.

prit à la composition des *Mémoires* de Fauche-Borel¹. Peut-être s'y détermina-t-il, à la suite du décès subit de l'infortuné Fauche, qui, accablé de revers et découragé, se jeta de la fenêtre de son appartement dans la rue, à Neuchâtel, en Suisse, dans les premiers jours de septembre de cette même année. Beauchamp s'adresse plus particulièrement au chevalier de Marguerit, qui s'est livré contre lui à des insinuations personnelles et calomnieuses :

Quiconque s'étant voué aux lettres cultive le genre sévère de l'histoire n'abandonnera point, sans défense, sa réputation et son honneur à des imputations calomnieuses; ce serait dégrader une profession dont le but est la recherche de la vérité et l'instruction des hommes... Ma vie d'ailleurs, par le genre même de mes ouvrages, est en quelque sorte publique; or, ma cause est de la nature de celles qu'il convient de déférer au jugement des contemporains... Vient-on savoir où a pris sa source cette œuvre d'outrage et de déception? Dans le système de réfutation hostile et irritant, auquel se sont abandonnés les adversaires du malheureux Fauche-Borel, dont la mort tragique est assez connue. La lettre que son adversaire avait fait insérer dans la *Quotidienne* du 12 mai 1829² n'avait d'autre but que de détruire la base et les fondements historiques de ses *Mémoires*. Poussé à bout, Fauche m'apporta des notes, en me conjurant de lui rédiger un écrit en réponse aux critiques de ses principaux détracteurs. *C'était à moi qu'il avait confié précédemment les matériaux de ses Mémoires, tant pour les mettre en ordre que pour en retoucher le style, et il me savait gré d'avoir porté dans ce travail le zèle et la bonne foi d'un écrivain consciencieux... J'étais dans le fait le rédacteur, bien que non avoué, des Mémoires de Fauche, qui, plaçant en moi toute sa confiance, se considérait comme mon client.* Je pris donc la plume, et cette réponse de 67 pages parut à la fin de mai³... Aussi M. de Marguerit se crut-il blessé au vif.

1. *Réplique à une réponse publiée à l'occasion des Mémoires de Fauche-Borel*, signée A. de Beauchamp. Paris, 30 novembre 1829, 11 p. Bibl. nationale, La³³ 128.

2. Il faut lire : 15 mai 1829.

3. C'est la brochure intitulée : *Réponse de M. de Fauche-Borel au sieur baron d'Eckstein, à M. Pierre Grand, avocat, à M. le baron de Marguerit et au respectable M. de Bergasse au sujet de ses Mémoires*, Paris, Moutardier, 1829, 67 p. Bibl. nationale, La³³ 55. Son véritable auteur, de Beauchamp, y malmenait assez rudement son adversaire, Marguerit : « L'étonnement cessera peut-être quand on saura que vous êtes resté non seulement 365 jours immobile, mais une trentaine d'années toujours en attendant l'événement où vous deviez payer de votre personne. Il me semble que vous avez passé tout ce temps-là, monsieur le baron, dans les douceurs d'une vie joyeuse et tranquille; j'en excepterai néanmoins un petit contretemps momentané, une arrestation de quarante-huit heures, mais sans aucun résultat fâcheux pour votre personne et votre avenir... »

L'avou est net. Beauchamp a non seulement composé pour Fauche la *Réponse* au baron d'Eckstein, à Pierre Grand et à ses autres contradicteurs, mais il se déclare publiquement le rédacteur des *Mémoires* de Fauche-Borel; enfin il ne dissimule pas son mécontentement de l'indiscrétion commise à son égard et, comparant son cabinet de travail à celui d'un avocat, il invoque en sa faveur le bénéfice du secret professionnel.

Lorsque, après un demi-siècle, seront publiés les *Mémoires* de Barras, on y trouvera la confirmation expresse des renseignements qui précèdent. Voici, en effet, comment Barras s'exprime dans un post-scriptum :

J'apprends aujourd'hui que Fauche, qui n'a point interrompu ses machinations, mais qui n'en a point recueilli assez d'argent ou qui l'a mangé, poursuit encore des récompenses qu'il prétend n'avoir jamais assez reçues; qu'en conséquence il prépare une rédaction audacieuse et spéciale des fables sur lesquelles le cynique intrigant a vécu pendant tant d'années. *Il avait chargé d'un travail à ce sujet un homme honorable, M. de Tercy, beau-frère du célèbre Charles Nodier.* L'homme de bien, mis aux prises avec le mensonge, a repoussé l'imposteur libelliste et n'a pas voulu souiller sa plume du travail d'un pareil arrangement¹.

Quant au fond même de l'œuvre de Fauche-Borel et au degré de confiance qu'elle mérite, il nous est impossible de traiter ce sujet ici. Disons seulement qu'un examen de ce qui subsiste de sa correspondance et de ses papiers et l'étude approfondie de l'un des épisodes narrés par l'ancien libraire, — l'arrestation et la captivité du général Pichegru en 1804, — nous ont permis de constater que son récit était généralement exact et digne de créance.

Ce que nous avons cherché ici, c'est de fixer ce petit point d'histoire littéraire, dans l'espoir que des recherches similaires seront bientôt entreprises pour déterminer l'authenticité et la valeur de la plupart des mémoires publiés sous la Restauration.

Frédéric BARBET.

1. *Mémoires de Barras*, publ. par G. Duruy, Paris, 1895-96, t. IV, p. 433.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE.

MOYEN AGE.

I. ÉPOQUE FRANQUE ET DES PREMIERS CAPÉTIENS. — Le volume posthume dans lequel M. GENGEL¹ a retracé à grands traits l'histoire politique des Mérovingiens et des Carolingiens dans toute l'étendue de l'empire franc n'est ni un livre d'érudition à proprement parler ni un manuel qu'on puisse recommander à des étudiants. C'est un résumé, intelligemment fait d'ailleurs, mais à peu près sans références et qui suppose connus du lecteur la plupart des événements dont il est question. L'auteur passe rapidement ces événements en revue, en s'arrêtant à ceux qui lui paraissent caractéristiques. Ses interprétations sont d'ordinaire marquées au coin du bon sens; souvent aussi elles pèchent par un défaut d'information, car il est visible que les lectures de M. Gengel n'ont été ni très nombreuses ni parfois très bien choisies et que son contact avec les textes n'a pas été assez prolongé. On s'en aperçoit, par exemple, dans les pages qu'il consacre à Clovis : sur la nature du pouvoir exercé par le roi franc, il s'en est trop tenu à Fustel de Coulanges, — dont cependant il rejette avec raison plusieurs idées fausses, — sans même toujours le lire d'assez près². Sur Charlemagne, sur Louis le Pieux et ses fils, il a vu assez juste dans l'ensemble; mais il s'est laissé entraîner souvent trop loin par son désir de tout expliquer logiquement, et parfois sa logique en arrive à déformer les faits³. Pour les succes-

1. Achill Gengel, *Die Geschichte des fränkischen Reichs im besondern Hinblick auf die Entstehung des Feudalismus*. Frauenfeld, Huber et C^{ie}, 1908, in-8°, xvi-475 p.

2. C'est ainsi que, p. 30, il invoque à l'appui de ses dires le texte d'une chronique que Fustel de Coulanges « cite, mais ne nomme pas », alors que Fustel (*L'Invasion germanique*, p. 511, n. 1) renvoie formellement à la *Vita sancti Treverii*, document que M. Gengel eût d'ailleurs sans doute mieux fait de ne pas utiliser.

3. Que penser, par exemple, de ses réflexions (p. 259) sur les raisons qui poussèrent Lothaire, à Verdun, en 843, à décréter un partage de l'empire tel

seurs de Charles le Chauve en France, ce défaut est particulièrement sensible, parce que les travaux des érudits français lui sont restés presque tous inconnus et qu'il s'en est presque partout tenu aux renseignements qu'il trouvait dans Kalekstein. Le livre se clôt par quelques pages, trop vagues et trop superficielles, sur les origines du régime féodal.

M. l'abbé FONSSAGRIVES¹ nous donne tout un volume sur saint Gildas. On sait que la vie de Gildas n'est guère connue que par deux biographes d'époque tardive : Vital, abbé de Ruis, qui écrivait vers l'an 1060, et Caradoc de Llancarvan, au pays de Galles, qui vivait une centaine d'années plus tard. Postérieurs, par conséquent, de cinq ou six siècles aux événements qu'ils rapportent, ces deux auteurs ne méritent par eux-mêmes aucune créance, et il va sans dire que les renseignements qu'ils nous fournissent n'ont de valeur que dans la mesure où ils ont pu être puisés dans des textes anciens. Or, il semble que ce qu'ils ont connu de textes anciens soit fort peu de chose, et, après avoir soumis leurs œuvres à une critique incisive, M. Ferdinand Lot pouvait conclure tout récemment qu'il n'y a rien à tirer du travail de Caradoc et que les seuls points admissibles dans celui de Vital sont les suivants : « Gildas, né dans le nord de la Grande-Bretagne vers l'année 500, vécu en Galles et en Domnonée insulaire, où il acquit, grâce au retentissement qu'eut de bonne heure son obscur pamphlet, la réputation d'un savant et d'un saint. Appelé en Irlande en 565 par l'*ard-ri* Ainmiré, il mourut en 570, le 29 janvier, peut-être en cette contrée². » Pour indiquer la façon dont M. Fonssagrives a, pour son compte, résolu ce problème critique, il suffira de dire qu'il a consacré près de 400 pages à paraphraser les biographies écrites par Vital et par Caradoc en y ajoutant seulement, sur la civilisation bretonne au temps où Gildas est réputé avoir fondé le monastère de Ruis, au pays de Vannes, quelques détails puisés dans l'*Histoire de Bretagne* de M. de La Borderie et parfois dans les livres de MM. Joseph Loth et Dottin. Ce n'est pas qu'il ignore l'ouvrage de M. Ferdinand Lot; mais il en écarte les conclusions en quelques lignes rapides (p. 376 et p. 380-

qu'il lui fût adjugé un royaume séparant les états de ses deux frères? C'était si peu une idée préconçue chez Lothaire qu'on avait décidé qu'une fois le partage effectué par les commissaires préposés à cette tâche Lothaire pourrait choisir entre les trois lots.

1. J. Fonssagrives, *Saint Gildas de Ruis et la société bretonne au VI^e siècle* (493-570). Paris, Poussielgue, 1908, in-12, 420 p.

2. F. Lot, *Mélanges d'histoire bretonne* (1907), p. 265-266. — Sur ce volume, cf. *Rev. hist.*, t. XCVIII, p. 109.

384), où il fait siennes, en les exagérant, certaines objections de détail présentées par M. Oheix et qui tendent à établir l'existence sur le continent d'une tradition relative à Gildas sensiblement antérieure à l'époque de l'abbé Vital. Les arguments que M. Fonsagrives y ajoute de son cru sont d'une faiblesse rare, et il eût été bien inspiré en vérifiant ce qu'il dit (de seconde main, évidemment) sur l'évêque de Mâcon *Florentius* et sur le prétendu Gildas, *pontifex Ruthensium* (?), qu'il identifie sans hésiter avec Gildas, *abbé de Ruis*. — Il est possible que M. Lot ait poussé un peu loin le scepticisme; mais si M. Fonsagrives est parvenu, comme il le désirait, à « apporter au lecteur le parfum exquis des légendes qui convient si bien aux récits des vieux âges » (p. 2), nous doutons, en tout cas, qu'il ait fait, comme il s'en flatte, une œuvre scientifique, digne du maître (Mgr Duchesne) dont il se réclame au début de sa préface.

M. WERMINGHOFF¹ vient d'achever l'édition des conciles de l'époque carolingienne antérieurs au traité de Verdun (843). Cette édition est, comme bien l'on pense, du plus haut intérêt pour l'histoire de la France. On y trouvera publiés d'une manière critique tous les actes des grands conciles réformateurs assemblés dans le royaume franc au temps de Pépin le Bref, de Carloman, de Charlemagne et de Louis le Pieux. A aucune époque peut-être l'histoire intérieure de l'Église n'a été aussi intimement mêlée à l'histoire politique : préparée par saint Boniface et par les représentants les plus éminents du clergé des Gaules, la réforme ecclésiastique de la fin du VIII^e siècle et du début du IX^e ne fut réalisée que grâce à la persévérance des rois eux-mêmes. L'édition de M. Werminghoff permettra de se rendre un compte exact de l'œuvre qui fut alors accomplie, car il a apporté le plus grand soin à déterminer les rapports des divers textes entre eux, les emprunts faits aux actes des conciles antérieurs ou aux écrits des protagonistes de la réforme. Les deux volumes qu'il publie ne renferment ni textes inédits ni, semble-t-il, de leçons dont la nouveauté soit de nature à modifier sensiblement les résultats admis jusqu'ici par les historiens de l'époque carolingienne. La critique de M. Werminghoff est d'ailleurs, — et il faut l'en féliciter, — d'une extrême prudence et presque toujours conservatrice. Pour les dates des assemblées, il conclut d'ordinaire au maintien de la chronologie traditionnelle, ce qui ne veut pas dire qu'il soit esclave de la tradi-

1. *Monumenta Germaniae historica. Legum sectio III : Concilia. T. II : Concilia aevi Karolini*; t. I, en deux parties, publ. par Albert Werminghoff. Hanovre et Leipzig, Hahn, 1906-1908, 2 vol. in-4^e, XII-466 p. et p. I-XII et 467-1015. — M. Werminghoff prépare l'édition des conciles tenus entre 843 et 918. Voir l'article qu'il a publié dans le *Neues Archiv*, t. XXVI, 1901, sous le titre : *Verzeichnis der Akten fränkischer Synoden von 843-918*.

tion ni qu'il refuse de se rendre aux raisons de ses contradicteurs : c'est ainsi qu'après avoir placé en février 836 le grand concile tenu par Louis le Pieux à Aix-la-Chapelle, il reconnaît, en appendice, que la date de 837, proposée par M. Zeumer, est infiniment plus vraisemblable. La date de ce concile prête d'ailleurs à des difficultés multiples dont M. Werminghoff n'est pas parvenu à triompher. Aux actes proprement dits des conciles, M. Werminghoff a joint toutes les pièces annexes qui n'avaient été publiées jusqu'ici que d'une manière imparfaite; les actes faux, comme, par exemple, ceux qui se rapportent au célèbre synode tenu à Quierzy en 838 et relatifs au monastère de Saint-Calais; enfin une série de dix tables, parmi lesquelles on doit signaler une table des textes utilisés par les rédacteurs des actes conciliaires, une table des noms de personnes et de lieux et un « index verborum et rerum ».

L'histoire du règne de Charles le Chauve, que M. Arthur Giry avait jadis formé le projet d'écrire et à laquelle M. Ferdinand Lot a consacré depuis bientôt dix ans un nombre considérable de travaux d'approche, vient enfin de commencer à paraître sous sa direction dans la série des *Annales de la France à l'époque carolingienne*¹. Ce travail, pour lequel il s'est assuré quelques collaborateurs, sera publié en trois ou quatre fascicules de 200 à 300 pages chacun. Le premier nous mène de la mort de Louis le Pieux au deuxième colloque de Meerssen (840-854).

Le tome V des *Documents historiques sur l'Anjou* publiés par la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers est consacré à l'édition, par les soins de M. le chanoine URSEAU, d'un des cartulaires les plus importants de la région, le « Livre noir » de la cathédrale d'Angers². Compilé peu après l'an 1162, le Livre noir renfermait 241 pièces des années 770-1162. Du manuscrit original il ne subsiste malheureusement plus que deux feuillets mutilés, et il a fallu que

1. *Le règne de Charles le Chauve (840-877)*; 1^{re} partie, par Ferdinand Lot et Louis Halphen, Paris, Champion, 1909, in-8°, vi-232 p. (fasc. 175 de la Bibliothèque de l'École des hautes études; sciences historiques et philologiques). — Voici la composition de ce fascicule : Introduction : *la Crise de l'empire carolingien sous Louis le Pieux* (p. 1-10), et livre I^{er} : *le Partage de l'empire, juin 840-août 843* (p. 11-67), par L. Halphen; livre II : *Du traité de Verdun au deuxième colloque de Meerssen, août 843-vers mai 851* (p. 69-229), par F. Lot, avec quelques pages sur les assemblées de Meaux, Paris, Épernay, Quierzy et sur le deuxième colloque de Meerssen, par L. Halphen.

2. *Cartulaire noir de la cathédrale d'Angers*, reconstitué et publié par le chanoine Ch. Urseau (Paris, A. Picard, et Angers, Germain et Grassin, 1908, in-8°, LXVI-519 p. et 3 pl.).

M. Urseau se livrât à de longues et patientes recherches pour parvenir à reconstituer le texte du volume disparu. Son point de départ a été un inventaire du *xviii^e* siècle contenant la table du cartulaire; mais il restait à retrouver les originaux ou des copies de toutes les pièces dont le titre était relevé dans cet inventaire, à classer ces copies et à les utiliser pour l'établissement d'une édition critique. Prenant modèle sur les meilleurs recueils de textes diplomatiques parus jusqu'à ce jour en France, M. Urseau s'est acquitté de sa tâche avec une conscience qu'on ne saurait trop louer. Son édition est clairement disposée : chaque charte est précédée d'une bonne analyse avec indication d'une date dont on trouve, s'il y a lieu, la justification en note; l'analyse est elle-même suivie de la liste méthodique des copies et des éditions qui nous ont conservé le texte de la charte et des livres où elle a été analysée ou critiquée. Les textes paraissent très soigneusement établis. La consultation en est facilitée par une table alphabétique des noms propres, très développée et conçue, à peu de chose près, sur le modèle des tables qui terminent les deux premiers volumes des *Chartes et diplômes* publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. L'introduction, enfin, est appelée à rendre les plus grands services : l'auteur, en effet, ne s'est pas contenté d'y donner un relevé des sources auxquelles il a puisé; il a pensé avec raison que son édition appelait comme complément indispensable des listes chronologiques des évêques d'Angers et des dignitaires du chapitre cathédral pour les années auxquelles se rapportent les chartes éditées dans le volume. Ces listes, établies d'après tous les documents que l'auteur a pu rassembler, permettent de rectifier d'une manière très appréciable celles qu'Hauréau avait données au tome XIV de la *Gallia christiana*. C'est à elles que les érudits devront dorénavant se référer, et il serait à souhaiter que nous en eussions d'aussi sûres pour tous les diocèses de France.

Un volume de M. DE LESPINASSE¹ retrace l'histoire politique du Nivernais depuis l'époque gauloise jusqu'à la fin du *xiii^e* siècle. C'est un travail consciencieux, fruit de longues et patientes recherches, mais qui pêche, malheureusement, tant par le fond que par la mise en œuvre. L'auteur, qui connaît bien les dissertations des érudits locaux, en est encore trop souvent, en ce qui touche l'histoire générale, à des ouvrages extrêmement arriérés, par exemple au livre de Clerc sur Girard de Roussillon, à dom Plancher pour le roi de Provence

1. René de Lespinasse, *le Nivernais et les comtes de Nevers*; t. I : *le Nivernais gaulois, romain, barbare; rois, comtes régionaux, maison de Nevers, fin du XII^e siècle*. Paris, H. Champion, 1909, in-8°, vi-492-vi p.

Boson et le roi de France Raoul, à l'*Art de vérifier les dates* pour les derniers Carolingiens et les premiers Capétiens, au P. Daniel pour les invasions normandes ou pour les origines du régime féodal, etc. C'est dans Baluze qu'il a consulté les capitulaires et dans le *Recueil des historiens des Gaules et de la France* qu'il a lu les textes des historiens, même ceux des classiques comme Jules César, Dion Cassius, Strabon ou la *Notitia provinciarum*¹. Ce qui est plus grave encore, c'est l'absence de critique avec laquelle ces textes sont utilisés² et les erreurs multiples qui proviennent d'une insuffisante connaissance de l'histoire générale³. Ajoutons que l'ouvrage est écrit d'un style rocailleux et incorrect qui n'est pas fait pour lui attirer beaucoup de lecteurs.

On nous permettra de mentionner ici, comme se rapportant en partie à la même époque, un petit essai de topographie historique que nous avons consacré au Paris des premiers Capétiens⁴. À l'aide des documents d'archives et des données des fouilles, nous avons tenté de répondre aux questions suivantes : comment s'est formé Paris au point de vue territorial ? Quelles transformations la ville subit-elle sous les premiers Capétiens ? Comment doit-on se la représenter au temps de Philippe Auguste ? Le volume est accompagné de planches et de deux plans, dont l'un donne le tracé de l'enceinte bâtie par Philippe Auguste et dont l'autre est un plan de restitution de Paris sous le règne de ce prince.

C'est encore à Paris, dans l'école du célèbre Abélard, que nous

1. Le dépouillement des recueils intéressant spécialement la région ne semble pas avoir été fait avec tout le soin désirable. Ainsi, p. 223, M. de Lespinasse cite comme « vraiment nivernaise et inédite » une charte publiée par M. Bruel, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, n° 2811.

2. Qu'il suffise, à titre d'exemple, de dire que M. de Lespinasse cite les *Grandes chroniques de France* pour l'époque de Robert le Pieux et pour celle de Louis VI (p. 209, n. 3, et p. 276, n. 1).

3. Voir, par exemple, p. 121-122, p. 126-127, p. 129. — P. 133 et 134, il est question à deux reprises de « Vermerie, château impérial près Paris ».

4. Louis Halphen, *Paris sous les premiers Capétiens (987-1223). Étude de topographie historique*. Paris, É. Leroux, 1909, 1 fascicule in-8° avec gravures et 1 album de planches in-4° (inaugure la *Bibliothèque d'histoire de Paris publiée sous les auspices du Service de la Bibliothèque et des Travaux historiques de la ville*). — Voici la composition du volume : chap. I, Paris à la fin du x^e siècle ; chap. II, extension de Paris sur la rive droite de la Seine ; chap. III, extension de Paris sur la rive gauche de la Seine ; chap. IV, l'enceinte de Philippe Auguste ; chap. V, Paris au début du xiii^e siècle ; appendices : I, une prétendue enceinte de Paris sur la rive gauche antérieurement au règne de Philippe Auguste ; II, nomenclature des rues, lieux dits et monuments de Paris à l'époque de Philippe Auguste (avec renvois aux sources).

mène surtout une intéressante étude de M. G. ROBERT¹. Son livre se divise en deux parties : la première (p. 9-92) forme une sorte d'introduction générale sur l'organisation scolaire et l'enseignement pendant la première moitié du XII^e siècle; la seconde, qui constitue l'essentiel, est consacrée à l'enseignement de la théologie d'après les œuvres d'Abélard. Le plan de l'ouvrage est peut-être un peu incertain : on a l'impression, en le lisant, qu'une dissertation restreinte sur les écrits théologiques d'Abélard y a été élargie après coup et d'une manière artificielle. Mais, tel qu'il se présente, cet ouvrage est instructif et d'une lecture facile. Sans doute, M. Robert ne nous apporte pas grand'chose de nouveau sur l'enseignement en général : sauf quelques rectifications de détail qui prouvent le soin avec lequel il a lu les textes, il ne peut guère ajouter à ce qu'on savait déjà par des livres comme ceux de MM. Maître et Clerval, qu'il a d'ailleurs largement exploités; mais les chapitres relatifs à Abélard méritent tout à fait d'être lus. M. Robert a très bien vu et très bien mis en lumière ce qui fit l'originalité de la méthode théologique d'Abélard comme tentative de conciliation, par la dialectique, de l'autorité et de la raison; et comme les pages où il a analysé cette méthode reposent sur une connaissance très précise non seulement des œuvres d'Abélard et des théologiens de son temps², mais aussi des travaux critiques dont ils ont été l'objet, son livre pourra servir d'introduction à l'étude des écrits théologiques du XII^e siècle.

Mais le volume le plus important que nous ayons à signaler pour l'époque des premiers Capétiens est celui de M. Achille LUCHAIRE sur *la Société française au temps de Philippe-Auguste*³. C'est la seule œuvre inédite qui ait été retrouvée parmi les papiers de notre maître regretté, et, bien que la rédaction n'en fût pas partout également achevée et que le travail se présentât comme un recueil de leçons, qui demandaient, par places, à être coordonnées, le manuscrit en était établi avec un tel soin, qu'on a pu l'imprimer sans y apporter d'autres retouches que des retouches de détail. Les trois premiers chapitres, intitulés « État matériel et moral de la population », « Paroisses et curés », « L'Étudiant », avaient déjà été

1. G. Robert, *les Écoles et l'enseignement de la théologie pendant la première moitié du XII^e siècle*. Paris, Lecoffre, 1909, in-8°, xvi-249 p.

2. Le volume se termine même par deux appendices critiques, l'un (p. 187-211) sur la date de composition de divers ouvrages d'Abélard, l'autre (p. 212-237) sur l'authenticité de la *Summa sententiarum* attribuée à Hugue de Saint-Victor et sur l'époque où elle a été rédigée.

3. Achille Luchaire, *la Société française au temps de Philippe-Auguste*. Paris, Hachette, 1909, in-8°, iv-459 p.

publiés, dès 1899-1900, par les soins de M. Luchaire lui-même¹. Les chapitres suivants nous font faire connaissance avec les chanoines, les évêques, les moines, les seigneurs, dont ils nous décrivent longuement les occupations et les divertissements, la femme noble, les paysans et les bourgeois. C'est, on le voit, un tableau, sinon absolument complet, du moins très compréhensif, de toutes les classes de la société, dont l'auteur s'attache, par l'analyse des œuvres historiques et littéraires de l'époque, à nous faire comprendre à la fois la mentalité et le genre de vie. Rien de plus instructif à cet égard que la comparaison qu'il institue d'une manière presque constante entre les récits des chansons de geste, des romans et des fabliaux et les menus détails de l'existence journalière que les chroniqueurs ont consignés dans leurs écrits. Toutes les parties de ce tableau ne sont pas également nouvelles : M. Luchaire ne s'était pas fait faute de puiser dans son manuscrit pour écrire les quelques pages qu'il avait insérées sur le même sujet dans l'*Histoire de France* de M. Lavissee; mais l'œuvre se présente ici pour la première fois dans toute son ampleur. Volontiers l'auteur s'y efface pour laisser parler les textes, mais ces textes sont groupés avec un art consommé, et l'on jugera sans doute qu'il est peu de livres qui fassent aussi bien comprendre une époque et revivre à nos yeux une civilisation disparue.

Deux volumes parus presque en même temps, celui de M^{lle} BORODINE (aujourd'hui M^{me} Ferdinand Lot) sur *la Femme et l'amour au XII^e siècle d'après les poèmes de Chrétien de Troyes*² et celui de M. Vieillard sur *Gilles de Corbeil*, viennent illustrer de la manière la plus heureuse certains chapitres de l'œuvre de M. Luchaire. Dans celui de M^{lle} Borodine, qui relève plutôt de l'histoire littéraire, on trouvera analysés avec un rare sentiment des nuances psychologiques les romans « courtois » de celui qui, sans conteste, a le mieux exprimé les conceptions amoureuses les plus hautes et les plus pures de la noblesse française dans la seconde moitié du XII^e siècle. M^{lle} Borodine professe pour le poète champenois une admiration qu'on peut ne pas partager sans restrictions; mais il est certain que les romans de Chrétien de Troyes, pleins d'une fantaisie à la fois puérile et alambiquée, sont pour l'historien une source d'information très précieuse sur les tendances sentimentales de la haute société dans les années qui précéderent l'avènement de Philippe Auguste. La subtilité que M^{lle} Borodine a dû déployer pour

1. Voir l'avant-propos que nous avons mis en tête du volume.

2. Myrrha Borodine, *la Femme et l'amour au XII^e siècle d'après les poèmes de Chrétien de Troyes*. Paris, A. Picard, 1909, in-8°, vi-285 p.

arriver à démêler à travers les poèmes de Chrétien toute une évolution de l'idéal amoureux, — depuis l'idéal chevaleresque jusqu'à l'idéal religieux, — est en elle-même fort instructive : elle prouve le degré de raffinement sentimental auquel les beaux esprits du XII^e siècle pouvaient parvenir presque sans effort.

C'est dans le monde des clercs, et en particulier dans le monde des clercs médecins, que M. VIEILLARD¹ nous introduit à la suite de Gilles de Corbeil. Ce qu'on sait de la vie de Gilles est fort peu de chose : après avoir étudié la médecine à Salerne, il l'enseigne à Paris ; on a supposé, mais sans preuves, qu'il avait été médecin de Philippe Auguste et chanoine à Notre-Dame de Paris ; il dut naître à Corbeil vers 1140 et mourir vers 1224. On n'en sait pas plus long. Mais ce sont les œuvres de Gilles qui méritent de retenir l'attention. En un latin qui n'est pas sans quelques mérites, il nous a laissé dans sa *Hierapigra ad purgandos prelatos* une mordante satire du monde des prélats. C'est surtout un cardinal Galon qu'il en a ; mais il ne ménage guère les autres dignitaires de l'Eglise et stigmatise avec un accent de sincérité indignée leurs vices scandaleux : l'orgueil et l'avarice, la simonie, le népotisme, la rapacité, l'incontinence, la sodomie. Telle page de la *Hierapigra*, comme celle où il raconte la tournée pastorale d'un évêque qui vient manger le dîner du curé de village, est d'un piquant et d'un pittoresque achevés. Les poèmes médicaux de Gilles ne sont pas les moins curieux : on y trouve, entre autres, des détails tout à fait instructifs sur les mœurs des médecins de l'époque, sur leur manière de traiter les malades, sur les stratagèmes auxquels ils avaient recours pour inspirer confiance et se faire grassement payer, sur les médicaments pour pauvres et les médicaments pour riches. Voilà un volume écrit par un amateur et où les spécialistes pourront facilement relever quelques traces d'inexpérience, mais qu'ils feront bien de lire et qu'ils liront d'ailleurs avec autant de plaisir que de profit.

Comme le remarque M. Ch.-V. LANGLOIS dans une courte préface placée en tête de ce livre, le travail de M. Vieillard prouve une fois de plus combien est injustifié et nuisible à l'histoire le dédain dans lequel la littérature latine du moyen âge est tenue trop souvent. Pour la littérature en langue vulgaire, il en va de même ; et c'est encore M. Langlois qui nous le prouve dans un petit volume sur *la*

1. C. Vieillard, *Essai sur la société médicale et religieuse au XII^e siècle. Gilles de Corbeil, médecin de Philippe-Auguste et chanoine de Notre-Dame, 1140-1224 (?)*. Préface par Ch.-V. Langlois. Paris, H. Champion, 1909, in-8°, xx-456 p. — Les p. 337-410 renferment des « extraits de l'œuvre de Gilles de Corbeil ».

*Vie en France au moyen âge d'après quelques moralistes du temps*¹. Comme dans le volume qu'il avait publié en 1904 sur *la Société française au XIII^e siècle d'après dix romans d'aventure*, M. Langlois a seulement voulu ici nous donner, avec tous les éclaircissements nécessaires, l'analyse et de longs extraits d'un certain nombre d'œuvres caractéristiques. Il a choisi le *Livre des manières*, la *Bible* de Guyot, celle du seigneur de Berzé, le *Besant de Dieu*, *Carité* et *Miserere*, les poèmes moraux de Robert de Blois, *les Quatre âges de l'homme*, les *Lamentations* de Mahieu, le roman de *Fauvel*, les poésies de Gilles li Muisis. Ces œuvres nous promènent de la fin du XII^e siècle au milieu du XIV^e. Aussi ne fournissent-elles point les éléments d'un tableau cohérent; mais on y trouvera sans peine des traits de mœurs curieux sur toutes les classes de la société, et avant tout sur la société ecclésiastique, car, parmi les poètes que M. Langlois passe en revue, la plupart étaient clercs et connaissaient bien leurs semblables; sur les femmes aussi, car la femme est pour le moraliste du moyen âge matière inépuisable à constatations désobligeantes et à sages conseils. A l'analyse des poèmes, M. Langlois a joint de courtes mais pénétrantes études sur leurs auteurs et l'époque de leur rédaction; par ailleurs, il s'est effacé le plus possible, persuadé, — peut-être à l'excès, — que « la meilleure méthode, pour communiquer au public les résultats vraiment assimilables » de l'érudition, « n'est pas d'écrire des livres d'histoire générale », mais « de présenter les documents eux-mêmes, purifiés des fautes matérielles qui s'y étaient glissées » et « allégés des superfluités qui les encombrement ».

Louis HALPHEN.

II. DE SAINT LOUIS AUX GUERRES D'ITALIE. — *Histoire générale*. — Les deux volumes que M. DELACHENAL² consacre à l'*Histoire de Charles V* embrassent les années 1338 à 1364. C'est la période troublée et intéressante pendant laquelle le dauphin Charles joua, au cours de la captivité de son père, ce rôle délicat de « lieutenant du royaume », où il déploya les ressources d'une intelligence et d'une fermeté peu communes. Une excellente esquisse en avait été tracée récemment par M. Coville, mais nous ne possédions pas un ouvrage d'ensemble détaillé, conçu sur un plan strictement chronologique, avec utilisation de toutes les sources aujourd'hui connues. M. Delachenal

1. Ch.-V. Langlois, *la Vie en France au moyen âge d'après quelques moralistes du temps*. Paris, Hachette, 1908, in-16, xix-361 p.

2. R. Delachenal, *Histoire de Charles V*, t. I et II. Paris, Picard, 1909, 2 vol. in-8°, xxxv-475 et 493 p.

nous en apporte un modèle. Le style sobre et clair, l'exposition des faits consciencieuse, sans accessoires inutiles, mais avec assez de précision pour donner de la couleur au récit, une très réelle variété et beaucoup de justesse dans l'expression contribuent à donner à cette œuvre considérable d'érudition solide une saveur toute spéciale. — Le soin apporté pour élucider les moindres questions amène l'auteur à rectifier à chaque pas des opinions erronées ou des généralisations hâtives trop faciles. Prenons le fait capital : la révolution parisienne de 1357-1358. Le récit en est fait avec un souci visible de l'exactitude, une recherche du détail piquant ou pittoresque, une impartialité telle qu'on ne peut relever aucun oubli qui puisse influencer l'opinion dans un sens ou dans l'autre. C'est évidemment là le grand mérite de la méthode employée, l'utilisation des sources narratives et diplomatiques dans l'ordre même où se déroulent les circonstances. Mais si le récit est impartial, en revanche, on ne saurait dire que la personnalité de l'auteur disparaisse tout à fait. Ses idées personnelles ne font point l'objet de longues dissertations, mais elles paraissent çà et là dans un court paragraphe, dans une phrase, parfois dans un simple mot. Il est visible que le rôle joué par Étienne Marcel n'attire à aucun moment ses sympathies. Le dauphin Charles, au contraire, dont il a si finement pénétré et compris le caractère réservé et distingué, l'intelligence subtile, l'expérience précoce, on devrait peut-être dire le génie politique, captive toute son attention et retient toute sa bienveillance. — L'étude du développement des institutions, du rôle des états, et la recherche des causes de ce mouvement social, si important et caractéristique à bien des égards, ont été peut-être un peu négligées, car M. Delachenal n'avait en vue ici que l'histoire purement politique du dauphin Charles. Les matériaux réunis sont néanmoins si copieux et si fidèlement analysés que les appréciations générales qu'on ne trouve pas, on les imagine facilement soi-même et avec d'autant plus d'agrément et de liberté qu'on ne les trouve pas toutes faites comme dans la plupart des autres ouvrages qui ont trait à cette période. C'est aussi ce qui fait qu'en étudiant de près son livre, on se forme des opinions souvent assez différentes de celles que lui-même a partagées avec certains de ses prédécesseurs. A lire attentivement tout ce qu'il raconte du roi Jean jusqu'à sa captivité, on emporte l'impression que la personnalité de ce souverain n'a pas été bien comprise de nos jours, où l'on en a fait un brutal, un borné, presque un aliéné : il ne faut pas oublier que son surnom de *bonus* signifie « brave », mais cela ne veut pas dire qu'il ne fût qu'un soudard. En réalité, c'est un soldat, avec toutes les qualités et les défauts de

l'homme de guerre, et, à cet égard, c'est bien le chef qui convenait aux nobles, et même aux non-nobles de ce temps : on le reconnaît au loyalisme et à l'attachement très sérieux de la plupart de ses sujets pendant sa captivité. Charles, au contraire, est impopulaire, malgré sa valeur personnelle, parce qu'il n'a rien d'un homme de guerre. Les paysans eux-mêmes, M. Delachenal l'a montré preuves en main, n'admettaient pas alors que la noblesse qui les gouvernait n'eût pas l'esprit militaire. — Les exécutions sommaires ordonnées et poursuivies par le roi Jean et son fils Charles, admises encore, mais non sans conteste, au ^{xiv}^e siècle, comme conséquence de la pratique du droit noble de vengeance et de guerre privée, ont été visiblement les avant-coureurs de l'assassinat des Maréchaux, tant reproché à Étienne Marcel. La complicité latente de Charles le Mauvais, qui avait à venger ses amis, les victimes du drame retentissant de Rouen, est présumable, car son influence à Paris est constante, même quand on ne la trouve pas expressément indiquée. Il est clair que les Parisiens voulaient se servir de lui pour diminuer le plus possible les prérogatives d'un gouvernement qui les avait conduits à la défaite, qu'ils se sentaient forts de son alliance, et que lui, de son côté, comptait sur eux pour rendre au dauphin la tâche impossible, espérant ainsi parvenir un jour au trône de France, son « héritage » maternel, par la force même des événements. M. Delachenal n'examine point ces questions, fidèle à l'ancienne maxime de l'historien : « Scribitur ad narrandum non ad probandum. »

Son livre est un attachant exposé, fondé sur des dépouillements et un travail de critique très remarquables. Du soin avec lequel les sources sont contrôlées, je me bornerai à citer cet exemple : le texte des *Grandes chroniques* a été revu sur le meilleur manuscrit, l'édition actuelle étant insuffisante. Et cette précaution nous a valu plus d'une rectification utile de vieilles erreurs. Enfin les négociations préliminaires du traité de Brétigny sont pour la première fois expliquées et commentées d'ensemble à l'aide d'une documentation abondante. Ce monument élevé au dauphin Charles par un érudit, qui s'est imprégné de l'esprit de ce temps au point qu'à son commerce on sent comme revivre le ^{xiv}^e siècle, est appelé sans aucun doute à faire époque. On le trouvera désormais à la base de toute recherche sérieuse sur cette période si mouvementée de notre histoire, et il est à souhaiter que le règne personnel de Charles V puisse être un jour traité dans son ensemble avec le même esprit et suivant les mêmes procédés.

Histoire régionale. — On doit à M. LABANDE un volume des plus curieux sur l'histoire d'Avignon au temps de l'évêque Zoen Tenca-

rari (1244-1257)¹. L'auteur s'était d'abord simplement proposé de publier quelques documents sur la révolution de 1246-1254. Mais il s'aperçut bientôt combien cette période de l'histoire avignonnaise était en réalité mal connue. Il fut frappé notamment du grand rôle joué par un personnage dont le nom était presque totalement oublié, l'évêque Zoen Tencarari, légat du pape, contre lequel s'étaient soulevés les bourgeois d'Avignon, et il s'est proposé comme but de remettre en lumière cette personnalité. Tout pivote en effet autour d'elle, non seulement dans le diocèse même d'Avignon, mais dans la Provence entière; dans tout ce pays, les querelles politiques se faisaient sur son nom : on était son partisan ou son adversaire. Afin de mieux faire saisir son rôle et de le remettre, pour ainsi parler, en son milieu, M. Labande a commencé par un long préambule où il expose la marche des événements de Provence, surtout d'Avignon, depuis l'origine des conflits que ce personnage vint solutionner, et par un tableau très complet des institutions municipales d'Avignon au XIII^e siècle. Dès son arrivée d'Italie, Zoen Tencarari se mit à la tête des alliés de l'Église contre l'empereur Frédéric II et ses partisans. Il prit à tâche d'apaiser les troubles de la Provence, soutint Raimond-Bérenger V et brisa les efforts de Raimond VII de Toulouse. Il parvint à détacher les Avignonnais de l'Empire et à réconcilier les Marseillais avec leur suzerain. Ses succès diplomatiques lui valurent l'évêché d'Avignon et diverses légations. Il n'en fit que redoubler de zèle en se faisant partout le champion de l'Église. Mais son triomphe suscita à Avignon même de violentes inimitiés contre lui. Une révolution éclata et il fut chassé de la ville. — Ce mouvement, contraire à l'influence de la papauté, ne fut pas isolé. Il gagna la cité d'Arles qui conclut une étroite alliance avec les Marseillais, les Avignonnais et Barral des Baux. On commença à redouter de voir se produire un retour à la dépendance impériale, qui aurait amoindri l'héritage advenu à Charles d'Anjou après son mariage avec Béatrice de Provence. En définitive, toute cette agitation aboutit au contraire au triomphe de Charles d'Anjou et d'Alfonse de Poitiers, celui-ci héritier des droits de Raimond VII. Les communes d'Avignon et d'Arles furent brisées irrémédiablement, en attendant la ruine de celle de Marseille. C'est la période la plus mouvementée et la plus captivante de l'histoire avignonnaise avant l'installation du Saint-Siège sur les bords du Rhône. On ne saurait trop remercier M. Labande de nous avoir livré dans cette intéressante publication l'un des nom-

1. L.-H. Labande, *Avignon au XIII^e siècle. L'évêque Zoen Tencarari et les Avignonnais*. Paris, A. Picard, 1908, in-8°, xxiii-413 p.

breux dossiers qu'il a formés sur l'histoire d'Avignon au moyen âge. Peut-être emporté par son désir de nous en faire profiter a-t-il rédigé un peu hâtivement sur des notes multiples; nous ne nous en plaindrons pas, car, tel qu'il se présente, ce livre est, malgré de légères défaillances de style, d'une très belle venue.

Une élégante publication, intéressant, elle aussi, le sud-est, est celle du coutumier de l'abbaye de Talloires due à M. BRIENNE, qui en possède le manuscrit original¹. On trouvera dans ce texte d'intéressantes mentions concernant l'organisation intérieure d'une abbaye bénédictine en Savoie, l'ancienne liturgie et les modes culinaires du xvi^e siècle. Ce qui mérite davantage de nous arrêter, ce sont les « notes introductrices » où l'auteur trace une esquisse historique de Talloires, tentative d'autant plus difficile que les archives du prieuré ont entièrement péri. Aussi, comme il fallait s'y attendre, y est-il question de l'histoire de la région où se trouve Talloires, plus que de Talloires même, et les renvois un peu trop nombreux au bas de la page indiquent que les dépouillements les plus variés ont eu lieu pour ne pas toujours amener grand résultat. La critique en effet peut être facilement prise en défaut et, par exemple, on est étonné de voir citer une assemblée de « Mantale », alors que depuis longtemps on sait qu'il s'agit de « Mantaille ». L'époque moderne, à partir du xv^e siècle, est plus originale, et les notes réunies sur les officiers de l'abbaye ainsi que sur la famille de Charansonnay pourront être d'une réelle utilité.

Les *Annales de l'Université de Lyon* ont accueilli une thèse de l'École des chartes sur les relations de la commune de Lyon avec Charles VII et Louis XI, due à un ancien élève de la Faculté de Lyon, M. CAILLET². C'est un ouvrage plein de renseignements, d'une documentation abondante, j'allais presque dire surabondante; elle remplit en effet les deux tiers environ du volume. La partie rédigée renferme une vue d'ensemble sur l'histoire de Lyon depuis sa réunion à la France sous Philippe le Bel : on y voit l'établissement de la commune de Lyon, l'alliance politique momentanée de la royauté avec la bourgeoisie urbaine, la prospérité commerciale de la ville due à sa situation géographique, l'organisation municipale de Lyon et les attributions du consulat. L'inventaire des sources montre que des recherches nombreuses ont été faites, souvent sans aucun succès,

1. *Consuetudinarium insignis prioratus Tallueriarum*, publ. par Dominique Brienne. Paris, Champion, 1908, in-4°, cix-111 p., planches.

2. Louis Caillet, *Étude sur les relations de la commune de Lyon avec Charles VII et Louis XI (1417-1403)*. Lyon, Rey, et Paris, A. Picard, 1909, in-8°, xlv-720 p.

dans divers dépôts de Lyon et de Paris. Mais pourquoi citer les fonds où l'on n'a rien trouvé et des articles qui n'ont pas encore paru? Pourquoi classer les livres d'une bibliographie dans un ordre chronologique, au lieu de les présenter, selon l'usage, dans l'ordre alphabétique des noms d'auteurs? Pourquoi un lexique de termes anciens, difficiles ou obscurs, où l'on trouve des mots comme *gabelle*, *larron*, *prison*, *nef*, etc.? Nous ne nous l'expliquons pas. — Le corps même de l'ouvrage comprend en quelque sorte les annales de l'histoire lyonnaise de 1416 à 1483. Le système d'inscription des années en tête de chaque paragraphe, avec un petit titre en vedette, n'est pas très utile pour un ouvrage qui n'est pas un manuel d'enseignement; cela rompt même la suite de certaines phrases. Le côté financier de la question est de beaucoup le plus étudié, et c'est peut-être ce qui rend la lecture de l'ouvrage assez difficile. Les faits sont présentés dans l'ordre chronologique le plus rigoureux. C'est un répertoire extrêmement nourri, plein de détails et d'érudition. L'auteur est au courant des publications se rapportant de près ou de loin à la question qu'il traite, et son ouvrage se trouve être ainsi un excellent répertoire bibliographique. Les nombreuses pièces justificatives (330) sont tirées des archives municipales de Lyon; elles sont publiées en général avec soin, quoique la ponctuation soit parfois insuffisante et les analyses un peu compliquées. La table des « prénoms » nous paraît inutile et hors de place.

Ces réserves faites, il est juste de reconnaître que de cette masse de matériaux se dégagent un certain nombre de conclusions, intéressantes, surtout au point de vue de l'histoire financière. Charles VII se montra relativement peu exigeant en matière fiscale à l'égard des Lyonnais, bien qu'à partir de 1440, il se passe de consulter les états pour lever des impôts. C'est toujours le receveur municipal qui les perçoit, même la taille royale. — Louis XI agit très différemment. Après avoir inauguré son règne par l'établissement de charges fiscales assez lourdes, il exempte tout à coup la ville de taille. Mais alors se succèdent les mesures arbitraires les plus vexatoires : emprunts et dons forcés à l'occasion de toute entreprise de quelque envergure. Le rachat des terres de Picardie, la guerre du Roussillon, les rapports avec les Suisses sont autant d'occasions pour le renouvellement de ces appels aux Lyonnais. Tous les moyens lui sont bons pour en tirer de l'argent, jusqu'à la menace d'accorder à la ville rivale de Genève deux des quatre foires qui faisaient la prospérité de Lyon. En présence de tels faits, comment admettre avec M. Caillet que « c'est Louis XI qui résolut le mieux le problème que posait à la royauté la situation exceptionnelle de Lyon : tirer de cette

ville le plus possible en la mécontentant le moins possible » ? L'attachement de Lyon à la France n'en est que plus admirable, comme aussi la fidélité des Lyonnais à l'égard d'un prince qui exploitait leur réputation de richesse et finit par les contraindre à des lois somptuaires.

Histoire des institutions. — M. Ch. PETIT-DUTAILLIS¹ a réuni une série de lettres de rémission relatives à Gand, Liège et aux Pays-Bas en général, où l'on voit par le détail les mœurs, les faits divers de ce temps et l'ensemble des règles concernant le « droit de vengeance ». Rien n'est plus attrayant ni plus instructif que ces narrations où défilent tour à tour les représentants de toutes les classes sociales, depuis le simple berger ou le pauvre bûcheron jusqu'à la grande dame libertine. Mais le droit de vengeance est bien ce qu'il y a de plus topique parmi les vieux usages flamands. Warnkœnig, Frauenstädt, MM. Brunner et Espinas, notamment, l'ont déjà étudié sous différents aspects. La nouveauté de l'exposé de la question par M. Petit-Dutaillis vient de la source à laquelle il a puisé, les lettres de rémission des archives de Lille. La « faide » issue d'un meurtre ou d'une injure entraîne tout le lignage de la victime dans une guerre souvent interminable. Les progrès de l'ordre et de la justice publique amènent peu à peu la disparition de cette coutume barbare. Des « trêves » et des « paix » sont ménagées par les échevins des différentes villes. En Flandre, cependant, la persistance est particulièrement grande, comme si c'était là une pratique toute nationale. Et ce ne sont pas des nobles seulement qui s'y montrent attachés : les roturiers, même de « pauvres simples gens laboureurs », tels sont ceux en faveur desquels presque toutes les lettres de rémission ont été accordées. A ce propos, il est piquant d'observer la différence entre la Flandre et les autres régions où les nobles seuls avaient le droit de guerre privée. — Les causes des désaccords sont des plus variées : froissements d'intérêts ou blessures d'amour-propre, atteintes à l'honneur familial ou aux sentiments de patriotisme local. Que les faits ou propos rapportés au cours des enquêtes soient vrais ou au contraire supposés, peu nous importe ; il suffit que des hommes du xv^e siècle les aient admis et consignés comme vraisemblables et conformes à ce que leur enseignait la vie quotidienne. Ces vengeances sont considérées par la foule comme légitimes, de

1. *Documents nouveaux sur les mœurs populaires et le droit de vengeance dans les Pays-Bas au XV^e siècle. Lettres de rémission de Philippe le Bon*, publiées et commentées par Ch. Petit-Dutaillis. Paris, Champion, 1908, in-8°, vi-226 p. (*Bibliothèque du XV^e siècle*, fasc. 9). — Ce volume est un tirage à part des *Annales de l'est et du nord*.

même que les revanches qu'elles suscitent parfois. Pour y mettre fin, il y a les trêves, paix ou « assurements », trois expressions synonymes. Les trêves sont dites « amiables, légales, ou du seigneur », selon les cas. Pièces à l'appui, M. Petit-Dutaillis en explique le fonctionnement. Il montre les difficultés rencontrées par ceux qui intervenaient pour mettre un terme à ces querelles privées. Les arbitres avaient parfois recours à la pratique de l'« otagement » pour forcer les parties à s'entendre.

Ainsi la Flandre est tout particulièrement en retard en matière de droit pénal au moyen âge. Ce n'est qu'au cours du xv^e siècle que le système de la répression publique commença à se généraliser un peu. La lutte contre l'ancienne coutume du droit barbare fut longue, et il faudrait faire de nombreux dépouillements d'archives pour parvenir à fixer le moment précis où celle-ci succomba. Les pièces réunies dans le présent ouvrage par M. Petit-Dutaillis lui-même ou par ses élèves suffisent à montrer combien dans les Pays-Bas bourguignons le principe de la répression judiciaire eut de mal à s'implanter. Le jurisculte Wielant, contemporain de Charles le Téméraire, est le premier à en proclamer le triomphe. Du reste, le principe de vengeance de l'honneur et de la réparation par les armes, le duel, encore admis aujourd'hui, est un débris toujours existant, quoique ignoré de nos lois, des vieilles habitudes germaniques.

De cet ouvrage, il convient de rapprocher une étude de M. VALAT, dont le caractère presque purement juridique nous empêche d'examiner ici le détail¹. C'est un exposé d'ensemble de la question de la « poursuite privée » et de la « composition » depuis les origines jusqu'au $xviii^e$ siècle. La période burgonde est surtout traitée à fond, mais le xiv^e siècle n'est pas négligé non plus, et des exemples bien choisis sont empruntés aux archives de Dijon. La question est un peu étendue au delà des limites où s'était tenu M. Petit-Dutaillis. L'histoire de la composition pécuniaire amène en effet l'auteur jusqu'à l'usage moderne de se porter partie civile dans un procès criminel. L'ouvrage témoigne de dépouillements sérieux, mais les notions données sur les origines de certaines peuplades germaniques ne sont pas tout à fait au point.

Une autre étude juridique, sur l'assemblée de Vincennes de 4329 et ses conséquences, par M. MARTIN², apporte une précieuse contri-

1. G. Valat, *Poursuite privée et composition pécuniaire dans l'ancienne Bourgogne*. Dijon, Nourry, 1907, in-8°, 253 p. (fait partie de la *Collection d'études sur l'hist. du droit et les institutions de la Bourgogne*).

2. Olivier Martin, *L'Assemblée de Vincennes de 1329 et ses conséquences*. Paris, A. Picard, 1909, in-8°, xvii-432 p.

bution à l'histoire des conflits de juridiction au xiv^e siècle. Dès 1887, M. Jules Roy avait appelé l'attention sur cette conférence de Vincennes par un article fort important paru dans les *Mélanges Léon Renier*. Depuis lors, les études se sont succédé. On a précisé bien des questions à peine effleurées auparavant. Le mérite propre de M. Martin est d'avoir commencé cette étude en retraçant avec lucidité les phases du développement de la juridiction ecclésiastique jusqu'au début du xiv^e siècle, et en montrant comment la juridiction laïque, devenue agressive à son tour, vers cette époque, essaie de gagner du terrain. L'initiative de ce mouvement contre les empiétements du pouvoir religieux était partie des seigneurs, et d'abord la royauté hésita à l'appuyer. Louis IX, sans sacrifier les droits du pouvoir temporel, s'efforça de concilier ses barons et ses évêques. Philippe III chercha à calmer l'ardeur de ses officiers avec une vigilance plus marquée contre les prétentions parfois excessives de son épiscopat. Sous Philippe IV, le personnel administratif laïque se montre encore plus belliqueux et plus agressif, et le roi, selon les circonstances, le laisse faire ou le retient. Mais les grosses questions ne sont pas régulièrement tranchées, et cette action un peu confuse aboutit d'abord à une réaction favorable à l'Église sous les fils de Philippe IV. — Vers le même temps s'organise et se fortifie le Parlement de Paris, cour suprême de justice du royaume. Jusque-là, il a fait preuve d'une impartialité absolue dans la solution des conflits qui lui sont soumis, mais il est prêt à une action méthodique dès qu'on lui en tracera le plan. M. Martin étudie les deux principales sources de l'histoire de l'assemblée : le *Libellus Petri Bertrandi* et le *De origine jurisdictionum*. Après avoir caractérisé en quelques mots les causes de réunion et la nature consultative de l'assemblée de Vincennes, il expose la thèse du conseiller Pierre de Cuignières, selon laquelle les deux juridictions temporelle et spirituelle doivent être absolument distinctes, sans empiétements possibles de l'une sur l'autre, chacune ayant une compétence spéciale et exclusive. Puis il passe à la thèse du clergé, soutenue par Pierre Roger, qui prétend avoir compétence en matière temporelle en vertu de la Bible, du droit canon et même du droit romain, à cause de la subordination théorique du pouvoir temporel au pouvoir spirituel. Il explique ensuite le détail des griefs articulés par P. de Cuignières, avec la hardiesse des légistes de Philippe le Bel, et la réponse de P. Bertrand. — La fin du livre est consacrée aux conséquences de l'assemblée et aux conflits de juridiction au xiv^e siècle; on y trouve étudiées les questions relatives au « privilège du for », à la compétence *ratione materiae*, aux affaires des clercs, des veuves et des mineurs, aux causes personnelles et réelles des

laïques, enfin aux censures ecclésiastiques. Tout cela est traité avec une grande netteté, et de première main, d'après les sources mêmes. On y voit les réformes préconisées par P. de Cuignières faire fortune et le mouvement commencé dépasser de beaucoup les prévisions et même les vœux de ses auteurs. Il en sortira plus tard le gallikanisme.

Histoire ecclésiastique. — L'apparition du tome IV de l'ouvrage du P. MORTIER sur les maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs¹ nous fournit l'occasion de dissiper un malentendu. En regrettant, à propos des volumes précédents, de ne pas voir l'auteur « utiliser » les archives dominicaines, nous avons simplement voulu exprimer notre étonnement que le P. Mortier n'ait pu tirer meilleur parti des pièces relatives au XIII^e et au XIV^e siècle, dont le très distingué archiviste de l'ordre, le P. Motton, nous avait révélé l'existence lors d'une visite rapide faite il y a quelques années dans le dépôt dont il a la garde. L'ouvrage du P. Mortier se distingue d'ailleurs par des qualités d'ordre et de mise en œuvre que nous nous plaisons à reconnaître. La documentation semble, en outre, plus large et plus neuve dans le quatrième volume, qui embrasse presque tout le XV^e siècle (1400-1486), depuis Thomas de Fermo jusqu'à Barnabé Sassone, et représente un effort de synthèse considérable.

Ph. LAUER.

P.-S. — De l'ouvrage de M. Labande sur Avignon au XIII^e siècle, que nous citions plus haut, on peut rapprocher l'important travail que M. DE MANTEYER² a consacré à l'histoire de la Provence du I^{er} au XII^e siècle. Tant par ses dimensions que par la longue période qu'il embrasse, il est appelé à devenir le livre de chevet de tous les érudits locaux et le point de départ de toutes les recherches d'histoire générale touchant par quelque côté à la Provence dans les premiers siècles. On ne sait ce qu'on doit le plus louer, ou le zèle infatigable avec lequel, depuis des années, M. de Manteyer, à la fois historien, géographe, juriste et bibliophile, réunit les matériaux innombrables sur son pays, ou la critique avec laquelle il aborde les questions les plus controversées et les résout, comme les légendes saintes de Provence, en laissant croire que la solution appartient à d'autres.

Comme le sous-titre l'indique, c'est principalement une étude de

1. Mortier, *Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs*; t. IV. Paris, A. Picard, 1909, in-8°, vii-660 p.

2. Georges de Manteyer, *la Provence du premier au douzième siècle. Études d'histoire et de géographie politique*. Paris, A. Picard, 1908, in-8°, 531 p. (*Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des chartes*, t. VIII).

géographie historique, et, comme telle, elle échappe à tout essai d'analyse même sommaire, sa valeur provenant surtout du grand nombre de détails réunis et de corrections d'anciennes erreurs. Il est seulement à regretter que des cartes n'aient pu être jointes à l'ouvrage. Mais les questions de généalogies féodales des seigneurs de Vienne, Arles et Avignon, dont l'auteur s'est fait une véritable spécialité, les listes épiscopales et les institutions politiques et administratives, depuis l'antiquité jusqu'au plein épanouissement du régime féodal, sont aussi traitées à fond, avec une ampleur qui décèle une extraordinaire richesse d'informations¹. Le parti ingénieux, mais parfois contestable, tiré des actes renfermés dans les cartulaires, est surtout intéressant et dénote les efforts de l'auteur pour essayer de dégager des conclusions nettes de l'examen de documents contradictoires. C'est un répertoire merveilleux d'actes, de faits, de noms, entremêlé de discussions des plus serrées sur des problèmes déjà posés ou nouveaux, toujours traités avec la plus réelle originalité, en un style sobre, d'une excellente tenue. Une étude approfondie sur la chancellerie de Louis l'Aveugle est insérée en appendice.

Il manque une table des noms pour que ce livre, nécessairement un peu touffu, écrit pour être consulté plutôt que lu, puisse rendre les services qu'on en doit attendre; je suis en mesure d'annoncer que l'auteur la fera paraître à part prochainement.

Ph. L.

1. Toutefois l'auteur est moins bien informé quand il sort de la Provence. Ainsi, à la page 138, il parle de l'entrevue célèbre d'Otton le Grand et de Louis d'Outre-Mer (en 942), qu'il place à « Voyse », en citant l'ouvrage élémentaire et vieilli de Richter, alors que j'ai montré, avec preuves à l'appui, dans mon livre sur *le Règne de Louis IV d'Outre-Mer* (Paris, 1900, p. 83, n. 5), qu'il s'agit évidemment de « Visé-sur-Meuse ». Il y a aussi matière à discussion sur les conditions du prétendu traité qui s'y serait négocié, et sur la date.

ANTIQUITÉS LATINES.

(Publications étrangères.)

I. SOURCES ET HISTORIOGRAPHIE. — Dans son *Histoire de l'autobiographie*¹, M. Misch a étudié, entre autres, Cicéron (dans le Brutus), Ovide, Auguste, Marc-Aurèle, Aelius Aristide, Grégoire de Naziance, saint Augustin. — La thèse de M. RABENHORST², que Pline l'Ancien aurait abrégé Verrius Flaccus dans son septième livre, ne paraît pas suffisamment prouvée.

II. LIVRES GÉNÉRAUX. — Le cinquième volume des *Écrits historiques* de MOMMSEN³, augmenté de notes qui l'ont mis au courant des derniers travaux, comprend trente-cinq articles de géographie, de topographie, de droit, d'institutions, dont le dernier, inédit⁴, sur l'exploitation du sol et de l'argent à l'époque impériale, travail remarquable, écrit en 1885, sur les conditions économiques de l'empire, la prédominance de la grande propriété et de la petite culture, les efforts des empereurs pour reconstituer la petite propriété, l'em-

1. J. Misch, *Geschichte der Autobiographie*; t. I : *Das Altertum*. Leipzig, Teubner, 1908, in-8°, 472 p.

2. Rabenhorst, *Der ältere Plinius als Epitomator des Verrius Flaccus*. Berlin, Reimer, 1907, in-8°, 132 p.

3. Th. Mommsen, *Gesammelte Schriften*; V : *Hist. Schriften*, t. II. Berlin, Weidmann, 1908, in-8°, 617 p.

4. Voici le sujet des autres articles : le comice romain, les curies et le temple de Janus; diplômes militaires; le *Fornex Fabianus*; *Analecta togographica*; l'*Atrium Libertatis*; les routes romaines; les localités disparues du Latium propre; le droit foncier romain; le partage du sol en Italie et les Tables alimentaires; les *Libri coloniarum*; la loi Mamilia Roscia Peducaea Alliena Fabia; les colonies de citoyens en Italie de Sylla à Vespasien; deux colonies romaines dans Velleius Paterculus; la colonie de Casinum; la répartition dans les tribus après la guerre sociale; les *regiones* de l'Italie; les morceaux du géographe de Ravenne sur l'Italie du Sud; quelques points de la géographie ancienne du Piémont; décret du proconsul de Sardaigne L. Helvius Agrippa de 68 ap. J.-C.; la Suisse à l'époque romaine; études sur la Suisse; les *Pagi* celtiques; le *Limes* du Rhin supérieur; le concept de *limes*; le procurateur du *tractus Sumelocennensis*; la constitution de Cirta et de ses colonies; un papyrus de Berlin de 158 ap. J.-C.; le procès entre Oropos et les publicains romains; le S. C. de Tabae; l'introduction du calendrier d'Asie; l'inscription d'Apamée; décret d'Éphèse pour Antonin; les lettres officielles sur le droit de cité d'Oricistis et de Tymandos; l'autonomie des provinces romaines; le *lexicon geographicum* de Fr. Lenormant; le nombre des villes de l'empire romain; la liste des provinces romaines de 297.

ploi dans la banque d'une partie des grosses fortunes, la formation de la classe des fonctionnaires payés. — M. SCHMIDT¹ continue l'histoire des peuples germaniques, Gépides, Taifales, Rugiens, Herules, Turcilinges, Skires, Lugiens, surtout des Visigoths depuis Théodoric I^{er} jusqu'à la mort d'Alaric II. — Une intéressante dissertation de M. JOHANNÈS étudie la chasse chez les Grecs et les Romains².

III. HISTOIRE GÉNÉRALE. — M. VENTURINI³ accepte presque toute la tradition sur Tarquin le Superbe.

M. VARESE⁴ a repris le problème redoutable de la chronologie et du calendrier de la République et aboutit à des résultats neufs et intéressants qui paraissent vraisemblables : la détermination des dates astronomique et civile des événements de 264 à 241, de 218 à 207, de 207 à 190 prouve un déplacement régressif du calendrier romain qui est à son maximum de plus de cinq mois en 189 et qui diminue progressivement dans le passé en s'approchant de l'époque d'une réforme. Cette réforme, attribuée jusqu'ici à tort aux décemvirs, est l'œuvre de Cn. Flavius en 304 ; ce nouveau calendrier, qui a dû commencer le 4 avril 303 (4^{or} mars romain de 450), a duré jusqu'en 190, comportant une année de 355 jours avec un mois intercalaire, alternativement de vingt-deux ou vingt-trois jours tous les deux ans et formant un cycle quadriennal de 1,465 jours, trop long de quatre jours. M. Varese étudie ensuite les dates de l'enregistrement des cérémonies pontificales, bases de la chronologie des annalistes ; la chronologie de Tite-Live, tirée sans originalité de ses sources ; celle de Polybe, dont les années olympiques partent à peu près de l'équinoxe d'automne, conformément aux années des stratèges achéens, sauf pour les affaires de la Grèce, aux livres IV-V, où il part du printemps ; enfin, les nombreux doublets qu'offre Tite-Live pour cette période.

M. VOLQUARDSSEN⁵ prend avec raison la défense de Cicéron au milieu des embarras et des luttes de la fin de la République. — Dans la seconde édition de son excellent livre sur les Galates⁶, M. STÄHELIN a continué leur histoire jusqu'à l'empire en utilisant les derniers

1. Schmidt, *Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgange der Völkerwanderung* ; t. I, livr. 4-6. Berlin, Weidmann, 1907.

2. Johannes, *De studio venandi apud Graecos et Romanos*. Göttingen, Dieterich, 1907, in-8°, 82 p. (Dissertation de Göttingen.)

3. Venturini, *Tarquinio il Superbo*. Milano, Pallestrini, 1907, in-8°, 82 p.

4. Varese, *Cronologia Romana* ; I : *Il calendario Flaviano* (450-563, Varr.), I, 1-11. Roma, Loescher, 1908, in-8°, 322 p.

5. Volquardsen, *Rom im Uebergange von der Republik zur Monarchie und Cicero als politischer Charakter*, Rede. Kiel, Lipsius et Tischer, 1907, 26 p.

6. F. Stähelin, *Geschichte der kleinasiatischen Galater*. Leipzig, 1907, 122 p.

travaux de MM. Niese, Beloch, Dittenberger; il accepte sur un point très controversé la thèse de M. Köhler qu'Attale a fait la guerre non au peuple galate, mais aux Galates mercenaires d'Antiochus.

Dans un livre de vulgarisation, mais d'une solide érudition, M. WARDE-FOWLER¹, déjà connu par plusieurs bons travaux du même genre, décrit d'un style agréable et précis la vie sociale de Rome à l'époque de Cicéron : le monde des travailleurs, les hommes d'affaires, l'aristocratie gouvernante, le mariage, l'éducation des classes supérieures, les esclaves, la maison d'un riche Romain, la vie journalière, les fêtes et les plaisirs, la religion. — M. DE GUBERNATIS a repris, sans pouvoir la trancher, la vieille question des rapports de Virgile et de Pollion².

Dans le t. VI de son œuvre, M. G. FERRERO³ achève l'histoire d'Auguste depuis la guerre de Rhétie de 15 av. J.-C. jusqu'à 14 ap. J.-C.; il expose essentiellement à l'extérieur les campagnes de Drusus, de Tibère en Rhétie, en Germanie, en Pannonie, le désastre de Varus; à l'intérieur, les dissensions de la famille impériale, l'exil de Julie, l'histoire de Caius et de Lucius Caesar, la disgrâce et le retour en faveur de Tibère, son association à l'empire, son rôle, les réformes politiques d'Auguste, ses lois sur le mariage, sa vieillesse, la situation intellectuelle et morale du monde romain. Ce volume a les mêmes qualités que les précédents : séduction du style, mouvement dramatique, tableaux colorés, vivants, vues ingénieuses, souvent justes, par exemple sur l'impuissance des lois d'Auguste à réformer la société, sur la toute-puissance de Tibère, gardien de la tradition à partir de l'an 4, sur la prospérité des provinces en face de la décadence du gouvernement central. Sur des points importants et controversés, par exemple les campagnes de Germanie, les impôts et le nombre des cités de la Gaule, la discussion est plus serrée, plus documentée que précédemment. Les défauts, surtout le goût du paradoxe et de l'hypothèse aventureuse, sont également moins sensibles. Malgré tant de sérieuses objections, M. Ferrero n'a pas abandonné ses deux idées essentielles : la politique foncièrement républicaine d'Auguste et le rôle prépondérant de la Gaule, « cette Égypte de l'Occident ».

M. HENDERSON⁴, auteur d'un bon travail sur Néron, a repris après

1. W. Warde-Fowler, *Social Life at Rome in the age of Cicero*. London, Macmillan, 1908, in-8°, viii-362 p. et 1 plan.

2. De Gubernatis, *Virgilio e Pollione*. Torino, Clausen, 1908.

3. G. Ferrero, *Grandeur et décadence de Rome*; t. VI : *Auguste et le grand empire*, traduit de l'italien par Urbain Mengin. Paris, Plon, 1908, in-16, 342 p.

4. Bernard W. Henderson, *Civil War and Rebellion in the Roman Empire* (a. d. 69-70). London, Macmillan, 1908, in-8°, x-360 p. et 12 pl.

Mommsen l'étude de la guerre civile et de la guerre du Rhin contre Civilis en 69-70. Convaincu que Tacite n'a rien compris aux événements militaires, il a cherché à nous représenter plus clairement que lui les deux batailles de Bedriacum et la guerre du Rhin, à la lumière de la stratégie et de la tactique modernes. Si ce travail ne nous donne pas la certitude, il est au moins très sérieux et original.

Sauf le début sur la question de l'adoption d'Hadrien que l'auteur est plutôt porté à nier et sur la date de l'arrivée à Rome, placée le 9 juillet 118, l'excellent livre écrit par M. WEBER, avec l'aide de M. DOMASZEWSKI¹, est consacré entièrement aux voyages d'Hadrien. Il apporte beaucoup de résultats nouveaux qui complètent et rectifient ceux de MM. Flemmer, Dürr, Schulz, Kornemann : ainsi, en 124, Hadrien va non pas dans le Pont et la mer Égée, mais du Danube en Grèce jusqu'à Argos; le second voyage serait de 128, non de 129, celui d'Athènes en Asie de 129, non de 130; les médailles donnent un séjour à Antioche dans l'hiver de 129-130.

Les vies d'Éliogabal et d'Alexandre Sévère ont été l'objet de deux travaux. En l'absence de documents nouveaux, l'étude très soignée de M. BUTLER² sur les faits et les sources de la première ne modifie pas sensiblement les résultats acquis. — M. SMITS³ distingue avec assez de vraisemblance dans le sixième livre d'Hérodien deux sources, l'une favorable, l'autre défavorable à Alexandre; après une analyse très claire des hypothèses émises sur l'histoire Auguste, il fait dériver les dix-huit premiers chapitres de la Vie d'Alexandre d'une source commune à Lampride et à Dion Cassius, mais qui ne serait pas Marius Maximus, et la suite de trois sources, citées par le biographe, à savoir Septimius, Acholius et Encolpius; Aurelius Philippus, utilisé à la fois par Lampride et Hérodien, aurait aussi fourni quelques morceaux; cette élimination de Marius Maximus ne nous paraît pas probante, mais la thèse est brillamment soutenue.

On lit avec plaisir et profit l'étude de M. CREES⁴ sur Claudien en tant qu'autorité historique; sans fouiller très profondément le sujet, elle est bien informée, judicieuse.

IV. INSTITUTIONS. — En retrouvant la composition du Sénat sous

1. Wilhelm Weber et Domaszewski, *Untersuchungen zur Geschichte der Kaisers Hadrianus*. Leipzig, Teubner, 1907, in-8°, 283 p.

2. Orma Fitch Butler, *Studies in the Life of Heliogabalus*. New-York et London, Macmillan, 1908, in-8°, 169 p.

3. T. Smits, *De fontibus, e quibus res ab Heliogabalo et Alexandro Severo gestae colliguntur*. Kerkrade-Heerlen, Alberts, 1908, in-8°, x-147 p.

4. J. H. E. Crees, *Claudian as an historical authority*. Cambridge, The University Press, 1908, in-16, xii-259 p.

Auguste, M. FISCHER¹ donne probablement à trop de gens, juristes, généraux, la qualité de sénateur; mais ses listes sont utiles et complètent la *Prosopographie* et le travail de P. Ribbeck. — Sur l'armée romaine, on peut citer l'étude d'ensemble de M. ALLEN² sur les châteaux occupés par les cohortes; de M. STEINWENDER³ une dissertation intéressante sur l'ordre de marche de l'armée romaine à l'époque de la formation en manipules; huit chapitres y traitent de la sortie du camp, de la colonne, des bagages, de la sortie pour le combat, de l'*agmen quadratum*, de la longueur et de la durée de la marche. — Le livre capital de M. DOMASZEWSKI⁴ expose d'une façon magistrale les cadres de l'armée romaine impériale, avec la reproduction de toutes les inscriptions afférentes au sujet: d'abord les *principales* dans les cohortes des vigiles, urbaines et prétoriennes, chez les pérégrins, comme écuyers, dans les légions, l'état-major et l'*officium* des officiers, dans les corps de cavalerie et les *equites singulares*, dans les emplois extraordinaires; en second lieu, les centurions, les *primipiles ordinaires*, préfets de camp et de légion; puis les *militiae equestres*; les procureurs; enfin les officiers sénatoriaux avec les emplois extraordinaires. L'auteur donne pour chaque grade la solde, les décorations militaires. Dans sa conclusion, il montre les principales transformations de l'armée romaine, surtout sous Auguste, Hadrien, Septime-Sévère et Gallien.

A citer encore, de M. GUMMERUS⁵ une bonne dissertation, qui continue ses travaux antérieurs, sur les corvées des colons romains: nécessaires, surtout à certaines époques de l'année pour renforcer le travail servile sur la portion du grand domaine que s'est réservée le propriétaire, personnelles et non réelles, assimilables, au point de vue juridique, aux *munera municipaux*, appliquées à la culture et aux travaux de constructions, elles n'apparaissent, à l'époque classique, qu'en Afrique, mais ont dû ensuite se développer dans tout le monde romain, comme le montrent les textes du haut moyen âge.

V. GÉOGRAPHIE GÉNÉRALE. — M. DETLEFSEN⁶ a cherché à distinguer dans Plinie et Méla les sources de la géographie de l'Afrique: Polybe,

1. Fischer, *Senatus Romanus qui fuerit Augusti temporibus*. Diss. Berlin, 1908, in-8°, 117 p.

2. Allen, *The Roman cohort. Castella*. Cincinnati, 1907, in-8°, 481 p. (*University Studies*, II, III, 2.)

3. Steinwender, *Die Marschordnung des röm. Heeres zur Zeit der Manipularstellung*. Dantzig, Kafemann, 1907, 42 p.

4. Domaszewski, *Die Rangordnung des röm. Heeres*. (Extr. des *Bonn. Jahrb.*, 117^e livr.) Bonn, Marcus et Weber, 1907, gr. in-4°, 275 p.

5. Gummerus, *Die Fronden der Kolonen*. (Extr. des *Finska Vetenskaps-Societetens Förhandlingar*, 1906-07, 3.)

6. Detlefsen, *Die Geographie Afrikas bei Plinius und Mela, und ihre*

Agrippa, Népos, Suetonius Paulinus, un périple de Varron, Posidonius et une autre source grecque et a étudié les listes des villes d'Afrique. — D'après M. ELTER¹, la direction des routes, la seule indication des cités et des *mansiones* prouveraient que la Table de Peutinger et l'Itinéraire d'Antonin avaient été faits pour des pèlerins et indiquaient surtout la route de Milan à Jérusalem.

VI. HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE DES DIFFÉRENTS PAYS. — M. PATSCH² a traité de l'histoire de Narona. — M. KROM³ a étudié la Hollande à l'époque romaine et le rôle qu'ont pu y jouer les invasions des Anglo-Saxons. — La forteresse, les *canabae*, la ville de Cannstadt ont été l'objet d'un bulletin spécial de MM. KAPFF et BARTHEL⁴. — M. WILLERS⁵ a écrit un excellent chapitre du commerce entre Rome et les barbares en prouvant l'origine campanienne des vases antiques en bronze trouvés dans la Germanie. — On doit à M. FREY⁶ un excellent guide pour les ruines romaines d'Augusta Raurica. — M. GALLI⁷ a consacré une étude assez superficielle à la topographie et aux restes de Thurii, Consentia, Pundosia, Laos, Skidros. — M. PAIS⁸ se maintient au premier rang des historiens de la Sicile et de la Grande-Grèce, avec un magnifique recueil de trente-cinq travaux et un appendice (dont vingt-cinq récemment publiés en anglais) d'histoire, d'archéologie, de numismatique⁹. — M. WALD-

Quellen; Die formula provinciarum, eine Hauptquelle. Berlin, Weidmann, 1908, 104 p. (*Quellen und Forschungen*, fasc. 14.)

1. Elter, *Itinerarstudien*. Bonn, Georgi, 1908, 76 p.

2. Patsch, *Zur Geschichte und Topographie von Narona*. Wien, Hölder, 1907, 118 p. (*Schrift. der Balkan. Commission Ant.*, Abth. V.)

3. Krom, *De populis Germanis antiquo tempore patriam nostram incolentibus anglo-saxonumque migrationibus*. Diss. Leyd., 1908.

4. Kapff et Barthel, *Der obergermanisch-rätische Limes*, livr. 28. Heidelberg, Petters, 1907.

5. Willers, *Neue Untersuchungen über die römische Bronzeindustrie von Capua und von Niedergermanien*. Hannover et Leipzig, Hahn, 1907, in-4°, 112 p., 56 fig., 8 pl.

6. Frey, *Führer durch die Ruinen von Augusta Raurica*. Liestal, Lüdin, 1907, 91 p.

7. Galli, *Per la Sibaritide*. Acireale, 1907, 168 p.

8. Ettore Pais, *Ricerche storiche e geografiche sull'Italia antica*. Torino, Società nazionale d'edizioni, 1908, in-8°, viii-685 p., 27 grav.

9. Voici le sujet de ces travaux qui ont, pour la plus grande partie, été publiés dans des recueils périodiques (notamment dans les *Rendiconti* de l'Académie des Lincei), dont la *Revue historique* a donné l'analyse : l'Ausonie et l'extension des Ausones, qui ont sans doute occupé tout le centre et le sud de l'Italie; — l'alliance de Rhegium et de Tarente contre les Japyges; — la légende d'Eutimos de Locres et de l'Héroon de Témés; — Terina, colonie de Crotone, placée, avec Lenormant, vers Sainte-Euphémie, plus précisément à Tiriolo; — le peuple des Aminéens près de Sybaris et la prétendue cité d'Asia;

STEIN¹, professeur à l'Université de Cambridge, déjà connu par ses fouilles de l'Héraion d'Argos, avait conçu la noble ambition

— les origines de Siris, d'abord ionienne, puis entrée dans la confédération achéenne; — le port de Satiros, voisin de Tarente, qui serait le *Sacriportus* de Tite-Live, né d'une corruption de texte; — Sybaris dans la Messapie, différente de la grande Sybaris; — Thuriae dans la Pouille, peut-être colonie de Thurii, située près de Brindes; — l'expédition d'Alexandre le Molosse en Italie; — Eryx = Verruca? le mot Eryx, d'origine ligure et non orientale, correspondant aux mots latins et volsques *erruca, verruca, verrugo*; — Ergetium et Naxos, de Sicile, villes probablement voisines; — Piakos et la prétendue ville de Trinakia en Sicile; — le bas-relief archaïque grec de San Mauro près de Caltagirone et les villes antiques du plateau éréen; — la défaite des Athéniens sur l'Assinaros, qui serait identique à l'Héloros, le moderne Tellaro, tandis que l'Erineos serait la Falconara; — la fausse expédition d'Agathocle contre Phoinike, qui ne serait pas la ville épirote, située en face de Corcyre, mais une ville sicilienne voisine de Tauromenium; — les Dauniens et les Ombriens de la Campanie, qu'il faut accepter dans le texte de Polybe; — pour l'histoire d'Ischia, de Naples et de Pouzzoles; — le temple des Sirènes dans la presqu'île de Sorrente; — le culte d'Athena Siciliana et l'*Athenaion* de la Pointe de la Campanella, près de Sorrente; — *Amunclae a serpentibus deletae*, la ville d'Amyclée, près de Terracine, détruite, selon la légende, par des serpents (*opheis*), probablement en réalité par les Osques (*Opici, Ophici*); — les éléments siciliotes dans l'histoire romaine primitive, article d'une importance capitale, notamment sur l'introduction du culte de Cérès à Rome, les rapports entre les tribuns de la plèbe romains et les *prostatai tou dêmou* des villes grecques et de Syracuse, entre les édiles et les agoranomes, entre les censeurs romains et ceux de Sicile; les ressemblances entre les troubles politiques et agraires de Syracuse et de Rome entre 466 et 454, c'est-à-dire entre l'histoire réelle de Syracuse et la légende romaine, sur l'enregistrement par les historiens siciliens des événements de l'Italie, sur le rôle de la Sicile dans la colonisation des côtes de l'Italie; — les éléments italiotes, samnitiens et campaniens, dans la civilisation romaine primitive, autre mémoire de premier ordre, notamment sur les emprunts militaires de Rome à Tarente, aux Samnites, aux Campaniens, sur les ressemblances entre la loi des Douze Tables, le droit pénal romain et les lois grecques, sur les rapports très anciens entre Rome et Athènes, surtout par Thurii et Naples, sur le rôle de Protagoras, législateur de Thurii, confondu avec Charondas, sur l'introduction à Rome des cultes de la Grande-Grèce; — les plus anciennes relations entre Rome et Athènes, d'après le texte de Pausanias (I, 29, 14); — la flotte grecque sur les côtes du Latium en 349; — l'histoire ancienne de Pise, peut-être colonie phocéenne; — une erreur d'Appien sur la guerre de Pérouse; — les Anamari, les Taurini et la romanisation du Piémont; — l'invasion des Teutons, des Cimbres et des Tigurini; — les deux Istres et le mont Apennin dans les Alpes Carniques d'après Strabon; — sur l'histoire d'Olbia de Sardaigne; — la *formula provinciae* de la Sardaigne dans Pline; — date et lieu de la composition de la géographie de Strabon: probablement à Amasis, peut-être pour la reine du Pont Pythodoris; une première rédaction peu après 7 av. J.-C., une seconde en 18 ap. J.-C. ou peu après.

1. Waldstein, *Herculaneum past, present and future*. London, Macmillan, 1908, gr. in-8°, 48 grav. et plans, 11 héliogr.

d'exhumer Herculaneum. Un comité international, présidé par tous les chefs des états adhérents, aurait fourni l'argent, et les fouilles auraient eu lieu sous la surveillance de l'état italien, conformément aux lois italiennes. Ce plan, accepté par l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Amérique, eut d'abord l'adhésion enthousiaste du roi d'Italie, des ministres Orlando et Giolitti; mais l'opinion publique manifesta de suite quelque susceptibilité; on admit comme conciliation qu'il y aurait autant d'Italiens que d'étrangers dans le comité; finalement une lettre de M. Boni fit tout rejeter; l'Italie se réserve les fouilles. M. Waldstein a donc publié un livre fort intéressant, admirablement illustré, qui renferme, après une introduction sur ces négociations, la topographie, l'histoire de la région et d'Herculaneum, du tremblement de terre de 63 et de l'éruption de 79, des événements ultérieurs, la méthode à employer dans les fouilles, la description de la ville future, et des appendices donnant tous les documents sur la négociation depuis 1904, les textes classiques sur Herculaneum, la liste de tous les objets venus de cette ville, un guide de la *villa suburbana*. On ne peut que déplorer l'échec du beau projet de M. Waldstein.

VII. DROIT. — Le premier volume du *Droit privé romain*, de M. MITTEIS¹, est une œuvre remarquable par la rigueur de la méthode, la précision et l'étendue des informations, par la connaissance approfondie des droits grec et égyptien qui renouvellent et éclaireissent sur tant de points l'histoire du droit romain. Elle tient compte de l'immense travail d'exégèse du siècle dernier, de l'épigraphie, de la papyrologie. Elle englobe des parties essentielles du droit public et des institutions. Signalons en particulier les chapitres sur les origines du droit romain, ses rapports avec le droit et la philosophie des Grecs, sur le *jus* et le *fas*, sur la date de la loi Aebutia, sur le *jus gentium*, sur le *commercium*, les Latins et les pérégrins, sur les donations, sur les pièces et documents juridiques, sur les corporations, les communautés et les différentes caisses publiques, sur les fondations.

VIII. ART, ARCHÉOLOGIE, NUMISMATIQUE. — M. STRONG² a écrit une bonne histoire de la sculpture romaine, mais seulement depuis Auguste, et en négligeant trop l'art provincial. — M. GARDTHAUSEN³,

1. Mitteis, *Römisches Privatrecht bis auf die Zeit Diokletians*; t. I (Binding, *Handbuch*, I, 6). Leipzig, Duncker et Humblot, 1908, in-8°, xvi-488 p.

2. A. Strong, *Roman Sculpture from Augustus to Constantine*. London, Duckworth, 1907, in-8°, 408 p.

3. Gardthausen, *Der Altar des Kaisersfriedens (Ara pacis Augustae)*. Leipzig, Veit, 1908, in-8°, 56 p., 2 pl.

rejetant les interprétations de MM. Dissel et Petersen sur l'*Ara pacis* d'Auguste, n'y voit pas un cortège de procession, mais la préparation d'un sacrifice, dans laquelle la foule, prêtres, magistrats, sénateurs, attend au champ de Mars, devant l'autel, le retour d'Auguste. — Un très bon travail de M. JATTA¹ étudie, classe, compare toutes les représentations figurées des provinces romaines, les attributs, les types de la province conquise, militaire, pacifique, fidèle, légionnaire. — M. BIRT² a étudié les représentations des livres de papyrus, des rouleaux, et M. SCHUBART³ a écrit une excellente histoire générale du rouleau et du *codex*, matériel, reproduction, commerce. — M. GNECCHI⁴ a refait l'excellent manuel Hoepli sur les monnaies romaines; complété, tenu au courant des derniers travaux, il est d'un manieement commode et rendra les plus grands services.

IX. RELIGION. — Le travail conjectural, mais très important de M. THULIN⁵ utilise le foie trouvé à Plaisance pour distinguer les éléments étrusque et archéologique dans la liste des dieux de Martianus Capella (I, 40). — M. GUNDEL⁶ étudie les noms et le culte des étoiles dans la religion romaine. — M. ABT⁷ a tiré des livres techniques, des papyrus magiques, des tablettes et formules de défixion un commentaire complet sur l'apologie d'Apulée, sur les effets, les instruments, les pratiques de la magie.

Ch. LÉCRIVAIN.

1. Jatta, *Le rappresentanze figurate delle provincie romane*. Roma, 1908, 86 p., 4 pl., 32 fig.

2. Birt, *Die Buchrolle in der Kunst : archeologisch antiquarische Untersuchung zum antik. Buchwesen*. Leipzig, Teubner, 1907, in-8°, x-352 p., 190 fig.

3. Schubart, *Das Buch bei den Griechen und Römern; eine Studie aus der Berl. Papyrussammlung*. (Handb. d. königl. Museen zu Berlin, t. XII.) Berlin, Reimer, 1907, in-8°, iv-159 p.

4. Fr. Gneecchi, *Monete romane*, 3^e éd. Milano, Hoepli, 1907, in-12, 418 p., 203 fig., 25 tables.

5. Thulin, *Die Götter des Martianus Capella und die Bronzeleber von Plaisance. Religionsgeschichte*. (Versuche und Vorarbeiten de Dieterich et Wünsch, III, 1.) Giessen, Töpelmann, 1907, in-8°, 168 p.

6. Gundel, *De stellarum appellatione et religione*. (*Ibid.*, III, 2.) 168 p.

7. Abt, *Die Apologie des Apuleius von Madaura und die antike Zauberei*. (*Ibid.*, 1908.) vii-271 p.

HISTOIRE DE SUISSE.

(Publications des années 1905-1908.)

SCIENCES AUXILIAIRES. — La Société générale d'histoire suisse prépare une bibliographie de l'histoire nationale sur le modèle du manuel allemand bien connu de Dahlmann-Waitz. En attendant, elle a fait paraître la suite, pour les années 1891-1900, du *Répertoire des travaux historiques* publiés dans des recueils périodiques et autres collections¹. — Quelques fascicules récents de la *Bibliographie nationale suisse* intéressent les sciences historiques. Celui que M. BRANDSTETTER a consacré à l'*Histoire cantonale et locale*² n'échappe pas aux reproches qui ont été adressés à mainte partie de cette vaste entreprise, dont la direction ne s'inspire suffisamment ni des principes d'une bibliographie scientifique ni des exigences légitimes des chercheurs. Les trois premières livraisons relatives à l'histoire de la civilisation et des us et coutumes (folklore), dues à M. HEINEMANN³, contiennent un matériel considérable et rendront d'incontestables services, encore qu'un triage plus sévère en eût facilité la consultation⁴.

La bibliothèque de l'Université de Bâle a commencé la publication d'un inventaire détaillé de ses manuscrits⁵. Un premier volume contient la description d'une centaine de manuscrits allemands, provenant presque tous des anciennes bibliothèques de couvents bâlois. — La bibliothèque de la ville de Zurich a pris une initiative qui

1. H. Barth, *Repertorium über die in Zeit- und Sammelchriften der Jahre 1891-1900 enthaltenen Aufsätze und Mitteilungen schweizergeschichtlichen Inhaltes*. Bâle, Basler Buch- und Antiquariatshandlung, 1906, in-8°, vii-359 p.

2. J.-L. Brandstetter, *Histoire cantonale et locale*. Berne, Wyss, 1906, in-8°, viii-330 p.

3. F. Heinemann, *Superstitions, occultisme, croyance au surnaturel et aux miracles* (2 fasc.); — *Inquisition, intolérance, excommunication, interdit, mise à l'index, censure, sectes et sectaires, sorcellerie et procès de sorcellerie, us et coutumes judiciaires* (1^{re} partie). Berne, Wyss, 1907 et 1908, in-8°, xxviii-591 et xxii-216 p.

4. Le t. VIII de la *Bibliografia storica degli Stati della monarchia di Savoia* de M. A. Manno (Turin, Bocca, 1907, in-4°) contient deux articles intéressants pour l'histoire de la Suisse : celui de Genève (p. 44-86) et celui du Grand-Saint-Bernard (p. 137-144).

5. G. Binz, *Die deutschen Handschriften der öffentlichen Bibliothek der Universität Basel*, t. I (théologie). Bâle, impr. Gasser, 1907, gr. in-8°.

mérite d'être signalée. Elle a invité les familles zuricoises à lui confier leurs archives afin de les soustraire aux vicissitudes auxquelles sont exposés les papiers de famille. Ayant reçu en don les archives de la famille Hirzel, qui a joué un rôle marquant dans l'histoire de la ville, elle en a publié l'inventaire¹, les rendant ainsi accessibles aux travailleurs. — L'association des bibliothécaires suisses étudie l'établissement d'un catalogue central des bibliothèques de la Suisse, entreprise considérable, qui rendrait de grands services dans un pays où les bibliothèques publiques ne jouissent que de crédits limités et ont appris à pratiquer largement entre elles le prêt des ouvrages².

La publication du *Dictionnaire des dialectes de la Suisse allemande*³, commencée en 1881, se poursuit régulièrement. Instrument de travail indispensable pour l'étude des textes, cette œuvre monumentale est aussi une mine d'une grande richesse pour l'histoire de la civilisation et le folklore de la Suisse. Il faut se féliciter que la Suisse romande, où les patois disparaissent rapidement, ait à son tour entrepris de publier un Glossaire des patois, dont l'organisation, due à l'initiative de M. L. GAUCHAT, remonte à 1899⁴. Les historiens ne seront pas les derniers à bénéficier de l'enquête onomastique rattachée au Glossaire et confiée à M. le professeur E. MURET, dont les travaux récents sur les noms de lieu de la Suisse romande⁵ tendent à réduire la part que l'on attribuait jusqu'ici à la colonisation germanique dans cette région.

Nous avons déjà relevé l'importance que présente, pour l'ethnologie nationale, l'ouvrage de M. HUNZIKER sur les différents types de la maison paysanne en Suisse⁶. Cette publication se poursuit, mais elle restera malheureusement inachevée, la mort ayant empêché l'auteur de rédiger le volume qui devait contenir les conclusions de

1. *Handschriftenkatalog der Stadtbibliothek Zürich*. 1^{re} série : *Zürcherische Familienarchive*; livr. 1 : *Archiv der Familie Hirzel*. Zurich, impr. Berichthaus, 1907, in-8°, XII-76 p.

2. H. Barth, *Bedeutung und Herstellung eines schweizerischen Gesamtkataloges*. Zurich, 1907, in-8°, 22 p.

3. *Schweizerisches Idiotikon*. *Wörterbuch der schweizerdeutschen Sprache*, publié sous les auspices de la Société des antiquaires de Zurich. Frauenfeld, Huber, 1881-1908, t. I-VI (en cours), in-4°.

4. Voir le *Bulletin du Glossaire des patois de la Suisse romande*, qui paraît depuis 1902 (Berne, puis Zurich, in-8°); le glossaire est encore en préparation.

5. Voir *Romantia*, t. XXXVII (1908), et le *Suffixe germanique -ing dans les noms de lieux de la Suisse romande...*, dans *Mélanges de linguistique offerts à M. F. de Saussure*. Paris, Champion, 1908, in-8°, p. 267-306.

6. J. Hunziker, *Das Schweizerhaus nach seinen landschaftlichen Formen und seiner geschichtlichen Entwicklung*; t. IV : *Der Jura* (type de la Suisse

cette vaste enquête et qui aurait offert un intérêt particulier pour l'histoire du peuplement de la Suisse. — L'excellent *Dictionnaire géographique de la Suisse*, publié par la maison Attinger¹, est aussi fort utile à consulter pour l'historien.

Mentionnons encore ici l'étude de M. THOMMEN² sur l'*Introduction du calendrier grégorien en Suisse* (on y voit le calendrier julien conservé dans certaines vallées des Grisons, pour des motifs confessionnels, jusqu'en plein XIX^e siècle) et l'important ouvrage de M. BRIQUET sur les *Filigranes*³, ces précieux instruments de contrôle qui permettent, dans beaucoup de cas, de déterminer assez exactement la date d'un document. Le point de départ de ce travail de bénédictin fut une enquête sur l'industrie et l'histoire du papier en Suisse.

SOURCES. — La Société générale a décidé de clore la première série des *Quellen zur Schweizer Geschichte*, dont il a paru vingt-cinq volumes, de 1877 à 1906, sous la direction expérimentée de M. H. Wartmann. Une nouvelle série comprendra trois sections parallèles : *chroniques, actes et lettres*. Le premier volume des Chroniques contient le début de l'œuvre du Zuricois Henri Brennwald († 1554); nous reviendrons sur cette publication, confiée à M. LÜGINBÜHL⁴, lorsque le tome II, avec la préface, aura paru.

Plusieurs des recueils de chartes dont nous avons parlé dans un précédent Bulletin ont été continués. Le tome VII de l'*Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich*⁵ est accompagné d'un plan de cette ville vers 1300, dressé et commenté avec un soin minutieux par M. P. SCHWEIZER. Dans le tome X de l'*Urkundenbuch der Stadt Basel*⁶, la série des chartes d'intérêt général et politique se poursuit

romande); t. V, 1 : *Das dreissige Haus* (type du plateau suisse et de la partie allemande du Jura), publ. par C. Jecklin. Aarau, Sauerländer, 1907 et 1908, in-8°, ix-138 et ix-252 p. Les t. I-IV ont été traduits en français par F. Broillet. Lausanne, 1902-1907.

1. Sous la direction de Ch. Knapp et M. Borel. Neuchâtel, Attinger, t. I-VI (en cours), 1902-1908, in-4°.

2. R. Thommen, *Die Einführung des gregorianischen Kalenders in der schweiz. Eidgenossenschaft*, dans *Festschrift zur 49. Versammlung deutscher Philologen und Schulmänner*. Bâle, 1907, in-8°, p. 279-294.

3. C.-M. Briquet, *Les filigranes. Dictionnaire historique des marques du papier dès leur apparition vers 1282 jusqu'en 1600* (39 fig. dans le texte et 16,112 fac-similés de filigranes). Paris, Picard, 1907, 4 vol. in-4°.

4. *Heinrich Brennwalds Schweizerchronik*, t. I, publ. p. R. Luginbühl. Bâle, Basler Buch- und Antiquariatshandlung, 1908, in-8°, 503 p.

5. *Urkundenbuch der Stadt u. Landschaft Zürich; 1297-1303*, éd. J. Escher et P. Schweizer. Zurich, Fäsi et Beer, 1908, in-4°, 464 p. — Une 6^e livraison de la collection de sceaux qui complète ce recueil a paru en 1905.

6. *Urkundenbuch der Stadt Basel*, t. X, éd. R. Thommen. Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1908, in-4°, 687 p.

jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Le tome IX des *Fontes rerum Bernensium*¹ comprend les années 1367 à 1378. Il a paru trois nouvelles livraisons de l'*Urkundenbuch der Abtei Sanct Gallen*². Enfin le tome II de l'*Urkundenbuch des Stiftes Bero-Münster*, dans le canton de Lucerne, a commencé de paraître en 1907³.

Peu de régions ont une histoire aussi complexe que le canton des Grisons. Au moyen âge, la population y offre un singulier mélange d'éléments romans et germaniques, et depuis la Réforme l'opposition des confessions s'ajoute à celle des races et des langues. La topographie de ce pays de montagne a beaucoup contribué à donner au gouvernement un caractère strictement fédératif. Les décisions des diètes des trois Liges et de la diète centrale étaient soumises au *referendum* des communes, qui les acceptaient ou les rejetaient. L'étude de ce curieux organisme social sera grandement facilitée par le recueil de *Matériaux* (1464-1803) qu'a publié M. JECKLIN et qui contient l'analyse de 2,751 pièces pour la plupart inédites⁴. Ces documents n'intéressent pas seulement l'histoire intérieure des Grisons, ils éclairent aussi le rôle que ce pays a joué dans la politique européenne, au xvi^e et au xvii^e siècle, à cause des passages alpestres qui le traversent.

Les archives d'État de Schaffhouse ont fait paraître un catalogue des chartes conservées dans les divers dépôts d'archives de ce canton⁵. Les 4,422 documents qui y sont analysés embrassent la période de 987 à 1530; à l'exception des plus anciens, ils étaient encore inédits. Ce recueil, dû pour la plus grande part à l'archiviste d'État, M. G. WALTER, paraît établi avec exactitude; il permettra de réviser l'histoire de Schaffhouse au moyen âge, d'étudier de plus près la formation de son territoire et l'établissement de la Réforme dans cette ville.

Il faut aussi mentionner la suite de deux séries de registres municipaux. Après la mort de Zeller-Werdmüller, M. NABHOLZ a publié la dernière partie des *Zürcher Stadtbücher* des xiv^e et xv^e siècles⁶.

1. *Fontes rerum Bernensium*, t. IX. Berne, Stämpfli, 1908, in-8°, 788 p.

2. *Urkundenbuch der Abtei Sanct Gallen; 1420-1436*, éd. Pl. Bütler et T. Schiess. Saint-Gall, Fehr, 1905-1909, in-4°, t. V, p. 201-800.

3. Comme annexe au *Geschichtsfreund*; éd. Th. von Liebenau et collaborateurs. — T. I, années 1036-1313. Stans, von Matt, 1906, in-8°.

4. F. Jecklin, *Materialien zur Standes- und Landesgeschichte gem. III Bünde (Graubünden)*. 1^{re} partie : *Regesten*. Bâle, Basler Buch- und Antiquariatshandlung, 1907, in-4°, XII-686 p. Un second volume contiendra le texte des pièces les plus importantes.

5. *Urkundenregister für den Kanton Schaffhausen*. Schaffhouse, impr. Schoch, 1906 et 1907, 2 vol. in-4°, VII-692 p.

6. *Zürcher Stadtbücher des XIV. und XV. Jahrhunderts*; t. III, publ. p.

Depuis 1436, la tenue de ces registres est très irrégulière et le nombre des décisions des conseils qui y sont insérées diminue beaucoup. Moins important que les deux premiers pour l'histoire politique, ce volume jette une vive lumière sur l'administration de la ville, sur le développement du droit civil et pénal, sur l'activité de plus en plus réglementée des corps de métiers. — Le tome II des *Registres du Conseil de Genève* (1464-1477) a déjà été signalé dans cette *Revue* (t. XCII, p. 447).

Les registres des conseils du pays de Schwyz, de 1548 à 1798, forment trente-deux volumes manuscrits; les délibérations et les décisions de la *Landsgemeinde* y sont aussi enregistrées jusqu'en 1675. Afin de faciliter l'étude de cette collection, où se révèle la vie intérieure d'une démocratie de la Suisse primitive, M. BENZIGER¹ a entrepris de publier, pour chaque volume, des index des noms de personne et de lieu et des principales matières. Ces tables gagneraient à être un peu moins sommaires.

La publication des œuvres d'Ulric Zwingli se poursuit régulièrement sous la direction de MM. EGLI et FINSLER. Nous avons déjà dit le bien qu'il faut penser de cette édition qui fait suite, dans le *Corpus reformatorum*, aux œuvres de Calvin. Le tome II, achevé en 1908, est rempli par les écrits de l'année 1523, où l'on trouve développé tout le programme de la Réforme qui venait de triompher à Zurich². Les éditeurs ont l'intention de faire paraître maintenant un ou deux volumes des lettres du réformateur³.

M. SCHIESS a achevé de nous donner, dans une excellente édition, la correspondance d'Henri Bullinger avec les Grisons⁴. Successeur de Zwingli et pendant plus de quarante ans à la tête de l'Église zuricoise, Bullinger s'est appliqué à resserrer, avec l'aide de sa plume infatigable, les liens qui rattachent dès le début à cette Église le mouvement réformé grison. Il devint le chef spirituel de l'Église des Grisons et, malgré lui, son influence dut s'exercer aussi sur la vie

H. Nabholz. Leipzig, Hirzel, 1906, in-8°, xv-340 p. Voir le commentaire que M. Nabholz en a donné dans le *Zürcher Taschenbuch* de 1906, p. 166-201.

1. J.-C. Benziger, *Die Ratsprotokolle des Kant. Schwyz* (vol. I des *Registres*, 1548-1556; vol. II, 1590-1613). Schwyz, impr. Steiner, 1906 et 1908, xix-144 p.

2. *Huldreichs Zwinglis sämtliche Werke*, éd. E. Egli et G. Finsler; t. II. Leipzig, Heinsius, in-8°, iii-818 p.

3. Sur la chronique de Laurent Bosshart, publiée en 1906, et l'intérêt qu'elle offre pour l'histoire de la Réforme zuricoise, voir *Rev. hist.*, t. XCII, p. 448.

4. *Bullingers Korrespondenz mit den Graubündnern*, éd. T. Schiess; 2^e et 3^e parties (1557-1575), dans *Quellen zur Schweizergeschichte*, t. XXIV et XXV. Bâle, Basler Buch- und Antiquariatshandlung, 1905-1906, in-8°, LXXIV-740 p. et CXX-641 p.

politique de ce pays, ce qui accroît pour nous l'intérêt des nombreuses lettres publiées ou analysées par M. Schiess. Ces lettres sont accompagnées de notices biographiques et d'un bon aperçu de la Réforme dans les Grisons jusque vers la fin du xvi^e siècle¹.

A l'exemple de l'Allemagne, la Suisse a entrepris de publier les relations des nonces de Suisse² conservées aux archives Vaticanes. Le tome I^{er}, dû à MM. STEFFENS et REINHARDT, est remarquable par l'exécution et par l'intérêt des documents qui y sont réunis. Il met surtout en lumière la personnalité et le rôle du cardinal-archevêque de Milan, Charles Borromée, qui fut l'auteur principal du rétablissement de la nonciature, après le concile de Trente, et le conducteur spirituel de la réforme catholique en Suisse. Dans un rapport rédigé en septembre 1570, à la suite d'un voyage dans ce pays, Borromée décrit l'état du catholicisme dans les cantons et trace tout un programme de la réforme intérieure qu'il entendait réaliser sur le terrain religieux et moral; il conclut en proposant au pape la nomination d'un nonce ou d'un visiteur apostolique. Mais il fallut plusieurs années d'efforts et de négociations avant que cette mesure, qui rencontra tout d'abord une vive opposition dans les cantons catholiques, pût être mise à exécution. La résistance était loin d'être vaincue lorsqu'en juillet 1579, le nouveau nonce, F.-G. Bonhomini, fit son entrée en Suisse. La seconde partie du volume est consacrée aux débuts de la mission de Bonhomini, qui, avant la fin de l'année, avait parcouru les cantons, jetant partout les bases de l'œuvre de rénovation dont il était chargé. Pendant cette période, les rapports officiels du nonce sont assez rares; les éditeurs y ont joint les lettres échangées entre Borromée et le nonce, ainsi que beaucoup d'autres pièces tirées des archives italiennes et suisses. Ils ont accompagné chaque pièce d'une analyse et de notes excellentes. Une introduction générale, embrassant l'histoire de l'Eglise catholique en Suisse, de la Réforme à la nonciature de Bonhomini, formera un volume spécial, dont la préparation a malheureusement été retardée par la mort de l'un des éditeurs, le professeur Reinhardt.

1. On sait l'action que les chefs de la Réforme genevoise ou suisse (Calvin, Bèze, Zwingli, Bullinger, Vadian, etc.) ont exercée bien au delà des limites de leur pays, grâce à ce commerce épistolaire dont l'activité nous frappe d'étonnement. C'est ce que fait ressortir le volume où M. Th. Wotschke a réuni 527 lettres échangées entre la Suisse et la Pologne de 1546 à 1583 (*Der Briefwechsel der Schweizer mit den Polen*. Leipzig, Heinsius, 1908, in-8°, 444 p.)

2. *Nuntiaturreberichte aus der Schweiz seit dem Concil von Trient*; 1^{re} série : *Die Nuntiaturreberichte von Giovanni Francesco Bonhomini, 1579-1581*; *Documente*, t. I, éd. F. Steffens et H. Reinhardt. Soleure, Union, 1906, in-8°, xxx-762 p., portr.

La série politique des Actes de la République helvétique (1798-1803)¹ est maintenant achevée. Cette volumineuse publication, due aux Archives fédérales et à laquelle M. STRICKLER a déjà consacré plus de vingt ans de travail, sera complétée par des suppléments destinés à faire connaître l'activité novatrice de l'Helvétique dans le domaine de l'instruction et de l'assistance publiques, de la police générale et sanitaire, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

Mentionnons enfin un nouveau volume de la collection des *Sources du droit* du canton de Saint-Gall². Il renferme les coutumes rurales du pays de Toggenbourg et est précédé d'une excellente introduction de l'éditeur, M. le professeur Gmür.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — L'ouvrage le plus important à signaler ici est la continuation de l'*Histoire de la Confédération suisse* par M. DIERAUER³. Le tome III, publié après une interruption de quinze ans, embrasse la plus grande partie du *xvi^e* siècle et la moitié du *xvii^e*; il s'arrête à la paix de Westphalie qui consacra l'indépendance de la Suisse vis-à-vis de l'Empire. Ce volume se distingue par les mêmes qualités du fond et de la forme qui ont fait des deux premiers un ouvrage classique, aussi bien pour le public cultivé que pour l'historien. L'auteur y traite successivement de la Réforme et de la réaction catholique. Ces sous-titres rappellent le rôle capital de l'évolution religieuse dans l'histoire politique de cette époque, dont l'étude exige un haut degré d'impartialité. Sous ce rapport, les jugements pondérés de M. Dierauer inspirent une grande confiance. Sans doute l'écrivain protestant décrit avec sympathie la réforme de Zwingli, l'action politique et religieuse qu'elle a exercée dans la Suisse allemande, mais il marque aussi très justement la responsabilité de chaque parti dans les conséquences politiques du schisme confessionnel. Le principe de l'unité nationale, qui se développait non sans peine sur la base des anciennes alliances, est pour longtemps compromis. La réaction catholique, provoquée par la propagande des réformés, s'affirme après la défaite des Zuricois à Kappel (1534); elle va en s'accroissant grâce à l'influence que procure à l'Église romaine l'application en Suisse des décisions du concile de Trente. Dès lors, sur le terrain de la politique extérieure ou inté-

1. J. Strickler, *Ämtliche Sammlung der Akten aus der Zeit der helvetischen Republik*; t. X (tables générales). Berne, Stämpfli, 1905, in-4°, iv-596 p.

2. *Die Rechtsquellen des K. St. Gallen*; 1^{re} partie : *Öffnungen und Hofrechte*; t. II : *Toggenburg*, éd. M. Gmür. Aarau, Sauerländer, 1906, in-8°, XLIV-708 p.

3. J. Dierauer, *Geschichte der Schweiz. Eidgenossenschaft*; t. III (1516-1648). Gotha, F.-A. Perthes, 1907, in-8°, xvi-567 p.

rieure, il devient presque impossible d'unir les deux camps opposés dans une action commune. Groupés en confédérations séparées, les cantons de chaque confession cherchent un appui auprès des puissances étrangères du même parti, et la Suisse risque à tout instant d'être entraînée dans les guerres européennes. En véritable historien, M. Dierauer a su donner de cette période complexe un récit d'une ordonnance et d'une clarté remarquables et d'un très vif intérêt, où les traits essentiels et les personnages marquants sont nettement dessinés. Des notes précises indiquent au lecteur les sources principales et les travaux de détail.

Le *Manuel d'histoire suisse* que M. HÜRBIN, recteur du gymnase de Lucerne, est sur le point d'achever, paraît par livraisons depuis 1898¹. Ce mode de publication présente, au point de vue de l'unité de la composition, certains inconvénients auxquels une seconde édition pourra remédier. Il serait utile aussi d'ajouter à la table des noms un sommaire des chapitres. Tel qu'il est, ce manuel très complet, et pourvu d'une bonne bibliographie, rendra d'excellents services, surtout à cause de la place considérable qui y est donnée à l'histoire des institutions ecclésiastiques du moyen âge et au développement religieux, littéraire et artistique du peuple suisse. Il convient de signaler, entre autres, les chapitres relatifs à l'humanisme et à la Réforme du xvi^e siècle; dans ces derniers, l'auteur a fait preuve d'impartialité.

L'ouvrage de M. SCHOLLENBERGER² est conçu sur un tout autre plan. Il n'a trait qu'au développement politique de la Suisse, dont l'auteur, qui professe les sciences sociales à l'université de Zurich, se propose de donner un exposé systématique, depuis les origines de la Confédération jusqu'à la revision de la constitution fédérale en 1874. La méthode est celle du juriste, qui analyse et discute point par point les divers éléments d'une cause. Aussi la lecture de ce livre est-elle plus instructive qu'attrayante. Elle n'en sera pas moins utile à l'historien. M. Schollenberger reproche à celui-ci de se borner à accumuler des faits sans en juger la valeur morale. Mais le point de vue théorique et dogmatisant auquel il se place ne va pas sans nuire parfois au sens historique, et l'historien ne souscrira pas sans réserves à tous les jugements énoncés dans cet ouvrage. Ces réserves portent surtout sur le premier volume, qui comprend l'ancien régime

1. J. Hürbin, *Handbuch der Schweizergeschichte*; t. I. Stans, von Matt, 1900, in-8°, XII-496 p.; t. II (en cours), p. 1-576.

2. J. Schollenberger, *Geschichte der Schweiz. Politik*. Frauenfeld, Huber, 1906 et 1908, 2 vol. in-8°, XVII-444 et IX-382 p.

jusqu'en 1798¹ ; l'auteur est beaucoup mieux préparé à aborder les problèmes de l'histoire politique du xix^e siècle.

La *Revue historique* a déjà parlé (t. XCIII, p. 102, et t. XCIV, p. 384) de deux ouvrages qui offrent un grand intérêt pour l'histoire de la Suisse occidentale : le beau livre de M. R. POUPARDIN sur *le Royaume de Bourgogne (888-1038)*, et le mémoire beaucoup moins étendu de M. L. JACOB : *le Royaume de Bourgogne sous les empereurs franconiens (1038-1125)*. Pour étudier le rôle des empereurs allemands dans les pays qui forment le territoire actuel de la Suisse, il faut aussi avoir recours aux *Jahrbücher des deutschen Reiches*. Mentionnons donc en passant les *Annales* d'Henri IV et d'Henri V², dont M. MEYER VON KNONAU a publié, de 1890 à 1907, les six premiers volumes, d'une érudition aussi vaste que sûre, et le tome I^{er} des *Annales* de Frédéric Barberousse, dû à M. SIMONSFELD³.

L'érection d'un monument commémoratif de la bataille de Morgarten, qui scella en 1315 l'alliance des trois cantons primitifs, a réveillé une ancienne discussion sur l'emplacement exact de la rencontre, que les documents ne désignent pas d'une manière assez explicite. Le combat eut lieu, croyons-nous, sur la rive même du petit lac d'Aegeri⁴.

L'un des traits caractéristiques de la fin du moyen âge en Suisse est le développement de la souveraineté territoriale des villes, qui, mieux qu'ailleurs, réussirent à profiter de la ruine économique des dynastes féodaux pour étendre leurs possessions. C'est ainsi que les biens des comtes de Thierstein furent absorbés par les villes de

1. On ne lira pas sans quelque surprise la singulière défense de l'historicité des traditions nationales du Grütli et de G. Tell. Après s'être beaucoup étendu sur les premiers siècles, l'auteur passe assez rapidement sur le xvi^e et ne consacre pas dix pages au xviii^e.

2. G. Meyer von Knonau, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Heinrich IV. und Heinrich V.*; t. I-VI (1056-1116). Leipzig, Duncker et Humblot, in-8°.

3. H. Simonsfeld, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Friedrich I.*; t. I (1152-1158). Leipzig, Duncker et Humblot, 1908, in-8°. — Sur la politique de l'empereur Charles IV dans les diocèses de la Suisse occidentale, voir D. Muratore, *L'Imperatore Carlo IV nelle terre Sabaude nel 1365 e il vicariato imperiale del conte Verde*, dans *Mem. della R. Accademia delle scienze di Torino*, série II, t. LVI (1906), p. 159-215.

4. Dans ce sens, voir deux articles de M. J. Hürlimann dans le *Zuger Neu-jahrsblatt* de 1905 et de 1906 et un article de M. H. Herzog dans la *Schweiz. Monatsschrift für Offiziere aller Waffen* de 1906. On y trouvera cités les auteurs qui placent la bataille à une certaine distance de l'extrémité sud du lac. — Dans le t. III de sa *Geschichte der Kriegskunst* (1906), M. H. Delbrück a traité de l'histoire militaire des Suisses et donné un récit des principales batailles, de Morgarten à Nancy.

Bâle, de Soleure et de Berne, dont les appétits rivaux se les disputèrent pendant plus d'un siècle. Les péripéties de ce partage ont été retracées par M. Roth¹; elles expliquent l'enchevêtrement actuel des territoires de ces trois cantons dans le Jura.

C'est sur les champs de bataille des guerres de Bourgogne, de Souabe et d'Italie que les Suisses ont conquis la situation politique dont ils jouissent en Europe au commencement du xvi^e siècle. Leurs victoires sont dues surtout à la valeur de leur infanterie. Il est donc naturel de parler ici de la belle étude de M. Escher sur l'*Infanterie suisse au XV^e et au commencement du XVI^e siècle*². Des facteurs divers, d'ordre social et politique, l'expérience acquise dans les guerres nationales et au service étranger ont fait alors du fantassin suisse le modèle, parfois même l'instructeur des armées européennes. M. Escher suit dans leur marche progressive l'organisation militaire des Suisses, l'armement, les formations et la tactique de leur infanterie, qui n'ont pas toujours été ce que nous les dépeignent Machiavel et les autres théoriciens du xvi^e siècle. Il s'applique à rattacher à l'histoire militaire générale cette évolution dont la bataille de Marignan marque le point final³. A ce moment et grâce surtout aux progrès de l'artillerie, la tactique de l'infanterie isolée et de l'arme blanche, qui était par excellence celle des Suisses, dut céder le pas à la tactique supérieure des armes combinées.

Novare et Dijon, ces deux noms résument l'histoire de l'année 1513, à laquelle M. GAGLIARDI a consacré un important volume⁴. Les Suisses sont à l'apogée de leur puissance politique et militaire. Maîtres de Milan, où ils ont installé Maximilien Sforza, ils ne se contentent plus du rôle de mercenaires, mais aspirent à prendre place parmi les puissances européennes. A la journée de Novare, dont l'auteur fait un récit vivant et très étudié, ils écrasent l'armée de La Trémoille (6 juin). Trois mois plus tard, ils envahissent le sol de la France, mais leur offensive vient se briser sous les murs de Dijon⁵.

1. C. Roth, *Die Auflösung der Tiersteinischen Herrschaft*. Bâle, impr. Gasser, 1906, in-8°, 178-4 p.

2. H. Escher, *Das schweizerische Fussvolk im 15. und im Anfang des 16. Jahrhunderts*, dans le *Neujahrsblatt der Feuerwerker-Gesellschaft in Zürich*, années 1905-1907, in-4°, 47-55-35 p.

3. Voir colonel P. v. Cleric, *Der Kampf zwischen den Eidgenossen und König Franz I. von Frankreich um Mailand, 1515. Schlacht bei Marignano*. Frauenfeld, Huber, 1905, in-8°, 71 p. et cartes.

4. E. Gagliardi, *Novara und Dijon. Höhepunkt und Verfall der schweiz. Grossmacht im 16. Jahrhundert*. Zürich, Leemann, 1907, in-8°, vi-346-xiv p.

5. L'auteur montre combien sont peu fondées les accusations de vénalité lancées contre les chefs de l'armée suisse à cause de leur retraite précipitée.

Ces deux campagnes mettent en évidence les défauts de l'organisation militaire des Suisses : le manque d'une unité de direction, l'indiscipline et l'anarchie qui succédaient trop souvent aux superbes élans de l'héroïsme. Ces défauts existaient au même degré dans l'organisation politique des Confédérés. Celle-ci, en permettant à chaque canton de poursuivre ses intérêts particuliers, plaçait les Suisses en état d'infériorité vis-à-vis des états centralisés qui les entouraient et devait entraver toute politique extérieure nationale. M. Gagliardi a fait une ample moisson de documents inédits dans les archives de la Suisse et dans la riche collection de copies d'originaux formée à Paris et en Italie par les Archives fédérales. Il a utilisé ces matériaux avec une sagacité et un talent qui font bien augurer du jeune érudit.

L'histoire de l'avoyer fribourgeois Guillaume Arsent¹, capitaine au service du roi François I^{er}, montre l'influence pernicieuse que le service à l'étranger exerçait sur les mœurs privées comme sur la vie publique des Suisses. Pour se faire payer la solde qui lui était due, il eut recours aux pires moyens et finit sur l'échafaud comme un vulgaire bandit. — M^{lle} FEYLER a étudié très consciencieusement les relations de la maison de Wurtemberg avec la Confédération pendant la première moitié du xvi^e siècle². La conduite des cantons à l'égard du duc Ulric, chassé de ses états en 1519, est une des premières applications du principe de la neutralité suisse. Le schisme confessionnel n'est pas étranger à cette attitude nouvelle. Comment n'aurait-il pas influé sur la politique extérieure des confédérés alors qu'il jetait le trouble le plus profond dans leurs relations intérieures? Dans les bailliages communs, dont plusieurs cantons se partageaient la souveraineté, la lutte des deux partis engendra une situation très difficile et donna lieu à d'innombrables conflits³.

Melchior Lussi, d'Unterwalden, a été, pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, le magistrat le plus influent de la Suisse primitive. Représentant des Cinq cantons à la dernière session du concile de Trente, d'un dévouement inaltérable à l'Eglise romaine et étroitement lié avec le cardinal Borromée, il prit part à toutes les mesures en faveur de la réforme catholique et de l'exécution des décrets du

1. E. Schaub, *Wilhelm Arsen's Fehde mit Franz I, 1533-1539*, à la suite du *Bericht der Realschule zu Basel, 1906-1907*. Bâle, impr. Frehner, 1907, in-4°, 36 p.

2. A. Feyler, *Die Beziehungen des Hauses Württemberg zur schweiz. Eidgenossenschaft in der ersten Hälfte des XVI. Jahrhunderts*. Zurich, impr. Mül-ler et Werder, 1905, in-8°, xi-415 p.

3. Voir J.-I. Höchle, *Geschichte der Reformation und Gegenreformation in der Stadt und Grafschaft Baden bis 1535*. Zurich, impr. Kobold-Lüdi, 1907, in-8°, 207 p.

concile. M. FELLER¹ a écrit sur la première partie de la vie de cet homme d'État un excellent volume, où il fait grand usage des copies de documents étrangers réunies par les Archives fédérales, et qui contient une peinture vivante des mœurs politiques suisses du xvi^e siècle. — On doit à M. FAZY² un récit captivant des deux années de guerre que Genève soutint, de 1589 à 1591, contre le duc Charles-Emmanuel de Savoie. Mal secondée par la France, qui l'avait poussée à la guerre, momentanément abandonnée par ses alliés les Bernois, la République fut à deux doigts de sa perte et ne se sauva qu'à force d'héroïsme et de sacrifices.

Nous devons nous borner à rappeler la continuation de l'*Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés* par M. Ed. ROTT. La *Revue historique* (t. XCIII, p. 340) a déjà rendu compte du tome III, où sont exposées les multiples négociations relatives à la première période de l'affaire de la Valteline (1610-1616). Mais il convient d'insister ici sur l'immense service que cet ouvrage, basé sur le dépouillement d'innombrables pièces d'archives, rend à l'histoire suisse, qu'il apprend à envisager et à connaître dans ses relations avec l'histoire générale de l'Europe³. — L'occupation de la Savoie par la France pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg (1690-1696) fit peser lourdement sur Genève le joug de Louis XIV⁴. La diplomatie française s'opposa à l'établissement d'un résident anglais dans la cité protestante, et celle-ci ne dut de conserver son indépendance qu'à l'appui efficace de ses alliés de Berne et de Zurich. A Ryswick, Genève fut pour la première fois mentionnée dans un traité européen comme membre du corps helvétique.

Les deux volumes que M. G. GAUTHEROT a publiés sur la Révolu-

1. R. Feller, *Ritter Melchior Lussy von Unterwalden, seine Beziehungen zu Italien und sein Anteil an der Gegenreformation*; t. I. Stans, von Matt, 1906, in-8°, iv-233-x p. — Le même, *Das savoyische Bündniss, 1577, dans Festgabe der allgem. geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz dargeboten vom Histor. Verein des K. Bern*. Berne, Grunau, 1905, in-8°, p. 51-96 (met en lumière la division de la Confédération en deux groupes confessionnels et les intrigues des ambassadeurs étrangers).

2. H. Fazy, *Genève et Charles-Emmanuel I^{er} (1589-1591)*. Genève, Atar, 1909 [1908], in-8°, vii-522 p. On regrettera que l'auteur ait eu presque exclusivement recours aux sources de provenance genevoise.

3. Voir F. Pieth, *Die Feldzüge des Herzogs Rohan im Veltlin und in Graubünden*. Berne, Wyss, in-8°, xx-170 p. (cf. *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 117). — A. Giussani, *Il Forte di Fuentes, episodi e documenti di una lotta secolare per il dominio della Valtellina*. Come, Nani, 1905, in-8°, xii-448 p.

4. L. Joos, *Die politische Stellung Genfs zu Frankreich und zu Bern und Zürich in den Jahren 1690-1697*. Teufen, Theurer, 1906, in-8°, iv-160 p.

tion française dans l'ancien évêché de Bâle ont, eux aussi, été déjà analysés et appréciés ici même (t. XCIX, p. 404), en même temps que sa publication sur les *Relations franco-helvétiques de 1789 à 1792*¹.

L'émigration suisse, déterminée par l'invasion française de 1798 et par le bouleversement politique qui en fut la conséquence, n'a eu ni l'importance ni surtout la durée de l'émigration royaliste de France. Elle n'en méritait pas moins l'étude très complète que M. BURCKHARDT² lui a consacrée en mettant à contribution de nombreuses archives de Suisse et de l'étranger. Au point de vue militaire, les régiments soldés par l'Angleterre ne jouèrent qu'un rôle secondaire dans les campagnes de 1799 et de 1800. Au point de vue politique, les chefs des émigrés se trouvèrent entièrement dépendants des puissances étrangères qui ne voyaient dans la restauration de l'ancien régime en Suisse qu'un but secondaire de leur politique. Ils réussirent à provoquer en Suisse, par des émissaires, une série de soulèvements, bientôt réprimés faute d'une entente générale. Mais ils restèrent sans grande influence sur le mouvement de réaction qui fut, dès la fin de 1799, l'œuvre du parti fédéraliste en Suisse. Les mesures successives d'amnistie que le gouvernement helvétique prit en 1800 et en 1804 marquent la fin de l'« émigration » suisse³.

HISTOIRE DES INSTITUTIONS. — Les articles de revue que M. CARO a réunis en volume⁴ ont trait au régime de la propriété dans les pays alémaniques du nord-est de la Suisse. En se basant surtout sur la précieuse collection des chartes de Saint-Gall, l'auteur montre que la classe des petits propriétaires libres s'est beaucoup mieux maintenue à travers l'époque carolingienne qu'on ne l'admettait jusqu'ici; puis il reconstitue l'organisation domaniale de quelques établisse-

1. Sur l'époque révolutionnaire dans l'ancien évêché de Bâle, on peut consulter aussi le *Journal de F.-J. Guétat, 1791-1802* (Délémont, Boéchat, 1906, in-8°, xiv-788 p.), ou, si l'on manque de temps pour lire le témoignage véridique, mais un peu trop copieux, de ce bourgeois de Porrentruy, l'article que M. V. Rossel a consacré à cette publication dans la *Bibliothèque universelle* d'août 1906, t. XLIII, p. 297-320.

2. F. Burckhardt, *Die Schweiz. Emigration, 1798-1801*. Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1908, in-8°, viii-532 p.

3. Pour les premiers temps de l'Helvétie, mentionnons encore une bonne étude de détail : F. Vischer, *Der Kanton Basel von der Auflösung der Nationalversammlung bis zum Ausbruche der zweiten Koalitionskrieges (april 1798-märz 1799)*. Bâle, Wittmer, 1905, in-8°, xiv-264 p.

4. G. Caro, *Beiträge zur älteren deutschen Wirtschafts- und Verfassungsgeschichte*. Leipzig, Veit, 1905, in-8°, vii-132 p.

ments monastiques, — abbaye de Saint-Gall, collégiale et abbaye des dames de Zurich, — du x^e au $xiii^e$ siècle. — De son côté, M. BEYERLE¹ a poursuivi ses études sur l'origine et le développement du domaine et des droits de justice des évêques de Constance dans le comté et la petite ville d'Arbon, en Thurgovie. — M. RENNEFAHRT² ne s'est pas contenté de retracer, au point de vue juridique et avec beaucoup de méthode, le sort de l'« Allmend » dans le Jura bernois, du moyen âge à nos jours, et les transformations successives des droits exercés sur les communaux ; il a écrit en même temps un excellent chapitre d'histoire économique en montrant le rôle que les communaux ont joué dans l'organisation rurale et dans le développement de la culture de cette région. — M. BRANGER a étudié l'origine et la condition juridique des « Walser »³ et l'organisation des florissantes communautés que ces colons du Haut-Valais fondèrent au $xiii^e$ siècle dans les Grisons, où ils mirent en valeur les hautes vallées, privées jusqu'alors de culture, d'après les méthodes apportées de leur pays natal. L'accroissement trop rapide des habitants du Haut-Valais paraît être la véritable cause de cette émigration, plutôt que le motif invoqué en première ligne par l'auteur : l'ambition des dynastes rhétiens de développer les relations commerciales à travers les Alpes.

Le grand nombre des lacs de la Suisse a assuré de tout temps à l'industrie de la pêche une place importante dans la vie économique de ce pays. Mentionnons ici deux monographies du droit de pêche dans les lacs de Constance et de Lucerne⁴.

Le droit dont la ville de Fribourg en Suisse fut dotée vers 1470 par Bertold IV de Zaeringen a exercé une grande influence sur le

1. K. Beyerle, *Grundherrschaft und Hoheitsrechte des Bischofs von Konstanz in Arbon*, 2^{de} partie, dans *Schriften des Vereins für die Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung*, t. XXXIV (1905), p. 25-146, avec de nombreux documents inédits ; — *Ergebnisse einer alamannischen Urbarforschung*, dans *Festgabe für F. Dahn*, 1^{re} partie. Breslau, 1905, in-8°, p. 65-128 ; — voir enfin un article du même dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, nouv. sér., t. XXII (1907), en réponse à certaines critiques formulées par M. Caro.

2. H. Rennefahrt, *Die Allmend im Berner Jura*. Breslau, Marcus, 1905, in-8°, 231 p.

3. E. Branger, *Rechtsgeschichte der freien Walser in der Ostschweiz*. Berne, Stämpfli, 1905, in-8°, viii-177 p. — Sur cette même question, voir deux articles cités ici même, t. C, p. 222.

4. F. Stoffel, *Die Fischereiverhältnisse des Bodensees*. Berne, Stämpfli, 1906, in-8°, xvi-362 p. — V. Winiker, *Die Fischereirechte am Vierwaldstättersee*. Berne, Stämpfli, 1908, in-8°, xii-155 p.

droit municipal de la Suisse occidentale. M. ZEHNTBAUER¹ a publié le texte, récemment retrouvé, des franchises concédées en 1271 par la maison d'Aarberg-Neuchâtel aux bourgeois des deux châteaux d'Arconciel et d'Illens, voisins de Fribourg. Ces franchises sont la reproduction presque intégrale du droit fribourgeois connu sous le nom de *Handfeste* (1249). — M. WELTI² a soumis à une comparaison minutieuse ce dernier texte et les diverses franchises dérivées du droit de Fribourg en Suisse, dont la plus ancienne est celle du bourg savoyard de Flumet (1228). Suivant lui, la *Handveste* n'est que la transcription, sous forme d'acte solennel, d'un rouleau qui contenait le droit dont la ville jouissait vers le milieu du XIII^e siècle; cet acte serait un faux, rédigé probablement en 1277; enfin, le texte que nous en possédons ne remonterait lui-même qu'à l'année 1288. — Il a paru quelques bons travaux sur la constitution de villes suisses au moyen âge³.

Les archives de Bâle possèdent des séries très complètes de documents sur l'administration financière de cette ville pendant la dernière partie du moyen âge. Au moment d'en entreprendre la publication, M. HARMS s'est décidé à faire paraître à part l'étude préliminaire qu'il a faite de la *Politique monétaire de la ville de Bâle au moyen âge*⁴.

Nous avons annoncé jadis la publication, par M. H. WARTMANN, d'un document fort intéressant pour l'histoire des relations commerciales entre la Suisse et la France au XVII^e siècle⁵. — M. LERCH a retracé l'activité de la Chambre bernoise du commerce au XVIII^e⁶.

1. R. Zehntbauer, *Die Stadtrechte von Freiburg im Uechtland und Arconciel-Illens*. Innsbruck, Wagner, 1906, in-8°, xxxvi-159 p. — Pour faciliter la comparaison, l'auteur fait précéder le texte de 1271 de celui de la *Handveste*; tous deux ne sont pas exempts d'erreurs de lecture.

2. F.-E. Welti, *Beiträge zur Geschichte des älteren Stadtrechtes von Freiburg im Uechtland*. Berne, Stämpfli, 1908, in-8°, 136 p.

3. H. Glitsch, *Beiträge zur älteren Winterthurer Verfassungsgeschichte*. Winterthur, Hostet, 1906, in-8°, vi-93 p. — H. Werner, *Verfassungsgeschichte der Stadt Schaffhausen im Mittelalter*. Schaffhouse, impr. Schoch, 1907, in-8°, viii-276 p. — E.-S. Sulger-Büel, *Verfassungsgeschichte der Stadt Stein am Rhein*, dans *Schriften des Vereins für die Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung*, t. XXXVII (1908), p. 103-171.

4. B. Harms, *Die Münz- und Geldpolitik der Stadt Basel im Mittelalter*. Tubingue, Laupp, in-8°, xii-254 p. — Du même, *Die Steuern und Anleihen im öffentlichen Haushalt der Stadt Basel, 1361-1500*, dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1907, p. 627-681.

5. H. Wartmann, *J. Hochreutiners Gesandtschaftsbericht (1663-1664)*. Saint-Gall, impr. Honegger, 1906, in-8°, 156 p. Voir *Rev. hist.*, t. XCII, p. 224.

6. E. Lerch, *Der Bernische Kommerzienrat im XVIII. Jahrhundert*. Tubingue, Laupp, 1908, in-8°, vi-160 p.

Créée en 1687, elle avait pour objet de relever la situation économique du pays en développant l'industrie. Mais, soit qu'on en eût fait une commission gouvernementale et non la représentation des milieux commerciaux et industriels, soit parce que l'influence des physiocrates concentra bientôt sur l'agriculture l'intérêt général, les résultats obtenus par la politique économique du gouvernement furent peu considérables. — On doit à M. KÜNZLE¹ une thèse intéressante sur *l'Industrie cotonnière dans le canton de Zurich depuis l'origine, au XV^e siècle, jusqu'à la création des fabriques*. — Rappelons aussi le mémoire de M. B. DE CÉRENVILLE sur le *Système continental et la Suisse de 1803 à 1813*².

L'ouvrage de M. Th. CURTI, *le Referendum, histoire de la législation populaire en Suisse*, a été traduit en français³. — La « *Lands-gemeinde* » de Schwyz⁴, qui s'est maintenue jusqu'en 1848, a été l'objet d'une étude détaillée, utile complément du travail d'ensemble de Ryffel sur la « *Landsgemeinde* » en Suisse paru en 1904. — Citons encore deux bonnes monographies de l'histoire du droit public et privé dans le pays de Gaster (canton de Saint-Gall) et dans le Haut-Simmenthal (Oberland bernois)⁵.

M. BINDSCHIEDLER a consacré au droit d'asile des églises et aux asiles séculiers en Suisse⁶ un volume très documenté et fort intéressant. Le récit des nombreux conflits de juridiction dont l'auteur a retrouvé la trace, surtout à partir du x^e siècle, permet de suivre les phases de la réaction qui se produit dès ce moment contre les abus de l'asile. Toutefois, la Réforme ne réussit pas tout d'abord à abolir le droit d'asile, et, dans les villes protestantes, plus d'un asile sur-

1. E. Künzle, *Die Zürcherische Baumwollenindustrie von ihren Anfängen bis zur Einführung des Fabrikbetriebes*. Zurich, impr. Rosenberger, 1906, in-8°, III-84 p.

2. Lausanne, Payot, 1906, in-8°, 345 p. Voir *Rev. hist.*, t. XCII, p. 447.

3. Par J. Ronjat, édition revue et augmentée par l'auteur. Paris, Giard, 1905, in-8°, VIII-372 p. — Voir C. Hilty, *Das altbernische Referendum und seine Bedeutung für die moderne Welt*, dans *Politisches Jahrbuch der Schweiz*, 1906, p. 211-347.

4. X. Schnüriger, *Die Schwyzer Landsgemeinde*. Schwyz, impr. Triner, 1906, 133 p.

5. E. Gnür, *Rechtsgeschichte der Landschaft Gaster*. Berne, Stämpfli, 1905, in-8°, XII-396 p. — L.-S. von Tscharnier, *Rechtsgeschichte des Obersimmenthales bis zum Jahre 1798*. Berne, Stämpfli, 1908, in-8°, XVI-455 p. — On doit à M^{lle} H. Hasenfratz un tableau des institutions politiques et administratives des bailliages communs de Thurgovie à la fin de l'ancien régime : *Die Landgrafschaft Thurgau vor der Revolution von 1798*. Frauenfeld, Huber, 1908, in-8°, v-216 p.

6. R.-G. Bindschedler, *Kirchliches Asylrecht (Immunitas ecclesiarum localis) und Freistätten in der Schweiz*. Stuttgart, Enke, 1906, in-8°, VIII-406 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen* du prof. Stutz, à Bonn, fasc. 32 et 33).

vécurent assez longtemps à la sécularisation des couvents. Mais, peu à peu, l'asile religieux dut battre en retraite devant les progrès du pouvoir public. Les cantons catholiques eux-mêmes n'acceptèrent pas sans peine les bulles pontificales du ^{xvi}^e et du ^{xviii}^e siècle, qui codifièrent le droit d'asile en le restreignant progressivement. Pour mettre fin aux contestations inextricables auxquelles ce droit donnait lieu, surtout dans les bailliages communs, la Diète chercha vainement à le régler. Il fallut le triomphe des idées nouvelles, avec le régime de l'Helvétique, pour amener la suppression tacite et définitive de cette antique institution. — L'otage conventionnel a joué lui aussi, dans la vie publique et privée du moyen âge et jusqu'en plein ^{xviii}^e siècle, un rôle considérable. M. LECHNER¹ a écrit, d'une manière très complète et avec méthode, l'histoire de cette curieuse coutume d'après les documents suisses.

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE. — Bien que le mémoire de M. GUYER sur les documents chrétiens de la Suisse antérieurs à l'an 1000² ait avant tout un intérêt archéologique, il faut le recommander à tous ceux qu'intéresse le problème des origines des églises suisses et de leur développement pendant le haut moyen âge³. — Ce problème est depuis longtemps l'objet des études de M. BESSON. Aux *Recherches sur les origines des évêchés de Genève, Lausanne, Sion et leurs premiers titulaires jusqu'au déclin du VI^e siècle*, que nous avons annoncées jadis (t. XCH, p. 446), vient de s'ajouter un nouveau volume sur l'histoire du diocèse de Lausanne de 534 à 888⁴. Durant cette période, le nombre des évêques dont l'existence est prouvée ne s'élève qu'à huit. M. Besson fixe la chronologie de ces évêchés et réunit, pour chacun d'eux, les rares faits dont on a connaissance. Il recherche les traces de l'influence des moines de Condat et de Luxeuil dans le diocèse. Enfin, il étudie, avec beaucoup de sens critique et de finesse, les traditions relatives à l'ermite jurassien saint Himier, qui vécut au ^{vii}^e ou au ^{viii}^e siècle, et dont la biographie lui paraît remonter au ^{ix}^e⁵. — Le chanoine J.-G. MAIER a entrepris la

1. A. Lechner, *Das Obstagium oder die Giseltschaft nach Schweiz. Rechtsquellen*. Berne, Stämpfli, 1906, in-8°, xvi-228 p.

2. S. Guyer, *Die christlichen Denkmäler des ersten Jahrtausends in der Schweiz*. Leipzig, Dieterich, 1907, in-8°, xiii-115 p. et 17 pl.

3. E.-A. Stückelberg, *Geschichte der Reliquien in der Schweiz.*, t. II. Bâle, 1908, in-8°, viii-193 p. et 9 pl. (Publications de la Société suisse des traditions populaires). — Sur le t. I, voir *Rev. hist.*, t. LXXIX, p. 238.

4. M. Besson, *Contribution à l'histoire du diocèse de Lausanne sous la domination franque (534-888)*. Fribourg, impr. Fragnière, 1908, in-8°, 207 p.

5. E. Dupraz, *la Cathédrale de Lausanne, étude historique*. Lausanne, Sack, 1906, in-8°, 608 p. (monographie très complète de l'église et du chapitre).

publication d'une *Histoire de l'évêché de Coire*¹ sur laquelle nous aurons à revenir.

La fondation du couvent bénédictin de Saint-Jean à Münster, dans les Grisons, au pied du passage de l'Umbrail, qui fut autrefois une importante voie de communication alpestre, remonte au ix^e siècle; une tradition ancienne l'attribue à Charlemagne. Les recherches récentes de MM. ZEMP et DURRER² ont confirmé cette antiquité; elles ont amené la découverte de toute une série de monuments de sculpture et de peinture murale, dont les plus anciens, spécimens remarquables de l'art lombard carolingien, paraissent dater de l'an 800 environ. — L'influence de Cluny s'est exercée très fortement dans la Suisse occidentale au x^e et au xi^e siècle. Non seulement les grands abbés de l'ordre, Maieul, Odilon, Hugue, ont entretenu des rapports étroits avec les derniers rois de Bourgogne, Conrad et Rodolphe III, et avec leurs successeurs les empereurs allemands, mais ils ont déployé (Odilon surtout) une grande activité personnelle pour assurer le développement des maisons qui leur étaient confiées ou dont ils ont provoqué la création : Romainmotier, Payerne, Saint-Victor de Genève, pour ne citer que les principales. Aussi l'étude que le P. EGGER³ vient de consacrer aux maisons de Cluny dans cette partie de la Suisse présente-t-elle un vif intérêt pour l'histoire religieuse de ce pays et pour l'histoire de l'ordre lui-même, car elle fait comprendre, par l'exemple de ce qui s'est passé dans cette région, comment l'autorité de Cluny s'est propagée dans le début, puis transformée par suite d'une centralisation croissante.

Pour la période de la Réforme, il y a peu de chose à ajouter aux publications de sources mentionnées plus haut. Nous avons signalé en son temps l'intéressant mémoire de M. Th. DE QUERVAÏN⁴ sur l'organisation de l'Eglise réformée bernoise, et la *Revue historique* a longuement parlé (t. XC, p. 354) du t. III du *Jean Calvin* de M. E. DOUMERGUE.

1. J.-G. Maier, *Geschichte des Bistums Chur*; t. I, livr. 1-7. Stans, von Matt, 1907-1909, in-8°, p. 1-448.

2. J. Zemp et R. Durrer, *le Couvent de Saint-Jean à Munster dans les Grisons* (trad. franç. par W. Cart), dans *les Monuments de l'art en Suisse*, nouv. sér., n° 5 et 6. Genève, Atar, 1906 et 1908, in-4°, 66 p. et pl. XXVI-XLV.

3. B. Egger, *Geschichte der Cluniacenser-Klöster in der Westschweiz bis zum Auftreten der Cisterzienser*. Fribourg-en-Suisse, Gschwend, 1907, in-8°, XIV-252 p.

4. Th. de Quervain, *Kirchliche und soziale Zustände in Bern unmittelbar nach der Einführung der Reformation (1528-1536)*. Berne, Grunau, 1906, in-8°, xvi-288 p. Voir *Rev. hist.*, t. XCH, p. 222.

HISTOIRE CANTONALE ET LOCALE. — Il faut placer ici deux des ouvrages les plus importants que nous ayons à signaler dans ce Bulletin. Tous deux permettent d'apprécier le profit que la synthèse historique retire aujourd'hui du patient labeur des érudits qui, depuis environ cinquante ans, travaillent à mettre au jour des matériaux d'histoire et à en déterminer la valeur. L'un est la remarquable *Geschichte der Stadt Basel*, due à M. R. WACKERNAGEL et dont il a déjà été rendu compte aux lecteurs de la *Revue* (t. XCIV, p. 448). L'autre, moins littéraire, mais aussi solidement documenté, est une *Histoire de la ville et du canton de Zurich*, dont M. DÄNDLIKER, l'auteur d'une des meilleures histoires de la Suisse, vient de faire paraître le commencement¹. Ce volume s'étend des origines à l'année 1400 et comporte deux parties : la première, consacrée à l'histoire de la ville, de ses origines, de sa constitution, de son accession à la Confédération (1351) et du rôle éminent qu'elle y joua dès le début ; la seconde, à l'histoire des pays destinés à former le territoire du canton. Dans l'une et dans l'autre, le développement des institutions, de la vie sociale et économique, religieuse et littéraire tient une large place. Dans la seconde, l'auteur, qui a beaucoup travaillé à élever en Suisse le niveau scientifique de l'histoire locale², s'est appliqué à mettre en relief les traits essentiels de cette histoire, ceux par lesquels elle sert utilement l'histoire générale.

Tout autre est le caractère d'une série de monographies sur Berne, où M. DE RODT³ a cherché à reconstituer de siècle en siècle la physionomie de la puissante cité de l'Aar, qui occupe une si grande place dans l'histoire de la Suisse. L'illustration, bien choisie, complète heureusement ces petits tableaux. — L'ouvrage de M. MERZ sur les châteaux et les fortifications urbaines du moyen âge en Argovie n'intéresse pas seulement l'archéologie. La richesse et la précision de l'information historique, les recherches documentaires sur les familles qui ont possédé ces vieilles murailles, sur les armoiries et les sceaux des familles et des villes, les tableaux généalogiques, les

1. K. Dändliker, *Geschichte der Stadt und des Kantons Zürich*; t. I. Zurich, Schulthess, 1908, in-8°, VIII-405 p.

2. Voir de lui : *Ortsgeschichte und historische Heimatkunde in Wissenschaft und Schule, ihre Methode und Hilfsmittel*. Zurich, Schulthess, 1897, in-8°, IV-113 p.

3. Ed. de Rodt, *Bern im XIII. und XIV. Jahrhundert*; — *Bern im XV. Jahrh.*; — *Bern im XVI. Jahrh.*; — *Bern im XVII. Jahrh.*; — *Bern im XVIII. Jahrh.*; — *Bern im XIX. Jahrhundert*. Berne, Schmid et Francke, 1898-1907, 6 vol. in-8°, 183, 182, 156, 144, 143 et 128 p.

plans et l'illustration font de ce livre l'un des meilleurs recueils d'histoire locale qui ait paru récemment en Suisse¹.

Mentionnons enfin la première partie d'une monographie complète du château de Chillon par M. NAEF², qui dirige depuis 1895, avec une compétence remarquable, les travaux entrepris pour la restauration de ce monument. En s'appuyant simultanément sur les résultats de l'exploration archéologique et sur le dépouillement des comptes détaillés des châtelains savoyards et bernois qui se sont succédé à Chillon, M. Naef est parvenu à reconstituer l'histoire des différentes parties du château. C'est à la chambre des comtes et des ducs de Savoie, créée en 1257 par le comte Pierre II et habitée depuis lors par ses successeurs jusqu'au pape Félix V, qui séjourna à Chillon en 1442, que ce premier volume est consacré. Grâce à la valeur scientifique et artistique de l'illustration, à la clarté et aux précisions du texte, il évoque tout un passé et permet de replacer dans le milieu où ils ont vécu une longue série de personnages historiques. C'est à ce titre (puisque l'archéologie n'est pas de notre ressort) que nous le signalons ici, nous réservant de revenir plus longuement sur le volume suivant, qui contiendra l'histoire générale du château.

VICTOR VAN BERCHEM.

1. W. Merz, *Die mittelalterlichen Burganlagen und Wehrbauten des K. Argau*. Aarau, Sauerländer, 1906 et 1907, 2 vol. in-4°, XII-10-714 p.

2. A. Naef, *Chillon*; t. I : *la Camera domini*. Genève, 1908, in-4°, VIII-178-LVI p. (illustration de la maison F. Boissonnas et C^{ie}, à Genève).

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

MOYEN ÂGE.

(Publications des années 1905 et 1906; fin¹.)

HISTOIRE DES INSTITUTIONS. — L'exposé d'ensemble de l'histoire des institutions allemandes que nous offre M. HEUSLER² est mieux qu'un simple manuel; en replaçant les institutions dans leur cadre historique, l'auteur a su écrire un petit livre plein de vie. Il s'est attaché plus spécialement aux institutions du moyen âge ou même à certaines questions sur lesquelles il avait des vues personnelles à exprimer, ce qui ne va pas sans entraîner quelque disproportion dans l'exposé, mais ce qui nous vaut des remarques ingénieuses et suggestives. Toutes ne sont pas également indiscutables; et l'on peut ne pas se ranger au parti de l'auteur quand il accepte les « importantes conséquences » (p. 40) du livre de M. Rübel (*Die Franken*, 1904) sur la colonisation des Francs dont les conclusions ont universellement été rejetées. Les pages consacrées à l'époque germanique sont un peu maigres³.

D'après M. KRAMMER⁴ lui-même, il ne faut voir dans son ouvrage qu'un travail préparatoire à une histoire juridique du Collège des électeurs. Les transformations que subirent l'élection et l'intronisation des rois y sont traitées séparément, ce qui n'est pas pour faciliter la lecture du volume. Voici cependant quelques-unes des conclusions auxquelles est arrivé l'auteur. Tandis qu'au temps des empereurs saliens le nouveau souverain, pour marquer sa prise de possession du pouvoir, montait, à Aix-la-Chapelle, sur le trône de Charlemagne, au XII^e et au XIII^e siècle nous assistons à une véritable intronisation du roi par les électeurs qui l'ont nommé. L'auteur y voit l'expression symbolique et juridique de la volonté du corps électoral

1. Voir *Rev. hist.*, t. C, p. 127-154.

2. Andreas Heusler, *Deutsche Verfassungsgeschichte*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1905, in-8°, x-298 p.

3. Pour les institutions de cette époque, il suffira de rappeler ici que M. Brunner a donné une nouvelle édition, entièrement refondue, du t. I de sa *Deutsche Rechtsgeschichte* (cf. *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 215).

4. Mario Krammer, *Wahl und Einsetzung des deutschen Königs im Verhältnis zu einander*. Weimar, Böhlau, 1905, in-8°, xiv-112 p. (*Quellen u. Studien zur Verfassungsgesch. des deutschen Reiches*, publ. p. K. Zeumer; t. I, fasc. 2.)

tout entier. Cette intronisation, qui était liée au couronnement du monarque, disparaît à la fin du XIII^e siècle. L'archevêque de Cologne, chargé du couronnement, chercha alors par tous les moyens à assurer à cette dernière cérémonie une importance décisive. Mais, lors de l'élection de 1308, ses adversaires réussirent à remplacer l'intronisation de l'élu par son élévation sur l'autel de la cathédrale de Francfort. Dans cette pratique, dont il attribue l'initiative à l'archevêque de Trèves Baudouin, frère de l'empereur Henri VII, M. Krammer se refuse à voir, comme le faisait M. Rieger (*Die Altarsetzung der deutschen Könige*, 1885), un acte de notification au peuple de la décision du collège électoral; il ne veut y reconnaître qu'une cérémonie d'investiture empruntée sans doute au cérémonial des élections ecclésiastiques. Mais, — et ce sera encore une initiative de Baudouin, — la transposition en matière d'élection royale des principes directeurs des élections canoniques devait avoir une bien autre importance. En effet, si le candidat qui, par une procédure régulière, réunissait sur son nom la majorité des électeurs devenait *ipso facto* le souverain légal, les doubles élections n'étaient désormais plus possibles; l'élection, — au détriment du couronnement, — prenait d'une manière durable la place décisive. C'était un acheminement vers la Bulle d'or.

C'est par une étude très approfondie que M. von Below¹ nous fait connaître son opinion sur les théories qui se sont fait jour dans ces quarante dernières années chez les juristes et les historiens pour expliquer au point de vue historique l'introduction du droit romain en Allemagne. A l'opinion que la force croissante de l'État et l'absolutisme grandissant auraient imposé le droit romain au peuple, M. von Below objecte que le droit romain pénétra en Allemagne (et, en réalité, cette pénétration était même déjà achevée à ce moment dans ses grandes lignes) avant que le régime absolu ne se constituât. D'ailleurs, les princes ne trouverent pas chez les juristes, dans la mesure où on l'a prétendu, des artisans dociles de leurs tendances absolutistes. La théorie, chère principalement à J. Janssen, que le peuple aurait opposé une résistance unanime à l'introduction de ce droit étranger et qu'il aurait poursuivi les juristes d'une haine universelle doit être également à peu près écartée. D'autre part, contre ceux qui considèrent les bourgeois des villes comme les premiers et les plus décidés partisans du droit romain, M. von Below

1. Georg von Below, *Die Ursachen der Rezeption des römischen Rechts in Deutschland*. München et Berlin, R. Oldenbourg, 1905, in-8°, XII-166 p. (*Histor. Bibliothek*, t. XIX.)

démontre que des villes très importantes et politiquement indépendantes, telles que certaines villes hanséatiques (Lübeck en premier lieu), opposèrent une vive résistance au droit étranger. De cette constatation et d'autres considérations du même genre, l'auteur conclut à l'impossibilité de défendre désormais l'opinion émise par Stobbe (*Geschichte der deutschen Rechtsquellen*, 1860-64), à la suite de Savigny, que ce serait l'insuffisance du droit allemand qui aurait surtout provoqué l'introduction du droit romain. Parmi les causes qui ont entraîné cette introduction, M. von Below place tout d'abord l'étude du droit romain; ce n'est pas de l'application pratique qu'est sortie l'étude savante, mais bien au contraire cette dernière qui a précédé l'autre et favorisé ses débuts. Et M. von Below démontre plus clairement qu'on ne l'avait fait jusqu'ici que la pénétration du droit romain dans la jurisprudence a été particulièrement accélérée par la pratique de la Chambre impériale de justice. Enfin, ce n'est pas l'inaccessibilité, mais la diversité du droit allemand qui explique le succès du droit romain plus uniforme et plus commode. Le morcellement du droit allemand a son origine dans le morcellement politique, et c'est dans la faiblesse du pouvoir impérial allemand que M. von Below découvre la raison la plus profonde de l'introduction du droit étranger.

L'histoire des communes allemandes retient depuis des années l'attention de nombreux savants. Par suite, grouper dans un vaste exposé d'ensemble le résultat de toutes les recherches faites jusqu'à ce jour est évidemment un travail attirant et qui porte en lui-même sa récompense. Mais le livre de M. PREUSS¹, si son titre semble promettre un semblable exposé, est loin de répondre à l'attente des historiens. On constate avec regret que 100 pages à peine sont consacrées aux communes du moyen âge et que l'auteur passe souvent sans s'y arrêter à côté de questions du plus haut intérêt. On trouvera néanmoins dans ce volume de bonnes remarques dans les deux chapitres qui traitent de la croissance des villes et de l'apogée et de la décadence des communes.

M. RIETSCHEL consacre un livre excellent à l'histoire des communes². D'après l'opinion dominante, le burgrave (tout au moins

1. Hugo Preuss, *Die Entwicklung des deutschen Städtewesens*, t. I : *Entwicklungsgeschichte der deutschen Städteverfassung*. Leipzig, Teubner, 1906, in-8°, xii-379 p.

2. Siegfried Rietschel, *Untersuchungen zur Geschichte der deutschen Städteverfassung*; t. I : *Das Burggrafentum und die hohe Gerichtsbarkeit in den deutschen Bischofsstädten während des früheren Mittelalters*. Leipzig, Veit et C^o, 1905, in-8°, xii-344 p.

dans maintes villes épiscopales) était, de par sa fonction, le détenteur régulier des droits comtaux et en particulier des droits de haute justice. Sans doute, on avait remarqué que le pouvoir comtal manquait à beaucoup d'entre eux; mais on s'en tirait en les qualifiant de « prétendus burgraves ». Or, M. Rietschel établit que la fonction de burgrave n'avait rien à voir avec le pouvoir de haute justice. Lorsqu'un burgrave en est investi, ce n'est pas en tant que burgrave, mais à raison d'une autre fonction (par exemple celle de « gaugrave ») qu'il cumule avec celle de burgrave. Cette dernière lui confère uniquement des attributions militaires : celles de commandant de place forte. Tels sont les résultats importants auxquels l'auteur est arrivé par une étude approfondie des documents relatifs à chacune des villes épiscopales de Souabe, d'Allemagne, de Bavière, de Franconie et de Saxe. Et comme il a eu l'occasion de dire son mot sur le développement du droit de justice dans les villes qui ne possédaient pas de burgraves, son livre présente un intérêt considérable pour l'histoire de toutes les villes épiscopales du ^x^e au ^{xii}^e siècle. Notons encore en passant que, suivant M. Rietschel, les seules villes dans lesquelles se rencontrent, au début du ^{xiii}^e siècle, des burgraves comme commandants de place sont Ratisbonne (dès le ^x^e siècle), Mayence, Cologne, Trèves, Magdebourg (première moitié du ^{xi}^e siècle), Augsbourg, Würzburg et Strasbourg (deuxième moitié du ^{xi}^e siècle), Spire, Utrecht et Worms (commencement du ^{xii}^e siècle), ce qui, selon lui, prouverait que seules ces onze villes, dans toute l'étendue du territoire de langue allemande, étaient entourées de murs avant la fin du ^{xi}^e siècle. Et ce serait seulement à l'époque de Frédéric I^{er}, c'est-à-dire à une date très postérieure à celle qui était acceptée jusqu'ici, que l'habitude se serait généralisée de fortifier ainsi les villes.

L'origine des communes dans le margraviat de Misnie, le Pleissnerland et le pays de Bautzen, pour lesquels le ^{xii}^e siècle marqua un fort accroissement du nombre des colons allemands et, par suite, une non moins grande extension de la civilisation, tel est le sujet traité par M. KRETZSCHMAR¹. Les villes de ce territoire ne sont pas sorties des communautés rurales existantes; ce sont des fondations autonomes. L'établissement de nouveaux marchés ne se rattache pas aux burgs (*urbes*) ni aux prolongements des burgs que constituent les faubourgs (*suburbia*). Topographiquement et juridiquement, ils sont différents les uns des autres. C'est à leurs côtés que les nouvelles

1. Joh. R. Kretzschmar, *Die Entstehung von Stadt u. Stadtrecht in den Gebieten zwischen der mittleren Saale und der Lausitzer Neisse*. Breslau, Marcus, 1905, in-8°, x-168 p. (*Gierkes Untersuchungen*, fasc. 75.)

fondations se dressent. L'ancienne *urbs* est toujours et le *suburbium* est le plus souvent en dehors des murs de la ville, et tous deux restent sous le droit commun provincial alors que les nouvelles villes, dès l'origine, possèdent leur droit particulier. Plus tard, le *suburbium* disparaîtra, le plus généralement par fusion avec la ville nouvelle. Parmi les multiples recherches de détail qui font le prix de ce livre, mentionnons celles sur la Misnie (p. 79 et suiv.) et sur l'origine de la ville de Leipzig (p. 404-439).

HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — L'étude des origines et du développement des associations industrielles à l'intérieur des villes a récemment repris une activité nouvelle à la suite de l'ouvrage de M. Keutgen, *Ämter und Zünfte* (1903). Le livre que nous présente aujourd'hui M. HARTMANN¹ sur les associations d'artisans d'Hildesheim au moyen âge est une contribution diligente et consciencieuse à cet ordre de recherches. Quelques-unes des associations de cette ville remontent jusqu'au dernier tiers du XII^e siècle. Toutefois, ce n'est qu'au XIV^e siècle qu'elles commencent à prendre un développement considérable et général. M. Hartmann rejette à son tour, pour Hildesheim, la théorie réfutée surtout par M. G. von Below, puis par M. Keutgen, d'après laquelle les corporations tireraient leur origine du *Hofrecht*. Les associations d'artisans, — à Hildesheim, le terme même de « corporation » n'apparaît pas, — ne sont point sorties de la cour féodale de l'évêque. Pour l'auteur comme pour d'autres savants, c'est dans l'organisation des marchés qu'il faut chercher cette origine, dans la distribution des emplacements qui rapprochaient côte à côte les comptoirs des marchands de chaque catégorie. Toutefois, l'auteur n'apporte aucune preuve certaine à l'appui de ses affirmations. Dès les premiers temps de l'autonomie communale, l'accès du Conseil fut ouvert aux associations d'artisans. Aussi, ce ne fut pas pour obtenir cette prérogative qu'ils eurent à lutter, mais seulement pour se faire attribuer une représentation corporative légale au sein du Conseil. La deuxième partie de l'opuscule de M. Hartmann traite de l'organisation, de l'importance économique et du caractère religieux des associations d'artisans et présente un vif intérêt pour l'histoire communale.

Pour Fribourg-en-Brigau, le XV^e siècle fut une époque de véritable décadence économique, telle est la très intéressante conclusion des recherches auxquelles M. FLAMM² s'est livré avec une critique péné-

1. Moritz Hartmann, *Geschichte der Handwerkkerverbände der Stadt Hildesheim im Mittelalter*. Hildesheim, Lax, 1905, in-8°, 89 p. (*Beiträge für die Geschichte Niedersachsens und Westfalens*, fasc. 1.)

2. Hermann Flamm, *Der wirtschaftliche Niedergang Freiburgs im Breisgau und die Lage des städtischen Grundeigentums im XIV. u. XV. Jahrhundert*. Karlsruhe, Braunsche Hofbuchdruckerei, 1905, in-8°, VIII-180 p.

trante et un jugement très sûr. Parmi les causes de cette décadence figurent en premier lieu, nous dit l'auteur, les agissements des maisons princières de la région, dont la puissance allait grandissante et qui, par la création de marchés nouveaux, restreignaient de plus en plus la zone rurale des débouchés de la cité. Mais si la crise fut aussi forte et aussi longue, la responsabilité en retombe avant tout sur l'égoïste politique économique des corporations qui, depuis la fin du ^{xiv}^e siècle, refoulaient de plus en plus les patriciens, les capitalistes, et, depuis 1470, détenaient même seules toute la puissance politique entre leurs mains. La deuxième partie, dans laquelle M. Flamm nous décrit la situation de la propriété foncière à Fribourg, contient dans son introduction des discussions d'une portée générale sur les revenus fonciers dans les villes du moyen âge. Sur ce terrain, l'auteur prend nettement position contre la manière de voir de M. Sombart (*Der moderne Kapitalismus*, t. I, 1902), d'après laquelle, à la fin du moyen âge, les grandes fortunes étaient avant tout d'origine foncière. Quoi qu'il en soit, la conclusion que l'historien tirera du livre de Flamm n'est pas douteuse. Il établit qu'au ^{xv}^e siècle, dans une assez grande cité du Haut-Rhin, la misère économique fut profonde et que ce n'est qu'au cours du siècle suivant que la situation subit une amélioration sensible. N'est-ce pas un nouveau démenti à la théorie si facticement échafaudée par J. Janssen d'après laquelle, lorsqu'éclata, au début du ^{xvi}^e siècle, la révolution sociale, cette dernière aurait surpris presque partout le peuple allemand encore plongé dans les délices d'une vie économique presque idyllique ?

Le travail étendu de M. Bothe¹ sur les impôts directs de la ville de Francfort jusqu'au commencement du ^{xvii}^e siècle est sorti d'études préliminaires à une histoire de la révolte de Fettmilch, qui troubla si violemment Francfort de 1612 à 1614. La recherche des causes économiques de ce mouvement a conduit l'auteur à une étude minutieuse de l'ancien système d'impôts de Francfort depuis le moyen âge. Pendant cette période, le système d'impôts à Francfort a pour base la propriété, aussi bien la propriété foncière que la propriété mobilière. Seulement, c'est du taux du revenu proprement dit que l'on partait pour établir la valeur imposable réelle des biens immobiliers, la fortune productive constituant seule la base de la matière directement imposable; par suite, la fortune mobilière se trouvait la plus imposée. Ce système persista jusqu'à la fin du ^{xv}^e siècle. Mais c'est

1. Friedrich Bothe, *Die Entwicklung der direkten Besteuerung in der Reichsstadt Frankfurt bis zur Revolution 1612-1614*. Leipzig, Duncker u. Humblot, 1906, in-8°. XLIII-304 et 215 p. d'appendices. (*Staats- und Sozialwissenschaftliche Forschungen herausg. von Schmoller und Sering*, Band 26, Heft 2.)

le côté social des impositions qui a particulièrement retenu l'auteur. Les rôles d'impôt lui fournissent l'occasion d'un aperçu sur le chiffre de la population et sur la répartition de la fortune publique ainsi que sur les rapports entre les professions et les impositions. De ces instructives recherches, rappelons au moins ici un des principaux résultats. Au début du xv^e siècle, les différences de fortune sont loin d'être aussi marquées que vers la fin du xv^e ; à cette époque (en 1475), les plus riches, qui paient à eux seuls plus de la moitié des impôts, ne constituent plus que 3 % du nombre des imposables (le double en 1354), et le nombre des pauvres ou de ceux qui n'ont aucune fortune est bien plus grand que cent ans auparavant. Mais, depuis la fin du xv^e siècle, par suite de la politique financière du Conseil et du développement économique, le poids des impôts s'apaisant encore plus lourdement sur les moins fortunés, ainsi que le démontre en détails le copieux chapitre intitulé « Politique financière et situation sociale » (p. 167-282). Les appendices, dont les éléments sont tirés des archives de Francfort, se rapportent en grande partie à la fin du moyen âge. Ils consistent en rôles d'impôts (le plus ancien est de 1354), relevés des fortunes privées, réclamations en matière d'impôt, arrêtés relatifs aux fraudes en cette même matière, tableau comparatif du taux des impositions en diverses années; en un mot, on y trouve une véritable mine de documents précieux pour l'histoire administrative et sociale de la cité. Quelques pages (xxxiii-xxxix) sont également consacrées à la théorie visée plus haut de M. Sombart. M. Bothe s'élève contre les généralisations excessives de M. Sombart, mais reconnaît cependant qu'à Francfort la grande propriété foncière (surtout celle qui était située dans la ville même) a effectivement joué un rôle dans la constitution des grandes fortunes.

On peut citer également, comme intéressant au point de vue de l'histoire économique, le livre de M. Hoops¹, où l'on trouvera plus d'un aperçu nouveau sur la situation agricole de l'ancienne Germanie. Un chapitre spécial est consacré à la place occupée par l'agriculture dans la vie économique des temps primitifs (p. 483-533). Tout en écartant sans hésitation la théorie du nomadisme, qui, d'ailleurs, ne rencontre plus de partisans parmi les historiens, il arrive à cette conclusion qu'il est possible de trouver des traces de l'existence de Germains sédentaires et agriculteurs même plusieurs siècles avant notre ère. À l'aide de la philologie et de la préhistoire, il cherche à déterminer avec précision le degré de perfectionnement technique qu'avait

1. Johannes Hoops, *Waldbäume und Kulturpflanzen im germanischen Altertum*. Strassburg, Trübner, 1905, in-8°, xvi-789 p. et 1 pl.

pu atteindre l'agriculture chez les Germains primitifs (p. 499 et suiv.). Il faut cependant remarquer que, dans ses explications sur la charrue des anciens Germains, l'auteur semble un peu trop oublier le caractère hypothétique des conclusions auxquelles les recherches dont il s'autorise l'avaient amené. En ce qui concerne la phrase célèbre de Jules César sur l'agriculture des Germains, M. Hoops s'associe, en s'appuyant sur quelques raisons en partie nouvelles, à l'opinion de ceux qui regardent le système des changements périodiques de résidence et de champs comme une conséquence de l'état de guerre. Il montre que le passage où Tacite dépeint la vie agricole chez les Germains ne suppose nullement que cette vie était pour eux chose nouvelle. C'était, au contraire, chez eux, depuis longtemps l'état normal, interrompu seulement dans quelques tribus au temps des guerres de César.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE. — C'est au premier rang des travaux sur l'histoire de la constitution de l'Église qu'il convient de placer le manuel de M. WERMINGHOFF¹. Une synthèse de ce genre peut paraître hasardée à un moment où des études de détails commencent à peine à être publiées; mais l'auteur était lui-même préparé par une longue pratique des textes. Le premier volume de son ouvrage, qui en doit compter deux, traite d'abord de la situation de l'Église dans l'empire romain, puis de son organisation dans les états germaniques de la Méditerranée et en Gaule. Ce sujet constitue, en somme, l'entrée en matière de celui qui fait l'objet du livre. Aussi, est-il traité en quelques paragraphes succincts et généraux qui font d'autant mieux ressortir la minutie avec laquelle sont retracées les conditions de l'Église franque. Le chapitre qui y est consacré, et à un degré encore supérieur celui qui traite des rapports de l'État et de l'Église du x^e au xv^e siècle, — ce dernier occupe la majeure partie du volume, — non seulement est une bonne mise en œuvre de l'énorme littérature du sujet, mais repose presque partout sur une étude directe des sources originales. C'est avec raison que M. Werminghoff insiste jusque dans ses plus petits détails sur les circonstances qui marquèrent le développement de la puissance terrienne des principautés ecclésiastiques dans l'empire. Dans le chapitre qu'il y consacre, — je signalerai particulièrement la soigneuse étude des avoueries (p. 224 et suiv.), — et en maint autre passage il apporte des remarques neuves et suggestives. En tout cas, et pour conclure, constatons que, par la richesse de son con-

1. Albert Werminghoff, *Geschichte der Kirchenverfassung Deutschlands im Mittelalter*; t. I. Hannover et Leipzig, Hahn, 1905, in-8°, vii-301 p.

tenu, la clarté de l'exposition et ses copieuses références, l'ouvrage de M. Werminghoff constitue un très bon manuel.

Le deuxième volume de l'ouvrage de M. SOMMERLAD¹ sur l'activité économique de l'Église allemande ne mérite sans doute pas l'accueil nettement défavorable qu'avait reçu le premier (1904) de la part du public compétent. Mais il faut bien convenir que le sujet indiqué par le titre n'est traité que d'une manière fort incomplète et parfois même très superficielle. Ce qui tient le plus de place dans ce livre, c'est l'étude de la politique religieuse et économique des rois carolingiens et des Ottons. L'assertion de l'auteur qu'il n'entrait point dans ses intentions de nous donner un travail particulier d'histoire économique ne saurait pas plus dissimuler les lacunes de l'ouvrage que l'affirmation de son caractère philosophico-économique ne pourrait nous réconcilier avec ses considérations outrées, pour ne pas dire presque fantaisistes, sur l'importance de l'augustinisme dans l'histoire économique. Cependant, on trouve, chemin faisant, des enseignements utiles et des aperçus qui parfois ne sont pas dénués d'intérêt. Ainsi, il est évident que le tableau de la politique économique et sociale de Charlemagne repose sur une consciencieuse étude des sources. De même, l'exposé de sa politique religieuse, mais il faut bien néanmoins convenir que, sur ce point, les jugements de l'auteur ne sont pas toujours heureux. Une connaissance très étendue de la littérature du sujet, de nombreuses citations des documents et une table fort bien faite de ces documents, par ordre de matières, rendront d'ailleurs ce livre d'un usage profitable.

M. A. Hauck avait déjà mis en évidence la grande importance du décret de l'évêque Burchard de Worms pour la connaissance de la situation religieuse et sociale de l'Allemagne au début du XI^e siècle. Le récent ouvrage de M. KÖNIGER² vient confirmer ces vues. Après une étude critique très soignée du texte même et de ses sources, l'auteur nous donne un tableau d'une précision méticuleuse des droits, des devoirs et des conditions de la vie du clergé en lui-même et de ses rapports avec les fidèles et avec la papauté. On y voit à quel degré

1. Theo Sommerlad, *Die wirtschaftliche Tätigkeit der Kirche in Deutschland*; t. II : *Die wirtschaftliche Tätigkeit der deutschen Kirche in der Zeit des erwachenden Staatsgedankens bis zum Aufkommen der Geldwirtschaft*. Leipzig, J. J. Weber, 1905, in-4°, xiii-315 p.

2. Albert Michael Köninger, *Burchard I von Worms und die deutsche Kirche seiner Zeit (1000-1025). Ein kirchen- und sittengeschichtliches Zeitbild*. München, Lentner, 1905, in-8°, xii-244 p. (*Veröffentlichungen aus dem kirchenhistorischen Seminar München*, II, 6.)

d'indépendance l'Église allemande avait atteint et combien contraires aux prétentions de la curie romaine étaient les conceptions de l'évêque Burchard.

C'est une monographie des rapports entre les communautés villageoises et les curés, d'après les sentences judiciaires, que contient le livre de M. KÜNSTLE¹. La situation du curé au double point de vue religieux et politique, ainsi que ses relations avec la paroisse (dans les communes seigneuriales comme dans les communes libres), est l'objet d'une première partie générale. Une deuxième partie, plus spéciale, traite de la nomination des droits et des devoirs religieux et sociaux et de la situation matérielle des curés.

Beaucoup de soin et beaucoup d'ordre, telles sont les qualités premières du livre que M. KISKY² a consacré à la question des conditions sociales auxquelles appartenaient les membres des chapitres cathédraux de Cologne, Mayence et Trèves aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, c'est-à-dire à une époque où les distinctions de classes commençaient à s'affirmer et où l'organisation des chapitres était achevée. Il montre que le chapitre de Cologne³ se composait alors presque exclusivement de nobles, et surtout même de membres de la haute noblesse, à tel point que, dans la seconde moitié du ^{xv}^e siècle, sur 424 nouveaux élus, 47 seulement sont de simples barons. Par contre, à Mayence et à Trèves, la qualité de chevalier suffit. A Mayence, les chevaliers (*ministeriales*) constituent les deux tiers de la totalité du chapitre; le nombre des comtes est de 88, les barons sont seulement 20. A Trèves, sur 378 chanoines, la moitié est composée de chevaliers; comtes et barons se balancent. Mais une trentaine de pages suffisaient à épuiser la question de condition des chanoines; aussi, la plus grande partie du livre consiste en listes des membres de ces trois chapitres. Ces derniers sont tour à tour rangés suivant la date de leur entrée au chapitre, puis par familles, suivant l'ordre alphabétique, enfin l'auteur donne une liste des dignitaires par ordre chronologique de succession. Malheureusement, tout en recourant dans les autres parties de son livre aux sources d'archives, M. Kisky a

1. F. X. Künstle, *Die deutsche Pfarrei und ihr Recht zu Ausgang des Mittelalters, auf Grund der Weistümer dargestellt*. Stuttgart, Enke, 1905, xvi-106 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, publ. p. U. Stutz, fasc. 20.)

2. Wilhelm Kisky, *Die Domkapitel der geistlichen Kurfürsten in ihrer persönlichen Zusammensetzung im 14. u. 15. Jahrhundert*. Weimar, Böhlau, 1906, in-8°, x-197 p. (*Quellen u. Studien der Verfassungsgeschichte des deutschen Reiches*, publ. p. K. Zeumer; t. I, fasc. 3.)

3. Cf., à ce sujet, G. Kantenich, dans le *Neues Archiv*, t. XXXII (1907), p. 240 et suiv., et Kisky, *Ibid.*, p. 504 et suiv.

cru pouvoir se contenter, pour Mayence, de consulter les documents imprimés, et leurs lacunes, leurs erreurs (j'ai pu, pour ma part, en constater d'assez graves) ont ainsi passé dans son livre.

L'Allemagne du moyen âge est la terre classique des associations. La « fraternitas exulum » ou « fraternitas advenarum » est un des fruits de cette poussée sur le sol germanique. M. E. VON MÖLLER¹ a consacré tout un petit volume, nourri de faits, à ces confréries de « frères de miséreux ». Ces confréries s'employaient à s'occuper des étrangers pauvres, des différentes catégories de pèlerins et des clercs errants. Au moyen d'aumônes, plus rarement par l'institution d'auberges, ils venaient en aide à ces « miséreux ». Mais, avant tout, ils prenaient soin du salut de l'âme et de la dépouille mortelle des étrangers décédés. Il est vrai que le souci de leur propre personne en vint peu à peu à former le seul sujet de leurs plus actives préoccupations. En beaucoup d'endroits, ces confréries possédaient des autels particuliers. Leur nombre va croissant au XIV^e siècle. D'après les recherches de M. von Möller, — qui, à ce point de vue du moins, ne peuvent être considérées comme définitives, — elles se répandirent surtout dans les pays saxons et le Brandebourg. Dans l'Allemagne occidentale, on ne les rencontre en certain nombre que sur le Rhin moyen.

F. VIGENER.

1. E. von Moeller, *Die Elendenbrüderschaften. Ein Beitrag zur Geschichte der Fremdenfürsorge im Mittelalter*. Leipzig, Hinrichs, 1906, in-8°, 176 p.

CORRESPONDANCE.

A PROPOS DES TARIFS DE LA LOI SALIQUE.

Mon cher confrère, ami et directeur,

Je ne suis pas un spécialiste en matière de droit franc et je ne me permettrais pas de discuter la théorie exposée par M. F. Ricci dans l'avant-dernier numéro de la *Revue historique* (« Note sur les tarifs de la loi salique ») si elle ne risquait d'atteindre par contre-coup les opinions jusqu'à présent admises au sujet d'autres législations, et en particulier des législations grecques archaïques, qui présentent avec la loi salique la plus frappante analogie. Je citerai comme exemple les lois de Gortyne. Là aussi nous trouvons une longue énumération de faits dommageables ou délictueux se résolvant en une condamnation pécuniaire, ἄτα, fixée, dans presque tous les cas, à une somme d'argent déterminée. Nulle part il n'est dit expressément que le bénéficiaire de cette condamnation soit la partie lésée plutôt que l'État. M. Ricci soutiendra-t-il donc qu'à Gortyne également il s'agit non de compositions, mais d'amendes, et que les dommages-intérêts, eux, étaient laissés à l'appréciation du juge? Ce serait logique, et pourtant une pareille thèse irait non seulement contre le sentiment unanime des savants, mais encore contre l'évidence des textes lus sans parti pris. Un seul exemple (*Premier code*, § 15, *Inscr. juridiques grecques*, t. I, p. 371) : « Si la femme (divorcée) emporte quelque chose appartenant à son mari, elle payera 5 statères et elle restituera en nature ce qu'elle aura emporté... Si un tiers s'est rendu complice, il paiera 10 statères et restituera l'objet au double. » Paiement et restitution vont sûrement au mari, et, chose curieuse, quand il y a un complice, ce n'est pas seulement l'indemnité en argent qui est doublée, mais encore la restitution. — D'autre part, dans certains cas (même recueil, p. 394 et 404), la mention des dommages-intérêts est suivie de ces mots : καὶ θέμην πόλι, « et il paiera l'amende à la cité » sans que le montant de cette amende soit précisé. Ici donc, les choses se passent exactement à l'opposé de ce que suppose M. Ricci : la composition est fixe (tantôt une somme d'argent, tantôt un multiple de la valeur de l'objet volé ou détérioré), l'amende est ou arbitraire ou dans une proportion constante (mais inconnue) avec le dommage.

Est-il admissible, étant donné le grand air de famille de tous ces vieux codes, que les choses se soient passées autrement chez les Francs? Il faudrait des arguments plus décisifs que ceux de M. Ricci pour m'en convaincre. Encore une fois, je n'ai pas qualité pour discuter le

mot à mot des textes; voici toutefois deux ou trois objections qui s'imposent. P. 313 : « La réserve introduite dans presque tous les articles (il s'agit d'articles visant une atteinte à la propriété), *excepto capitale et dilatura*, confirme cette manière de voir. Il n'y aurait évidemment pas lieu de prévoir en sus le remboursement du principal et des dommages (*est-ce bien là le sens de DILATURA?*) si la somme mentionnée représentait une composition, c'est-à-dire, par définition(?), une indemnité compensatrice. » Les textes de Gortyne que j'ai rappelés montrent, au contraire, qu'il n'y a rien de plus usuel que le cumul de la composition en argent avec la restitution et même la restitution au double. De plus, il semble que la formule *excepto capitale*, etc., telle qu'elle figure dans les articles visés (par exemple t. II, § 5), n'aurait aucun sens si précisément l'« amende » et la restitution n'allaient à la même personne; il faut traduire « indépendamment du remboursement du principal, etc. » Semblablement, dans le t. XVII, § 4 (blessure au ventre), *solidos XXX culp. jud. praeter medicatura sol. V*, le mot *praeter* n'est pas compréhensible si l'indemnité fixe de 30 sous et l'indemnité spéciale pour soins médicaux ne profitent pas l'une et l'autre à la victime. M. Ricci s'étonne (p. 37) que l'homme qui a eu commerce, sans violence, avec une fille libre (t. XXV, § 2) puisse être condamné à une composition de 45 sous. « On voit mal cette *puella conveniens* recevant ses 45 *solidi* d'indemnité. » La *puella*, soit, mais où M. Ricci voit-il que ce soit nécessairement elle le bénéficiaire? Bien plus probablement, c'est sa famille, le parent, quel qu'il soit, qui l'a dans son *mundium*. Et ici encore la vieille loi crétoise offre un parallèle exact (§ 10, p. 359 du *Recueil*) : « Si quelqu'un tente d'avoir commerce avec une fille libre et qu'un parent le surprenne, il paiera 10 statères, s'il y a un témoin qui déclare le fait. »

Oserai-je ajouter que le même système exactement apparaît dans le code d'Hammourabi? A part les crimes qui entraînent mort ou mutilation, tous les délits ou dommages « privés » se résolvent en une condamnation pécuniaire fixe, tantôt d'une somme d'argent déterminée, tantôt d'un multiple du dommage causé, et toujours au profit de la partie lésée.

Mais on m'accusera sans doute de m'aventurer *supra crepidam*. Tout ce que j'ai voulu indiquer, c'est que la loi salique, interprétée comme le veut M. Ricci, constituerait un *unicum* entre les législations primitives. Partout ailleurs, c'est le tarif fixe qui est la règle, l'amende *ad libitum* l'anomalie.

Croyez-moi votre dévoué.

Théodore REINACH.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

ERNST BERNHEIM. *Lehrbuch der historischen Methode und der Geschichtsphilosophie*; 5^e et 6^e éd. Leipzig, Duncker et Humblot, 1908. In-8°, x-842 pages.

L'intérêt porté, en ces dernières années, à la fois par les philosophes et par les historiens à toutes les questions qui touchent aux caractères de l'histoire en tant que science, à ses rapports avec les autres disciplines¹, aux procédés d'investigation, de critique et de mise en œuvre dont use l'historien explique suffisamment le succès obtenu par l'excellent manuel de M. Bernheim. Le voici qui reparait en une cinquième édition, considérablement augmenté, puisqu'il compte 60 pages de plus que dans l'édition précédente parue en 1903. L'ouvrage est resté cependant conforme à lui-même. Ennemi des idéologies creuses, historien de métier, M. Bernheim évite autant que possible les spéculations pures. Son livre est, avant tout, une analyse très fouillée de la méthode historique, et les exemples topiques qu'il donne à l'appui de ses dires rendent immédiatement claire et, pour ainsi dire, palpable chacune de ses explications; en outre, comme il retrace à grands traits l'histoire même de la science historique, comme il donne, pour chacune des opérations auxquelles l'historien doit se livrer (recherche des documents, critique externe puis interne de ces documents, confrontation et interprétation des textes, combinaison et mise en œuvre), des renseignements bibliographiques, très suffisants d'ordinaire pour fournir un premier aperçu des ressources dont le travailleur dispose, son manuel est l'introduction aux études historiques la plus approfondie qui existe jusqu'ici.

Dans cette nouvelle édition, l'auteur a fait effort pour utiliser et signaler toutes les publications qui avaient pu lui échapper en 1903 ou qui ont vu le jour depuis lors. Pour les chapitres purement théoriques, — sur la nature de l'histoire en tant que science, notamment, — M. Bernheim a apporté au texte de la quatrième édition des complé-

1. Signalons, à ce propos, la publication, sur l'initiative de M. P.-F. Thomas, d'un volume sur *La méthode dans les sciences* (Paris, Alcan, 1909, in-16, iv-412 p.), dû à la collaboration d'un certain nombre de spécialistes. Le chapitre sur la méthode en histoire (p. 319-362) a été écrit par M. Gabriel Monod. Les historiens auront profit également à lire le chapitre : *Sociologie et sciences sociales* par M. Émile Durckheim (p. 259-285). L'auteur y indique brièvement, mais avec une clarté parfaite, quels sont et quels doivent être les rapports de l'histoire et de la sociologie.

ments très notables ; mais la partie méthodologique du volume a également profité de cette revision. M. Bernheim nous permettra cependant de lui signaler le caractère insuffisant et souvent arriéré de certaines de ses indications bibliographiques : par exemple, en ce qui touche les publications de notre Académie des inscriptions et belles-lettres (p. 267), dont le *Recueil des historiens de France* et l'*Histoire littéraire* sont loin de représenter toute l'activité. Parmi les collections de textes publiées en France (ibid.), une mention était bien due à la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire* ; parmi celles qui sont publiées en Italie (p. 268), il faudrait au moins signaler la refonte du recueil de Muratori. P. 269, parmi les instituts étrangers de Rome publiant des recueils de documents, on s'étonne de ne pas voir citée l'École belge. La bibliographie des périodiques donnée p. 272-273 abonde en erreurs, en indications périmées et devrait être singulièrement complétée, surtout pour l'histoire ancienne qui n'est, pour ainsi dire, pas représentée. Cette remarque s'applique aussi, en partie, aux renseignements donnés sur les instruments bibliographiques (p. 271 et suiv.), surtout en ce qui concerne la France. Enfin, pour l'histoire des études historiques, il eût été bon de signaler et d'utiliser l'importante introduction d'Auguste Molinier au tome V des *Sources de l'histoire de France* (1904).

On pourrait facilement allonger cette liste de *desiderata* ; mais, en insistant sur ces imperfections de détail, nous craindrions de donner au lecteur une idée fautive du livre de M. Bernheim, où la bibliographie n'est et ne peut être que l'accessoire, et qui, par ailleurs, a été mis au courant avec un soin et une conscience tout à fait remarquables.

LOUIS HALPHEN.

E. REICH. *General history of western nations from 5000 B. C. to 1900 A. B.* ; I. *Antiquity*. Londres, Macmillan, 1908. 2 vol. in-8°, xxvi-485 et x-478 pages.

Cette histoire, qui paraît destinée à avoir de grandes dimensions, est l'œuvre très originale et parfois très amusante d'un amateur qui ne cache pas son mépris pour les historiens de profession. Les deux premiers volumes, après une longue introduction sur la méthode, traitent des peuples d'Orient (t. I, p. 101-187), de la Grèce (t. I, p. 189-485), de Rome jusqu'à l'invasion des Barbares (t. II). Un compte-rendu détaillé ne rendrait aucun service aux lecteurs de la *Revue* ; tout l'intérêt du travail est dans les réflexions personnelles de l'auteur et les remarques de détail semées dans l'exposé des faits¹.

L'idée fondamentale (illustrée par un long développement très amusant sur le cas de Lycurgue) est que l'histoire des nations occidentales

1. La bibliographie (t. I, p. 91-96) est établie avec une inexpérience manifeste. Les notes sont aussi souvent des digressions que des références.

a pour base « vingt à trente faits généraux » et que le rôle de l'historien consiste à « découvrir la cause réelle, c'est-à-dire le facteur humain..., le motif psychologique caché sous chacun des faits généraux ». Les « professeurs officiels d'histoire » ont discrédité cette recherche en inculquant le mépris des idées et des théories. Leur méthode, qui consiste dans la « pure lecture des sources », ne leur donne pas « l'intuition (*insight*) des vraies causes des institutions et des événements ». C'est une méthode de « professeurs, c'est-à-dire de bureaucrates »; elle repose sur le même principe que « la méthode inquisitoriale » inventée par les juges de profession; « la preuve *per indicia*, c'est-à-dire supposition arbitraire »; c'est ainsi qu'on arrive à nier l'existence de Lycurgue; « l'accusé, en ce cas Lycurgue, seul est pressé, harcelé, brusqué ou flatté... Lycurgue est un mythe. M^{me} Friedl est une sorcière. Cela doit être prouvé, est prouvé, ne peut qu'être vrai, car l'amour-propre du juge l'exige ».

La vraie méthode doit être *comparative* (M. Reich veut « faire pour l'histoire ce que Bichat a fait pour l'anatomie, Bopp et Pott pour la linguistique, Savigny pour le droit romain »). Elle est psychologique et se sert de l'analogie avec le présent; « le jeu des motifs dans les institutions » ne peut être compris que par « l'observation personnelle des *processus* actuels de ce jeu historique de forces »; de sorte que « la connaissance des institutions » exige « des voyages étendus et l'étude des types variés de la civilisation moderne ». Au nom de cette méthode, l'auteur nous expose la différence radicale entre les États *music* (comme Sparte ou l'Angleterre) qui vivent suivant la coutume et dont le caractère tient à l'éducation et aux tendances des individus, et les États *apotelestic* (comme Athènes ou les États bureaucratiques de l'Europe), dont les institutions sont créées par des règles et dirigées par des fonctionnaires. La méthode exige aussi qu'on tienne compte des « causes *geo-politiques* » ou « conditions géographiques » de chaque pays, de l'action des pays étrangers, de « la *production* et *distribution* de la richesse », des « relations entre l'homme et la femme », de « la *personnalité* historique ». Elle avertit qu'on ne trouvera dans les sources que des renseignements incomplets, qu'il faudra employer des « procédés indirects » qui sont des « conclusions psychologiques », que l'évolution et la race ne suffisent pas à tout expliquer. Peut-être cette méthode est-elle moins inconnue des « historiens de la chaire » que M. Reich ne semble croire.

Ch. SEIGNOBOS.

Georg CARO. *Soziale und Wirtschaftsgeschichte der Juden im Mittelalter und der Neuzeit*. T. I. Leipzig, Fock, 1908. In-8°, xv-514 pages. (Collection des *Schriften, herausgg. von der Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaft des Judentums*.)

Un travail d'ensemble sur la situation économique et sociale des

Israélites au moyen âge et dans les temps modernes nous faisait encore défaut. On n'avait guère étudié jusqu'ici que les luttes qu'ils durent soutenir pour sauvegarder leur liberté et leur existence même et l'histoire de leur développement religieux et littéraire. Cette lacune est comblée, en partie, par M. Caro. Je dis en partie, car, faute de savoir l'hébreu, l'auteur n'a malheureusement pu utiliser les textes écrits en cette langue, et notamment les Décisions des rabbins concernant les questions de rites et de cérémonies, où il eût trouvé de nombreux détails sur la vie et les mœurs des Israélites.

L'ouvrage de M. Caro n'en présente pas moins un très grand intérêt. Pour ce premier volume, qui conduit le lecteur jusqu'à la fin du moyen âge, M. Caro a dû faire œuvre de tous points neuve et originale, les travaux préparatoires faisant presque entièrement défaut. Il a rassemblé les renseignements épars dans des centaines d'historiens, de publications documentaires et de registres, avec une diligence digne d'éloge, et il les a soumis à une critique systématique. Les résultats auxquels il arrive sont très dignes d'attention. Il a pu constater que les Israélites du moyen âge ne furent pas que des trafiquants et des usuriers. En Orient, où ils étaient dix fois plus nombreux qu'en Occident, nous les trouvons propriétaires fonciers, agriculteurs, pêcheurs, artisans, industriels. En Europe même, s'ils ont joué un rôle important comme intermédiaires en matière de commerce international pendant les premiers cinq siècles du moyen âge, ils durent y renoncer par la suite, de sorte qu'on ne saurait prétendre qu'ils se soient alors rendus odieux par leur domination commerciale. D'autre part, ce ne fut qu'en Angleterre, en France et en Allemagne, et seulement à partir du ^{xii}e ou du ^{xiii}e siècle, qu'on les amena à monopoliser le commerce de l'argent, ce qu'on appelait alors l'*usure*. En Espagne et en Italie, les Israélites furent plutôt cultivateurs, artisans, industriels et médecins que commerçants ou banquiers; et même en Allemagne et en France, ils restèrent longtemps vignerons et meuniers.

Les Juifs d'Occident ne durent qu'au fanatisme les persécutions terribles qu'ils eurent à subir à l'époque des premières croisades. M. Caro le prouve documents en mains. Il montre, contrairement à l'opinion communément admise et encore récemment soutenue, que nulle part on ne combattait les Juifs en tant qu'usuriers, en tant qu'opresseurs, mais en tant qu'infidèles et qu'ennemis du Christ. Ceux qui les attaquèrent n'étaient pas leurs compatriotes; ils n'avaient pas partagé leur vie; ils ne les connaissaient pas. Les hommes au milieu desquels ils vivaient les défendirent même souvent. Et ce qui prouve que le fanatisme religieux fut la cause de leur persécution, c'est qu'on les chassa alors de beaucoup de villes de l'Italie septentrionale, où ils ne pratiquèrent cependant ni le commerce ni l'*usure*.

Le livre de M. Caro est le livre d'un véritable historien. Il est présenté d'une manière attrayante et écrit d'un style sobre, mais élégant. Il est regrettable seulement que la lacune que nous avons signalée dans

l'étendue de sa documentation lui enlève le caractère de travail définitif.

M. PHILIPPSON.

Dietrich SCHÄFER. *Weltgeschichte der Neuzeit*. Berlin, Mittler, 1907. 2 vol. in-8°, VIII-384 et VII-448 pages.

Cette « histoire universelle moderne », de la dimension d'un manuel scolaire, sans aucune référence ni bibliographie, est pourtant une œuvre personnelle destinée à faire réfléchir le public cultivé auquel elle s'adresse. C'est une histoire politique où les faits sont disposés à peu près dans les cadres traditionnels, mais avec des dates de périodes inusitées.

Livre I (il commence sans date précise avec les découvertes), *Jusqu'à l'entrée en scène des Anglais et Hollandais dans les Indes orientales*. Sept chapitres : Découvertes. Formation des états. Réforme en Allemagne, — en Europe. Contre-réforme en Allemagne et en France, — en Europe. L'Europe et le monde extérieur. — Livre II : *De la mort d'Élisabeth à la paix de Paris (1663-1763)*. Quatre chapitres : Guerre de Trente ans. Angleterre et Pays-Bas. Louis XIV. De 1713 à 1763. — Livre III : *De la fin de la guerre de Sept ans jusqu'à la chute de Napoléon (1763-1815)*. Trois chapitres : la Révolution française en Europe¹. Angleterre, Amérique et France (c'est la Révolution d'Amérique de 1776). Napoléon et l'Europe. — Livre IV : *De la chute de Napoléon à l'avènement de Guillaume I^{er} (1815-1861)*. Quatre chapitres : L'Europe nouvelle jusqu'à la Révolution de 1830. Angleterre et outre-mer. De 1830 à 1840. Napoléon III. — Livre V : *De l'avènement de Guillaume et de la guerre américaine jusqu'à présent, 1861-1907*. Quatre chapitres : Europe et Amérique, 1860-1866. Unification de l'Allemagne. Empire allemand et situation du monde. Partage du monde dans la dernière génération.

L'intérêt de l'ouvrage est dans le point de vue de l'auteur. Il se rend compte de la défiance que son entreprise doit inspirer. « Une histoire universelle en deux volumes. Que peut être cela? » Et il justifie habilement l'entreprise et son titre. L'expression *universelle*, que les historiens ont appliquée abusivement au monde méditerranéen et européen, devient plus légitime de notre temps où l'histoire atteint l'Extrême-Orient et les continents dominés par les Européens; grâce à la solidarité récente entre les peuples, il y a aujourd'hui une évolution d'ensemble de l'humanité, une véritable histoire universelle. Elle ne peut « commencer qu'au moment où il y eut des hommes dont le regard commença à embrasser la terre entière ». Elle doit répondre aux ques-

1. On remarquera la place inexplicable donnée au chapitre sur la Révolution française au début de la période qu'on annonce comme commençant en 1763 et avant la Révolution d'Amérique, qui en est la préparation.

tions que la vue du monde présent nous impose. « Quiconque veut écrire l'histoire ... ne peut faire autrement que de choisir et ordonner la matière d'après un point de vue quelconque... Le vivant ne peut voir le passé que sous l'angle que permet sa position. Or, ce qui domine notre vie actuelle, c'est la concurrence des peuples, et surtout des nations dirigeantes, pour l'importance dans le monde » (*Weltgeltung*).

Il s'agit donc ici très peu d'histoire intérieure. L'auteur s'y intéresse peu. Il ne paraît même pas bien comprendre les révolutions. La révolution d'Angleterre de 1648 est exposée de façon superficielle, sans un mot sur Pym ni sur la réforme de l'armée ni sur l'*Agreement of the people*. La révolution de 1688 est escamotée (en quatre lignes) sans un mot sur la déclaration des droits. — La révolution américaine est traitée comme une guerre entre l'Angleterre et les colonies, sans un mot sur les révolutions intérieures qui ont fait de chaque colonie une république démocratique, sans tenir compte des loyalistes maîtres des colonies du centre (l'auteur ne connaît que ceux de l'extrême sud). — La Révolution française est très mal expliquée; pas un mot sur plusieurs faits indispensables pour comprendre les motifs des actes, le Serment du Jeu de paume, la grande peur et les gardes nationales, la Constitution civile du clergé, le veto de Louis XVI sur le décret de la Législative, même la journée du 10 août¹. La Révolution apparaît comme un accès de folie continue de 1789 à 1799, et pourtant l'auteur a fait un effort sincère pour reconnaître les progrès que la Révolution a fait faire à l'Europe.

Le véritable sujet de l'ouvrage, c'est l'histoire extérieure, non pas la vieille histoire diplomatique et militaire, mais l'histoire des relations entre les peuples européens sur mer et hors d'Europe. Ce que l'auteur expose le mieux, ce sont les entreprises maritimes, la colonisation, les conflits commerciaux et surtout le partage du monde. La partie la plus vivante est la période contemporaine. Elle est animée d'un nationalisme germanique naïf et ardent tempéré par l'admiration pour la sagesse politique des Anglais et le sentiment patriotique des Français.

Ch. SEIGNOBOS.

Eugen TARLE. *Studien zur Geschichte der Arbeiterklasse in Frankreich während der Revolution : Die Arbeiter der nationalen Manufakturen (1789-1799), nach Urkunden der französischen Archive.* (432^e cahier des *Staats- und Sozialwissenschaftliche Forschungen* de Schmoller et Sering). Leipzig, Duncker et Humblot, 1908. In-8°, xiv-128 pages.

On a étudié les manufactures nationales, pendant la Révolution, au

1. « La Législative, qui, le 1^{er} octobre 1791, avait pris la place de la Consti-
REV. HISTOR. CL. 2^e FASC. 26

point de vue de l'histoire de l'art; on ne s'est pas encore préoccupé de savoir l'état des *ouvriers* de ces manufactures de 1789 à l'an VIII. C'est cette lacune que M. Tarle, privat-docent à l'Université de Saint-Pétersbourg, — préluant sans doute à une série de travaux sur la classe ouvrière pendant la Révolution, — a voulu combler. Les documents ne lui manquaient pas : à Paris, à Beauvais, à Versailles, dans les manufactures même, il a tout dépouillé, et le résultat de son travail, ce sont quatre monographies consacrées aux Gobelins, à la Savonnerie, à Sèvres et à Beauvais.

A quelques nuances près, l'histoire des dix années révolutionnaires est identique pour les quatre manufactures; une analyse rapide de ce qui se passa aux Gobelins, par exemple, en donnera une idée suffisante : jusqu'en 1790, les ouvriers sont calmes, la production n'est pas sensiblement ralentie; à la fin de 1790, un mouvement se dessine en faveur du travail à la journée substitué au travail aux pièces; un nouveau règlement est bientôt élaboré : les ouvriers, partagés en trois classes, doivent douze heures de travail et le travail à la journée est adopté. Dès le début de 1792, la production diminue; après le 10 août, craignant la suppression des manufactures, les ouvriers pétitionnent; le ministre Roland, pour lequel M. Tarle est sévère et qu'il montre dur à l'égard des ouvriers, recommande l'économie et ordonne le retour au régime ancien du travail aux pièces. A la fin de 1792 et au début de 1793, les ouvriers, appuyés, soutenus par les Sections, obtiennent à nouveau le régime du travail à la journée. Mais les assignats se déprécient de jour en jour, la Commission d'agriculture et des arts est obligée, à plusieurs reprises, d'augmenter le taux des salaires ou d'ordonner des fournitures de denrées et de bois de chauffage; sous le Directoire, la situation financière reste mauvaise et, à plusieurs reprises, on en revient aux distributions de vivres; jusqu'au Consulat, la baisse des salaires est constante.

La conclusion de ces quatre études c'est, d'une part, que la crise manufacturière, — au moins pour les industries de luxe, — ne fut sensible qu'à partir de 1792; d'autre part, que les ouvriers furent indifférents, en général, à l'agitation politique, sauf pendant la Terreur : la question des salaires les passionna exclusivement, mais ils ne demandèrent pas de diminution des heures de travail.

D'une manière claire, précise et vivante, M. Tarle présente la vie de ces quatre à cinq cents ouvriers. Du compagnonnage, des corporations, de l'influence des lois de 1791, il ne saurait être ici question : les ouvriers des manufactures de l'État sont presque des fonctionnaires, et leur sort n'est sans doute pas absolument semblable à celui des

tuante, suspendit le roi lorsque l'ennemi, dans la seconde moitié d'août 1792, franchit la frontière et fit place ensuite à la Convention. Le 21 janvier 1793, Louis XVI partagea la destinée de Charles I^{er}. Le pays fut la proie d'un régime de terreur sans pareil ». Voilà ce qu'un Allemand cultivé peut écrire en 1907!

autres ouvriers; voilà pourquoi, après l'étude de ces groupes nettement spécialisés, M. Tarle nous doit celle d'autres groupes, plus nombreux et plus représentatifs de la vie industrielle.

Ch. SCHMIDT.

Paul GAUTIER. *Mathieu de Montmorency et M^{me} de Staël, d'après des lettres inédites de M. de Montmorency à M^{me} Necker de Saussure*. Paris, Plon, 1908. In-16, vii-304 pages.

Le 30 septembre 1810, M^{me} de Staël écrivait à M^{me} Récamier : « Mathieu est là, l'ami de vingt années, l'être le plus parfait que je connaisse. » Plus tard, dans *Dix années d'exil*, elle imaginera une sorte de trinité grandiose de la vertu, de la beauté et du talent; ce sera Mathieu de Montmorency qui représentera la vertu, tandis que M^{me} Récamier sera la beauté et M^{me} de Staël le talent, naturellement. C'est aussi dans cette immuable attitude d'honnêteté rigide que le donnera Sainte-Beuve, quand il parlera de « ce dernier homme de bien des grandes races, de ce dernier des *prud'hommes* (comme on disait au temps de saint Louis) »; c'est dans cette attitude que nous le montre le livre de M. Gautier. Sa longue liaison de vingt-sept ans avec M^{me} de Staël nous permet de voir « cette bénigne figure » avec la profondeur sincère de sa piété, la vivacité de son esprit, la délicatesse et la générosité de son âme. Sa correspondance avec M^{me} Necker de Saussure présente sans doute un intérêt « qui relève plutôt de la psychologie que de l'histoire », suivant une fine remarque de M. Gautier : mais l'histoire y trouve aussi largement son compte. Si elle éclaire d'un jour singulier celle qu'aima tendrement Mathieu de Montmorency, si elle fait revivre d'une façon frappante la passion de la gloire, la puissance de fascination, la tristesse et la mélancolie de cette passionnée durant « sa course au bonheur », elle constitue un chapitre aussi important que vivant de la grande époque qu'elle a traversée et souvent dominée.

Ceux qui ont lu les *Actes des Apôtres* se rappellent peut-être les attaques passionnées que ses rédacteurs lancèrent mainte fois contre ce Mathieu de Montmorency, dont on faisait méchamment le fils d'un laquais. C'est que le jeune et brillant gentilhomme qui avait fait la guerre d'Amérique représenta d'abord à merveille cette aristocratie généreuse et enthousiaste de 1789 qui rêvait de réconcilier la monarchie et le peuple. Le Constituant à la parole élégante et facile, aux manières raffinées avait commencé par être un enthousiaste de la philosophie et de la liberté; ce fut la première phase de sa vie, son premier enthousiasme, comme disait M^{me} de Staël. Ce passionné, ce mystique, aussi épris de la liberté que de la femme qui en représentait alors le principe, eut bientôt sa crise. Frappé par les grands événements de 1793, il se replia sur lui-même, eut horreur de sa vie passée, se réfu-

gia tout entier dans la religion, devint le doux et honnête Mathieu, « pieux comme il était blond ». Mais si ce Grandisson mélancolique renonça à l'ambition et à l'amour, il voulut devenir pour M^{me} de Staël un conseiller désintéressé, une sorte de directeur laïque qui se donnerait pour mission de la protéger contre ses passions et contre ses fautes. Lorsqu'en septembre 1811 (voir *Dix années d'exil*) M^{me} de Staël va se réfugier dans sa terre de La Forest, elle écrit, non sans une pointe d'ironie : « Mon digne ami, qui n'est occupé sur cette terre que de mériter le ciel, ne cherche qu'à faire du bien à mon âme. » Cette tâche, aussi difficile que délicate, nous apparaît d'une manière exquise dans cette correspondance avec M^{me} Necker de Saussure qui forme la trame du livre de M. Gautier. Ces deux nobles âmes, qui s'aiment en M^{me} de Staël, forment une alliance touchante pour la sauver et la guérir, « pour la défendre de ces premiers mouvements en coquetterie et en politique, qui ne peuvent plus avoir pour elle que du danger sans bonheur ». Toutes les deux y travaillent avec autant de tact et de délicatesse que d'insuccès.

M^{me} de Staël, en effet, offrait à Mathieu de Montmorency de quoi alimenter largement ce besoin de sacrifice et cette soif de conversion qui le tourmentaient. Cela donne quelquefois à ses interventions et à son rôle dans les tragédies qui se jouaient autour de sa grande amie quelque chose d'étrange et de déconcertant. « Comme Tiberge dans un roman célèbre, il prêchait, il sermonnait, mais il cédait toujours. Puis M^{me} de Staël avait une façon à elle d'embrouiller le devoir et la passion, qui finissait par aveugler les plus clairvoyants. Et enfin Mathieu savait bien qu'il était l'homme en qui elle avait le plus de confiance; il gémissait de ne pas suffire à son ardente imagination; mais il était le confident nécessaire de toutes ses tristesses, et il avait fait à la charité chrétienne, à l'amitié le sacrifice de ses répugnances. » Le religieux et austère gentilhomme tient une étrange figure dans ces intrigues d'amour où il passe, comme le représente M. de Châteauroux, « candide et vêtu de blanc, un saint Augustin à la main ». Quand il quitte le jeûne et les abstinences du carême pour aller dans les salons de l'hôtel de Luynes, il donne amplement raison à ce témoin qui parle d'« un ange descendu pour voir un rassemblement d'êtres frivoles ». Mais tout cela est sauvé et anobli, chez le « pauvre Mathieu », par une admirable délicatesse, un infatigable dévouement, une douce et loyale sincérité.

S'il n'a pas réussi à préserver celle qu'il avait aimée, s'il n'a pu l'empêcher de préférer, comme il disait, « plus de chagrins et moins d'ennui », il aura lui-même à son tour sa troisième phase, son troisième enthousiasme. Après avoir perdu sa foi dans l'amour et dans la liberté, après s'être jeté dans la piété, il revient à la politique quand il se croit appelé par Dieu à défendre la cause de la légitimité et de la religion. Au lieu de finir dans un cloître, il deviendra ministre des Affaires étrangères. Mais s'il s'écartera un instant de M^{me} de Staël, la mort qui

anoblit tout devait rendre à son amitié son véritable caractère. Tel est le personnage que M. Gautier nous fait connaître dans un livre fait à la fois de charme et de précision, de subtile délicatesse et d'élégante netteté.

Ch. DUFAYARD.

Martin Philippson. *Neueste Geschichte des jüdischen Volkes*; t. I. Leipzig, G. Fock, 1907. In-8°, III-400 pages. (Fait partie du *Grundriss der Gesamtwissenschaft des Judentums*.)

La judéologie, si l'on me passe le mot, possède depuis peu d'années un bon et copieux répertoire sous forme de dictionnaire qui nous est arrivé de l'Amérique du Nord (*Jewish Encyclopedia*, New-York, 1901-1906). Le judaïsme allemand s'est piqué d'émulation, et voici qu'une de ses plus importantes sociétés littéraires, la *Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaft des Judentums*, se propose de nous doter à son tour d'une encyclopédie *méthodique* de la science du judaïsme sur un plan analogue à celui des *Grundrisse* de la philologie romane, germanique, iranienne, etc., éclos dans ces derniers vingt ans, mais sous une forme moins savante et constituant, en somme, une œuvre de haute vulgarisation. C'est dans cette collection de manuels que vient prendre place l'Histoire contemporaine des Juifs dont nous avons sous les yeux le premier volume. Son auteur, M. Martin Philippson, n'a pas besoin d'être présenté aux lecteurs de la *Revue historique*, dont il est un des plus actifs collaborateurs. Ils connaissent l'étendue de son savoir et le large libéralisme de sa pensée. Profondément versé dans l'histoire des quatre derniers siècles, à laquelle il a consacré plus de vingt ouvrages, né, d'autre part, dans le judaïsme et activement mêlé depuis son enfance au mouvement intellectuel et religieux des israélites allemands, M. Philippson était doublement désigné à la tâche particulièrement délicate qui lui est échue.

L'ouvrage, calculé pour une étendue de deux volumes, doit conduire l'histoire des israélites depuis 1789 jusqu'à nos jours. La coupure adoptée est aux environs de 1875, où naît, — ou plutôt renaît sous le nom d'antisémitisme, — l'esprit d'exclusion contre les Juifs dans l'Europe occidentale. Cependant, en ce qui concerne la Russie et l'Orient, M. Philippson s'arrête pour le moment en 1830; le second volume reprendra à cette date l'histoire du judaïsme dans ces pays où elle présente, en effet, un caractère particulier.

Ce premier volume est divisé en quatre livres d'inégale étendue. Le livre I raconte l'émancipation¹ légale des Juifs de France par la Révolution, leur organisation par Napoléon, le décret restrictif de 1808,

1. A noter que cette expression, appliquée à la question juive, ne date que de 1831, où elle fut employée pour la première fois par Gabriel Riesser (p. 243).

la répercussion de ces mesures sur les pays faisant partie du système napoléonien et sur les autres. — Le livre II s'intitule « l'époque de la réaction » (1815-1830), désignation qui ne convient guère qu'à l'Allemagne et à certains états d'Italie, car, ailleurs, on constate le *statu quo* ou même une amélioration dans la condition des israélites (Russie, Pays-Bas). L'Allemagne est ici au premier plan : on assiste à l'interprétation hypocrite de l'article du traité de Vienne qui garantissait aux Juifs les droits à eux accordés *par*, — et non *dans*, — les États confédérés; on assiste à l'agitation dite *Hep! hep!* et au recul législatif qui l'accompagne. — Le livre III est consacré aux tentatives de réforme intérieure du judaïsme, de 1815 à 1848 environ. Ici encore, il est surtout question des Juifs allemands, chez qui, après le relâchement de la première génération qui suivit Mendelssohn, la vie religieuse se réveille et se traduit tout de suite par des divergences profondes. M. Philippson dépeint la création des premières sociétés littéraires, les essais de réforme plus ou moins radicale du culte qui se rattachent aux noms de Jacobson, Mannheimer, A. Geiger, Holdheim, etc., la réaction orthodoxe avec S. Hirsch, la naissance de la philologie juive avec Zunz, celle de la presse israélite avec Ludwig Philippson (père de notre historien), enfin les conflits intérieurs des grandes communautés et les essais de conciliation, d'organisation et d'unification marqués par les synodes rabbiniques de 1844 à 1846 et couronnés d'ailleurs d'un insuccès complet. — Le livre IV, qui tient à lui seul près de la moitié du volume, reprend et termine l'histoire de l'émancipation légale des Juifs depuis 1830 dans les différents états de l'Europe occidentale. C'est le tableau bigarré des demi-réformes, des hésitations, des reculs, puis des progrès décisifs, qui tantôt par l'initiative de gouvernants éclairés, tantôt sous la pression de l'opinion libérale ou à la suite de mouvements révolutionnaires, aboutissent, ici plus tôt, ailleurs plus tard, mais finalement partout, à l'effacement de toutes les distinctions légales établies à l'encontre des israélites, à la péréquation absolue de leurs droits civils et politiques, à leur égalité complète devant la loi, sinon devant la pratique administrative et l'opinion.

Ce bref aperçu du sujet traité par M. Philippson en fait entrevoir l'étendue et les difficultés. Ces difficultés commencent dès le titre. Le fait caractéristique de l'histoire du judaïsme, ce qui fait proprement son originalité singulière, c'est le passage graduel et laborieux de l'entité ethnique à l'entité religieuse, la transformation d'une nation en une confession. Cette transformation est, dans ces grandes lignes, un fait accompli dès le commencement du xix^e siècle, je parle de l'*Europe occidentale*. Dès lors, l'emploi du mot « peuple juif » dans le titre de l'ouvrage constitue un anachronisme, anachronisme d'autant plus surprenant que M. Philippson, s'il n'appartient pas à l'extrême gauche du parti réformiste, s'il s'efforce, dans sa conception du judaïsme, de concilier le plus possible l'élément rationnel avec l'élément traditionnel, n'en est pas moins résolument opposé à toute réaction dans

un sens nationaliste; il sait trop bien l'arme terrible qu'elle fournirait aux velléités d'exclusivisme qui sommeillent toujours au sein des nationalités véritables auxquelles l'existence des Juifs est désormais liée. Il y a quelques années, un maître écrivain, dont les débuts autorisaient de plus généreuses espérances, qualifiait dédaigneusement les Juifs de « petite nationalité déracinée ». M. Philippson ne souscrirait certainement pas à cette formule. Alors pourquoi la suggérer par un titre au moins équivoque, encore souligné par certaines phrases de la préface sur le *Volkstum* des israélites ?

Une seconde difficulté d'un pareil ouvrage réside dans la composition. Même en écartant l'Orient européen et asiatique, l'histoire des Juifs contemporains se déroule dans un très grand nombre d'états, où les conditions intérieures et extérieures de leur existence, le rythme de leur évolution religieuse, économique et sociale présentent, suivant les lieux, les plus grandes variétés. Sans doute il y a des canaux de communication et des courants d'émigration d'un pays à l'autre; sans doute il y a eu aussi de grandes marées, dont l'effet s'est propagé à travers tout ou partie du monde civilisé. Mais au lendemain de ces grandes commotions, l'équilibre n'a pas tardé à se rétablir et, sous le bénéfice de certains résultats acquis, la marche de progrès ou de réaction a repris dans chaque contrée son *tempo* propre et sa physionomie particulière. Comment exposer, avec clarté, sans fatigue pour le lecteur, une histoire aussi diverse, aussi émietlée? Des trois méthodes que l'on pourrait concevoir, — méthode *annalistique* ou chronologique, méthode géographique, méthode synthétique (celle-ci consistant à envisager dans son ensemble, avec les sous-distinctions nécessaires, l'histoire religieuse, l'histoire légale, l'histoire économique et sociale des Juifs occidentaux depuis un siècle), — chacune a ses inconvénients et ses avantages. M. Philippson a cherché, semble-t-il, à les combiner, à faire marcher de front, dans un cadre chronologique et géographique un peu flottant, la triple évolution du judaïsme. C'est un peu le procédé de son plus illustre prédécesseur, Graetz, que M. Philippson juge plus sévèrement que ne l'autorise la ressemblance fondamentale de leurs tempéraments d'historien. Mais si M. Philippson a, comme Graetz, subordonné la clarté didactique à ce que nos voisins appellent le « développement organique » des faits, il n'a pas toujours su consentir les sacrifices nécessaires pour faire bien ressortir les grandes lignes de ce développement. Sous la double hantise du « complet » et de l'ordre des temps, il a fractionné l'exposé de certaines réformes, l'œuvre et la physionomie de certaines personnalités jusqu'à les rendre peu compréhensibles. L'enchaînement des causes et des effets, les raisons profondes des changements brusques ou graduels n'apparaissent pas nettement. Le récit du mouvement des idées et des lois dans chaque pays reprend à chaque étape que marquent les jalons 1808, 1815, 1830, 1848, 1866-1870, etc. La revue des diverses législations qui repassent sous nos yeux toujours dans le même ordre, — et Dieu

sait si l'Allemagne du XIX^e siècle compte de législations ! — les sauts, les va-et-vient, le fil rompu puis renoué six ou sept fois, tout cela engendre un sentiment à la fois de papillotage et de monotonie. C'est un cinématographe ou plutôt c'est un kaléidoscope qui se déroule devant nous, et l'on sort de cette lecture sans une impression d'ensemble satisfaisante, n'ayant retenu que des lambeaux et des épisodes. *Confusum est*, disait déjà Sénèque, *quidquid in pulverem sectum est*.

Enfin, troisième difficulté, et non la moindre : l'impartialité. Elle a une double exigence : d'abord accorder à chaque pays, à chaque figure notable sa part congrue, son importance professionnelle ; ensuite, si l'on ne se borne pas au simple rôle de narrateur, juger les hommes et les idées *sine ira ac studio*. Si ce double devoir est toujours malaisé à réaliser, combien plus lorsqu'il s'agit d'une histoire aussi voisine de l'historien, d'une histoire qui le touche de si près, où sa propre race, sa propre religion, sa mentalité, ses souvenirs, ses affections et, ne craignons pas de le dire, ses épreuves personnelles sont sans cesse inconsciemment en cause ! Que M. Philippson ait fait un louable effort pour atteindre cette « objectivité » dont nos voisins ont la bouche pleine, je ne le nierai pas ; qu'il y ait toujours réussi, je n'oserai l'affirmer. Il n'oublie pas assez qu'il est juif, qu'il est juif allemand, qu'il est un « intellectuel », qu'il a souffert injustement de l'exclusivisme de ses compatriotes, qu'il appartient au parti libéral, réformateur, mais à la fraction la plus modérée de ce parti, qu'enfin son père s'appelait Ludwig Philippson. De là non seulement un ton dénué de sérénité, des appréciations dédaigneuses, irritées ou blessantes, mais un manque d'équilibre et de proportion dans les développements, des injustices et même des contradictions. Que le judaïsme austro-allemand l'emporte par le nombre et l'intensité de la vie religieuse sur ceux des autres pays d'Occident, soit ; mais ce n'était pas une raison de lui assigner dans l'ensemble de l'ouvrage une prépondérance si excessive que la perspective générale s'en trouve faussée, ce n'était pas une raison de traiter si rapidement et, il faut le dire, si peu exactement l'histoire des Juifs dans le pays qui, de l'aveu même de M. Philippson, s'est acquis à leur reconnaissance et à celle de tous les esprits libéraux les titres les plus éclatants¹. En ce

1. Il serait trop long d'énumérer ici toutes les menues erreurs ou lacunes que présentent les chapitres ou les pages consacrés au judaïsme français. Les curieux pourront en voir relevées quelques-unes dans un bon article de M. Liber, *Rev. des études juives*, t. LVI, p. 156. En voici d'autres : les œuvres de Salvador ne sont pas précisément remarquables par le style (p. 219), mais au contraire par l'originalité de la pensée. Il fallait donner le vrai nom de Tsarfati (Terquem). P. 235, la charte de 1830 n'a mis sur un pied d'égalité que les trois cultes *reconnus*, et non « tous les cultes ». P. 291, 384, l'histoire si curieuse de l'abolition du serment *more judaico*, celle de l'émancipation des Juifs d'Algérie sont à peine effleurées. P. 383, ce n'est pas le *gendre*, mais le *fils* d'Albert Cohn qui a été préfet, etc., M. Philippson ne connaît ni Sagnac ni Halphen ni Penel Beaufin ni Bernard Lazare ; en revanche, il cite le tome VII (*utnam ?*) d'Alfred Stern (p. 396).

qui concerne les Juifs allemands eux-mêmes, si M. Philippson expose avec détail, — avec trop de détail peut-être, — l'histoire de leurs vicissitudes légales et de leurs querelles de synagogues, en revanche il est bref et insuffisant sur tout ce qui touche à leur rôle économique et à leur assimilation sociale : croirait-on que le nom de la famille Rothschild est à peine prononcé en passant ? Quant aux contradictions, ou, si l'on préfère, aux inconséquences, en voici deux exemples typiques. P. 27, l'auteur, parlant du peu d'enthousiasme des israélites de Mayence pour l'incorporation à la France, laisse au lecteur le choix entre deux explications : ou leur souci de l'orthodoxie, ou leur patriotisme germanique (*aus deutschem Nationalgefühl*). Tourbons quelques feuillets et nous apprendrons (p. 31) qu'à cette époque, celle de la Révolution et de l'Empire, le sentiment patriotique allemand (*das deutsch-nationale Gefühl*) n'existait dans toute l'Allemagne que chez quelques esprits d'élite, parmi lesquels il ne faut compter ni Goethe, ni Wieland. — P. 362, bel éloge de l'Alliance israélite universelle qui, alimentée principalement « par de riches et généreux israélites français », se distingue non seulement par ses interventions utiles, mais par son zèle à apporter le bienfait d'une instruction élémentaire à ses coreligionnaires d'Orient, intellectuellement si déprimés. P. 390, cette excellente institution se transforme en une œuvre suspecte qui a amplement justifié les appréhensions manifestées lors de sa naissance : impuissante à obtenir ou à hâter l'émancipation des Juifs opprimés, elle leur a nui, au contraire, en fournissant un semblant de fondement à la croyance d'une conspiration générale des Juifs pour la conquête de la domination universelle ; et, d'autre part, c'est à bon droit (*mit Recht*) qu'on a reproché à cette association internationale son siège à Paris, le caractère *exclusivement français* de ses œuvres d'enseignement. Il est impossible de se contredire d'une manière plus formelle. D'ailleurs, tous ceux qui connaissent *de visu* l'œuvre de l'Alliance en Orient savent qu'elle exclut toute idée de propagande nationale, que si le français est enseigné non exclusivement, mais de préférence, dans les écoles, c'est parce qu'il est là-bas la langue internationale, la langue du commerce, la langue du progrès, et que si le rayonnement de la France en retire quelque bénéfice c'est parce qu'il s'y confond avec le rayonnement de la civilisation elle-même. Voilà donc un cas (heureusement rare) où M. Philippson s'est laissé égarer par un brusque accès de chauvinisme germanique, lui qui, dans d'autres passages, s'est exprimé sur le compte de la France avec tant de chaleur généreuse (p. 291), sur celui de ses compatriotes avec une sévérité qui frise l'injustice (p. 25, etc.).

J'en ai dit assez pour montrer que le livre de M. Philippson est loin d'être parfait. Mais il ne faudrait pas se méprendre sur la portée de mes réserves. L'extrême difficulté de l'entreprise appelle l'indulgence. M. Philippson mérite mieux que cela : il a droit à notre reconnaissance pour avoir condensé et coordonné un si grand nombre de faits

intéressants, de renseignements précis et généralement exacts, de portraits vivants, dans un ouvrage maniable et qui restera sans doute assez longtemps le *standard work* sur la matière. Le caractère de la publication ne comportait pas de notes; mais on sent que l'auteur a travaillé d'après les sources les plus sûres, et la bibliographie par chapitres, reléguée à la fin du volume, sans avoir la prétention d'être complète, témoigne d'un choix judicieux. D'autres feront un jour plus et mieux que M. Philippon; personne, dorénavant, ne pourra se dispenser de le consulter.

Théodore REINACH.

Spencer WALPOLE. *The history of twenty-five years 1856-1860.*

T. III et IV. Londres et New-York, Longmans Green, 1908.

2 vol. in-8°, xv-334 et xii-440 pages.

La grande histoire d'Angleterre depuis 1815 de Spencer Walpole, la plus considérable des histoires contemporaines de Grande-Bretagne, s'arrêtait à 1856. L'auteur l'a continuée sous le titre « Histoire de vingt-cinq ans », mais il est mort après avoir publié (en 1904) les deux premiers volumes qui traitent la période 1857-70. Les deux derniers volumes publiés par les soins de M. Lyall après la mort de l'auteur conduisent l'ouvrage à son terme (1880) et contiennent la conclusion écrite par l'auteur lui-même. L'éditeur a borné sa tâche à des arrangements, des déplacements, une division en chapitres et à la correction des erreurs et des lapsus.

La proportion de l'histoire étrangère est beaucoup plus forte que dans le premier ouvrage de Spencer Walpole. Une bonne partie est remplie par les relations avec la France, la conférence de Londres pour la revision du régime de la mer Noire, par l'arbitrage de Genève (t. I, p. 3-115) et surtout par la question d'Orient et la guerre russo-turque (t. II, p. 1-186). De cette partie, il suffira de dire que c'est un exposé exact, consciencieux, un peu long, fait surtout avec les documents officiels anglais.

La partie vraiment originale et vivante de l'œuvre est constituée par les quatre chapitres et demi sur la vie intérieure de l'Angleterre : Gouvernement de Gladstone (un demi-chapitre). Déclin du ministère Gladstone. Avènement du ministère Disraeli. « Rituel et religion ». Irlande, finances et chute de Disraeli. C'est un récit des faits de la vie parlementaire dans un ordre strictement chronologique (celui qui convient le mieux à ce genre de faits), où sont intercalées deux études, l'une sur le mouvement ritualiste, l'autre sur les origines du Home rule, parce qu'il était impossible de faire comprendre ces deux mouvements autrement qu'en les prenant d'ensemble¹.

1. L'ouvrage comportait un chapitre sur les guerres des Zoulous et des Boërs et de l'Afghanistan et un chapitre sur le mouvement ouvrier. Spencer Walpole n'a pas eu le temps de les écrire.

On trouve dans cette œuvre posthume les qualités propres à Spencer Walpole, un esprit judicieux, un effort sincère pour rendre justice aux partis politiques et aux tendances religieuses antipathiques à l'auteur, une forme simple, claire, un peu copieuse, comme il convient pour un public anglais. Le système des références est resté un peu lâche comme dans les œuvres antérieures du même auteur; aucune bibliographie d'ensemble, aucun appendice critique sur les sources; rien que des renvois sommaires au bas des pages. Ni l'auteur ni son éditeur n'ont profité des progrès faits depuis vingt ans en Allemagne et en France dans l'art de présenter les sources en matière d'histoire contemporaine.

Ce qui paraîtra le plus neuf, c'est l'histoire des conflits ecclésiastiques où sont exposés avec pénétration les motifs du succès du ritualisme et la résistance populaire à cette tentative et où est racontée la singulière aventure de l'évêque Colenso, devenu hérétique en traduisant la Bible pour les indigènes du Natal, condamné par l'autorité ecclésiastique et soutenu par la juridiction laïque.

Cette histoire, sans atteindre le niveau de l'Histoire d'Angleterre depuis 1815 du même auteur, est pourtant fort supérieure à MacCarthy et à la *Political history* d'Oxford; elle est jusqu'à présent la moins défectueuse des histoires contemporaines d'Angleterre.

Ch. SEIGNOBOS.

John WESTLAKE. *International law*. Part II : *War*. Cambridge, University press, 1907. In-8°, xv-334 pages.

Le premier volume, paru en 1904, traitait du droit international de la paix. Celui-ci expose les lois de la guerre. Bien qu'il soit rédigé avec la précision de formules d'un traité juridique, par un professeur de droit international de Cambridge, c'est une description réaliste des usages de la guerre étudiés suivant une méthode vraiment historique. L'auteur dit lui-même qu'il a été plus que jamais frappé des différences de principes en cette matière, il a essayé de les présenter et d'en esquisser l'histoire « sans exagération et sans atténuation ».

Les matières sont disposées dans l'ordre qui suit : Guerre et mesures de forces (représailles, embargo, blocus, intervention armée). Action de la guerre sur les relations légales (des états et des individus). Lois de la guerre en général. Guerre de terre (sous forme d'un commentaire des règles adoptées à la conférence de La Haye), belligérants et prisonniers, hostilités (sièges, espions, drapeau, capitulations, armistices), autorité militaire, internement en pays neutre. Considérations sur la portée des règles de La Haye. Guerre maritime (propriété privée, cas où la capture de la propriété privée est interdite, criterium de l'ennemi (nationalité, navire, cargaison, service); règles des prises. Neutralité. Devoirs des états neutres (enrôlement, construction, expéditions,

prises). Belligérants dans les eaux neutres et sur le sol neutre. Blocus. Contrebande de guerre. Conférence de La Haye de 1907.

Un index à la fin donne par ordre alphabétique les questions traitées ; une « table des cas » au commencement donne la liste alphabétique des affaires qui peuvent servir de précédents. Le droit international, reposant entièrement sur la coutume et l'opinion publique, sans aucune action législative, se prête admirablement à la vieille méthode anglaise de déterminer le droit par les précédents.

M. Westlake ne s'est laissé détourner ni par une doctrine, ni par un idéal de regarder la réalité et de la constater. « La guerre », dit-il, « est un morceau de nature sauvage... Quand la guerre entre en scène, toutes les lois intéressées antérieurement dans le conflit se retirent et une nouvelle loi prend la place avec ce seul but d'assurer un combat loyal (*fair*) et pas trop inhumain. Elle ... consiste en règles qui ont l'approbation générale de la société des nations..., mais il y a une grande différence dans l'efficacité de l'application. »

Les plus respectées sont les règles que les neutres doivent observer ; mais les règles entre belligérants ne sont imposées par aucune décision nette ; les seules restrictions efficaces portent sur les violences condamnées par l'humanité. On ne peut pas considérer comme des lois véritables de la guerre la doctrine que toute guerre doit être précédée d'une déclaration, car il y a beaucoup de précédents en sens contraire. Au contraire, l'interdiction de procédés tels que le poison et les armes, qui aggravent inutilement les souffrances, est acceptée par tous les peuples civilisés, parce qu'elle porte sur des « actes qui dégraderaient l'auteur, quel que soit son adversaire ». La partie la mieux constituée du droit de guerre consiste dans les règles de La Haye sur les prisonniers et les ambulances ; la question des réquisitions est beaucoup moins nettement décidée.

Le droit de guerre maritime, qui intéresse spécialement les Anglais, est traité d'une manière largement historique en remontant jusqu'à la fin du moyen âge pour la question de la contrebande de guerre, du blocus et de la règle : « Le pavillon couvre la marchandise ». L'histoire tout à fait contemporaine y tient une large place, car les décisions de la conférence de La Haye de 1899 à 1907 ont beaucoup contribué à préciser les règles du droit maritime.

L'ouvrage peut être recommandé comme un excellent manuel historique du droit de la guerre.

Ch. SEIGNOBOS.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — Revue des études historiques. T. LXXV, 1909, mars-avril. — LADREIT DE LACHARRIÈRE. Fragments des « Cahiers » de M^{me} de Chateaubriand (ces « Cahiers » vont paraître prochainement dans leur intégrité; fragments pour les années 1814-1830). — P.-E. VIGNEAUX. La véritable date de l'Édit de Nantes et des actes additionnels (les historiens sont en désaccord à ce sujet : l'Édit est daté tantôt du 13, tantôt du 15, tantôt du 30 avril 1598; les « articles secrets », tantôt du 30 avril, tantôt du 2 mai; même incertitude pour la date des deux « brevets » complémentaires. En réalité, l'Édit et les actes additionnels sont tous du 30 avril). — G. DAUMET. Note sur les formules des actes des évêques constitutionnels. — M. ESCOFFIER. Napoléon et le « Protocole ». Documents sur le cérémonial épistolaire entre l'empereur des Français et le président des États-Unis d'Amérique.

2. — Nouvelle revue historique de droit français et étranger. T. XXXIII, 1909, n° 1. — G. PLATON. Les banquiers dans la législation de Justinien (1^o le rôle économique du banquier dans le monde antique, les banques comme banques d'État). — I. LAMEIRE. Les dernières survivances de la souveraineté du Saint-Empire sur les états de la monarchie piémontaise (au XVIII^e s., exception faite de la Sardaigne, le roi de Piémont n'est souverain absolu, sans lien de vasselage vis-à-vis de l'Empire, que dans un certain nombre de territoires qui sont considérés comme libérés de toute mouvance, parce qu'ils ont été cédés par la France au Piémont). — Ch. DE LA RONCIÈRE. Richelieu et la centralisation de l'autorité maritime (aux amirautés multiples et autonomes et à l'amirauté de France, Richelieu substitua, par l'édit d'oct. 1626, une autorité unique, celle du Grand maître de la navigation, qui mit entre ses mains toute la marine). — J. DECLAREUIL. A propos de quelques travaux récents sur le duel judiciaire (A. Gál, *Der Zweikampf im fränk. Prozess*, 1907, et A. Coulin, *Der gerichtliche Zweikampf im altfranzösis. Prozess*, 1906).

3. — Revue archéologique. 1908, juill.-août. — G. SEURE. Nicopolis ad Istrum. Étude historique et épigraphique (fin : corpus des inscriptions nicopolitaines). — Sept.-oct. A.-J. REINACH. Les mercenaires et les colonies militaires de Pergame (suite en nov. et janv. L'auteur prend pour point de départ la convention conclue en 260 par Euménès I^{er} avec ses mercenaires révoltés. Étude détaillée de cette convention. Origine et organisation des mercenaires de Pergame. Ses merce-

naires asiatiques : Galates, Masdyéniens, Kyrtiens). — J. DÉCHELETTE. Essai sur la chronologie préhistorique de la péninsule ibérique (suite en nov. et janv.). — R. CAGNAT et M. BESNIER. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine (suite en nov.).

4. — **Revue de philologie, de littérature et d'histoire anciennes.** T. XXXII, 1908, n° 1. — E. CAVAINAG. Sur les variations du cens des classes « soloniennes » (montre comment le cens fut peu à peu relevé au cours du v^e s.). = N° 2. A. BOUCHÉ-LECLERCQ. Les nouveaux papyrus grecs d'Éléphantine (paru aussi dans les *C.-rendus de l'Acad. des inscriptions*). — R. DARESTE. Inscription d'Amorgos. Loi d'Ægialé relative à une fondation (simple traduction). = N° 3. R. PICHON. L'époque probable de Quinte-Curce (c'est probablement un contemporain de Constantin). — J. LESQUIER. Note sur une inscription d'Ashmounéin (inscription militaire de l'époque ptolémaïque). = T. XXXIII, 1909, n° 1. B. HAUSSOULLIER. Inscriptions de Chios et d'Érythrées. — Ph. FABIA. L'avènement officiel de Tibère. Examen du récit de Tacite (*Ann.*, I, 11-13). — D. SERRUYS. Sur quelques manuscrits parisiens d'histoire byzantine.

5. — **Revue celtique.** T. XXIX, 1908, n° 3. — H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Les Cimbres et les Cymri (réfutation d'une théorie de M. Ridgeway). = T. XXX, 1909, n° 1. A.-J. REINACH. Documents nouveaux sur l'histoire des Gaulois d'Orient (1^o analyse critique de F. Stähelin, *Geschichte der kleinasiatischen Galater*. Des inscriptions, dont M. Stähelin aurait pu tirer meilleur parti, jettent un jour nouveau sur l'histoire des Galates et de leurs invasions. 2^o Renseignement nouveau fourni sur la dernière guerre entre Pergame et les Galates par les trophées récemment exhumés à Milet).

6. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** T. LXX, 1909, nos 1-2. — H. OMON. Nouvelles acquisitions du département des manuscrits de la Bibl. nationale pendant les années 1907-1908 (611 mss.). — DELAVILLE LE ROULX. Bulle de convocation d'une assemblée des Hospitaliers à Carpentras, 1365. — L. DEMAISON. Date fautive d'une charte originale du xiii^e s. (une charte originale relative à l'écolâtre de Reims Dreux de Hautvillers, sur lequel M. Demaison réunit ici quelques détails, est datée de 1204 au lieu de 1264). — R. POUPARDIN. Fragments d'un ancien manuscrit du *Breviarium* d'Eutrope (ms. du ix^e s.; fac-similé).

7. — **Revue d'histoire diplomatique.** T. XXIII, 1909, n° 1. — L. ADAM. L'œuvre de La Haye et les deux conférences internationales de la paix de 1899 et 1907. — Ch. SAMARAN. L'origine des nonciatures, à propos d'une histoire de la diplomatie pontificale aux xvi^e et xvii^e s. (résumé des articles de M. l'abbé Richard). — B. DE LACOMBE. Les Papiers de M. de Nesselrode (analyse des t. V et VI de *Lettres et papiers du chancelier de Nesselrode*). — V^{te} DE GUICHEN. La politique extérieure du Japon depuis quinze ans. — G. TROUBETZKOÏ. Les préliminaires de

la conférence de Londres (suite au n° 2. Situation de la Turquie en Europe à la veille de la guerre franco-allemande de 1870; succès de la Prusse dans la guerre; répercussion de ces succès en Orient; démarches du général Ignatieff auprès du grand vizir en vue d'obtenir pour la Russie la revision du traité de Paris. Articles écrits d'après les archives des Affaires étrangères russes). = N° 2. J. MARTIN. La préparation de l'Armada (essai, d'après les *Calendar of State Papers*, de préciser le rôle de Grégoire XIII et de Sixte-Quint dans l'œuvre de réaction catholique contre le protestantisme anglais; I : Grégoire XIII et l'Irlande, 1572-1582). — BAGUENAUT DE PUCHESSE. La duchesse de Dino (d'après ses souvenirs et ceux de Vitrolles). — P. COQUELLE. La mission d'Alquier à Stockholm, 1810-1811 (étudie d'après les papiers diplomatiques le détail des négociations qui aboutirent à la rupture entre Napoléon et Bernadotte et à l'agression de l'empereur contre la Poméranie suédoise le 27 janv. 1812). — J. LADREIT DE LACHARRIÈRE. Un essai de pénétration pacifique en Algérie. Les négociations du général Clauzel avec le bey de Tunis, 1830-1831 (d'après les archives du ministère de la Guerre). — M.-A. DE PITTEURS. Un ambassadeur d'Angleterre en France sous Élisabeth, 1570-74 (F. Walsingham, d'après l'ouvrage allemand de M. Stählin, 1908).

8. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. XII, n° 1. — A. CRAPET. L'industrie dans la Flandre wallonne à la fin de l'ancien régime. L'organisation du travail (principalement dans les industries textiles : lutte entre le régime corporatif et la liberté économique; caractère étroit et tracassier de la réglementation du travail; gêne apportée par les conflits entre les villes et le plat pays, entre les corporations, entre patrons et ouvriers ou même entre ouvriers). = N° 2. L. CAHEN. Les Mémoires du cardinal de Bernis et les débuts de la guerre de Sept ans (montre par l'étude des conférences de Babiolle et du traité d'alliance franco-autrichien du 1^{er} mai 1756 combien médiocre est la valeur historique des Mémoires de Bernis). — G. WEILL. Le catholicisme libéral en France (esquisse de son évolution de 1828 à nos jours). = G.-rendu : C. Merki. L'amiral de Coligny (« réquisitoire haineux et violent pamphlet »).

9. — **La Révolution française.** 1909, avril. — Cl. PERROUD. La maison de M^{me} Roland (son emplacement dans Paris). — M. TOURNEUX. La genèse du discours de Louis XVI aux États-Généraux (réimprime d'après un recueil anglais les divers brouillons du discours prononcé par Louis XVI à la séance d'ouverture des États-Généraux). — J. PORRIER. L'opinion publique et l'Université pendant la première Restauration (fin). — La Correspondance inédite de Napoléon aux Archives de la Guerre (reproduction d'un article de la *Revue d'histoire rédigée à l'État-major*). = Mai. C. RIFFATERRE. L'origine du mot « muscadin ». — E. CHAPUISAT. Palloy et la République de Genève (lettre inédite). — J. ADHER. La défense nationale dans les Pyrénées centrales, 1792-93

(la rupture avec l'Espagne et l'occupation de la vallée d'Aran). — L. ABENSOUR. Le féminisme sous la Monarchie de juillet (fin : idées féministes au sujet de l'éducation, des professions et des droits civils et politiques des femmes).

10. — La Révolution de 1848. T. V, 1908-1909, n° 30. — A. BERTHOD. L'attitude sociale de P.-J. Proudhon (ses idées sur les paysans et les ouvriers). — Le testament d'une féministe de 1848 (Jeanne Deroin y résume ses idées, nov. 1880). — Quelques lettres inédites reçues par Armand Barbès. = T. VI, 1909-1910, n° 31. J. PRUDHOMMEUX. Louis Bonaparte et Étienne Cabet en 1839. — A. LEBEY. Une lettre de Ledru-Rollin à F. de Lesseps. — Récit du 25 févr. (extrait du Mémorial d'H. Carnot). — H. MONIN. Le général Changarnier et la journée du 13 juin 1849 (document inédit).

11. — Journal des savants. 1909, janv. — P. DURRIEU. Un siècle de l'histoire de la miniature parisienne à partir du règne de saint Louis (indications sur les miniatures exécutées à Paris de saint Louis au roi Jean, précisant ce qu'en a dit M. Vitzthum). — P. MONGEAUX. Parmenianus, primate donatiste de Carthage (fin en avril : nommé par les donatistes primate de Carthage vers 355, à la mort de Donat, fut le restaurateur du donatisme et l'un des principaux polémistes du parti ; étude de son traité contre les catholiques et de l'*Epistula ad Tyconium*). — J. FLACH. La naissance de la chanson de geste (fin en mars : analyse les théories de J. Bédier, auxquelles il se rallie, tout en se séparant de lui en ce qui concerne l'époque à laquelle certaines chansons de geste se sont formées : *Raoul de Cambrai* dériverait d'un prototype du XI^e s.). — Nouvelles et correspondance (à signaler une note de M. L. DELISLE sur un fragment d'un registre des enquêteurs de saint Louis). = Févr. L. LEGER. Coup d'œil sur les origines de la nation serbe (d'après l'*Histoire de la nation serbe* de St. Sbanoievitch et un article de C. Jireczek dans l'*Encyclopédie tchèque*). — A. THOMAS. Un prétendu problème de numismatique languedocienne (résultat d'un contresens). — Nouvelles archéologiques. = Mars. G. DE SANCTIS. La légende historique des premiers siècles de Rome (elle n'est pas d'origine grecque ; elle suppose l'existence de chants épiques populaires fondés sur la tradition historique ; suite en mai). — Nouvelles et correspondance (à signaler une note de M. VAN BERCHEM sur les fouilles allemandes au Turkestan et leur intérêt pour l'histoire de la civilisation musulmane). = Avril. Ch. JORET. L'helléniste D'Ansse de Villoison et la création d'une chaire de grec moderne au Collège de France (1804). — P. PERDRIZET. Barthélémy l'Anglais et sa description de l'Angleterre (le cordelier Barthélémy, auteur du *De proprietatibus rerum*, vécut au XIII^e s. et était anglais). — Nouvelles (B. HAUSSOULLIER signale des inscriptions grecques de Chios et d'Érythrées et R. CAGNAT de nouvelles découvertes faites à Ostie). = Mai. G. RAYNAUD. La société et la vie en France au moyen âge (d'après les volumes de Ch.-V. Langlois). — Nouvelles et corres-

pondances (à signaler un exposé des théories récentes sur l'origine du temple grec par A.-J. REINACH).

12. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1909, 25 mars. — *H. Vincent*. Canaan (bon résumé archéologique). — *Th. van Riemsdijk*. De treforie en kanselarij van de graven van Holland en Zeeland (étude très compacte et instructive sur l'organisation de la trésorerie et de la chancellerie des comtes de Hollande et de Zélande depuis la fin du XIII^e s. jusqu'au milieu du XV^e). — *F. Arnheim*. Luise Ulrike, die Schwedische Schwester Friedrich's des Grossen. Ungedruckte Briefe; I (très curieux. Cette correspondance est presque toute en français). = 1^{er} avril. *A. Scherler*. Die Herren von Hattstadt und ihre Besitzungen (bonne monographie d'une petite seigneurie alsacienne). = 8 avril. *E. Jouy* et *J. Peyriller*. La mission du conventionnel Pierret dans la Haute-Loire en l'an III, 1794-1795 (excellent). — *N. Jouve* et *M. Giraud-Mangin*. Correspondance intime du conventionnel Rovère avec Goupilleau de Montaigu, en mission dans le midi après la Terreur, 1794-1795 (très intéressant). — *V. Laval*. Lettres inédites de Rovère à son frère Simon-Stylite, ex-évêque constitutionnel de Vaucluse, 1796-1797 (textes curieux bien publiés). — Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, 1767-1819, t. I et II (publication du plus vif intérêt). = 15 avril. *P. R. von Bienkowski*. Die Darstellungen der Gallier in der hellenistischen Kunst (remarquable). — *Ch. Dubois*. Pouzzolos antique (livre mal composé, mais plein de bons matériaux). — *W. Lippert*. Kaiserin Maria Theresia und Kurfürstin Maria Antonia von Sachsen; Briefwechsel, 1747-1772 (bon). — *L. de Chilly*. La Tour-du-Pin. Les origines de l'armée nouvelle sous la Constituante (bon). — *Fr. Barbey*. La mort de Pichegru (bon). — [*A. Skalkowski*.] Supplément à la Correspondance de Napoléon I^{er}. L'empereur et la Pologne (intéressant). = 22 avril. *Bruns*. Fontes juris romani antiqui. 7^e éd. par *O. Gradewitz*. 1^{re} partie : Leges et negotia (excellent). = 29 avril. *Cobham*. Excerpta Cypria; materials for a history of Cyprus (important; bonne bibliographie des ouvrages et articles qui ont été consacrés à l'histoire de Chypre). = 6 mai. *W. Thiele*. De Severo Alexandro imperatore (série de dissertations de détail sur certaines questions relatives à cet empereur). = 13 mai. *J. Cornillon*. L'abbé Claude Fauchet (superficiel). — *J. Charrier*. Claude Fauchet (assez bien documenté; peu d'esprit critique). = 20 mai. *Helbig*. Zur Geschichte der hasta donastica (étude ingénieuse et savante sur les récompenses honorifiques dans les armées romaines).

13. — Études. Revue fondée par des Pères de la C^{ie} de Jésus. 1909, 20 avril. — *H. Joly*. La psychologie de Jeanne d'Arc. — *H. Thurston*. Jeanne d'Arc dans l'opinion anglaise de Shakespeare à Andrew Lang (en appendice, attire l'attention sur un passage d'une Chronique de Londres du XV^e s. que les historiens de Jeanne d'Arc ont jusqu'ici négligé). — *J.-B. Ayroles*. La Jeanne d'Arc de M. Anatole

France (M. France comprend de travers les documents, en fausse le sens au gré de sa fantaisie, sans craindre d'ailleurs de se contredire, et obéit à un parti pris de perpétuel dénigrement; ce n'est pas de l'histoire, c'est du roman et du pamphlet). = 5 mai. J. TUSTES. Un peintre chrétien : Bartolomé Esteban Murillo, 1618-1682 (fin le 20 mai). — J. LEBRETON. Bulletin d'Écriture sainte. Le judaïsme au temps de Notre-Seigneur. = 20 mai. L. DE MONDADON. Premières impressions catholiques de saint Augustin. — Th. GRANDERATH. Au concile du Vatican. La discussion du schéma « De la dignité de vie des clercs » (extr. du t. II, sous presse, de l'*Hist. du concile du Vatican*, trad. J. Delattre). — J. LEBRETON. Bulletin d'exégèse. Nouveau testament.

14. — **La Grande Revue.** 1909, 10 janv. — L. ANCEL. Autour d'une canonisation (analyse de la procédure de canonisation, longue et coûteuse. Celle de Labre coûta 263,000 fr.). = 25 janv. MONIN. Michelet conspué en l'honneur de Jeanne d'Arc (Michelet ayant dit dans son cours : « Une folle sauva la France, perdue par la fausse sagesse des docteurs », des journaux cléricaux, la *Quotidienne*, la *France*, la *Boussole*, l'accusèrent d'avoir insulté Jeanne d'Arc). = 10 mars. G. RENARD. Les artistes florentins au XIII^e s. (les travaux d'architecture étaient confiés à des commissions ou *œuvres* dépendant d'une autorité ecclésiastique et d'une corporation. Les maîtres de la pierre et du bois formaient le 11^e des *arti* florentins. Les orfèvres appartenaient au 6^e avec les peintres. M. R. décrit leur condition sociale et montre que ce sont surtout les travaux d'art industriel qui les faisaient vivre). — KROPOTKINE. La grande Révolution (elle fut la source de toutes les conceptions communistes, anarchistes et socialistes de notre époque). = 10 avril. VIGNES. Le véritable Canada (montre que le clergé catholique a ruiné le Canada moralement et matériellement). = 25 avril. L. LACOUR. Aristocratie et démocratie (cherche à prouver que l'idéal et la tendance des démocraties est de généraliser l'aristocratie).

15. — **Mercur de France.** 1909, 16 janv. — A. VAN GENNEP. Le Masque de fer. Une solution nouvelle (analyse le livre de Mgr Barnes, *The Man of the Mask*, qui reprend la thèse de Lang d'après laquelle l'homme au masque serait le valet Eustache Dauger, identifié avec l'abbé Pregnani, espion de Louis XIV à la cour de Charles II, mais qui trahit Louis XIV, car il n'était autre qu'un fils naturel de Charles II, Jacques de la Cloche, devenu jésuite. M. van G. croit que le Masque est Dauger et non Mattioli, mais refuse d'identifier Jacques de la Cloche avec Pregnani). = 16 févr. J. MESNIL. La civilisation florentine au XV^e s. = 1^{er} mars. BAZALGETTE. L'enfance et la morale d'Abraham Lincoln (analyse du beau et curieux récit sur l'enfance de Lincoln fait en 1889 à M^{me} Eleanor Alkinson par Dennis Hanks, cousin et camarade d'enfance du président; suit le récit de l'assassinat par Walt Whitman, écrit d'après le témoignage oculaire de Peter Doyle). = 15 mars. Benjamin BARRÉ. Une journée de la Commune (récit tragique

de la journée du 10 mai 1871 où le 22^e bataillon de la Commune fut surpris à Vanves par les Versaillais, décimé, et les prisonniers, au nombre de dix, fusillés. Barré était du nombre et fut sauvé par miracle). = 1^{er} avril. P. QUILLARD. Les Serbes et l'empire austro-hongrois. = 16 avril. Marius-Arry LEBLOND. L'expansion française en Europe et les relations franco-italiennes. = 16 mai. E. BARTHÉLEMY. Du point de vue biographique ou critique (critique intéressante de l'éreintement du romantisme par M. Lasserre et mise en lumière de l'importance du caractère dans l'appréciation des écrivains. Les remarques de M. B. sont aussi valables en histoire). — Paul LOUIS. Essai sur la révolution turque. = 1^{er} juin. A. GAYET. Les dernières découvertes archéologiques en Égypte.

16. — **La Nouvelle Revue.** 1909, 1^{er} janv. — R. CAIGNAT. La question d'Herculanum. — H. LAPAUZE. L'Académie de France à Rome (continué dans tous les nos jusqu'au 15 juin. Histoire détaillée depuis la Révolution, d'après les archives de la Villa Médicis et celles de Paris, écrite pour la première fois). — A. RAFFALOVITCH. Éducation de prince (éducation de Guillaume II par Hintzpeter). — Ph. HAUSER. Les Grecs et les Sémites dans l'histoire de l'humanité (suite dans les 6 nos suivants. Analyse des 4 phases de l'humanité civilisée méditerranéenne : Égyptiens, Phéniciens, Grecs et Juifs). = 1^{er} févr. DAUGNY. La question polonaise. = 15 févr. GRANDIDIER. L'enfance de l'humanité (accepte la théorie des 3 types quaternaires du Néanderthal, de Solutré et du Cros-Magnon; croit probables, mais non certains, les restes humains de l'époque tertiaire). — J.-J. WEISS. Lettres de 1870-71 (intéressantes). = 1^{er} mars. GAMBETTA. Lettres intimes (à ses parents, de 1857 à 1869, précieuses pour la psychologie de Gambetta à ses débuts; remarquable confiance en son avenir; suite le 15 mars, 1870-1877, à Clément Laurier, Pellet, etc.). — STROWSKI. Le député Boullé et les premiers mois de la Révolution (fin le 15 mars. Analyse de l'intéressante correspondance, de mai 89 à nov. 90, du député de Ploërmel qui fut un partisan ferme et modéré de la Révolution et qui, emprisonné en 93, devint préfet et baron de l'Empire). = 1^{er} avril. La mort de Gambetta (lettres à son frère de 1878 à 1882, détails sur sa mort, sur sa pauvreté, lettres de Galiffet, de Spuller après sa mort. Admirables lignes de Gambetta à son père, où il juge sa vie et déclare avoir confiance dans l'histoire). — L. LEGER. Pierre Skarga et ses sermons politiques, 1536-1612 (fin le 15 avril. Devenu jésuite en 1569, Skarga, qui fut en 1578 recteur de l'Université des Jésuites à Vilna, puis fonda des collèges à Polotsk, Riga, Dorpat et Cracovie, lutta avec succès contre l'orthodoxie et le protestantisme et prêcha aussi pour inviter les Polonais à cesser leurs discordes et à fortifier la royauté). = 15 avril. J.-J. WEISS. Lettres (après la guerre, 1871-1875, importantes). — MURY. Youan Chi Kai et le parti mandchou (ce ministre, tombé en disgrâce après la mort de Tseu-Hi, avait essayé de réformer l'armée et de réduire la puissance indépendante des mandarins). — E. ROCA. Blot

et les jeunes libertins (César Blot, baron de Chauvigny, fut un ami de Gaston d'Orléans, et ses chansons libertines amusèrent les frondeurs de 1648 à 1655). = 1^{er} mai. Général DANDIGNAC. La légion étrangère (créée en 1831, forme un corps d'élite). — HUCKEL. Le roman des capitales (fin le 15 mai; analyse les conditions géographiques et humaines qui ont décidé la fixation des capitales, leur instabilité, leur influence). = 1^{er} juin. A. RAFFALOVICH. Le budget anglais. — A. DE POUVOURVILLE. Nos premières troupes jaunes en Indo-Chine. — A. DUBOSQ. L'affaire de Cassel, 1806 (montre, d'après les lettres inédites de Louis Bonaparte conservées aux Archives, que Louis n'a pas trahi l'empereur ni été perfide à l'égard de l'électeur quand Napoléon décida d'occuper Cassel, et qu'il a, dans ses Mémoires, présenté sa conduite d'une manière tout à fait fausse). — J. BOIS. Les « voix » de Jeanne d'Arc (elles constituent un phénomène de dédoublement de la personnalité).

17. — **La Revue.** 1909, 15 janv. — FRANKLIN. Le coup de Jarnac (récit détaillé et intéressant du fameux duel où Jarnac renversa La Châteigneraie d'un coup d'épée au jarret. M. F. s'est servi de documents inédits dont il n'indique ni la provenance ni la nature). = 1^{er} févr. F. MURY. Le dernier fils du Ciel (l'empereur Kuang-Siu Hoang Ti, 1889-1908, qui fut pendant tout son règne le souffre-douleur de sa tante l'impératrice douairière Tseu Hi, surtout depuis le jour où il essaya de reprendre le pouvoir grâce au général Yuan Chi Kai. Trahi par celui-ci, il fut tenu dix ans comme en prison et contraint de s'empoisonner avec de l'opium quand l'impératrice sentit la mort approcher d'elle). = 15 févr. A. DÉTREZ. Aristocrates et joailliers sous l'ancien régime (détails curieux tirés des bilans de faillites du XVIII^e s. aux Archives de la Seine. On y voit presque tous les grands joailliers mis en faillite par la faute de leur noble clientèle. Avec la Révolution, les affaires diminuent, mais les faillites cessent. Quelques nobles continuent à acheter des bijoux jusqu'en pleine Terreur). = 1^{er} mars. Col. SCHAEFFER. La Turquie parlementaire, 1876-1909 (récit d'un homme qui a été mêlé aux grandes affaires de l'Égypte et de l'Empire turc depuis douze ans). = 15 mars. Notes d'un pessimiste (suite les 1^{er} avril et 1^{er} mai; très curieuses, vont de 1860 à 1881). = 15 avril. CABANÈS. Napoléon était-il malade à Waterloo? (il souffrait de la vessie et d'hémorroïdes; mais rien ne prouve que ses infirmités aient altéré la netteté de son esprit). — SEFER-BEY. Le nouveau régime en Turquie. = 1^{er} juin. A. DE GUBERNATIS. La rancune d'un pape (prouve, d'après les documents publ. par le chanoine Cioni, *I documenti Galileani del S. Ufficio di Firenze*, que Galilée fut victime de la mauvaise humeur d'Urbain VIII, jusque-là son ami, à qui en 1632 les jésuites Scheiner et Grassi firent croire que Galilée l'avait ridiculisé dans ses Dialogues sous le nom de Simplicius).

18. — **Revue bleue.** 1908, 5 déc. — A. VANDAL. Les premières origines de l'Europe contemporaine (montre avec raison que c'est après

les traités d'Utrecht et de Rastadt que commence vraiment l'Europe actuelle, par la formation des grandes puissances nouvelles, Russie, Prusse et Angleterre, et les crises de la Question d'Orient). = 12 déc. P. R. DUBOIS. Augustin Thierry (curieux détails sur le rôle d'A. Thierry comme carbonaro). = 19 déc. BABELON. Les origines et l'histoire de l'enseignement de la numismatique (fin le 26 déc. Fait l'historique des progrès et de l'enseignement de cette science). = 1909, 2 janv. KOVALEVSKY. La fin du « mir » en Russie (cette dissolution du mir changera toute la société russe). — J. FLACH. Platon et Montesquieu théoriciens politiques (fin le 9 janv. Tous deux ont pris leur point de départ dans la réalité, mais ils ont eu tous deux des intuitions d'avenir, non sans pécher l'un par excès de métaphysique, l'autre par abus ou de détail ou de la généralisation vague). — D^{esse} DE CHAULNES. Lettres d'une évaporée, 1743-1747 (fin le 9 janv. Les lettres à Maupertuis, publ. p. M. Caussey, ne sont pas inutiles pour l'histoire morale du XVIII^e s.). = 9 janv. DE FOSSA. Le tombeau du duc d'Enghien (fin le 16 janv. Documents sur l'exhumation des restes du duc en 1816 et leur translation dans la Sainte-Chapelle de Vincennes en 1852. Le monument de Deseine-Durand terminé en 1825 fut déplacé, en partie dispersé en 1852, puis maladroitement reconstitué). = 16 janv. C. JULLIAN. L'héritage des temps primitifs (fin le 23 janv. Brillant tableau de la civilisation des temps préhistoriques où M. C. Jullian trouve les signes avant-coureurs de tous les éléments de la civilisation humaine). — SCHILLER. L'éducation libérale et la pensée grecque (fin le 30 janv.). = 30 janv. PÉLADAN. La pensée de la Renaissance (cette pensée fut la concordance de Platon avec l'Évangile. Le premier humanisme a été chrétien). — F. MAURY. Les représentants politiques de Paris (fin le 6 févr. Cette représentation a été toujours celle d'hommes pratiques, avides, hardis et bons orateurs). = 20 févr. Edme CHAMPION. J.-J. Rousseau et la Déclaration des droits de l'homme (montre que la Déclaration a pour objet de corriger des abus précis en leur opposant des principes définis; elle n'est pas plus inspirée de Rousseau que de Voltaire, elle sortit de la force des choses). = 13 mars. LAMENNAIS. Lettres inédites (fin le 20 mars. Ces lettres, publ. p. M. Dumoulin et qui vont de 1819 à 1852, offrent un grand intérêt pour l'histoire des idées; quelques-unes sont d'une grande beauté, celle du 8 août 1833 entre autres). — D. GRUEBER. Sous les aigles autrichiennes (fragment des souvenirs d'un émigré au service de l'Autriche. Campagne de 1809). = 10 avril. L. PINGAUD. Jean De Bry au congrès de Rastadt (suite le 17 avril. C'est De Bry qui, par l'ultimatum adressé à la diète de Ratisbonne, obtint un instant la rive gauche du Rhin et traça d'avance les lignes essentielles de la paix de Lunéville). = 17 avril. PÉLADAN. Gémisthe Phléton et le polythéisme (avec Phléton et Laetus, la Renaissance créa un polythéisme esthétique, mais qui resta sans influence sur les croyances). = 24 avril. F. MAURY. Gambetta et notre parlementarisme (le but de la politique de Gambetta a été la fusion des classes dans l'unité nationale). — De

LA VILLE DE MIRMONT. Le théâtre gallo-romain (le *Ludus septem sapientium* d'Ausone, pièce de collège, le *Querolus*, pièce de caractère du v^e s.).

19. — **Revue des cours et conférences.** T. XVII, 1908-1909, n^o 20. — Ch. SEIGNOBOS. Histoire intérieure de la France depuis 1870 (suite ici et dans les n^{os} suiv. : formation, organisation et histoire du gouvernement de la Commune, rupture entre Thiers et les royalistes, sept. 1871-juill. 1872; chute de Thiers; le gouvernement du duc de Broglie, 1873-74; la constitution de 1875). = N^o 22. E. CAVAIGNAC. Le Conseil des Cinq-Cents à Athènes. = N^o 26. L. BRÉHIER. La question bulgare au moyen âge (coup d'œil sur l'histoire des Bulgares du VII^e au XII^e s.).

20. — **Revue hebdomadaire.** 1909, 9 janv. — F. MASSON. Sir Hudson Lowe (il n'a été qu'un instrument qu'on a chargé de toutes les responsabilités). — J. IZOULET. J.-J. Rousseau aristocrate (fin le 16 janv.; analyse d'un curieux livre paru en 1790 qui porte ce titre et qui prouve par des citations de Rousseau qu'il n'eût point approuvé la Révolution, et que, s'il eût été ministre de Louis XVI, il eût été ministre aristocrate). = 16 janv. G. FERRERO. Le vin dans l'histoire de Rome (la vigne s'est répandue avec la puissance romaine et en a été un des éléments; les poètes ont chanté le vin par patriotisme). = 23 janv. G. FERRERO. La théorie de la corruption dans l'histoire romaine (les anciens ont assimilé le progrès à la corruption, parce qu'il ruine les traditions et exagère l'individualisme). — FUNCK-BRENTANO. Le Père Duchesne (d'après le livre de Paul d'Estrée). = 30 janv. F. MASSON. Le Pape et l'Empereur (Pie VII n'a jamais été ennemi de Napoléon; il serait resté son ami, sans Consalvi et les cardinaux). = 13 févr. H. HOUSSAYE. Les derniers jours de Napoléon en France (Napoléon espérait s'enfuir aux États-Unis; malgré les offres héroïques du capitaine Ponée, commandant la *Méduse*, et celles de Baudin, de la *Bayadère*, abandonné par Becker et Bonnefous, il se livra aux Anglais, alors que le gouvernement de Louis XVIII aurait voulu l'arrêter et le livrer lui-même). = 20 févr. F. MASSON. Le tableau du couronnement (Napoléon approuva l'idée hardie de David qui, au lieu de montrer l'empereur se couronnant lui-même, le montra couronnant Joséphine). = 27 févr. M. SABATIER. Le Concordat (acte sage et utile, il n'était qu'une transaction temporaire destinée à disparaître). = 13 mars. A. VANDAL. La catastrophe de la Prusse (l'écrasement de la Prusse fut subi au premier moment sans beaucoup d'indignation, mais devait avoir de terribles lendemains). = 3 avril. Mgr BAUDRILLART. Frédéric Ozanam. — J. JORGENSEN. Le testament et la mort de saint François d'Assise (rien de neuf). = 10 avril. LÉGRIS. Deux témoignages sur Port-Royal (en s'appuyant sur l'*Abrégé de l'histoire de Port-Royal* de Racine et sur le *Pèlerinage de Port-Royal* de M. Hallays, M. L. repousse l'accusation d'hérésie lancée contre Port-Royal et même la réputation de décourageante austérité faite aux Jansénistes). = 17 avril. LAMENNAIS. Lettres inédites (lettres de 1827 à 1829 au baron Cottu). — G. LEFÈVRE-PONTALIS.

Jeanne d'Arc et ses contemporains (fait ressortir l'impression populaire sur la Pucelle, l'effet produit à l'étranger par sa mission et l'importance capitale de la marche sur Reims). = 24 avril. G. HANOTAUX. La crise balkanique. — L. LEFÉBURE. Un concordat de séparation aux Philippines (préparé par M. Taft, l'accord en vue de la séparation a été ratifié sans peine par Rome). = 15 mai. CUVILLIER-FLEURY. Lettres inédites à M. Victor Tivy (fin le 22 mai. Ces lettres, de 1860 à 1875, ont un réel intérêt politique, surtout pour l'histoire du parti orléaniste). — FUNCK-BRENTANO. Tableau de Paris après la Révolution (d'après Lanzac de Laborie). — E. MAGNE. Boisrobert fondateur de l'Académie française. = 20 mai. V^{te} DE REISET. La légende de Marie Stella (réfute la fable d'après laquelle la duchesse de Chartres, voyageant en Italie en 1773, serait accouchée d'une fille, Marie Stella, à laquelle aurait été substitué un garçon, fils d'un geôlier nommé Chiappini, qui aurait été le roi Louis-Philippe. Cette Marie Stella, qui se fit reconnaître en 1824 comme fille d'une prétendue comtesse de Joinville, serait plutôt fille d'un comte Battaglini).

21. — Annales de Bretagne. T. XXIV, n° 2, janv. 1909. — J. LETACONNOUX. La chouannerie dans le département des Côtes-du-Nord durant le Directoire (analyse un rapport sur les menées royalistes dans ce département adressé au gouvernement en pluviôse an VII par le commissaire du Directoire Denoual). — H. KERVAREG. La Tour d'Auvergne grammairien (La Tour d'Auvergne publia en 1792 un volume sur l'origine des Bretons et sur la langue celtique). — H. SÉE. Les classes rurales du xvi^e s. à la Révol. (suite. Déjà paru en vol.). — G. MOLLAT. Études et documents sur l'hist. de Bretagne (suite. Id.). — F. LOT. Mélanges d'hist. bretonne (suite ici et en janv. Id.). = C.-rendu : *Ch. de Calan*. La Bretagne et les Bretons au xvi^e s. (exposé sérieusement préparé, quoique sans références). = N° 3, avril. H. GAILLARD. De l'influence des conditions topographiques sur le développement de Rennes. — P. JANVIER. Histoire religieuse du district de Rennes sous la Constituante (analyse d'un mémoire présenté à la Faculté des lettres de Rennes). — L. CAILLET. Lettres de Pierre de Rohan, maréchal de Gié, aux Lyonnais, 1500.

22. — Annales du midi. 1909, janv. — J. ADHER. Le diocèse de Rieux au xviii^e s. Les dettes des communautés. = Avril. P. BOISSONNADE. L'état, l'organisation et la crise de l'industrie languedocienne pendant les soixante premières années du xviii^e s. (avant Colbert, qui devait ranimer l'industrie languedocienne « en rendant au monde du travail la sécurité du lendemain, la confiance dans l'avenir, la discipline, en y suscitant les initiatives, en y assurant enfin aux nouvelles formes de l'activité industrielle la protection éclairée et constante de l'État »). — R. GRAND. Encore un document sur Bertrand de Griffeuille (Bertrand de Civray, ou de Griffeuille, fondateur de N.-D. du Pont, Cantal). — A. THOMAS. La première réunion des États du Languedoc sous Louis XI. — A. LEROUX. Information secrète contre un curé du

Bas-Limousin accusé de maléfices, 1475. = C.-rendus : A. Boudon. La sénéchaussée présidiale du Puy (conscientieux dépouillement des archives locales, mais insuffisant sur bien des points). — J. Barère. Étienne de La Boétie contre Nicolas Machiavel. Étude sur les mobiles qui ont déterminé La Boétie à écrire le discours *De la servitude volontaire* (c'est, prétend l'auteur, pour protester contre le Prince de Machiavel; thèse d'ailleurs insoutenable).

23. — **Bulletin de l'Auvergne**. 1908, n° 4. — Du ROURE DE PAULIN. Le procès du bac de Longues, 1755-56. — G. DE LA FARGE. Notes sur Jehan de Vernyes, président de la Cour des Aydes de Montferrand en 1589. = N° 6. M. BOUDET. *Plumerie et Pontiacum*. Documents complémentaires sur les Plomberies de Pontgibaud (il y eut à l'époque gallo-romaine des mines de plomb argentifère au lieu dit des Pombleries, distinct de Pontgibaud, qui se développa au cours du moyen âge quand les mines des Plomberies furent abandonnées). = N° 7. F. VILLIOD. Condat-en-Combraille et ses environs du xiv^e s. à nos jours. 1^o La paroisse avant 1789 (fin au n° 8).

24. — **Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers**. 1908. — F. UZUREAU. Les divisions judiciaires de la province d'Anjou et du département de Maine-et-Loire (du xvii^e s. à nos jours). — Id. Un document inédit sur la guerre de Vendée, 1795 (réponse à un manifeste des insurgés vendéens). — Id. Les élections du clergé dans la sénéchaussée de Saumur, 1789. — Id. Les conseillers d'arrondissement en Maine-et-Loire, 1800-1909 (listes). — P. DE Farcy. Le droit d'asile à La Haie-aux-Bons-Hommes (à la fin du xv^e s.). — R. DE LA PERRAUDIÈRE. Dossier des frères Alleton, 1803-1805 (épisodes de la chouannerie dans le Maine). — P. BRICHET. La navigation de l'Anjou en 1786 (publie un rapport officiel). — Du BROSSAY. Une hôtellerie en 1610 (à Château-Gontier : analyse un inventaire du mobilier). — A. PLANCHENAU. Une intrigue municipale au xvii^e s. (élection d'un maire d'Angers en 1651).

25. — **Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard**. T. XXXV, 1908. — V. HUBER. La guerre de 1870-71 aux environs de Montbéliard. Combats, rencontres, escarmouches, épisodes et anecdotes. — Autour d'un prêt hypothécaire. Voltaire, créancier du Wurtemberg. Correspondance inédite, publ. p. F. ROSSEL (publie 224 lettres de Voltaire ou relatives à Voltaire).

26. — **La Province du Maine**. T. XVII, 1909, janv. — A. ROBEVILLE et L. FROGER. La communauté d'habitants de Pont-de-Gennes (fin : de 1789 à nos jours). — R. DESCHAMPS LA RIVIÈRE. Antoine Maguin, curé constitutionnel de la Couture et le clergé constitutionnel manceau de 1791 à 1794 (suite ici, en févr., mars et mai). = Févr. L. CALENDINI. Rétractations de religieuses, 1792-95 (liste de 46 religieuses du diocèse du Mans dont les autorités ecclésiastiques enregistrèrent la rétractation de leur serment à la Constitution). — R. LATOUCHE.

L'hygiène au xv^e s. (acte de 1446 relatif au nettoyage de fosses d'aisance). — L. FROGER. Les comptes de la fabrique de Fillé de 1461 à 1468. = Mars. A. LEDRU. Les Cénomans depuis l'époque préhistorique jusqu'aux invasions barbares (fin en mai). — L. CALENDINI. Le doyen du Mans et le testament d'Arthur II de Bretagne, 1327. = Avril. L. BEZARD. A propos des Cénomans (additions à l'article d'A. Ledru paru en mars).

27. — **Revue de Bretagne.** T. XLI, 1909, févr. — J. ROUXEL. Les bleus en campagne, 1796 (raconte les méfaits commis par une colonne de « bleus » à la poursuite d'une bande de chouans du Morbihan; fin aux n^{os} suiv.). — J. BAUDRY. Saint-Mars-la-Jaille et ses anciens seigneurs (suite : xvii^e s.; suite en mai : réformation des rôles rentiers de la seigneurie en 1745). — LOURMEL DU HOURMELIN. Un incident de la faillite de la banque Guémené (à Brest, 1781). = Mars. PICQUENARD. Le néodruidisme (cette étude débute par un exposé succinct du druidisme dans l'antiquité; fin en avril). — J. TRÉVÉDY. Attentats des Penthivère contre le duc Jean V, 1420-1422 (d'après les pièces du procès). = Avril. A. TRAVERS. Armoricaïns et Bretons (étude destinée à établir la persistance de la population et de la langue celtiques en Bretagne depuis l'époque gauloise; suite en mai). — F. UZUREAU. Les élections du Tiers-État dans les paroisses angevines du diocèse de Nantes, 1789.

28. — **Revue de Gascogne.** 1908, déc. — A. SANSOT. *Civitas* et *villa* (Auch et Tarbes doivent être ajoutées au nombre des villes doubles; jusqu'au xiv^e s., on trouve la trace de deux villes distinctes : la « cité », ou ville épiscopale, et la « ville », formée d'éléments plus récents, différents et parfois hostiles). — J. CONTRASTY. Le clergé français réfugié en Espagne (suite ici et dans les n^{os} suiv.). — A. DEGERT. Après la première séparation. État religieux des Landes en 1801. = C.-rendu : Cartulaire des vicomtes de Lavedan, dit Livre Vert de Bénac (57 actes, dont 14 seulement en latin, les autres en gascon, allant du ix^e s. à 1412. C'est à la fois un cartulaire et un censier). = 1909, janv. A. DEGERT. Lettres inédites du cardinal Maury (6 lettres adressées de Rome et de Montefiascone, en 1794 et en 1795, par le cardinal à l'évêque de Dax et au curé de Saint-Jean-de-Luz, alors réfugiés en Espagne). = C.-rendu : *J. de Jaurgain*. Épisodes de la guerre civile de Navarre (d'après un compte de Pedro-Periz de Jassu, bailli de Saint-Jean et receveur des deniers royaux en Basse-Navarre, 1451-1455). = 1909, févr. J. BONNET. Papiers gascons à Saint-Pétersbourg (quelques notes sur des mss. et autographes du xvi^e et du xvii^e s.). — P. COSTE. Les prêtres de la mission à Buglose (au xviii^e s.). — J. LESTRADE. L'œuvre historique du chanoine Abadie (Abadie de Saint-Gaudens, érudit de la fin du xviii^e s., auteur d'un catalogue encore ms. des évêques de Comminges). — A. SANSOT. A propos du *Castrum Fidentiacum* (cité seulement dans une charte suspecte de 920; on demande des renseignements). = C.-rendus : *J. Lestrade*. La coutume de Muret en Comminges (compilation de divers statuts municipaux

accordés, de 1203 à 1351, aux habitants de cette ville par les comtes de Comminges et homologués par Jean d'Armagnac en 1378). — *Ch. de Batz-Trenquelléon*. Un aventurier gascon; le vrai baron de Batz (réfutation de l'ouvrage publié en 1908 par le baron de Batz dans la *Rev. de Gascogne*. Querelle de cousins dont l'histoire fera sans doute son profit). — Avril. A. CLERGEAC. La maison de Fautoas, d'après un ouvrage récent (par Ledru et Vallée). — Ch. SAMARAN. Papiers gascons à Saint-Petersbourg (rectifie l'art. ci-dessus de J. Bonnet; ces papiers sont bien connus et ont été déjà largement mis à profit. Commente une lettre de Jacques d'Estouteville, prévôt de Paris, à Louis XI, 29 avril [1480-1483], qui jette un certain jour sur la vie de Jean de Lescun, archevêque d'Auch). — V. FOIX. Bessaut. Commanderie; hôpital de Saint-Jacques et l'Épée rouge (suite en mai). — Mai. L. MÉDAN. Un nouveau dieu dans l'Olympe pyrénéen (publie une inscription de Gazost, gravée sur le marbre : « Belgoni Deo Julius Certus », et croit retrouver le nom de ce même dieu dans une inscription déjà publiée par Hirschfeld et Sacaze, mais où il faut lire : « Nymphis [e]t Belc. Fabius »). — E. CASTEX. Troubles à Eauze à l'occasion de la prestation du serment civique en 1791.

29. — *Revue de l'Agenais*. T. XXXV, 1908, n° 6. — J. MOMÉJA. Bernard Palissy agénais (tient pour son origine agénaise). — Ph. LAUZUN. Le château de Lauzun (suite ici et au n° suiv. : histoire des seigneurs sous Louis XIV et Louis XV). — J. DUBOIS. Les détenus de Marmande sous la Terreur (suite ici et aux n°s suiv. : liste et biographies). — T. XXXVI, 1909, n° 1. C^e DE DIENNE. Les sénéchaux d'Agenais Robert de Balzac et Rigault d'Aurelle; complément aux articles de Tamizey de Larroque consacrés à ces personnages (xv^e-xvi^e s.). — J. BROCONAT. La Roumieu (suite : histoire de cette localité, xvi^e-xviii^e s.). — N° 2. R. BONNAT. Le citoyen Delsoert, ci-devant Lalaurencie, bibliothécaire de l'École centrale [de Lot-et-Garonne], 1768-1829. — COUYBA. La fondation [du couvent] de l'Annonciade de Villeneuve d'Agenais (ann. 1621 et suiv.).

30. — *Revue de l'Anjou*. Nouv. série, t. LVII, 1908, n° 5. — Ch. URSEAU. Le Cartulaire noir de la cathédrale d'Angers (extr. de l'introduction au Cartulaire, récemment publié par M. Urseau). — B. BOIS. Recherches historiques sur l'enseignement primaire en Anjou des origines jusqu'à nos jours (suite ici, au n° 6, et 1909, n° 3 : influences de la Renaissance et de la Réforme et réaction de l'Église catholique; au début du xvii^e s., des congrégations enseignantes s'établissent dans quelques villes; puis, à partir de 1650, sous l'épiscopat de Henri Arnauld, se créent en Anjou quantité de « petites écoles » et quelques communautés enseignantes; à la fin du xvii^e s., persécution contre les « petites écoles jansénistes » de Jean Gallard et contre l'Académie protestante de Saumur; nombreuses fondations scolaires au xviii^e s.; leur instabilité et leur insuffisance; la culture y est exclusivement religieuse). — LA BESSIÈRE. Écoles libres laïques à

Angers pendant le XIX^e s. (suite : écoles de filles au milieu du XIX^e s.). = N^o 6. Ch. URSEAU. Evêques et dignitaires de l'église cathédrale d'Angers, 770-vers 1175 (listes chronologiques avec références, complétant et corrigeant les listes dressées par Hauréau dans la *Gallia christiana*. Extr. de l'introduction au *Cartulaire noir de la cathédrale d'Angers*). = T. LVIII, 1909, n^o 1. JOÛN. Historique sommaire des bataillons de volontaires nationaux fournis par le département de Maine-et-Loire, 1791-93. — Le P. UBALD D'ALENÇON. Les frères mineurs capucins à Angers, 1855-1870 (suite au n^o 3). = N^o 2. JEANSON. A propos de la mort de M. de Beaurepaire, lieut.-colonel commandant le 1^{er} bataillon des volontaires nationaux de Mayenne-et-Loire (à Verdun, le 1^{er} sept. 1792, au moment du siège de la ville). = N^o 4. H. JOUIN. A l'armée du nord, 1870-71 (sur le P. Jouin, aumônier volontaire).

31. — **Revue de Saintonge et d'Aunis.** T. XXVIII, 1908, n^o 6. — J. PELLISSON. Billets de logement charentais (en publie des XVII^e, XVIII^e et XIX^e s.). — CHAUDRUC DE CRAZANNES. Les milices garde-côtes d'Aunis et de Saintonge (1752-1783). — E. RÉVEILLAUD. Notes et documents sur Benjamin Prioleau, sur sa famille et ses origines (cet intrigant, qui fut agent de Mazarin, était en réalité d'une famille de protestants de Saint-Jean-d'Angély). = T. XXIX, 1909, n^o 1. P. LEMONNIER. Emprisonnement des suspects à Brouage en 1793 (suite au n^o 2; plus de 700 suspects des districts de Saintonge et d'Aunis y furent enfermés). = N^o 2. Ch. DANGIBEAUD. Bernard Palissy est-il Agenais ou Saintongeais? (critique d'un article de M. Momméja dans la *Rev. de l'Agenais*).

32. — **Revue d'histoire de Lyon.** T. VIII, 1909, n^o 1. — A. BASARD. La querelle des consuls et des artisans à Lyon, 1515-1521 (ce ne fut pas, comme on l'a dit, une émeute démocratique, mais une simple querelle poursuivie légalement et dirigée par quelques riches bourgeois jaloux de la caste des consuls). — H. DE BOISSIEU. L'Aumône générale de 1534 à 1562 (suite aux n^{os} 2 et 3. Établie à la suite de la famine de 1531, l'Aumône commença à fonctionner en 1534. Son organisation; distribution de secours aux indigents de Lyon et de passage; éducation des orphelins). — E. VIAL. L'hiver de 1709 (récit d'un contemporain, Persin, curé de Vaise). = N^o 2. G. DE MONTAUZAN. Les aqueducs romains de Lyon (résumé par l'auteur de son livre sur *Les aqueducs antiques de Lyon*, Paris, 1908). — E. RÉVEIL. La nuit du 23 nov. 1831 à l'hôtel de ville de Lyon (récits contemporains inédits). — LÉVY-SCHNEIDER. Le major Frye à Lyon (traduit un passage consacré à Lyon en 1815 dans les *Reminiscences of European travel* de Frye). = N^o 3. M. BRISAC. Lyon et l'insurrection lyonnaise de 1830-1831 (à la suite de l'insurrection polonaise de Varsovie). — O. FESTY. Le « Commerce véridique et social » à Lyon et les pouvoirs publics, 1836 (documents inédits sur une épicerie coopérative à Lyon). — E. VIAL. Élection de consuls, à Oullins, en 1608 (document). — L. CAILLET.

Lettre de Thomas de Varey, otage en Angleterre (1364), aux bourgeois de Lyon.

33. — Revue historique et archéologique du Maine. 1909, t. LXV, n° 1. — E. TOUBLET. Fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon (vers 1050. Le prieuré a bien été fondé par Gui I^{er} de Laval). — L. CELIER. Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du XIII^e s. (suite ici et au n° 2 : 1211-1223). — R. LATOUCHE. Les premiers vicomtes du Maine (établit leur succession et leur généalogie depuis la fin du IX^e siècle jusqu'à la fin du XI^e). — L. ESNAULT et L. FRÖGER. La communauté d'habitants de Changé (1^{re} histoire de la paroisse aux XVI^e-XVIII^e s.; suite au n° 2 : les établissements religieux, les fondations religieuses et les écoles, XVI^e-XVIII^e s.). — N° 2. P. MARICHAL. René II, duc de Lorraine, et les possessions de la maison d'Anjou dans le Maine (recherche l'origine des droits de René II sur ce qui devint en 1573 le duché de Mayenne). — P. DELAUNAY. Jacques Peletier du Mans, licencié en médecine, 1517-1582.

34. — Travaux de l'Académie nationale de Reims. T. CXX, 1905-1906. — E. BOUCHEZ. La paroisse de Saint-Jacques de Reims avant et pendant la Révolution (histoire religieuse et administrative de 1769 à 1819). — H. JADART. Le palais archiepiscopal de Reims du XIII^e au XX^e s. — T. CXXI, 1906-1907. H. JADART. Deux anciens livrets de famille à Reims et à Château-Porcien, 1617 et 1748 (publie deux curieux livrets consacrés à l'histoire familiale l'un d'une famille de riches bourgeois, l'autre d'une famille de notaires). — Id. Un 3^e livret de famille rémois de 1567 à 1753 (d'une famille d'artisans rémois avec des notes de chronique locale depuis le milieu du XVII^e s.). — Id. La procession de la Résurrection fondée par le cardinal de Lorraine en l'église métropolitaine de Reims, 1549-1907. — T. CXXIII, 1907-1908. A. BELLEVOYE. Notes sur une trouvaille de monnaies du XV^e s. faite à Reims. — R. DE BOVIS. Alexandre le Grand sur le Danube; sa première rencontre avec les Gaulois (établit son itinéraire en 355; identifie le fleuve Luginos avec la Nichava; le passage d'Alexandre se fit en aval des Portes de Fer). — H. JADART. Extraits des autographes de la Bibliothèque de Reims (publie 33 lettres des années 1594-1739).

35. — Historische Zeitschrift. 1909, t. CII, fasc. 3. — A.-D. XÉNOPOL. Pour la logique de l'histoire (discussion des idées exposées sur ce sujet par M. E. Bernheim). — M. KLINKENBORG. Aperçu de l'histoire de Frise au moyen âge (en quelques pages, l'auteur résume ici, sans donner de références, le résultat de ses recherches sur l'histoire de Frise du VII^e au XV^e s.). — G. v. BELOW. Bourgeoisies et princes (critique approfondie du livre suggestif mais trop systématique de H. Preuss, *Entwicklungsgesch. der deutschen Städteverfassung*, 1906). — R. KRAUEL. Un mémoire du baron de Stein, 1806 (l'auteur a retrouvé aux Archives d'État de Berlin le mémoire où Stein critiquait la poli-

tique prussienne d'une manière qui lui valut, le 3 janvier 1807, l'ordre royal d'avoir à abandonner son portefeuille). — K. BENRATH. Nouvelles lettres de Paul Sarpi (un érudit finlandais, M. G. Rein, dans une dissertation sur *Sarpi und die Protestanten*, 1904, a signalé un grand nombre de lettres inédites du célèbre consultant de la République vénitienne au début du XVII^e s.; une édition de tous ces textes est à souhaiter). — Une lettre de l'empereur Guillaume I^{er} du 14 mai 1849, publ. par E. MARCKS. = C. rendu : *M. Philippson*. Neueste Geschichte des jüdischen Volkes (écrit par un israélite, ce livre manque d'objectivité).

36. — Historisches Jahrbuch. T. XXX, 1909, n° 2. — F. BLIE-METZRIEDER. Raimond de Capoue et Catherine de Sienne au début du Grand schisme d'Occident (publie une invective de Raimond de Capoue contre les cardinaux ultramontains, sept. 1378, et la réponse du cardinal Pierre Flandrin). — F. SCHRÖDER. Comment Clément Venceslas devint prince électeur de Trèves (en 1768; fin). — G. SOMMERFELDT. Les prophéties de sainte Hildegarde de Bingen (fin : publie une lettre adressée par maître Henri de Langenstein à l'évêque de Worms pour le consoler de la mort de son père, 1384).

37. — Hermes. T. XLIII, 1908, n° 2. — R. LAQUEUR. La composition de l'*Anonymus Argentinensis* (il renfermerait la « capitulatio » d'un livre περί Δημοσθένους). — K. HOLL. La survivance des langues populaires en Asie Mineure après l'ère chrétienne (l'Eglise officielle répandait la langue grecque, tandis que les idiomes locaux se conservaient parmi les païens et les sectes dissidentes). — G. BUSOLT. Le nouvel historien et Xénophon (le fragment historique pour les années 396-395, publié au t. V des *Oxyrhynchus-Papyri*, dérive des *Hellenica* de Théopompe et renferme, comme celles-ci, des erreurs que Xénophon a su éviter). — M. HOLLEAUX. La rencontre d'Hannibal et d'Antiochos le Grand à Éphèse (elle eut lieu en automne 195). = N° 3. THALHEIM. Sur les petits écrits de Xénophon : *Hiéron*, *Agésilas*, l'*Apologie*. — H. JACOBSON. Antium (appartenait à la tribu Camilia). — U. WILCKEN. Un fragment de Théopompe dans les nouvelles *Hellenica* (le fragment historique publié au t. V des *Oxyrhynchus-Papyri* se retrouve partiellement dans Strabon, XIII, p. 629, où il est donné comme de Théopompe). = N° 4. VALETON. De inscriptionis Phrynicheae partis ultimae lacunis explendis (*Inscr. Gr.*, I, 59, ann. 409 av. J.-C.). — B. KEIL. Sur des inscriptions funéraires d'Asie Mineure. — U. VON WILAMOWITZ-MÖLLENDORFF. Thucydide, livre VIII (ce livre porte des traces manifestes des remaniements que Thucydide a fait subir à son œuvre : certains chapitres ont été composés au lendemain des événements; d'autres ont été écrits après nouvelles informations; l'auteur n'a pas eu le temps de fondre l'ensemble). = T. XLIV, 1909, n° 1. A. WILHELM. Sur les inscriptions de la ligue des Magnètes. — F. MÜNZER. Notes sur la biographie de M. Caelius Rufus (accusé par L. Sempronius Atrati-

nus et défendu par Cicéron en 56 av. J.-C.). — R. LAQUEUR. Une épigramme d'Antipatros de Sidon (*Anthol.*, VII, 241, sur la mort de Ptolémée Éupator vers 150). — KROM. Séleucus et Candragupta (peu avant la bataille d'Ipsos, Séleucus essaya de remettre la main sur les pays de l'Inde conquis par Alexandre; mais il dut céder au roi indien Candragupta un important empire à l'ouest de l'Indus).

38. — *Jahrbuch des k. deutschen archäol. Instituts*. T. XXII, 1907, n° 4. — E. PRIDIK. Sur *C. I. A.*, I, 450 (d'après l'original conservé à Saint-Petersbourg). — A. SCHULTEN. Les fouilles de Numance (rapport sur les fouilles du camp de Scipion en 1907). = T. XXIII, 1908, n° 1. Th. WIEGAND. L'hippodrome de Constantinople au temps de Soliman le Grand (publie un dessin fait après 1526). — H. THIERSCH. Les dernières fouilles de Palestine (fin au n° 3). = N° 2. G. KROPATSCHECK. Pylons et *pila muralia* (dans les fouilles d'Oberaden, on a trouvé des pieux qui sont les *pila muralia* dont parlent César et Tacite; note complémentaire au n° 4). — Rapport sur les trouvailles archéologiques de 1907 (en Europe et en Afrique). = N° 4. A. SCHULTEN. Les fouilles de Numance (en 1908).

39. — *Klio. Beiträge zur alten Geschichte*. T. IX, 1909, n° 2. — E. VON STERN. La colonisation grecque d'après les données de l'archéologie (la plus ancienne colonisation est ionienne, spécialement milésienne; à la fin du VI^e s., la civilisation ionienne est supplantée par l'influence attique, qui subit une éclipse au temps des guerres médiques; plus tard, les colonies se détachent de la métropole; leur destinée jusqu'à l'époque byzantine). — H. POMTOW. Études sur les dédicaces et la topographie de Delphes (suite). — R. CAGNAT. Remarques sur les monnaies usitées dans l'Afrique romaine à l'époque du Haut-Empire. — C.-H. BECKER. Esquisse de l'évolution économique de l'Égypte aux premiers siècles de l'Islam (c'est à tort qu'on se représente les conceptions orientales comme figées dès l'origine dans l'Islam: l'État arabe a évolué et c'est progressivement qu'il s'est transformé d'un État militaire, fondé sur le groupement de castes guerrières, en un gouvernement despotique). — E. OBST. Le Scamandre-Xanthus dans l'Iliade (nouvelle solution de ce problème débattu entre MM. Dörpfeld et C. Robert). — E. PETERSEN. Hékatompedon (répond aux critiques adressées à son livre *Burgtempel der Athenaia*). — LEHMANN-HAUPT. Encore sur la royauté macédonienne de Séleucus Nicator (réponse à l'article de F. Reuss au n° 1). — L. VALMAGGI. Sur la campagne flavio-vitellienne de l'an 69 (essaie d'expliquer comment s'opéra la concentration des troupes de Vitellius à Crémone).

40. — *Neue Jahrbücher für das klassische Altertum*. T. XI, 1908, n° 7. — E. KÖNIG. L'influence de la Babylonie dans l'histoire de la civilisation (cette influence est indéniable; mais elle s'est trouvée limitée par des influences contraires plus puissantes venues de l'Inde, de l'Égypte, de la Phénicie et de la Palestine, de Mycènes et de

Grèce). = N° 8. R. STÜBE. Tschinghiz-Chan; son œuvre politique et sa personnalité (le fondateur de l'empire mongol a été un véritable homme d'État). = N° 9. W. CAPELLE. Tremblements de terre dans l'antiquité (les grands tremblements de terre connus; explications religieuses et scientifiques du phénomène données par les contemporains). = T. XII, 1909, n° 1. W. NESTLE. Les théories politiques et la culture philosophique en Grèce à la fin du v^e s. av. J.-C. (les théories qui se firent jour alors furent une réaction contre la situation politique du moment; les sophistes se trouvèrent d'accord pour discuter le caractère d'obligation du νόμος, mais leurs conceptions politiques et sociales furent très diverses; presque tous cependant soutinrent des théories antidémocratiques). — Alb. MÜLLER. Le théâtre depuis le temps de Constantin le Grand jusqu'à celui de Justinien. = N° 2. H. CHRISTENSEN. Alexandre le Grand dans la poésie latine. — R. SCHNEIDER. Les débuts et la fin des machines de guerre à torsion (l'antiquité en a fait un usage presque exclusif depuis l'an 400 av. J.-C.; l'usage s'en est perdu au moyen âge). = N° 3. F. MÜNZER. Lucilius et ses contemporains d'après les dernières recherches (celles de C. Cichorius). — A. HEISENBERG. Les fondements de la civilisation byzantine (le christianisme hellénistique et la civilisation romaine hellénisée). = N° 4. Th. ASHBY. Les aqueducs de la Rome antique (résume ici ses recherches de détail).

41. — *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*. T. XXXIV, 1909, n° 2. — E. SECKEL. Études sur Benoît Lévite (suite : détermine les sources du début du 2^e livre). — H. BRESSLAU. Notes sur les diplômes de Conrad II (suite : étude des diplômes de Conrad II et de Henri III pour Ascoli et d'un diplôme faux de Conrad pour le monastère de Saint-Jacques de Liège). — K. WENGK. Recherches documentaires et textes pour l'histoire de sainte Élisabeth; I : sur les *Dicta quatuor ancillarum sanctae Elisabeth* (soutient, contre M. Huyskens, que la rédaction originale est la plus longue des deux rédactions conservées et qu'elle est l'œuvre des frères de l'Ordre teutonique à Marburg). — Un écrit oublié de Gert van der Schuren, publ. p. G. KENTENICH (tableau intéressant de la vie politique et de la civilisation dans les duchés de Clèves dans la première moitié du xv^e s.). — F. PHILIPPI. Sur les portraits des souverains allemands (additions et corrections au mémoire publié sur ce sujet par M. Kemmerich au t. XXXIII).

42. — *Sitzungsberichte der Preussischen Akademie der Wissenschaften*. 1908, n° 35. — A. BRANDL. Les débuts de l'autobiographie en Angleterre (les antécédents; la *House of Fame* de Chaucer, 1384). = N° 39. YAHUDA. Sur l'inauthenticité du livre de Josué samaritain (publié récemment par M. Gaster). — A. ERMAN et H. SCHÄFFER. Le prétendu récit égyptien d'un voyage de navigation autour de l'Afrique (démontrent la fausseté des deux scarabées communiqués

par M. Moret. La falsification a été, depuis, reconnue). = N° 41. F. LOORS. Les données chronologiques du prétendu « prologue » aux lettres solennelles d'Athanase (elles sont exactes, car l'auteur a compté suivant les années consulaires romaines). = 1909, n° 3. A. HARNACK. La première lettre de Clément (cette lettre, étant écrite au nom de l'église de Rome à celle de Corinthe à la fin du 1^{er} s., reflète bien les idées des chrétiens de l'époque). = N° 7. K. SCHMIDT. Un nouveau fragment des *Acta Pauli* d'Heidelberg (au British Museum, complétant le ms. d'Heidelberg). = N° 14. H. ZIMMER. Sur des rapports commerciaux directs entre la Gaule occidentale et l'Irlande dans l'antiquité et le haut moyen âge (suite aux nos 15, 20 et 21. Ces rapports, attestés dès le 1^{er} s. de notre ère, existaient sans doute anciennement, comme les fouilles semblent le prouver; seules la conquête de la Gaule par César et la pacification de la Bretagne par Agricola permirent d'assurer le commerce entre l'Irlande et la Gaule par la Grande-Bretagne, mais la voie de mer, seule possible au temps de l'occupation de l'Angleterre méridionale par les païens Saxons et Jutes, n'en continua pas moins à être la plus suivie par les commerçants jusqu'à la fin du XII^e s. Étudie ensuite spécialement le commerce du vin du 1^{er} au VII^e s. de notre ère; puis la part prise par la Gaule à la christianisation de l'Irlande aux IV^e-V^e s. et montre, à ce propos, que seule l'influence de l'organisation monastique créée en Gaule par saint Martin de Tours peut expliquer les caractères distinctifs de l'église irlandaise primitive). — A. HARNACK. Le prétendu synode d'Antioche de l'an 324-325; 2^e art. (nie à nouveau, à l'encontre de Ed. Schwartz, l'authenticité des actes de ce synode). = N° 23. R. KOSER. Rapport annuel sur la publication des *Monumenta Germaniae historica*. = N° 25. H. DRESSSEL. L'*Iseum Campense* sur une monnaie de Vespasien (frappée pour commémorer la nuit passée par l'empereur dans le temple d'Isis la veille du jour où il célébra son triomphe sur les Juifs, en 71 apr. J.-C.).

43. — *Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsge-schichte*. T. VII, 1909, n° 1. — J. MÜLLER. La politique financière du Conseil de Nuremberg dans la seconde moitié du XVI^e s. (pour éviter la banqueroute, le Conseil dut créer de nouveaux impôts directs et augmenter le taux des impôts indirects). — H. SIEVEKING. Le développement du capitalisme dans les cités italiennes du moyen âge (depuis le XII^e s.; rapide aperçu). — J. LETAGONNOUX. Les voies de communication en France au XVIII^e s. (l'étude détaillée des efforts faits au XVIII^e s. prouvent le rôle croissant de l'État dans cette partie de l'administration, qui tend à devenir un service public; le souci grandissant de relier Paris aux principales villes du royaume et aux principaux marchés d'Europe; enfin le désir d'établir, au moyen de canaux et de rivières navigables, un système de navigation intérieure. Ces efforts ne furent couronnés que d'un succès médiocre: le mauvais état du réseau des routes et des voies d'eau le rendait difficilement praticable). — L.-M. HARTMANN. Seigneurie et bureaucratie dans l'État pontifical du VIII^e au

x^e s. (montre comment le système d'organisation féodale et le système d'administration bureaucratique se trouvèrent face à face dans les états pontificaux et comment les fonctionnaires d'ordre purement administratifs perdirent peu à peu l'administration temporelle pour ne plus garder que l'administration de l'Eglise). — P. HENNING. Prix moyens de revient d'un livre scientifique au xviii^e et au xx^e s. — G. von BELOW. La question de la décadence économique de l'Allemagne avant la guerre de Trente ans (discussion de travaux récents).

44. — *Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst*. T. XXVII, 1908, n° 1. — Th. ILGEN. Contributions à la critique des sources de la région rhénane et westphalienne au moyen âge; IV : la *Vita Arnoldi archiepiscopi Moguntini* (n'est pas l'œuvre d'un contemporain de cet évêque, 1153-1160, mais une fabrication du xvii^e s. due presque entièrement au prieur de Saint-Jacques de Mayence, Jean Antoni, † 1638). — W. STECHELE. L'Angleterre et le bas Rhin au début du règne d'Edouard III, 1327-1337 (début d'une étude approfondie de la politique suivie par Edouard III pour se recruter des alliés principalement aux Pays-Bas et pour s'assurer dans la région du bas Rhin une base d'opération contre Philippe de Valois). = Nos 3-4. O. OPPERMANN. Recherches sur l'histoire d'Utrecht principalement aux xii^e-xiii^e s.; 1^{re} partie (passe en revue dans l'ordre chronologique tous les documents relatifs à Utrecht depuis le début du xii^e s. jusqu'en 1235, date à laquelle la domination des princes laïques détrôna définitivement celle des évêques). — H.-V. SAUERLAND. La situation de l'Eglise dans les pays rhénans au xiv^e s. (maintient, contre H.-K. Schäfer, ce qu'il a dit de la corruption du clergé rhénan dans ses *Regesten zur Gesch. der Rheinlande aus dem Vatikan. Archive*). — J. HANSEN. La controverse sur le « Marteau des sorcières » et son approbation à Cologne en 1487 (nouvelle réponse à N. Paulus à propos de l'article de ce dernier dans l'*Histor. Jahrbuch*, t. 29). — M. SCHWANN. La représentation des commerçants à Cologne au xviii^e s. (c'est seulement en 1797 que fut créé un Conseil du commerce; avant cette date, les commerçants de Cologne se réunissaient en cas de besoin et désignaient, s'il le fallait, des commissaires temporaires).

45. — *Zeitschrift für Kirchengeschichte*. T. XXIX, 1908, n° 4. — H. HERMELINK. La pensée de Luther sur la communauté idéale et l'autorité publique (critique d'un article de P. Drews). — Th. BRIEGER. Les recherches de M. Karl Müller sur Luther et Karlstadt (comptendu critique). = T. XXX, 1909, n° 1. A. BRACKMANN. Indications en vue de la confection d'une « Germania sacra ». — H. VON SCHUBERT. Contributions à l'histoire de la formation de la confession et de la ligue évangéliques en 1529-1530 (fin : rôle de Casimir, margrave de Brandebourg avant 1529; le colloque de Marbourg et son rôle prépondérant dans l'unification du protestantisme allemand).

46. — The english historical Review. 1909, avril. — CH. HASKINS. Administration de la Normandie sous Henri I^{er} (publie et commente un certain nombre de documents inédits relatifs à l'administration de la justice et au fonctionnement de l'Échiquier). — A. G. USHER. La destitution des ministres puritains en 1605 (il s'en faut de beaucoup que le nombre des puritains destitués ait été de 300 et que ceux qui furent frappés, en petit nombre, aient été la fine fleur des ministres puritains. Les destitutions effectuées eurent plutôt pour résultat de faire rentrer dans l'Église les chefs de ce parti). — C. BRINKMANN. Les relations entre l'Angleterre et l'Allemagne de 1660 à 1688 (1^{er} art.). — J. H. ROSE. Les missions de William Grenville à La Haye et à Versailles en 1787 (documents inédits). — J. B. BURY. L'ambassade de Jean le Grammairien (l'ambassade de Jean le Syncelle auprès du calife Mamour est un fait historique; mais c'est à Damas qu'il alla, non à Bagdad. Cette ambassade eut lieu en 831-832; elle eut pour but ostensible l'échange ou le rachat des prisonniers de guerre et sans doute pour objet secret une entente pour la paix en Orient). — BARING. Crundels (du sens de ce terme, qui appartient à la langue géographique). — SALTER. Les chartes de Henri II conservées à la cathédrale de Lincoln (publie 26 chartes, seules restant des 75 qui existaient dans les archives épiscopales lorsque fut rédigé le plus ancien cartulaire). — DAVIS. La commune de Bury St Edmunds en 1264 (publie un double récit du soulèvement des bourgeois de Bury contre l'abbé leur seigneur). — Sir J. RAMSAY. Les « Subsidy Rolls » d'Édouard II (fournissent d'utiles indications sur la distribution de la richesse dans les comtés). — J. GAIRDNER. L'archevêque Morton et St Alban (documents relatifs à la visite de l'abbaye par l'archevêque de Canterbury en 1490). — BAYNE. Le couronnement de la reine Élisabeth (rapporte le témoignage du jésuite Pedro de Ribadeneira, témoin oculaire). — C.-rendus : G. UNWIN. The guilds and companies of London (remarquable). — Julia CARTWRIGHT. Baldassare Castiglione, the perfect courtier; his life and letters (bon; mais ajoute peu à ce que l'on savait déjà de l'auteur du « Cortegiano »). — STEVENSON. Marine world chart of Nicolo de Canerio Januensis, 1502 (important). — BATE. The declaration of Indulgence, 1672 (ouvrage très consciencieux, où beaucoup de documents nouveaux ont été utilisés). — J. MARTINEAU. The life of Henry Pelham, fifth duke of Newcastle, 1841-1864 (important pour l'histoire de la guerre de Crimée). — TRACY. The tercentenary history of Canada, from Champlain to Laurier, 1608-1908 (prétentieux, assez exact).

47. — The scottish historical Review. 1909, avril. — BLAIKIE. Les Highlanders à Macclesfield en 1745 (publie une série de lettres relatives au ravitaillement de l'armée jacobite dans sa marche en Angleterre). — C. H. FIRTH. Un cadeau du jour de l'an pour les Whigs (publie une ballade composée à Londres vers la fin de 1684). — J. FERGUSON. Une maison baroniale du nord de l'Écosse (histoire de la maison Delgaty à l'époque du Covenant). — SCOTT. Saint Maolrubha (saint

Picte, qui évangélisa les Pictes d'Alba vers la fin du VII^e s. et dans les premières années du VIII^e, saint Maolrubha et Sagart Ruadh sont une même personne). — La chronique de Lanercost (suite de la traduction). = C.-rendus : *Anderson. Scottish annals from english Chroniclers*, 500-1286 (très utile compilation où l'on nous donne, en traduction anglaise, une quarantaine d'extraits de chroniqueurs latins). — *Sandeman. Calais under english rule* (estimable). — Dans les « *Queries and Replies* », intéressante note de M^{me} Green en réponse aux critiques de M. Lawlor sur son livre *The making of Ireland*. Naturellement, M. Lawlor maintient toutes ses conclusions.

48. — **Boletin de la Real Academia de Buenas Letras de Barcelona.** T. VII et VIII, 1907-1908. — J. MIRET Y SANS. Itinéraire du roi Pedro, 1^{er} du nom en Catalogne, II^e en Aragon, 1196-1213 (fin de cet itinéraire détaillé, avec preuves à l'appui). — J. BOTET Y SISÓ. Cartulaire de Carles Many, de la cathédrale de Gérone. — A. GIMÉNEZ Y SOLER. La couronne d'Aragon et Grenade (longue étude documentée sur les rapports de ces deux royaumes de 1323 à 1335). — Séance publique en l'honneur du VII^e centenaire de la naissance de Jaime I^{er} d'Aragon (travaux divers relatifs à Jaime I^{er}; entre autres, notice sur les sceaux de Jaime I^{er} par D. Ferrán de Sagarra). — F. DE SAGARRA. Sigillographie des comtes d'Urgel. — F. DE ANTÓN DEL OLMET. L'intervention de la Catalogne dans la guerre de l'Indépendance en dehors de la Principauté. — F. CARRERAS Y CANDI. Le sac de Rome en 1527; narration de Lluís Castellar (lettre en catalan datée de Gaëte, 5 juillet 1527). — A. RUBÍ Y LLUCH. La population des duchés catalans de Grèce. — I. BONSONS. Introduction à la lecture de quelques fragments des traductions catalanes de la *Fiametta* et du *Décaméron* de Boccace (bibliographie très détaillée). — Discours de réception de D. J. BOTET Y SISÓ (sur la date approximative de l'établissement des Grecs à Ampurias et sur l'état de civilisation du pays à cette époque).

49. — **The american historical Review.** 1909, avril. — Ch. HASKINS. La Normandie sous Guillaume le Conquérant (étude fort documentée sur le système de tenure, la justice et les immunités, les fonctionnaires de l'ordre administratif et financier, la cour ducale. Cette organisation a un caractère nettement féodal, mais avec un pouvoir central fort et respecté). — H. PIRENNE. Formation et constitution de l'État bourguignon, XV^e et XVI^e s. — W. C. ABBOTT. L'Angleterre, de 1668 à 1674; conspirateurs et non-conformistes (1^{er} article, qui s'arrête en 1664, avec le triomphe du gouvernement sur toutes les conspirations formées pour le renverser). — U. P. PHILLIPS. Les fédéralistes de la Caroline du Sud; 1^{er} art. = Documents : le P. Pierre Gibault et la soumission du poste de Vincennes, 1778 (lettres en français publiées par C. W. Alvord). = C.-rendus : *Select essays in anglo-american legal history*; vol. II (important). — *Bezold, Gothein et Koser. Staat und*

Gesellschaft der neueren Zeit; II, 5 (intéressante mise au point). — *Williams*. A history of english Journalism to the foundation of the Gazette (excellent). — *Baddeley*. The Russian conquest of the Caucasus (l'auteur connaît admirablement les sites et les peuples du Caucase; assez mal informé sur l'histoire ancienne du pays, il est une autorité de première main pour celle du XIX^e siècle). — *Charmatz*. Oesterreichs innere Geschichte 1848-1907; I (bon résumé). — *Grant et Munro*. Acts of the privy council of England. Colonial series; I : 1613-1680. — *Hasbach*. A history of the english agricultural labourer; nouv. édit. trad. en anglais par *R. Kenyon* (très intéressant). — *Bradford*. The bibliographer's manual of american history; nouv. édit. par *S. V. Henkels*; t. III : M-R (utile, mais très imparfait; il y a des erreurs dans presque tous les titres de livres écrits en langue étrangère). — *Freeman*. A calendar of Confederate papers, with a bibliography of some Confederate publications (excellent).

50. — The Nation. 1909, 25 mars. — *Ch. A. W. Pownall*. Thomas Pownall, governor of Massachusetts Bay, author of the letters of Junius (il est impossible d'admettre que ce Pownall soit l'auteur des lettres de Junius. L'homme qui répond le mieux aux conditions du problème est Lord George Sackville). = 1^{er} avril. *Thwaites*. Wisconsin; the americanization of a french settlement (intéressant; les Français au Wisconsin ne s'occupèrent que de chasse, dédaignant l'agriculture; ils rabaisèrent au même degré de civilisation qu'eux les Indiens qui commençaient à s'émanciper de l'état sauvage. Au XIX^e s., ils furent rapidement submergés par la masse des émigrants européens). — *I. M. Hays*. Calendar of the papers of Benjamin Franklyn in the library of the american philosophical Society; 5 vol. = 15 avril. *Horsburgh*. Lorenzo the Magnificent, and Florence in her golden age (intéressant). — *Vaughan*. The Medici popes : Leo X and Clement VII (agréable). — *Mac. Natt*. Bartholomew de Los Casas; his life, his apostolate and his coritings (biographie très incomplète; l'auteur donne une utile traduction anglaise de la *Brevissima relacion de la destruycion de las Indias* d'après l'editio princeps de 1552). = 6 mai. *Curtin*. The Mongols. The Mongols in Russia (deux volumes préparés par le célèbre ethnologiste et voyageur Jérémie Curtin, mort il y a deux ans; publiés par sa veuve, qui l'avait accompagné dans ses voyages et avait été associée de près à ses travaux. L'histoire des Mongols, donnée dans le premier volume, est avant tout celle de Gengis Khan et de ses successeurs immédiats. Important, malgré l'absence de toute bibliographie et de toute note).

51. — Archivio della R. Società romana di storia patria. T. XXXI, 1908, nos 3-4. — *B. TRIFONE*. Recueil des chartes du monastère de Saint-Paul de Rome du XI^e au XV^e s. (introduction et 27 chartes, de 1081-1297). — *M. ANTONELLI*. La domination pontificale dans le Patrimoine dans les vingt dernières années de la période d'Avignon

(fin : documents de 1363-1378). — C. PINZI. Lettres du légat Vitelleschi aux prieurs de Viterbe de 1435 à 1440 (49 lettres intéressantes pour l'étude des démêlés entre la commune de Viterbe et l'État pontifical). — A. MAGNANELLI. Les manuscrits de Costantino Corvisieri à la bibliothèque de la « Società romana di storia patria » (inventaire). — A. SILVAGNI. Pour la datation d'une inscription romaine du moyen âge à San Saba (inscription tumulaire de Jean, évêque de Nepi, 994). — L. ROSSI et P. EGIDI. Orchia, dans le Patrimoine; notes de topographie et d'histoire (il s'agit d'une petite cité disparue de l'Étrurie où l'on a retrouvé des tombes étrusques et d'importantes ruines du moyen âge; on en suit l'histoire depuis l'époque de Charlemagne). — G. CASCIOLI. Statuts de Guadagnolo, donnés par Torquato Conti le 4^{er} sept. 1547.

52. — Archivio storico italiano. 5^e série, t. XLIII, 1909, n° 1. — P. RAJNA. Histoire et épopée (remarques très générales sur la formation des épopées). — A. SEGRE. Les dépêches de Christophe de Plaisance, procureur mantouan à la cour pontificale, 1371-1383 (publie 22 dépêches datées d'Avignon et adressées à Louis de Gonzague; elles renferment de curieux détails sur la guerre entre le Saint-Siège et les Visconti et le retour de Grégoire XI à Rome). — A. BECCARIA. Pour la publication d'un recueil des inscriptions médiévales d'Italie. — S. PIVANO. De Bérenger I^{er} à Arduin (réponse à l'article publié par F. Gabotto au n° précédent sur un livre de M. Pivano, *Stato e Chiesa da Berengario I ad Arduino*, 888-1015). — A. AMELLI. Une lettre de Ferdinand, roi de Naples, à Battista Pandolfini de Florence (1481). — A. PANELLA. La censure sur la presse et une question de juridiction entre l'Église et l'État à Florence à la fin du XVI^e s. = C.-rendus : G. Bonelli. Codice paleografico lombardo (L. Schiaparelli propose de nombreuses corrections aux transcriptions de M. Bonelli). — L. Gauthier. Les Lombards dans les deux Bourgognes (plein d'erreurs et de lacunes au point de vue italien). — *Faraglia*. Storia della lotta tra Alfonso V d'Aragone e Renato d'Angiò (excellent).

53. — Archivio storico lombardo. T. XXXV, 1908, déc. — G. BISCARO. Les anciens « navigli » milanais (XII^e-XIV^e s. Étude des travaux de canalisation faits par les Milanais pour permettre la navigation jusqu'à Milan). — E. SOLMI. Léonard de Vinci et la république de Venise, nov. 1499-avril 1500 (étudie les dessins de Léonard relatifs à la défense de Venise et à la lutte contre les Turcs). — A. LUZIO. Isabelle d'Este et le sac de Rome (fin : documents). — G. GEROLA. A propos d'une donation de Bérenger (M. Schiaparelli a supposé à tort la disparition d'un acte du roi d'Italie Bérenger I^{er} en faveur de Jean, évêque de Pavie, 922). — D. MURATORE. Un voyage de Barnabò Visconti en Savoie et en Suisse (d'après le journal de ses dépenses, 1366-1367). — Liste des publications concernant l'histoire lombarde (juin-déc. 1908). = T. XXXVI, 1909, mars. G. COLLINO. La guerre de Venise et de Visconti contre Carrare dans les rapports de Florence et

Bologne avec le comte de Virtù, 1388 (nombreux documents inédits). — A. VISCONTI. Notes sur le droit d'entérinement au Sénat de Milan (les actes du gouvernement devaient être entérinés par le Sénat; étudie le rôle du Sénat à ce point de vue depuis la fin du xv^e s. jusqu'à la fin du xviii^e). — G. GALLAVRESI. La révolution lombarde de 1814 et la politique anglaise d'après de nouveaux documents (dépêches diplomatiques se rapportant aux missions de Mac Farlane et de Wilson). — F. NOVATI. Un évêque de Crémone à demi inconnu : saint Emmanuel († 1298). — G. BONELLI. Un manuscrit piémontais d'intérêt lombard (c'est une histoire de la famille de Biandrate par Benvenuto da Sangiorgio jusqu'en 1524). — L. FUMI. Les Archives d'État de Milan en 1908 (aperçu des principaux fonds et du classement).

54. — Archivio storico per la Sicilia orientale. T. V, 1908, n° 3. — V. CASAGRANDE. Les deux premiers historiographes de Catane : Ottavio D'Arcangelo et Pietro Carrera (xvii^e s.). — C. A. GARUFI. Le chartrier de Notre-Dame de Josaphat à Jérusalem (suite : analyse de 205 chartes de 1095 à 1266). — R. ZENO. Niccolò Tudisco; nouvelle contribution à l'histoire du concile de Bâle (fin : texte d'un traité de Niccolò Tudisco, « le Panormitain », sur la déposition d'Eugène IV et le transfert du concile de Bâle à Ferrare). — V. FINOCCHIARO. Dix ans de conspiration à Catane, 1850-1860 (fin du récit : années 1859-1860; au n° suiv., documents divers et surtout récits de témoins dont plusieurs sont encore en vie). — T. VI, 1909, n° 1. B. VACCALLUZZO FAGIOLI. Les troupes de don Juan d'Autriche à Catane après la bataille de Lépante (34 lettres inédites, 1571-1575). — F. MARLETTA. Les droits sur les draps et les soieries à Catane aux xv^e-xvii^e s. (publie quelques documents). — V. CANNIZZO. Topographie archéologique de Licodia Eubea (expose les résultats des fouilles pratiquées en cette localité de Sicile).

55. — Rivista storica benedettina. T. IV, 1909, janv.-mars. — P. LUGANO. Un commentaire du xv^e s. de la Règle bénédictine (celui de Pierre Bohier, publ. p. Allodi, 1908). — BLIEMETZRIEDER. Une seconde rédaction du traité d'Alfonse Pecha sur le schisme, 1387-88 (publie une rédaction de ce traité qu'il a trouvée dans un manuscrit de Bâle et donne à ce sujet quelques renseignements nouveaux sur Pierre Bohier, évêque d'Orvieto). — B. TRIFONE. Listes des prévôts, recteurs et abbés de Saint-Paul de Rome (depuis 498 env., avec renvoi aux textes; fin en avril). — AVRIL-juin. F. TARDECCI. Saint Grégoire le Grand et la vie monacale de son temps (extr. d'un livre à paraître sur Grégoire le Grand). — A. CORRADI. Nonantola, abbaye impériale (ix^e-xii^e s.). — P. CIAMPELLI. Camaldoli, chef de l'Ordre bénédictin des Camaldules (suite : histoire de l'abbaye à la fin du xi^e s.). — P. LUGANO. Dante, le monastère de Corvo et la lettre de frère Hilaire.

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — Plusieurs historiens distingués de la France méridionale sont décédés ces derniers mois : M. Gustave CLÉMENT-SIMON (1835 + 1^{er} févr. 1909), qui laisse une œuvre considérable presque entièrement consacrée à l'histoire de Tulle et du Limousin; M. Ernest ROSCHACH (1837 + 26 mars 1909), collaborateur de Mabille et de Molinier à la nouvelle édition de l'*Histoire de Languedoc*, à laquelle il ajouta une continuation pour les années 1643-1790 (t. XIII et XIV); M. Edmond CABIÉ (1846 + 26 mars 1909), dont nous rappellerons surtout les curieuses recherches sur le Quercy et les seigneurs de Saint-Sulpice dans la seconde moitié du xvi^e siècle.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le 1^{er} prix Gobert à M. DELACHENAL (*Histoire de Charles V*, t. I et II); le 2^e prix Gobert à M. CAILLET (*Histoire des rapports de la commune de Lyon avec Charles VII et Louis XI*); le prix Prost à M. l'abbé DORVAUX (*Anciens pouillés du diocèse de Metz*). Elle a attribué les deux plus grosses parts du prix Bordin à dom QUENTIN (*les Martyrologes historiques du moyen âge*) et à M. VOGT (*Basile 1^{er}*). Au concours des Antiquités de la France, la 1^{re} médaille a été décernée à M. R. PARISOT (*Origines de la Haute-Lorraine*), la 2^e à M. LABANDE (*Avignon au XIII^e s.*), la 3^e à M. G. DE MONTAUZAN (*les Aqueducs antiques à Lyon*), la 4^e à M. VILLEPELET (*Hist. de la ville de Périgueux*); sept mentions ont été attribuées à MM. HOUTART, Joseph GIRARD, Louis CHATELAIN, Ch. URSEAU, Cl. FAURE, PETEL, MÉTAIS.

— L'Académie française a décerné le 1^{er} prix Gobert à M. STROWSKI (*Histoire du sentiment religieux au XVII^e s. : Pascal et son temps*), le 2^e prix Gobert à M. NOUAILLAC (*Villeroy*). Elle a attribué, sur le prix Théroutanne, 1,000 fr. à M. CAUDRILLIER (*la Trahison de Pichegru*) et 500 fr. à chacun des auteurs suivants : P. D'ESTRÉE (*le Père Duchesne, Hébert et la Commune de Paris*), GAUTHEROT (*la Révol. française dans l'ancien évêché de Bâle*), KÄPPELIN (*la Compagnie des Indes orientales*), G. DE MUN (*Richelieu et la maison de Savoie*), RAIN (*l'Europe et la Restauration des Bourbons*), SCHUERMANS (*Itinéraire général de Napoléon 1^{er}*). La plus grosse part du prix Juteau-Duvigneaux a été attribuée au P. MORTIER (*Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères prêcheurs*).

— Sur la proposition unanime de la Commission des archives diplomatiques, le ministre des Affaires étrangères a pris un arrêté en vertu duquel, à partir du 1^{er} juillet, la communication au public des documents des archives diplomatiques, arrêtée jusqu'ici au 31 juillet 1830,

sera étendue jusqu'au 24 février 1848. De plus, les archives consulaires antérieures à 1789 seront également mises à la disposition des travailleurs. Nous félicitons MM. Pichon et Doumergue d'avoir pris auprès de la Commission l'initiative de cette mesure libérale que nous n'avons cessé de réclamer depuis le congrès de Rome de 1903, qui avait adressé à tous les gouvernements un vœu demandant l'ouverture de toutes les archives diplomatiques antérieures à 1848. G. M.

— La *Revue des questions historiques* du 1^{er} avril 1909 a communiqué à ses lecteurs le prospectus d'un concours ouvert par l'*Action française* en vue de la composition d'un *Manuel d'histoire de France* de 350 pages, concours pour lequel on offre 9,500 fr. (un prix de 3,000 fr., une indemnité de 1,500 fr. et cinq de 1,000 fr.)¹. Ce manuel devra considérer toute l'histoire de France avec sympathie, s'abstenir de voir dans l'histoire de France aucune coupure systématique et s'attacher à montrer par les diverses étapes de l'histoire politique la formation de l'État français dans son unité en rattachant l'histoire des provinces à celle du pouvoir central. Cela est excellent. Ce qui l'est moins, c'est que l'on ordonne : 1^o d'écarter dans l'histoire des origines toute idée de lutte de races; 2^o de prouver que les luttes religieuses en France n'ont jamais été que l'œuvre d'une petite minorité; 3^o de réduire la Renaissance à celle des lettres et des arts sans y rattacher le mouvement religieux et social; 4^o de démontrer que la Révolution, « schisme unique » de notre histoire², est une « véritable hérésie humaine », responsable de trois invasions et de l'aneantissement de la France par la création des grandes unités nationales formées par son esprit (on se demande pourquoi l'esprit de la Révolution qui ruine la France fait la grandeur de ses ennemis). — En même temps que le prospectus indique de quelle manière les concurrents devront fausser l'histoire, il déclare naïvement que l'histoire de France, travestie aussi bien par les historiens catholiques et conservateurs (et notamment la *Revue des questions historiques*) que par les historiens libéraux, sera ainsi écrite pour la première fois à un point de vue proprement français, et il décrit en ces termes notre enseignement officiel de l'histoire, visant directement l'*Histoire de France* publiée sous la direction de M. Lavis : « Pour l'historien officiel, l'histoire ne date véritablement que de 1789. Quant à l'histoire antérieure, elle est considérée avec une certaine honte et exposée avec un parti pris général de dénigrement. On ne lui attribue quelque intérêt qu'en tant qu'on la considère comme une *préparation* à la Révolution; d'où cette conséquence que tout l'intérêt est ramené sur les différentes luttes et rivalités qui peuvent passer pour des préfaces du grand drame futur. Dès lors, la sympathie du lecteur et de l'élève, abandonnant le développement du corps de notre

1. Les manuscrits doivent être adressés à M. Pierre Garnier, 3, rue de la Chaussée-d'Antin, avant le 1^{er} mai 1910.

2. Mais alors, il y a donc une coupure dans notre histoire ?

passé, se trouve fixée sur les tendances en marge de l'histoire nationale, sur tous les séparatismes religieux ou intellectuels. A proprement parler, on en vient à ne plus avoir qu'une histoire de nos divergences. On apprend aux enfants à avoir honte de leur race et à mépriser ou à prendre en pitié les hommes dont ils descendent; on cherche à leur montrer une origine lointaine et profonde à toutes les dissensions qu'ils aperçoivent autour d'eux. Cet esprit et ce système se retrouvent sous des formes diverses, enveloppées du charlatanisme scientifique, dans les grandes histoires dues à la collaboration des principaux membres de la haute université, mais plus apparents et plus distincts dans les résumés destinés aux écoles. »

— Un comité vient de se former à Saint-Brieuc pour publier le dossier original du procès de canonisation de Charles de Blois, duc de Bretagne, tué en 1364 à la bataille d'Auray. Le comité compte parmi ses membres M. TEMPIER, archiviste des Côtes-du-Nord, qui est chargé de l'édition, et M. A. DU CLEUZIOU, qui rédigera l'introduction. On souscrit (30 fr.) à la librairie Prud'homme, Saint-Brieuc.

— G. DE MOLINARI. *Théorie de l'évolution* (Paris, Alcan, 1908, in-16, 257 p.). — C'est avec respect qu'on ouvre ce livre, où l'illustre vétéran de la science économique a exposé sa philosophie de l'histoire de l'humanité, et, après l'avoir lu avec plaisir, on le ferme avec la sympathie qu'inspire une pensée sincère exprimée sans crainte de la mode ou de l'opinion courante. Mais l'ouvrage relève plutôt de la philosophie que de l'histoire. Il suffira de dire ici que c'est un essai pour exposer les étapes successives de la civilisation en montrant les causes des transformations successives : l'agriculture, la fondation des états, l'esclavage et ses transformations, la guerre, la concurrence, l'unification des nations, la Révolution française, les constitutions, la grande industrie. La conclusion exprime des inquiétudes intéressantes sur l'avenir du monde civilisé.

Ch. SEIGNOBOS.

— H. DE GENOUILLAC. *Tablettes sumériennes archaïques. Matériaux pour servir à l'histoire de la société sumérienne*, publiés avec introduction, transcription, traduction et tables (Paris, Geuthner, 1909, in-4°, LXXI-122 p. et 41 tables). — Cette remarquable publication ajoute 51 tablettes aux 80 jusqu'ici publiées des 1,200 environ qui ont été découvertes à Tello après la mort de M. de Sarzec et qui remontent aux deux derniers souverains de la dynastie d'Ur-Nina, de Lagas (3,500 à 3,200 ans av. J.-C.). Ces tablettes sont des documents officiels de comptabilité. M. de Genouillac, dans son introduction, après avoir fixé la situation géographique du patésiat de Lagas et la succession des souverains ou patési, analyse tous les détails fournis par les documents sur l'administration du pays, sur la vie sociale et économique. On trouvera dans l'article publié en tête du présent numéro de la *Revue* un tableau d'ensemble composé avec tous les renseignements fournis par les tablettes déchiffrées jusqu'ici.

G. M.

— Alfred LOISY. *Leçon d'ouverture du cours d'histoire des religions au Collège de France* (Paris, Nourry, 1909, in-12, 43 p.). — Du point de vue historique, l'intérêt principal de cette leçon, à la fois sobre, vigoureuse et nuancée, git dans les déclarations du nouveau professeur touchant la méthode qu'il compte suivre et le programme qu'il s'est tracé. La méthode sera comparative, mais M. Loisy entend ne prendre à chaque école que ses résultats certains, nullement ses exagérations et pas davantage ses théories; il lui suffira d'appliquer simplement la critique historique à l'étude des religions; et c'est un dessein très prudent. Son programme, qui est vaste, s'inspire cependant du même esprit que la méthode; il annonce l'étude patiente des divers éléments constitutifs des religions: le sacrifice, la divination et la prophétie, la prière, etc.; il ajourne les synthèses tentantes, mais hasardeuses. Il en doit être loué, et c'est là un départ qui donne confiance. — Ch. G.

— *Morales et religions* (Paris, F. Alcan, 1909, in-8°, III-290 p.). — Sous ce titre se trouvent réunies onze conférences professées à l'École des hautes études sociales, durant l'année scolaire 1907-1908, « sur les différentes conceptions morales inhérentes à diverses formes de la pensée religieuse ». La série n'est pas complète; j'entends que toutes les grandes formes de la pensée religieuse ne sont pas envisagées (l'avant-propos en produit les raisons), de telle sorte que le livre ne nous donne même pas l'esquisse d'une histoire des rapports de la religion et de la morale et que ses chapitres dispersés ne permettent guère d'en tirer une conclusion tant soit peu solide. Les très grandes différences de plan et d'esprit, par lesquelles se marque l'originalité de chaque conférencier, n'y aident pas non plus. Tous ces essais sont d'ailleurs intéressants, et, du point de vue historique, les plus utiles sont ceux de M. Lods sur *la Morale des prophètes*, de M. A. Croiset sur *Morale et religion dans l'antiquité grecque* et de M. Puech sur *la Rencontre du christianisme et de l'hellénisme. L'École d'Alexandrie*. Ch. G.

— E.-N. GAUSSENS. *Le Pays de l'Évangile* (Paris, G. Oudin, 1909, in-12, VIII-406 p.). — Ce livre nous donne le récit d'un voyage accompli par un prêtre catholique dans la Méditerranée orientale et en Terre-Sainte. Les tableaux qui s'y succèdent, dans un ordre, d'ailleurs, assez singulier, ne sont pas tous dénués d'intérêt ni de vie, mais ils ne visent qu'à l'édification la plus naïve. En présence des localisations, souvent si hasardeuses, de la topographie sacrée, M. Gaussens s'émeut et admire; si, par hasard, un soupçon de doute vient à l'effleurer, il se hâte de l'écarter et il n'hésite pas à qualifier sévèrement les tristes ergoteurs qui ne savent que chicaner sur toutes choses. Son livre, où le psychologue peut trouver à glaner, n'apprendra rien à l'historien ni à l'archéologue. Ch. G.

— ÉM. VALÈRE. *Marie et le symbolisme des pierres précieuses* (Paris, G. Oudin, 1909, in-12, XXXVI-298 p.). — L'auteur écrit à la fin de son Introduction: « Ce travail n'est pas une œuvre d'érudit, ni une œuvre oratoire. Il est plutôt destiné aux âmes chrétiennes et pieuses qui

aiment Marie et se font une joie de mieux connaître ses privilèges, ses grandeurs et ses vertus, afin de la mieux servir. » Et, en effet, le côté historique de la question est presque entièrement négligé; le livre n'est guère qu'une méditation personnelle sur les mérites de la Vierge rapprochés des vertus des pierres précieuses. CH. G.

— Parmi les derniers inventaires d'archives parus, nous devons signaler comme particulièrement intéressants au point de vue historique, à raison de leurs introductions, le t. II de l'*Inventaire sommaire des Basses-Alpes, série B*, par M. Z. ISNARD (Digne, impr. Vial, 1908, in-4°, LXXX-708 p.), qui renferme une longue notice historique sur la sénéchaussée de Forcalquier depuis son établissement en 1535, et le t. IV de l'*Inventaire sommaire de la Gironde, série E supplément*, par MM. G. DUCAUNNÈS-DUVAL et J.-A. BRUTAILS (Bordeaux, impr. Gounouilhou, 1909, in-4°, LVI-237 p.), qui s'ouvre par un tableau des prix depuis le x^ve siècle jusqu'à la Révolution dans le département de la Gironde, dressé par M. Brutails d'après les documents analysés dans le volume. L. H.

— Pierre VIDAL et Joseph CALMETTE. *Bibliographie roussillonnaise* (Perpignan, impr. Latrobe, 1906, in-8°, 558 p.; t. XLVII des publications de la *Société des Pyrénées-Orientales*). — *Les régions de la France; VI : le Roussillon*, par Joseph CALMETTE et Pierre VIDAL (Paris, L. Cerf, 1909, in-8°, 65 p.; extr. de la *Revue de synthèse historique*). — Ces deux ouvrages, dont l'un est un relevé méthodique des publications de toute nature (journaux, sciences naturelles, géographie, histoire, littérature, etc.), intéressant le Roussillon et dont l'autre est une étude bibliographique rédigée sur le modèle des autres monographies des *Régions de la France* parues dans la *Revue de synthèse historique*, se complètent de la manière la plus heureuse. La *Bibliographie roussillonnaise*, qui ne compte pas moins de 2,856 articles (et on nous promet un Supplément), est certainement une des bibliographies régionales les plus copieuses que nous ayons en France. MM. Vidal et Calmette se sont, en outre, appliqués, soit par des notes précisant le contenu d'ouvrages à titres peu explicites, soit par des appréciations sommaires, soit enfin par des renvois aux comptes-rendus, à faire de leur livre un commode instrument de travail. Ajoutons toutefois qu'ils eussent peut-être été bien inspirés en appliquant moins strictement qu'ils ne l'ont fait le principe de classement des ouvrages par ordre chronologique de publication à l'intérieur de chacune des subdivisions méthodiques; car il leur arrive de mélanger les éditions tardives d'un ancien livre avec des livres de date récente ou de scinder les multiples éditions d'un même ouvrage. La table alphabétique des noms d'auteurs qui termine la *Bibliographie* ne pare qu'insuffisamment à cet inconvénient. — L'étude publiée dans la *Revue de synthèse historique* contient un excellent aperçu du mouvement historique en Roussillon depuis le xvi^e siècle et, comme les monographies similaires, d'utiles renseignements sur le travail fait et à faire. L. H.

— C^{te} DE LOISNE. *Dictionnaire topographique du département du Pas-de-Calais comprenant les noms de lieu anciens et modernes* (Paris, Impr. nat., 1907, in-4°, LXXIV-499 p.; en vente à la libr. E. Leroux). — On a souvent déploré, — et avec raison, — la lenteur avec laquelle se succèdent les volumes de la collection des *Dictionnaires topographiques*. Cette fois, les érudits ne se plaindront pas : à peine le *Dictionnaire de la Haute-Loire* de MM. Chassaing et Jacotin est-il distribué que le Comité des travaux historiques publie le *Dictionnaire du Pas-de-Calais*, qui, il est vrai, porte le millésime 1907 (*sic*). L'économie du volume est la même que celle des précédents : une introduction sur la formation géographique du département depuis l'époque gauloise (notons que l'auteur fait débiter la « période féodale » à « la fin du ix^e siècle ») et sur ses divisions administratives à travers les âges; puis le dictionnaire proprement dit avec l'indication des formes anciennes; enfin une table alphabétique de ces formes. Portant sur un des départements les plus peuplés de France, le travail que M. de Loïsne a dû fournir a été considérable. Nous n'en regrettons que davantage qu'il n'ait pas été plus critique. M. de Loïsne avait à sa disposition un très grand nombre de textes : chartes, lettres, chroniques, vies de saints, etc.; il y a puisé sans se soucier des éditions, citant d'après les *Historiens de France* les chartes mérovingiennes et carolingiennes de Corbie, les diplômes de Charlemagne, les Vies de saint Vaast, les Annales de Saint-Bertin, celles de Flodoard, les *Gesta Philippi Augusti* de Guillaume « d'Armorique » (*sic*), etc., comme aussi bien la *Notitia dignitatum* et la plupart des œuvres de l'antiquité classique. Il y a d'ailleurs puisé un peu au hasard, enregistrant, par exemple, sans sourciller, sous la date de 987, à l'article « Artois », l'expression « terra Artesii » donnée par une détestable compilation du xiv^e siècle. Dans un travail où l'on se propose de recueillir à l'usage à la fois des historiens et des philologues les formes anciennes des noms de lieux, il n'est pas permis d'agir de la sorte. Il va sans dire que, n'ayant ouvert à peu près aucune des éditions critiques données récemment, — aucun des volumes de la série in-4° des *Monumenta Germaniae*, par exemple, ni les éditions publiées en Belgique (comme celle du *Liber traditionum S. Petri Blandiniensis* de M. Fayen), — l'auteur s'est privé de gaieté de cœur d'un surcroît très appréciable de formes anciennes qu'il eût été intéressant de relever. Comme il s'agit là d'une œuvre longuement mûrie et soumise à l'approbation de spécialistes éminents, de pareils défauts ont sujet d'étonner.

L. H.

— *Abbayes et prieurés de l'ancienne France. Recueil historique des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France*, par dom BEAUNIER. T. II : *Provinces ecclésiastiques d'Aix, Arles, Avignon et Embrun*, par dom J.-M. BESSE (Chevetogne, abbaye de Ligugé, et Paris, Poussielgue, 1909, in-8°, viii-253 p.; forme le t. VII des *Archives de la France monastique*). — Pas plus que pour le t. I^{er}, consacré à la province ecclésiastique de Paris (cf. *Rev. hist.*, t. LXXXVIII, p. 441), l'utilité de cette

nouvelle édition du recueil vieilli et imparfait de dom Beaunier (1726) ne se faisait sentir. Les additions dues à dom Besse et qui portent surtout sur les abbayes et les prieurés sont, il est vrai, extrêmement nombreuses; mais les renseignements donnés sur chaque établissement sont trop concis pour pouvoir rendre de réels services. Les quelques rectifications mises au bas du texte de dom Beaunier, notoirement insuffisantes d'ailleurs, n'ont guère pour résultat que de faire ressortir le peu d'intérêt qui s'attache à la réimpression de notices aussi arriérées. Les bibliographies sont dressées sans grande méthode; on y trouve beaucoup de superflu et l'indispensable y manque souvent. La deuxième édition (remaniée) des *Fastes épiscopaux* de Mgr Duchesne est ignorée, comme aussi le volume de M. Babut sur le *Concile de Turin* et la polémique qu'il a suscitée. Le titre même de l'ouvrage prête à l'équivoque puisqu'il est question dans ce volume autant des évêchés que des établissements monastiques. Au lieu de perdre son temps à refaire du neuf avec du vieux, ne serait-ce pas davantage se conformer aux traditions de l'ordre bénédictin que de continuer la refonte totale de la *Gallia christiana* entreprise il y a quelques années par feu l'abbé Albanès?

L. H.

— *Rouleau mortuaire du B. Vital, abbé de Savigni, contenant 207 titres écrits en 1122-1123 dans différentes églises de France et d'Angleterre.* Édition phototypique avec une introduction par Léopold DELISLE (Paris, H. Champion, 1909, in-fol., x-48 p. et 49 pl.). — Avec une activité inlassable, M. Delisle, au moment même où il achève l'impression de sa volumineuse *Introduction aux actes de Henri II d'Angleterre*, a trouvé le temps de compléter ses travaux antérieurs sur les « rouleaux des morts ». Le bel album qu'il vient de consacrer à la reproduction phototypique du rouleau de Vital, abbé de Savigni, ne contient pas seulement une réimpression du mémoire sur les *Monuments paléographiques concernant l'usage de prier pour les morts* paru en 1847, alors que l'auteur était encore sur les bancs de l'École des chartes, mais en outre un important supplément, de 26 numéros, à la liste des rouleaux mortuaires publiés ou cités dans le recueil des *Rouleaux des morts du IX^e au XV^e siècle* (1866) et une piquante préface où M. Delisle raconte avec humour l'état lamentable dans lequel, vers 1845, se trouvaient les archives de province et, à bien des égards aussi, les archives de Paris.

L. H.

— Eugène LEFÈVRE-PONTALIS. *Le château de Coucy*; introd. historique par Ph. LAUER (Paris, Laurens, [1909], in-16, 104 p. et 2 pl.). — Ce volume, qui fait partie d'une nouvelle collection dirigée par M. Lefèvre-Pontalis et intitulée *Petites monographies des grands édifices de la France*, doit être signalé ici surtout à raison de l'intéressante notice historique sur les sires de Coucy (p. 9-34) que M. Lauer y a insérée en guise d'introduction. Grâce aux œuvres de Flodoard, nous possédons dès le x^e siècle des détails assez circonstanciés sur les châtelains du lieu.

M. Lauer suit leur histoire jusqu'à la mort d'Enguerrand VII, en 1397, et rappelle, pour conclure, quelles furent après cette date les destinées de la terre qu'ils avaient illustrée. Inutile d'ajouter que la notice archéologique qui remplit le reste du volume est de tous points digne du maître qui l'a signée. L. H.

— *Supplément au Cartulaire municipal de Montreuil-sur-Mer*, par G. DE LHOMEL (Compiègne, impr. du « Progrès de l'Oise », 1907, in-8°, xviii-236 p.). — Ce recueil renferme un certain nombre d'actes que l'auteur du *Cartulaire de Montreuil* n'avait pu réunir au cours de ses premières recherches. Il a eu en plusieurs occasions la main heureuse, par exemple en tirant de la Bibliothèque de Metz un acte original inédit du roi de France Henri I^{er} (1042). Ph. L.

— Joseph ANGLADE. *Les troubadours, leurs vies, leurs œuvres, leur influence* (Paris, Colin, 1908, in-16, viii-328 p.). — Voici un petit volume qui sera accueilli avec plaisir au moment où l'attention est de nouveau appelée vers la littérature méridionale par les fêtes en l'honneur de Mistral. C'est un manuel d'une forme agréable, quoique solidement documenté, où l'on trouvera esquissée à grands traits dans son ensemble le mouvement poétique en langue d'oc depuis le poème sur sainte Foy d'Agen, si heureusement retrouvé par M. Leite de Vasconcellos, jusqu'à Riquier de Narbonne. On saura gré à l'auteur d'avoir mis à la portée du grand public des leçons professées à l'Université de Nancy, où il a su présenter avec art un tableau de nos connaissances actuelles sur l'ancienne poésie provençale. Ph. L.

— *Actes de la chancellerie d'Henri VI concernant la Normandie sous la domination anglaise*, par LE CACHEUX ; t. II (Paris, Picard, 1908, in-8°, 436 p.; *Société de l'histoire de Normandie*). — Nous avons dernièrement parlé en détail de cette très utile collection de documents et nous avons montré tout ce que les lettres de rémission, en particulier, apportaient à la connaissance de l'état de la Normandie au x^{ve} siècle. Le présent volume embrasse les années 1427 à 1435 et renferme, en appendice, un catalogue des actes d'Henri VI relatifs à la province, transcrits dans les registres JJ 172-175 du Trésor des chartes, dont on ne trouve pas le texte publié dans le recueil. Une excellente table le termine, et l'annotation, un peu plus développée que celle du tome I^{er}, est appelée à rendre des services. Cette publication est le digne pendant de celle du même genre que M. Guérin a consacrée il y a quelque temps au Poitou. Ph. L.

— *Les Lettres de Louis XI*, publ. par J. VAESSEN et B. DE MANDROT ; t. X (Paris, Renouard, 1908, in-8°, 502 p.; *Société de l'histoire de France*). — C'est le dernier volume de cette précieuse collection qui a déjà été annoncée ici antérieurement et examinée dans son ensemble en son lieu et place. Laissée inachevée par la mort de M. Vaessen, elle a été continuée par M. B. de Mandrot, auquel nous devons la présente publication, dont les deux tiers sont remplis par un important supplé-

ment. Les lettres publiées ne sont donc pas seulement des années 1482 et 1483, comme l'indique le titre, mais un peu de toutes les années du règne.

Ph. L.

— GAZEAU DE VAUTIBAUT. *Les d'Orléans au tribunal de l'histoire, 1649-1815* (Paris, Daragon, 1908, 7 vol. in-8°. Sur les titres intérieurs : t. I et II, A. Dumont, 1892; t. III, J. Lévy, 1888; t. IV-VII, E. Dentu, 1889). — L'auteur est persuadé que Louis XIV est fils du comte de Comminges Philippe, fils de Mazarin, et, naturellement, croit Louis-Philippe fils de Chiappini (comment diable, alors, retrouve-t-on en lui les tares de la famille d'Orléans?). Nul doute que Monsieur n'ait fait empoisonner Madame et que les petits-fils de Louis XIV n'aient été les victimes du futur Régent. Quant à la Révolution, elle est traversée tout entière par le fameux complot orléaniste, disons mieux, orléanodantoniste. — Quoique l'édition soit « complète en 7 volumes », les t. VIII-X nous diront prochainement le règne de Louis-Philippe. Enfin, pour couronner cette magistrale publication où l'on a été gêné par le souci des convenances, on nous promet un *volume-appendice* (peut-être bien plusieurs), « où seront consignées les horreurs, les monstruosité trop scandaleuses, qui sont destinées par leur énormité même à être l'objet de cette publication spéciale et réservée ». Voilà les amateurs alléchés. Mais « savez-vous, a-t-on dit à l'auteur, que, vu les habitudes, les traditions de la famille, il n'y aurait rien de surprenant qu'il s'en trouvât un, parmi eux, qui vous fit porter un mauvais coup? » *Tale omen Di avertant!*

H. HR.

— Paul-F. MACQUAT. *Évasion et survie du fils de Louis XVI*, préface par Otto FRIEDRICH (Paris, Daragon, 1908, in-12, 164 p.). — Après une préface où il apparaît que la conférence de la paix ne fut que la conférence de la goinfrerie et que Louis XVII fut l'inventeur d'obus et de poudres merveilleuses, il est établi ici, jusqu'à nouvel ordre, que Louis XVII, fort bien portant, n'a pas pu mourir rachitique et scrofuleux, qu'il s'évada du Temple; qu'un autre enfant lui fut substitué, qui mourut en effet bientôt, mais dont l'autopsie ne révéla aucun des signes caractéristiques du dauphin, deux dents de la mâchoire inférieure en dents de lapin saillantes, une excroissance en forme de fraise sur le sein droit, le signe du Saint-Esprit sur la cuisse gauche; il est établi aussi que Hoche, le sauveur du Dauphin, est mort empoisonné, comme Socrate; que « la guenille humaine qu'on nomme Louis XVIII », que la duchesse d'Angoulême ou la « duchesse Cain » ont commis tous les crimes pour écarter de leur voie le pauvre Louis XVII, que notamment Joséphine fut empoisonnée par Louis XVIII, qui lui fit passer un bouquet imprégné d'un poison subtil, que le duc de Berry est mort victime de son dévouement à la cause de son malheureux cousin. D'où il résulterait que nos deux derniers rois de droit divin n'auraient été que des usurpateurs et des criminels; mais il y a encore place, en cette question, pour quelque scepticisme.

E. D.

— Frédéric-M. KIRCHHEISEN. *La bibliographie du temps de Napoléon, comprenant l'histoire des États-Unis*; t. 1^{er} (Paris, Champion; Genève et London, 1908, in-8°, XLIV-412 p.). — Cette bibliographie comprend d'abord une introduction sur ses sources : catalogues officiels, catalogues des bibliothèques, catalogues des libraires-éditeurs, bibliographies spéciales, manuels de bibliographie de France, Belgique, Hollande, Italie, Allemagne, Suisse, Grande-Bretagne et Irlande, Espagne, États-Unis, etc. Puis elle se divise en neuf parties, dont les trois premières font l'objet du tome 1^{er} : histoire générale, histoire des états, guerres; cinq autres, dans le tome II, seront consacrées à Napoléon et à sa famille, aux mémoires, correspondances, biographies, aux pamphlets, aux voyages, aux périodiques; une neuvième partie sera un appendice d'indications variées. — On voit qu'il serait possible de concevoir une distribution plus méthodique, que, par exemple, l'histoire des guerres et celle des états peuvent faire souvent double emploi et que la correspondance ou les mémoires importent aussi à cette histoire des guerres ou des états ou à celle de Napoléon et de sa famille; on préférerait un plan de classement analogue à celui du *Répertoire de Brière et Caron*. Telle qu'elle est, pourtant, cette bibliographie sera précieuse à ceux qui étudient l'époque napoléonienne, surtout si le deuxième et dernier volume se termine par des index alphabétiques des noms d'auteurs, des noms de personnes et des noms de lieux. E. D.

— GEOFFROY DE GRANDMAISON. *La bienheureuse mère Barat, 1779-1865* (Paris, Lecoq, 1909, in-12, 206 p.; coll. *Les Saints*). — La mère Barat a été la véritable fondatrice de la « Société des Dames du Sacré-Cœur », créée en 1801 comme « Dames de la Foi », puis Dames de l'« Instruction chrétienne ». Quand la Société de Jésus, dont elle était une filiale féminine, fut rétablie, elle fut pourvue en 1815 de Constitutions, approuvées par Pie VII et enfin autorisée le 22 avril 1827 par ordonnance royale. De 1830 à 1837, la Société fut menacée, en partie dispersée; mais la vie errante menée alors par la mère Barat devait être féconde pour le développement de la Société qui, en 1843, eut son siège définitivement fixé à Paris. Quand la mère Barat mourut, la Société comptait quatre-vingt-neuf maisons florissantes. L'histoire de ces maisons où, comme dans les collèges des Jésuites, il y avait des externes gratuites à côté des internes riches et payantes, est un chapitre important de l'histoire de l'éducation des femmes, surtout des femmes du monde. M. de Grandmaison l'a racontée avec feu et conviction, mais par trop sur un ton de polémiste et de panégyriste. G. M.

— A. MARQUSET. *Une Merveilleuse. M^{me} Hamelin* (Paris, Champion, 1909, in-12, 305 p.). — Cet aimable volume, en nous racontant les multiples amours d'une créole, Fortunée Lormier-Lagrange, mariée à un fournisseur d'approvisionnements militaires qui était en même temps homme à bonnes fortunes, trace un croquis rapide de la vie du grand monde depuis la première Révolution jusqu'à celle de 48. C'est

l'histoire des mœurs, des mauvaises du moins, et des modes; mais on y voit défiler des figures connues ou célèbres, M^{me} Tallien, Montrond, Talleyrand, M^{me} Récamier, Fouché, Wellington, Bonaparte, Barras, Chateaubriand, les colonels Fournier et Colbert, le duc de Rovigo et le duc Decazes, Marmont et le prince Louis Bonaparte, et bien d'autres. M^{me} Hamelin se mêlait de politique, ou plutôt de police, jouait un rôle dans le retour de l'île d'Elbe, et, après la chute de Napoléon, fut agent bonapartiste à Bruxelles, ce qui ne l'empêcha pas, rentrée à Paris, d'être indicatrice pour M. Decazes, tout en restant bonapartiste et en gardant toute sa ferveur pour saluer l'avènement du Prince Président, en qui elle prévoyait l'empereur.

G. M.

— Gaston MAX. *L'occupation du territoire français à la suite de la guerre de 1870-1871* (Nancy, Berger-Levrault, 1908, in-8°, 64 p.). — Extrait des *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1907-1908, partie d'un livre plus considérable sur le traité de Francfort; on y étudie les difficultés de la libération du territoire, la mauvaise volonté du gouvernement allemand dans le détail des règlements financiers, la question des édifices religieux protestants à mettre au service de l'armée d'occupation, celle de l'installation matérielle chez l'habitant ou dans des baraquements, celle du réarmement des douaniers et des gardes-forestiers, les rapports entre les fonctionnaires français et les officiers allemands, les dispositions de la presse locale ou parisienne et, parmi toutes ces épreuves longues et douloureuses, la modération et la bienveillance même de M. de Manteuffel, l'habileté et le tact admirable de M. de Saint-Vallier, commissaire français au quartier général des troupes allemandes.

E. D.

— E. ROUSSE. *Lettres à un ami, 1845-1870 et 1870-1880* (Paris, Hachette, 1909, 2 vol. in-8°, 482 et 582 p.). — Cette correspondance, écrite d'un style d'une élégance parfois un peu apprêtée, mais où une constante élévation d'esprit n'exclut ni la verve ni le trait, est une chronique littéraire et politique de 35 des années les plus pathétiques du XIX^e s. La partie la plus importante de cette chronique est celle qui se rapporte à la guerre de 1870 et à la Commune. Elle occupe les 344 premières pages du t. II et a une importance historique de premier ordre. Très conservateur, M. Rousse était aussi un très libre esprit et ses jugements devront être pris en grande considération par les historiens du second Empire, de la deuxième et de la troisième République.

G. M.

— Victor BÉRARD. *La révolution turque* (Paris, A. Colin, 1909, in-12, 353 p.). — Le titre de ce livre renseigne mal sur son contenu. Il y est question de la Réforme et du Tanzimat, de la charte de 1839 et de l'organisation des vilayets : il était possible d'y marquer le point de départ du parti jeune-turc et donc les origines de la révolution. Mais aussitôt, sous le titre *Trente ans avant* (sans doute trente ans avant la révolution dernière), on tombe dans un résumé des grandes phases de

la question d'Orient depuis 1876, l'avènement d'Abd-ul-Hamid II, la disgrâce et la mort de Midhat-pacha, puis l'entente austro-russe de 1896 à 1908 et le vain effort pour résoudre la question de Macédoine. Enfin, *trente ans après* (sans doute après le premier des trente ans avant), on étudie l'action de la politique anglaise depuis 1906, la nouvelle politique autrichienne sous le baron d'Aerenthal. Il n'est question de la révolution turque qu'à la dernière page. Il eût mieux valu intituler ce volume, d'ailleurs intéressant et brillant : *A propos de la révolution turque*.
E. D.

— André TARDIEU. *La France et les alliances, la lutte pour l'équilibre* (Paris, Alcan, 1909, in-12, in-365 p.). — Les divers chapitres de ce livre ont été exposés sous forme de conférences, en 1908, à l'Université Harvard; la publication en était utile pour fixer un moment d'histoire, mais il n'y a rien de plus passager que ces impressions, et déjà bien des indications ont vieilli, notamment par les changements graves que la dernière crise orientale a apportés aux rapports entre les puissances. Même parmi les choses assez anciennes pour être considérées comme acquises, il en est sur lesquelles il semble qu'il soit possible de faire au moins des réserves. A propos de la puissance économique de l'Allemagne contemporaine, M. Tardieu cite une formule désormais employée comme un axiome : le fer appelle l'or. La question est de savoir si l'Allemagne ne doit pas sa prospérité économique au moins autant à ses mines de houille qu'à l'épée de Moltke : c'est la houille qui appelle l'or; qu'on songe à la Belgique et aux États-Unis, par exemple. C'est aussi une opinion fort répandue que le gouvernement français aurait dû protester contre l'expansion russe en Extrême-Orient et faire en sorte d'empêcher la guerre de Mandchourie : cette opinion serait-elle aussi répandue si les Russes avaient écrasé le Japon? Et puis quel moyen avait le gouvernement français d'empêcher l'expansion russe en Asie, lorsque pour la Russie l'alliance française n'avait pas d'autre raison d'être et que notamment les capitaux empruntés en France avaient été employés surtout à la construction du Transsibérien?
E. D.

— Joseph FÈVRE et Henri HAUSER. *Régions et pays de France* (Paris, Alcan, 1909, in-8°, in-516 p., 147 grav.). — Étude de géographie descriptive où l'on trouvera néanmoins de-ci de-là quelques détails intéressants sur les causes physiques et économiques du développement de telle ou telle région et de certaines grandes villes comme Paris ou Lyon.
L. H.

— Ch. GUIGNEBERT. *Modernisme et tradition catholique en France* (Paris, la « Grande Revue », 1909, in-8°, 188 p.). — L'ouvrage de M. Guignebert n'est pas une histoire du développement des idées modernistes en France. Les éléments de cette histoire se trouvent dans les petits livres de M. Houtin et dans le récent ouvrage de M. G. Weill sur le *Catholicisme libéral en France* de 1828 à nos jours. M. Guigne-

bert a analysé avec précision les points fondamentaux de la doctrine catholique : inspiration des Écritures, faits de l'histoire évangélique, dogmes, autorité du siège de Rome, qui se sont trouvés peu à peu ébranlés par la critique des textes ou par l'évolution des idées philosophiques dans l'esprit des membres instruits du clergé ; c'est cet examen critique des assises mêmes de la doctrine catholique qui a donné naissance à ce qu'on a appelé le catholicisme libéral et beaucoup plus exactement le *Modernisme*. G. M.

— Paul SABATIER. *Notes d'histoire religieuse contemporaine. Les Modernistes* (Paris, Fischbacher, 1909, in-12, 266 p.). — Ce volume contient, en trois conférences, un exposé et une défense éloquente du modernisme par un protestant libéral. On trouvera en appendice la supplique des catholiques libéraux au Pape, le syllabus de Pie X et l'encyclique sur le modernisme. G. M.

— Paul STAPPER. *Vers la vérité* (Saint-Blaise, Foyer solidariste, 1909, in-12, 310 p.). — Les trois études réunies dans ce volume : *Sully Prudhomme, Pascal, le Nouveau christianisme*, sont trois études sur le mouvement religieux contemporain qui tend à constituer, pour les âmes avides de croyance, une sorte de christianisme pratique, pragmatique, comme on dit aujourd'hui, sans dogmes ni miracles, mais qui laisse place au transcendantisme spiritualiste. G. M.

— G. TYRRELL. *Suis-je catholique ? Examen de conscience d'un moderniste* (Paris, Nourry, 1908, in-12, 260 p.). — Quiconque s'intéresse au mouvement des idées dans le monde catholique et aux curieuses personnalités qui le guident ou l'inspirent lira avec grand profit ce livre. C'est la traduction de l'écrit paru en anglais sous le titre de *Medievalism*. A côté de préoccupations tout à fait actuelles et personnelles, l'histoire du dogme y tient une place importante. Ch. G.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — INVENTAIRE. — État sommaire des papiers de la période révolutionnaire conservés dans les archives départementales, série L ; t. II : Loiret à Yonne. Paris, Impr. nat., in-4°, ix-1451 col.

DOCUMENTS. — *Ch. de La Lande de Calan*. Documents inédits relatifs aux États de Bretagne de 1491 à 1589 ; t. I. Rennes, Soc. des bibliophiles bretons, in-4°, vi-243 p. — *G. de Lhomel*. Journal de la Restauration et des Cent-Jours à Montreuil-sur-Mer (Documents pour servir à l'hist. de Montreuil de 1789 à 1839, t. III). Abbeville, impr. A. Lafosse, in-8°, iv-212 p. — *A. de Montaignon* et *J. Guiffrey*. Correspondance des directeurs de l'Académie de France à Rome avec les surintendants des bâtiments ; t. XVII : 1797-1804. Paris, Schemit, in-8°, vi-436 p. — *A. Prévost*. Recueil des présidents, conseillers et autres officiers de l'Échiquier et du Parlement de Normandie, par Bigot de Monville (1499-1550). Rouen, Lestringant, et Paris, Picard, in-8°, xv-356 p. (Soc. de l'hist. de Normandie).

HISTOIRE LOCALE. — *G. Ballé*. L'organisation municipale et les finances de Honfleur sous l'ancien régime. Paris, Pichon et Durand-Auzias, in-8°, 261 p. — *G. Bellanger*. Hist. de la Société populaire et montagnarde de Provens (1791-

1795). Paris, Lemerre, in-18, II-317 p. — *Chounavelle*. Grand, ancienne ville romaine et ancienne prévôté royale (départ. des Vosges). Paris, Jouve, in-8°, 183 p. — *H. Couturier*. La préparation des États-Généraux de 1789 en Poitou. Poitiers, Soc. franç. d'impr., in-8°, xxv-390 p. — *E. Dessaint*. Un chapitre de notre histoire locale. La tannerie à Coulommiers (1172-1908). Coulommiers, impr. Buisine et Dessaint, in-8°, 87 p. — *G.-L. Duprat*. Monographie hist. de Rochefort-sur-Mer (x° s.-1908). Paris, Jouve, in-8°, 228 p. — *G. Fleury*. La ville et le district de Mamers durant la Révolution (1789-1804). Mamers, impr. Fleury, in-4°, 394 p. — *Gabard*. Hist. de la paroisse de Saint-Aubin-de-Baubigné (Deux-Sèvres). S^t-Maixent, Maison de la Bonne-Pressé, in-8°, 214 p. — *Lémandus*. Hist. des frères de Toulouse, 1789-1850. Toulouse, Sistac, in-8°, 551 p. — *A. de Louvencourt*. Notices sur les familles nobles existant actuellement dans le départ. de la Somme; t. I. Abbeville, impr. Lafosse, in-8°, 455 p. — *E. Mallet*. Les élections du bailliage secondaire de Pontoise en 1789. Pontoise, Soc. histor. du Vexin, in-8°, 426 p. — *F. Sautnier*. Le Parlement de Bretagne, 1554-1790; répertoire alphab. et biographique de tous les membres de la cour. Rennes, Plihon et Hommay, in-4°, LXIII-476 p. — *H. Sauvage*. Hist. de Mortain. Paris, Bonvalot-Jouve, in-8°, 77 p.

Allemagne. — August MAU, l'infatigable archéologue dont les beaux travaux sur Pompéi sont bien connus des historiens, est mort à Rome le 6 mars dernier à l'âge de 69 ans. Il avait encore eu la joie de publier tout dernièrement une 2^e édition de son remarquable ouvrage *Pompeji in Leben und Kunst*.

— Th. LINDNER. *Weltgeschichte seit der Völkerwanderung*; t. I-VI (Stuttgart et Berlin, Cotta, 1901-1909, in-8°). — Il est impossible de juger une œuvre de cette importance avant qu'elle soit terminée. Les six premiers volumes (sur neuf que doit compter l'ouvrage) contiennent l'histoire de l'Europe, de l'empire byzantin, des pays musulmans, de l'Inde, de la Chine et du Japon, de l'Afrique, des découvertes de l'Amérique et des Indes depuis l'invasion des barbares jusqu'à la Révolution française. Ce n'est pas une histoire de toute l'humanité, c'est une histoire politique des trois groupes de peuples les plus importants de l'histoire universelle (mongolique, sémitique, indo-germanique) où l'on a cherché surtout à dégager les causes de l'évolution de la civilisation en tenant la balance égale entre l'étude de la masse où se préparent les idées et des « grands hommes » qui les réalisent. Il n'y a pas de références ni d'indications de sources, mais la bibliographie des ouvrages est sobre, commode, très judicieusement choisie; on y sent le professeur d'histoire qui sait très bien son métier. La matière est bien divisée. Le récit est clair, précis, vivant, agréable. Il prouve quels progrès les historiens allemands ont faits dans l'art de composer et d'exposer. Cette histoire vaudra la peine d'un compte-rendu détaillé quand elle sera complète.

Ch. SEIGNOBOS.

— *Weltgeschichte. Die Entwicklung der Menschheit in Staat und Gesellschaft, Kultur und Geistesleben*, publ. par J. VON PELUGK-HARTTUNG; t. V et VI (Berlin, Ullstein, 1908, 2 vol. in-8°, 643 et 625 p.). — Ces deux volumes sont consacrés à l'époque moderne. A première vue, on admi-

rera la quantité de belles gravures, de cartes géographiques, de fac-similés qui font de l'ouvrage un spécimen magnifique de l'art de l'illustration en Allemagne. Quelques personnes parlent avec dédain de ce genre de livres d'images (*Bilderbücher*), mais il ne faut pas oublier que les illustrations sont un moyen excellent pour faire accepter du grand public des lectures sérieuses et surtout pour éveiller chez les enfants l'intérêt pour l'histoire. Pourtant, je n'aurais pas signalé cette publication si l'on n'y trouvait des études historiques intéressantes et même remarquables. Dans le cinquième volume, intitulé « l'époque politique » (1650-1815), M. BRÜCKNER a raconté l'histoire des peuples slaves, M. PHILIPPSON, bien connu de nos lecteurs, a traité du siècle de Louis XIV, MM. ONCKEN et HEYCK l'époque de Frédéric le Grand, M. DE PFLUGK-HARTTUNG l'époque de la Révolution et du premier Empire. Le sixième volume, intitulé « l'époque nationale et sociale » (depuis 1815), contient les chapitres suivants : les États-Unis, par P. DARMSTÄDTER; l'Amérique latine, par M. K. HÄBLER; l'époque de la réaction, par M. H. ULMANN; l'époque de l'union nationale, par MM. HEIGEL et HAUSENSTEIN; les origines d'un système d'états mondiaux, par M. BRANDENBURG. Le chapitre final, qui traite de l'expansion des peuples européens, est de M. LAMPRECHT. On lira avec un intérêt spécial les deux derniers chapitres. M. Lamprecht y a développé des idées originales et M. Brandenburg a exposé très habilement les faits principaux de l'histoire contemporaine.

P. D.

— *Beiträge zur brandenburgischen und preussischen Geschichte herausg. vom Verein für Geschichte der Mark Brandenburg. Festschrift zu G. Schmollers 70. Geburtstag* (Leipzig, Duncker et Humblot, 1908, in-8°, viii-493 p.). — Pour fêter le 70^e anniversaire de M. Schmoller, la Société historique de la province de Brandebourg lui a dédié un volume composé de seize mémoires qui s'occupent tous de l'histoire du Brandebourg et de la Prusse. Parmi les plus importants, nous citerons ceux de M. KÜNTZEL, qui est un habile exposé de la politique du Grand Électeur à l'égard des États provinciaux; de M. HASS sur les *Kammerpräsidenten*, qui traite une partie importante de l'histoire administrative sous Frédéric le Grand; de M. SCHIEMANN, consacré à la publication de deux lettres échangées en 1845 entre l'empereur Nicolas I^{er} de Russie et Frédéric-Guillaume IV de Prusse, à propos d'un projet de convocation des États-Réunis (*Vereinigte Landtag*); de M. KOSER, sur cette même assemblée et spécialement sur les opinions des membres de l'opposition libérale, qui étaient, comme il le montre, en majorité partisans du régime parlementaire anglais; de M. DE RUVILLE, sur le conflit neuchâtelois de 1856-57; de M. HINTZE, enfin, sur l'organisation et les fonctions du Conseil des ministres en Prusse au XIX^e siècle.

P. D.

— *Hohenzollern-Jahrbuch*, publ. par Paul SEIDEL; 12^e année (Berlin et Leipzig, Giesecke et Devrient, 1908, 270 p.). — Ce 12^e volume se fait remarquer, comme les précédents, par ses illustrations magni-

fiques, mais peu d'articles présentent un intérêt général. Nous signalerons ceux de M. VOLZ, consacrés aux biographies de Louise-Éléonore de Wreech, amie de jeunesse du roi, et de Charles-Étienne Jordan, son compagnon de Rheinsberg et des premières années de son règne; celui de M. REGENER, sur Otto de Guericke, le célèbre inventeur de la machine pneumatique, et sur ses relations avec l'électeur Frédéric-Guillaume; celui de M. KRIEGER, sur l'éducation du roi Frédéric-Guillaume II. M. MEUSEL, enfin, publie la correspondance échangée entre E.-M. Arndt et Frédéric-Guillaume IV en 1849. P. D.

— E. SEILLIÈRE. *Une tragédie d'amour au temps du romantisme. Henri et Charlotte de Stieglitz* (Paris, Plou, 1909, in-12, 291 p.). — Pénétrant explorateur de l'âme allemande au XIX^e s., M. Seillière a analysé dans ce volume un des cas les plus curieux de la pathologie du romantisme, l'histoire de cette Charlotte de Stieglitz, en qui ses lettres nous font voir un esprit tout à fait supérieur, et qui, pour arracher son mari à l'état d'impuissance littéraire où le réduisait son pessimisme engendré par des maux imaginaires, se suicida par amour, dans l'espoir de lui rendre la santé morale et de lui donner du génie par une grande secousse. — Elle le guérit de sa mélancolie neurasthénique, mais sans lui donner ni talent ni élévation d'âme. G. M.

— Karl ROTHENBÜCHER. *Die Trennung von Staat und Kirche* (München, Beck, 1908, in-8°, xv-478 p.; prix : 14 m.). — Le livre de M. Rothenbücher sur la séparation de l'État et de l'Église doit être signalé ici à raison de la remarquable introduction que l'auteur a écrite sur les origines et le développement de l'idée de la séparation. Étrangère au moyen âge et aux grands réformateurs, on la trouve déjà chez Sébastien Frank et chez Thomas Morus. Mais ce furent surtout les adhérents des sectes protestantes d'anabaptistes et de quakers qui préconisèrent et réalisèrent cette idée dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, au Rhode-Island, sous l'influence de Roger Williams et en Pensylvanie grâce à William Penn. M. Rothenbücher précise également les opinions des grands philosophes du XVII^e et du XVIII^e siècle (Locke, Kant, W. von Humboldt, Fichte, Spinoza, Montesquieu, Voltaire, J.-J. Rousseau, Condorcet, etc.) sur la question et montre comment la séparation fut demandée au XIX^e siècle tour à tour au nom de la religion (par exemple, par Schleiermacher, Al. Vinet, Lamennais) et au nom de la liberté par les libéraux et les démocrates de nos jours. Après avoir exposé les origines et le développement de l'idée, M. Rothenbücher montre comment elle a été réalisée au cours de l'histoire et met sous nos yeux les différents types de séparation : aux États-Unis et dans les colonies britanniques, comme conséquence de l'organisation religieuse du peuple, en France et au Mexique comme mesure de combat contre une religion dominante, en Irlande et à Genève par mesure de justice envers la majorité de la population. La séparation au Brésil, dans l'Équateur et à Cuba n'est traitée que som-

mairement. M. Rothenbücher décrit encore l'organisation des églises en Belgique, en Italie, en Hollande et au Canada français, où la séparation n'existe pas dans le vrai sens du mot. Le dernier chapitre de cet ouvrage, que distinguent une objectivité parfaite et une clarté lumineuse, est consacré à des conclusions juridiques. P. D.

— *Meyers Grosses Konversations-Lexikon*, 6^e éd., t. XXI : *Ergänzungen und Nachträge* (Leipzig et Wien, Bibliograph. Institut, 1909, in-8°, 1031 p., nombreuses pl.). — Quoique les vingt volumes très compacts de cette 6^e édition aient été publiés avec une célérité digne d'éloge (le t. I date de 1902), ce volume de supplément, où l'on a tenu compte des événements, des découvertes et des publications des dernières années, sera le bienvenu. Il suffit de prendre quelques notices au hasard (Maroc, Sahara, etc.) pour constater combien l'histoire a bénéficié de cette revision.

Angleterre. — Heinrich BRUNNER. *Geschichte der englischen Rechtsquellen im Grundriss; mit einem Anhang über die normannischen Rechtsquellen* (Leipzig, Duncker et Humblot, 1909, in-8°, 75 p.; prix : 2 m.). — Le savant professeur de Berlin nous donne une édition remaniée et mise au courant de son tableau résumé des sources du droit anglais paru dans l'Encyclopédie juridique de Holtzendorff (5^e éd., 1890); ce remaniement, traduit en anglais, forme aussi un des articles réunis dans le tome II des *Select Essays in anglo-american legal history* (Boston, 1908); mais l'édition allemande contient en plus un résumé des sources du droit normand qui figurait aussi dans la 5^e éd. de Holtzendorff; cette dernière partie a été peu modifiée, tandis que la première a dû être refaite en partie, surtout d'après les travaux de F. Liebermann et les publications de la Selden Society. Était-il trop tard pour signaler (p. 35) la 3^e éd. du *Guide* de Scargill-Bird, et n'aurait-il pas fallu, à l'article consacré au Domesday book (p. 23), mentionner les éditions, traductions et commentaires publiés dans la grande histoire des comtés qui paraît sous le nom de la reine Victoria? Ch. B.

— *Notes and documents relating to Westminster abbey* (Cambridge, University press, in-8°). — Sous ce titre commence une série de publications relatives à l'histoire de la célèbre abbaye. Le n° 1 est un catalogue des mss. et cartulaires qu'elle possède encore aujourd'hui : *The mss. of Westminster abbey*, par J. Armitage ROBINSON et Montague Rhodes JAMES (1909, 108 p.), avec un petit traité sur la technique du livre au moyen âge. Le n° 2 est une chronique du monastère rédigée par le moine John Flete et publiée par M. ROBINSON : *The history of Westminster abbey* (1909, viii-151 p.; prix : 5 sh.). John Flete fut, au x^e s., un des dignitaires de l'abbaye : trésorier en 1449-1450, prieur en 1457, il mourut en 1465. Sa chronique, qui part de la fondation fabuleuse de l'abbaye, s'arrête en 1386. Elle comprend quatre parties : 1^o plusieurs récits (fabuleux) de la fondation de l'abbaye; 2^o texte des privilèges accordés à l'abbaye par les rois anglo-saxons et normands et

des bulles pontificales; 3^e liste des reliques et des indulgences conférées à l'abbaye; 4^e vie des abbés jusqu'à la mort de Nicolas de Litlington. C'est une compilation pure, assez brève, curieuse, qui a été fort bien éditée par le doyen de Westminster. Une érudite préface contient ce qu'il faut savoir sur les sources utilisées par J. Flete, sur l'authenticité des diplômes royaux qu'il a reproduits, sur les reliques, en particulier sur celles d'Édouard le Confesseur, sur les manuscrits utilisés pour la présente édition. A la suite du texte, une liste chronologique des abbés où sont rectifiées plusieurs erreurs commises par l'auteur. Excellent début pour une suite d'études critiques sur l'historiographie de Westminster.

Ch. B.

— John HERKLESS et Robert K. HANNAY. *The archbishops of St-Andrews* (Édimbourg, Blackwood, 1907-1909, 2 vol. in-8°, 271 et 267 p.; prix : 7 sh. 6 d. chacun). — Au moyen âge, les archevêques d'York prétendaient que les évêchés écossais devaient être soumis à leur autorité primatiale, prétention que les Écossais, de leur côté, ne cessèrent de repousser. C'est au xv^e siècle seulement qu'ils réussirent à faire reconnaître par Rome leur indépendance religieuse : à la suite de circonstances que les auteurs du présent livre auraient sans doute pu mettre mieux en lumière, Patrick Graham, évêque de St-Andrew, obtint du pape une bulle (17 août 1472) érigeant son siège épiscopal en archevêché; son successeur, Schevez, reçut à son tour le rang de primat avec le titre de « légat-né » du pape en Écosse. C'était un échec pour la politique anglaise que Henri VIII, victorieux des Écossais à Flodden, essaya de réparer en demandant au pape l'abolition de ces privilèges, mais il échoua, et St-Andrew continua d'être le siège primatial de l'Écosse jusqu'au moment où la Réforme triomphante supprima l'institution épiscopale; James Hamilton, qui fut pendu à Stirling en 1571, fut le dernier archevêque de St-Andrew. C'est l'histoire de ces prélats que MM. Herkless et Hannay se sont proposé d'écrire. Les deux volumes parus s'arrêtent en 1521, à la mort du 4^e archevêque, André Forman. Ils sont faits avec beaucoup de soin, s'attachant aux seuls documents disposés selon un ordre chronologique aussi rigoureux que possible. Une source de première importance est un formulaire rédigé par maître John Lauder, notaire très diligent, qui fut secrétaire du cardinal Beaton. Les auteurs en ont tiré un excellent parti. Ils ont consacré le tome II tout entier à la biographie d'André Forman, dont la vie présente un intérêt général, puisque, étant déjà évêque de Moray, il prit une part active aux négociations pour la Sainte-Ligue (1512-1513) et qu'il fut pourvu de l'archevêché de Bourges avant d'être nommé à St-Andrew. Cette figure de prélat politique ressort avec un assez puissant relief du simple exposé des faits.

Ch. B.

— *The history of England from the accession of Anne to the death of George II (1702-1760)*, par J. S. LEADAM (Londres, Longmans, 1909, in-8°, xx-557 p. Prix : 7 sh. 6 d.). — Cet ouvrage est le t. IX de l'His-

toire politique de l'Angleterre en douze volumes, dont nous avons déjà dit les mérites. Il occupe dans la série un rang fort honorable; le récit est intéressant et aussi animé qu'on peut le souhaiter dans un exposé forcément encombré par le détail des complications diplomatiques et militaires et des intrigues parlementaires. L'auteur renvoie fréquemment aux sources originales, ce qui fait du volume un utile instrument de travail. Comme pour rompre la monotonie de l'histoire politique, un chapitre (le 28^e et dernier) est consacré à la littérature et aux usages; il sera le bienvenu, mais on s'étonnera du peu de place qu'y occupent les théories politiques. Un double appendice, contenant 1^o un tableau résumé des sources et de la bibliographie, 2^o la liste des ministères qui se sont succédé de 1702 à 1760, termine le volume. Ch. B.

— Paul MANTOUX. *A travers l'Angleterre contemporaine* (Paris, Alcan, 1909, in-12, 283 p.). — Ce très attachant volume, précédé d'une préface où M. G. Monod s'est efforcé de montrer les résultats historiques du double courant idéaliste et réaliste que l'on constate dans les tendances du peuple anglais, décrit trois des aspects essentiels de la politique anglaise contemporaine : les trois premiers chapitres sont consacrés à analyser la psychologie du peuple anglais pendant la guerre sud-africaine, le jingoisme populaire et les protestations de la conscience puritaine; trois autres chapitres traitent du mouvement ouvrier; les deux derniers de la lutte entreprise pour enlever à l'école son caractère confessionnel et de l'évolution de plus en plus marquée qui tend à renfermer dans des limites plus étroites l'action de la Chambre des Lords, à démocratiser la constitution britannique. Ce dernier chapitre a une portée historique qui retiendra particulièrement le lecteur. — G. M.

Hongrie. — Parmi les dernières publications historiques de la Hongrie, il importe de signaler :

1^o Albert BERZEVICZY. *La reine Béatrice (Beatrix Királyné, 1457-1508)*. Budapest, Athenæum, 1908, in-8^o, 695 p., 16 pl., 3 tables généalogiques et 189 ill.). — C'est la monographie la plus fouillée et la plus complète que nous ayons d'une reine de Hongrie. Il est vrai que cette reine était d'origine italienne, qu'elle a vécu pendant la Renaissance, qu'elle était la femme du puissant roi Mathias I^{er} et qu'elle a exercé une grande influence sur son mari. Le règne de celui-ci a trouvé son historien en Mgr Fraknói; M. Berzevicy, ancien ministre de l'Instruction publique, président de l'Académie, nous donne aujourd'hui, après de longues recherches dans les archives italiennes, dans le fonds Sforza conservé à la Bibliothèque nationale de Paris et dans les différents dépôts autrichiens et hongrois, ce volume illustré avec goût qui est parmi les meilleurs de la belle collection des *Monographies historiques*. — Béatrice était la fille de Ferdinand, roi de Naples, et la sœur d'Éléonore d'Este. Elle perdit sa mère de bonne heure et fut élevée par l'abbé Antonio de Sarcellis; elle savait bien le latin, ce qui lui servit en Hongrie. Bonfin, l'historien italien qui a vécu à la cour de Mathias,

lui dit dans un panégyrique : « Danubium barbara verba redolentem latine loqui coegisti. » D'après les nombreux bustes que le sculpteur Laurana a faits d'elle entre 1472 et 1474, — un des plus beaux se trouve dans la collection Dreyfus, à Paris, — c'était une beauté régulière; elle fit une impression profonde sur le roi de Hongrie. Celui-ci, qui avait perdu sa première femme, Catherine Podiebrad (1464), resta veuf pendant dix ans. Mais la succession au trône le préoccupait, et, en véritable prince de la Renaissance, il voulut épouser une princesse élevée dans le milieu intellectuel et artistique qui convenait à ses goûts. Il demanda donc la main de Béatrice, et, après de longs pourparlers, le mariage fut conclu en 1476. — M. Berzevíczy, que ses études sur la Renaissance en Italie avaient admirablement préparé à nous retracer l'influence italienne sur la cour de Mathias, nous explique avec compétence l'éducation de Béatrice, son rôle comme épouse et inspiratrice de Mathias. Cette Italienne, que les historiens magyars ont tant dénigrée, depuis la chronique de Heltai, qui date de 1575, jusque dans ces derniers temps, ne peut pas être jugée uniquement au point de vue hongrois. Désirant faire de la cour de Mathias une véritable cour de la Renaissance, elle a froissé beaucoup de seigneurs hongrois. En favorisant ses parents, comme Hippolyte d'Este, nommé archevêque de Strigonie à l'âge de six ans, en appelant à Bude des humanistes italiens en grand nombre et leur distribuant des prébendes, elle mécontentait les Magyars qu'un de ces humanistes appelait « durae cervicis Ungari ». Puis, elle s'occupait trop de politique, ce qui a toujours déplu aux Magyars. C'est ce qui nous explique la haine qu'elle a inspirée. Le livre de M. Berzevíczy met les choses au point et nous donne la psychologie de cette reine qui, après la mort de son mari, a durement expié ses fautes. Car c'était une faute que de vouloir, peu après le décès de Mathias (1490), se jeter dans les bras de Wladislas, qui devait lui succéder. Les magnats, voyant que Béatrice, quoique sans enfant, avait encore un parti assez fort, lui persuadèrent que, si elle donnait son appui à l'élection de Wladislas, il l'épouserait. Elle consentit; on organisa, en effet, dans ses appartements, la cérémonie du mariage, mais, après l'acte religieux, Wladislas, le Jagellon, disparut. Il épousa plus tard Anne de Foix, nièce de Louis XII. — Béatrice resta encore dix ans en Hongrie, envoyant requête sur requête au pape et aux cours italiennes pour forcer le roi à lui restituer sa dot et ses biens. Mais déjà, à la mort de Mathias, les finances étaient en mauvais état, et Wladislas eut à lutter continuellement contre des difficultés pécuniaires. Lasse d'attendre et de se plaindre, Béatrice quitta, après un séjour de vingt-quatre ans, cette Hongrie où son arrivée avait été fêtée avec un tel éclat qu'il éblouit même les Italiens. De retour à Naples, elle trouva sa famille partie exilée, partie dans la misère. Les Français et les Aragons d'Espagne avaient conquis le pays. Elle dut vivre d'un modeste apanage tantôt à Naples, tantôt à Ischia. Elle mou-

rut en 1508 et fut enterrée dans l'église de Saint-Pierre-le-Martyr à Naples, où l'on voit encore son tombeau. — Les illustrations puisées aux meilleures sources contiennent des documents iconographiques d'une valeur exceptionnelle.

2^o Avec l'avènement de Ferdinand I^{er} (1526) commence le règne des Habsbourg, qui ne résidaient guère en Hongrie et voulaient diriger les affaires de Vienne. Mais les Magyars n'avaient élu Ferdinand qu'à la condition que l'ancienne constitution serait respectée et que le pays ne ferait pas partie intégrante de la monarchie. Ferdinand confia donc la régence à sa sœur Marie, veuve de Louis II, mort dans la bataille de Mohács. Il lui adjoignit une commission hongroise pour régler l'administration, mais il l'entoura aussi de quelques commissaires autrichiens. Telle est l'origine du Conseil de lieutenance (*consilium locum tenentiale*), dont on peut suivre l'action pendant plus de trois siècles. Les attributions juridiques de ce conseil, les vicissitudes qu'il a subies n'avaient pas encore été étudiées avec assez de détails. M. Étienne Kiss vient de combler cette lacune par son livre : *le Conseil de lieutenance en Hongrie à l'époque de Ferdinand I^{er} et sa correspondance de 1549 à 1551* (*A magyar helytartótanács I. Ferdinánd korában és 1549-1551 évi leveles könyve*. Budapest, Académie, 1908, in-8^o, cccv et 454 p.). Archiviste de la famille seigneuriale des Héderváry, M. Kiss a découvert dans le dépôt confié à sa garde le registre des minutes de ce Conseil de 1549 à 1551 et les rescrits du roi au Conseil de 1552 à 1556. L'Académie, ayant reconnu l'importance de ces documents, l'a chargé de les publier. L'ouvrage se compose de deux parties : la première nous renseigne sur l'origine du Conseil et les premières années de son fonctionnement ; dans la seconde partie, nous trouvons, d'abord, les 325 lettres du Conseil adressées, pour la plupart, au roi ; elles sont toutes en latin et peuvent être consultées par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de Hongrie au xvi^e siècle ; puis, 43 documents, également en latin, qui se rapportent à l'activité de la lieutenance. Un index de 32 pages facilite les recherches.

3^o Au xvi^e siècle, l'esprit militaire subit une éclipse en Hongrie à cause des vexations auxquelles l'armée nationale fut exposée. La cour de Vienne poursuivait alors trois buts : elle voulait administrer le pays à sa façon, mais là elle se heurtait souvent à l'autonomie des comitats ; elle voulait empêcher les progrès rapides de la Réforme et fit rentrer, surtout au xvi^e siècle, de nombreux seigneurs protestants dans le giron de l'Église catholique ; finalement, elle voulait remplacer l'armée nationale hongroise par une armée allemande. Cette dernière tentative lui réussit au bout de deux siècles de tracasseries. En 1699, elle a dissous ce qui restait de l'armée hongroise, mis dans les garnisons de l'intérieur des Allemands, dans celles des frontières des Serbes et fourni ainsi des recrues magyares au soulèvement de Rákóczi, dont la défaite marque la fin de l'armée nationale hongroise. — Le livre de

M. Alexandre TAKÁTS : *la Formation de l'infanterie hongroise (A magyar gyalogság megalakulása*. Budapest, Académie, 1908, in-8°, xi-318 p.), fruit de dix années de recherches dans les différentes archives, est très important pour l'histoire militaire des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Il dissipe bien des calomnies lancées par les autorités viennoises. Celles-ci se sont toujours refusé à nommer des chefs hongrois, elles introduisaient des éléments allemands, slaves et italiens dans l'armée hongroise pour en affaiblir l'unité et le caractère national. Encore, si elles avaient traité le soldat hongrois de la même façon que les étrangers ! Mais le soldat hongrois reçoit, au ^{xvi}^e siècle, deux florins par mois, et on le paie rarement, tandis que les étrangers en reçoivent huit, et, au ^{xvii}^e siècle, quatorze. Le soldat magyar est plein d'amertume contre l'Autriche, non pas à cause des griefs politiques, non pas à cause des persécutions religieuses, mais à cause du sort qu'il subit en tant que soldat, car souvent il doit mendier ou piller pour pouvoir se nourrir. Le livre de M. Takáts étudie en détail la formation de tous les corps qui appartenaient à l'infanterie, leur dénomination qui a varié selon les époques, leur organisation et leur manière de combattre, leurs garnisons dans les confins militaires et la marine fluviale.

4^o M. Eméric KARÁCSON vient de publier dans les *Monuments historiques turco-magyars* le second volume des *Voyages en Hongrie d'Evlia Cselebi (Evlia Cselebi... magyarországi utazásai, 1664-1666*. Budapest, Académie, 1908, in-8°, vi-272 p.). En rendant compte du t. I (*Rev. hist.*, t. LXXXIX, p. 218), nous avons dit qu'il reproduisait en hongrois le texte des t. V et VI de l'édition turque qu'Ahmed Dsevdet a publiée à Constantinople. L'ouvrage complet d'Evlia se compose de dix volumes, mais la censure turque a défendu la publication des volumes suivants, à cause des critiques formulées à l'adresse de l'administration turque au ^{xvii}^e siècle. M. Karácson a donc copié dans une mosquée le t. VII qui traite en grande partie de la Hongrie et nous en donne la traduction magyare. Le volume est important pour les années 1664 à 1666. Il s'y trouve notamment (p. 61-73) une description de la bataille du Saint-Gothard (1664), à laquelle Evlia Cselebi a assisté et à laquelle des troupes françaises ont pris part. Contrairement à la relation de Montecuccoli, le témoin oculaire turc prétend qu'au début du combat les troupes allemandes furent bousculées par les Turcs et prirent la fuite, mais qu'alors « les Français, avec leurs habits rouges, commencèrent une attaque vigoureuse » et décidèrent de la victoire. En dehors de la description de cette bataille, Evlia parle surtout des villes du district d'au delà du Danube, de celles qui sont situées entre le Danube et la Tisza, puis de Nagy-Várad et nous donne un long récit sur l'ambassade turque qui se rendit à Vienne pour entamer les négociations, ambassade dont il fit partie.

5^o M. Samuel GERGELY continue avec une grande régularité la publication de la *Correspondance de Michel Teleki (Teleki Mihály levelezése,*

t. IV. Budapest, Athenaeum, 1908, in-8°, xxxi-643 p. Cf. *Rev. hist.*, t. XCI, p. 434, et t. XCVIII, p. 475). Ce volume contient 459 lettres écrites presque toutes en magyar. Elles vont de janvier 1667 à décembre 1669 et nous montrent l'influence grandissante de Teleki à la Cour d'Apafi et auprès des seigneurs transylvains. Elles ne sont pas seulement intéressantes au point de vue de l'histoire intérieure de la petite principauté, mais elles jettent aussi une vive lumière sur la politique extérieure. La paix de Vasvár, conclue avec les Turcs après la bataille du Saint-Gothard (1664), mécontenta les Hongrois, car ils se voyaient sacrifiés. Ils voulaient donc amener le prince Apafi à entrer en pourparlers avec les Turcs et à leur promettre son secours aussi bien que celui des mécontents magyars, en cas d'une nouvelle guerre contre l'Autriche. C'est le début de cette effervescence qui aboutit à la conjuration de Wesselényi. Apafi était prêt à entamer les négociations, mais la Turquie n'était pas en état alors de recommencer la guerre. Le prince de Transylvanie, de son côté, était fort inquiet de la fuite de Zólyomi en Turquie. Ce grand seigneur aspirait à la couronne, et on disait qu'il était prêt à soumettre la Transylvanie entièrement à la Turquie, pourvu qu'il obtint le titre de prince. La correspondance reflète fidèlement l'activité de Teleki aussi bien dans les affaires intérieures que dans les négociations avec la Turquie.

6° Le retour des cendres de François Rákóczi II en Hongrie a suscité de nombreuses publications sur le soulèvement national du commencement du XVIII^e siècle et sur les principaux acteurs de ce drame, auquel la France a participé. Aucune de ces publications ne peut se mesurer avec le bel ouvrage sur *François Rákóczi II* que la Société historique a couronné et dont le premier volume vient de paraître dans la collection des *Monographies historiques*. Il est dû à l'infatigable historien de l'Université de Kolozsvár, M. Alexandre MÁRKI (*II. Rákóczi Ferencz*, t. I, 1676-1707. Budapest, Athenaeum, 1907, in-8°, 646 p., 29 pl. et 214 ill. dans le texte). — Malgré les nombreux et importants travaux de Coloman Thaly, une bonne biographie du prince manquait encore. Nous l'avons maintenant avec l'indication précise de toutes les sources, tant magyars qu'étrangères, exposée dans tous ses détails en un style clair et limpide. Les nombreuses illustrations, dont plusieurs sont tirées d'ouvrages devenus très rares, ajoutent encore au charme de ce livre. Après une introduction, peut-être un peu trop dithyrambique pour un ouvrage aussi sérieux et documenté, M. Márki aborde, dans le premier livre, la jeunesse de Rákóczi, son éducation à Vienne et en Bohême où les Jésuites tâchent de « germaniser » l'enfant d'Hélène Zrinyi, l'héroïne de Munkács, qui avait payé de sa liberté sa résistance à l'Autriche. Nous le voyons ensuite dans son voyage en Italie, puis nous assistons à son mariage avec Charlotte de Hesse-Rheinfels. Le livre II nous montre les débuts de sa carrière politique; sa vie calme de 1697 à 1700, puis son emprisonnement à

cause de la lettre écrite à Louis XIV et confiée à Longueval. La fuite de la prison de Wiener-Neustadt est narrée en grand détail, puis nous le suivons en Pologne jusqu'au jour où le peuple soulevé contre l'Autriche le rappelle en Hongrie. Les deux derniers chapitres du volume retracent la situation du pays au moment où la révolte éclate et mènent le récit de la guerre jusqu'en 1707. Ces deux chapitres sont importants, non seulement à cause de la description minutieuse des combats, mais aussi par les nombreux matériaux tirés des archives étrangères et qui éclairent le rôle joué par les puissances européennes pendant le soulèvement. Les nombreuses publications de Thaly et d'autres historiens magyars avaient ici déblayé le terrain, mais il restait à mettre en œuvre ces milliers de documents. C'est le mérite de M. Márki de nous les présenter dans un récit qui s'enchaîne et ne fatigue pas.

7° Dans l'édition des Mémoires et des papiers d'Étienne Halmágyi (cf. *Rev. hist.*, t. XCIV, p. 437), M. Louis Szádeczky a appelé l'attention des savants sur le journal que cet administrateur tenait sur l'organisation de la milice des *Székely* (Sicules). Ce journal, il est vrai, a été déjà utilisé par Dominique Teleki dans un ouvrage paru en 1877, mais M. Szádeczky a fait de nouvelles recherches dans les archives du ministère de la Guerre à Vienne et dans différents dépôts hongrois pour pouvoir donner un tableau exact de cette réforme de Marie-Thérèse. La reine, après avoir organisé les confins militaires dans la Hongrie proprement dite, — principalement par des Serbes appelés en masse dans le sud de la Hongrie après l'expulsion des Turcs, voulut également introduire le service obligatoire parmi les Székely de Transylvanie pour former une milice contre les invasions possibles des Turcs. Mais les choses n'allaient pas si facilement dans ces comitats où la population foncièrement magyare jouissait de privilèges séculaires et n'avait nullement envie de servir sous les ordres des officiers autrichiens. Dans les districts d'Udvarhely, de Csik et de Háromszék, les troubles éclatèrent; des villages entiers s'insurgèrent et la révolte sanglante de Madéfalva (janv. 1764) et sa répression (surnommée *Siculicidium*) eurent un effet désastreux. C'est par milliers que les Székely émigrèrent en Moldavie, mais force resta à la volonté de la reine. Celle-ci, pour pacifier le pays, envoya enfin le général hongrois Hadik en Transylvanie. Il ne put empêcher l'émigration, mais il eut l'idée patriotique de diriger les émigrés vers la Bukovine, où ils ont pu conserver pendant plus d'un siècle leur langue et leurs mœurs. C'est de là qu'environ 4,000 revinrent dans la mère-patrie en 1883, grâce à l'initiative du gouvernement et d'un comité composé des notabilités de Budapest. Le volume que M. Szádeczky a consacré à *l'Organisation des Confins militaires sikules en 1762-64* (*A székely határőrség szervezése 1762-64-ben*. Budapest, Académie, 1908, in-8°, viii-879 p.) retrace dans sa première partie (p. 1-246) l'histoire de cette organisation; le reste du volume

donne, avec un index détaillé, les documents, principalement en hongrois, qui vont de 1761 à 1776, le procès-verbal officiel de la Commission instituée par Marie-Thérèse (juin 1763 à mars 1764) et le tableau des premiers régiments de la milice de 1764. Un appendice, composé de pièces tirées des archives du comitat de Csik, nous montre les efforts que l'élément hongrois fit de 1764 à 1790 pour s'opposer à l'émigration continuelle.

8° Les fêtes du millénaire (1896) ont donné naissance à plusieurs entreprises littéraires, dont quelques-unes sont en pleine prospérité. Une des plus remarquables est celle qu'une Société d'écrivains et d'hommes politiques avait inaugurée sous le titre : *les Comitats et les villes de Hongrie (Magyarország vármegyei és városai)*. Il s'agissait de doter le pays d'une collection de monographies consacrées chacune soit à un comitat soit à une ville importante. Ces monographies retracent la géographie, l'ethnographie, l'histoire, la vie littéraire, artistique et économique de chaque comitat. Le directeur de cette collection est M. Samuel Borovszky, le savant académicien connu pour ses beaux travaux historiques. Entouré de tout un état-major de collaborateurs recrutés dans les comitats respectifs et de MM. Virter et Vende, il a imprimé à cette collection un cachet scientifique. Comme telle, elle mérite d'être signalée, car il y a peu de pays qui possèdent des monographies aussi détaillées sur chaque département. Les deux derniers volumes : *le Comitat de Szatmár et Szatmár-Németi, ville royale libre (Szatmár vármegye, Szatmár-Németi, sz. kir. város. Budapest, s. d., in-4°, 636 et 316 p.)*, ne contiennent pas moins de 116 planches hors texte et 354 illustrations dans le texte. Ils donnent des descriptions géographiques qu'aucun manuel ne peut fournir, des détails biographiques sur les écrivains nés dans le département, détails que nous chercherions en vain dans les histoires de la littérature ou dans les encyclopédies ; nous y trouvons la nomenclature, avec renseignements historiques, de toutes les communes ; la généalogie des familles nobles et l'histoire du département et des villes depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. Des index très détaillés permettent de s'orienter dans cette masse de renseignements qui ne sont pas de pure compilation. Ils ajoutent souvent à nos connaissances. Ainsi, dans le premier volume, les chapitres sur le chef-lieu du comitat, Nagy-Károly, sur les villes minières Nagybánya et Felsőbánya, sur la participation du comitat aux soulèvements nationaux des xvi^e et xvii^e siècles et à l'époque de Rákóczi contiennent des données puisées dans les archives locales. Dans le second volume, l'histoire de la ville de Szatmár-Németi, les documents inédits sur le poète Tompa sont des contributions importantes à l'histoire et à la littérature. La collection continuée avec la même méthode scientifique deviendra un jour la mine la plus riche de renseignements sur les comitats hongrois.

I. KONT.

Italie. — Carlo PASCAL. *Letteratura latina medievale. Nuovi saggi e*

note critique (Catania, Battiato, 1909, in-16, vu-199 p.). — Comme dans un précédent volume intitulé *Poesia latina medievale* (1907), M. Pascal a réuni ici quelques notes sur la littérature et surtout sur la poésie latines du moyen âge. Plusieurs sont consacrées aux poésies attribuées à Ovide; d'autres aux écrits attribués à Sénèque. M. Pascal en publie des extraits qui rendront service aux érudits. Mais qui nous donnera enfin un répertoire systématique de toutes ces petites œuvres de la littérature latine du moyen âge? L. H.

— LOUIS DE BAGLIONI. *Pérouse et les Baglioni*; édition nouvelle (Paris, Émile-Paul, 1909, in-16, x-574 p. et 20 pl.). — Simple réimpression d'une partie de l'ouvrage publié à cent exemplaires en 1907, dans le format grand in-4°, sous le titre : *Histoire de la maison de Baglioni. Les Baglioni de Pérouse* (cf. *Rev. hist.*, t. XCVIII, p. 381). La partie généalogique a été ici presque entièrement laissée de côté et malheureusement aussi les références qui s'y trouvaient comprises. A cet égard, l'auteur se borne à renvoyer aux exemplaires de la première édition, « aujourd'hui répandus dans de nombreuses bibliothèques publiques ». L. H.

— *I documenti pontifici riguardanti l'Università di Pisa editi ed illustrati da Carlo FEDELI* (Pisa, impr. Mariotti, 1908, grand in-4°, xxvi-250 p. et 14 pl.; en vente à Rome, libr. E. Loescher). — Ce recueil, luxueusement édité, est assez étrangement divisé en deux séries : 1^{re} bulles de première importance (1343-1564), 2^o bulles d'importance secondaire (1363-1525), en tout 34 documents publiés d'après des originaux et des copies et accompagnés de quelques fac-similés. En guise d'introduction, une très rapide étude (p. 1-84) sur les universités en général, sur les origines de l'université de Pise et son organisation par Clément VI en 1343, enfin des remarques sur les documents réunis dans le volume. En appendice, quelques renseignements sur les églises universitaires de Pise et sur l'archichancelier de l'université, et, pour finir, trois diplômes de « laurea » des années 1476, 1623 et du début du XIX^e s. L. H.

Belgique. — La Fédération archéologique et historique de Belgique tiendra sa vingt et unième session à Liège du 31 juillet au 5 août 1909.

Russie. — M. F. DE MARTENS, l'éminent jurisconsulte russe, né en 1845, est mort subitement le 20 juin dernier. Son *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères* (Saint-Petersbourg, 1874-1909) dont le tome XV, relatif à l'époque de la Restauration, a paru tout récemment n'est pas seulement une collection documentaire de premier ordre : on sait que chaque volume est précédé d'amples introductions qui en font une véritable histoire de la politique extérieure de la Russie.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

GÉNÉRALITÉS.

- Bernheim (Ernst)*. Lehrbuch der histor. Methode, 396.
Bjærnbo et *C. Petersen*. Anecdota cartographica septentrionalia, 239.
Caro (G.). Soziale u. Wirtschaftsgesch. der Juden, 398.
Driault. La question d'Extrême-Orient, 113.
Gaussens. Le pays de l'Évangile, 442.
Gengel (A.). Gesch. des fränk. Reichs, 334.
Kähler (W.). Voir *Krüger*.
Krüger (G.) et *W. Köhler*. Theologischer Jahresbericht, 236.
Lindner (Th.). Weltgeschichte, 452.
Loisy (A.). Leçon d'ouverture du cours d'hist. des religions, 442.
Méthode dans les sciences (la), 396.
Meyer. Grosses Konversations-Lexikon, 455.
Meyer (Ed.). Gesch. des Alterthums, 130.
Molinari (G.). Théorie de l'évolution, 439.
Morales et religions, 442.
Mortier. Hist. des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs, 352.
Pascal (C.). Letteratura latina medievale. Nuovi saggi, 463.
Petersen (C.). Voir *Bjærnbo*.
Pflugk-Hartung (J. von). Weltgeschichte, 452.
Philippson (M.). Neueste Gesch. des jüdischen Volkes, 405.
Reich (E.). General history of western nations, 132, 397.
Rothenbücher. Die Trennung von Staat und Kirche, 455.
Sabatier (P.). Notes d'hist. religieuse contemporaine. Les modernistes, 451.
Schafer (D.). Weltgesch. der Neuzeit, 400.
Stapfer (P.). Vers la vérité, 451.
Tyrrell. Suis-je catholique? 451.

- Vaillat (L.)*. Études d'art, 227.
Valère (E.). Marie et le symbolisme des pierres précieuses, 442.
Vanderkindere. Etudes d'hist. médiévale, 239.
Waddington (R.). La guerre de Sept ans, 101.
Werminghoff (A.). Concilia aevi Karolini, 336.
Westlake (J.). International law, 411.

ANTIQUITÉS GRECQUES ET ROMAINES.

- Abt*. Die Apologie des Apuleius von Madaura, 362.
Allen. The Roman cohort. Castella, 358.
Barbagallo. La fine della Grecia antica, 137.
Barthel. Voir *Kapff*.
Baumgarten (F.), *F. Poland* et *R. Wagner*. Die hellen. Kultur, 132.
Beloch (J.). Griech. Geschichte, 131.
Bevan. The house of Seleucus, 136.
Birt. Die Buchrolle in der Kunst, 362.
Bluemner. Voir *Pausanias*.
Breccia. Il diritto dinastico nelle monarchie dei successori d'Alessandro Magno, 136.
Burckhardt (J.). Griech. Kulturgeschichte, 132.
Burrows. The discoveries in Crete, 133.
Busolt (G.). Griech. Geschichte, 131.
Buttler (O. Fitch). Studies in the life of Heliogabalus, 357.
Calderini. La manomissione, 139.
Cardinali. Il regno di Pergamo, 136.
Cornford. Thucydides mythistoricus, 129.
Corolla numismatica, 128.
Costanzi. Saggio di storia Tessalica, 135.
Crees. Claudian as an historical authority, 357.
Daremberg et *Saglio*. Dictionn. des antiquités grecques et romaines, 227.

1. Nous relevons ici tous les ouvrages qui ont été appréciés dans les *Comptes-rendus*, les *Bulletins* et la *Chronique*. Nous laissons de côté ceux qui ont fait l'objet d'une simple mention.

- Dellesfen.* Die Geographie Afrikas bei Plinius u. Mela, 358.
- Didymos.* Kommentar zu Demosthenes, éd. H. Diels et W. Schubart, 126.
- Diels (H.).* Voir *Didymos*.
- Dieterich.* Eine Mithrasliturgie, 142.
- Mutter Erde, 142.
- Dittenberger (W.).* Orientis graeci inscriptiones selectae, 122.
- Sylloge inscriptionum graecarum, 121.
- Domaszewski.* Die Rangordnung des röm. Heeres, 358.
- Voir *Weber*.
- Drerup.* Περὶ πολιτείας, 129.
- Elter.* Itinerarstudien, 359.
- Evans (A.).* Essai de classification des époques de la civilisation minoenne, 133.
- Mycenaean tree and pillars cult, 141.
- Farnell.* The cults of the greek states, 141.
- Ferrero (G.).* Grandeur et décadence de Rome, 356.
- Fick.* Vorgriechische Ortsnamen, 133.
- Fischer.* Senatus Romanus qui fuerit Augusti temporibus, 358.
- Frazer.* Adonis, Attis, Osiris, 143.
- Lectures on the early history of the kingship, 143.
- Frey.* Führer durch die Ruinen von Augusta Raurica, 359.
- Galli.* Per la Sibaritide, 359.
- Gardthausen.* Der Altar des Kaisersfriedens, 361.
- Geyer (F.).* Topographie u. Gesch. der Insel Euböa, 115.
- Gnecchi.* Monete romane, 362.
- Grenfell et Hunt.* Publications de papyrus, 123.
- Gruppe.* Griech. Mythologie u. Religionsgeschichte, 140.
- Gubernatis (de).* Virgilio e Pollione, 356.
- Gummerus.* Die Fronden der Kolonen, 358.
- Gundel.* De stellarum appellatione et religione, 362.
- Hall (R. C.).* The oldest civilization of Greece, 132.
- Harrison (J.).* Prolegomena to the study of greek religion, 144.
- Religion of ancient Greece, 144.
- Henderson.* Civil war and rebellion in the Roman empire (69-70), 356.
- Hérodote.* éd. *Macan*, 128.
- Hill (G.-F.).* Historical greek coins, 128.
- Sources for greek history, 129.
- Hirzel.* Themis, Dike u. Verwandtes, 138.
- Hitzig.* Altgriech. Staatsverträge über Rechtshilfe, 140.
- Voir *Pausanias*.
- Hoffmann (O.).* Die Makedonen, 136.
- Hunt.* Voir *Grenfell*.
- Janke.* Auf Alexander des Grossen Pfaden, 136.
- Jatta.* Le rappresentanze figurate delle provincie romane, 362.
- Johannes.* De studio venandi apud Graecos et Romanos, 355.
- Judeich (W.).* Topographie von Athen, 115.
- Kapff et Barthel.* Der obergerman.-rätische Limes, 359.
- Keil (B.).* Anonymus Argentinensis, 125.
- Kiepert (R.).* Formae orbis antiqui, 114.
- Kirchner (J.).* Prosopographia Attica, 123.
- Krom.* De populis Germanis antiquo tempore patriam nostram incolentibus, 359.
- Kromayer.* Antike Schlachtfelder in Griechenland, 135.
- Larfeld.* Handbuch der griech. Epigraphik, 122.
- Leiss.* Der Zeuge im Attischen Recht, 138.
- Levi (Aless.).* Delitto e pena nel pensiero dei Greci, 139.
- Lipsius (J. H.).* Das attische Recht u. Rechtsverfahren, 138.
- Voir *Schwamm*.
- Macan.* Voir *Hérodote*.
- Mahaffy.* The progress of Hellenism in Alexander's empire, 135.
- The silver age of the Greek world, 137.
- et *Smyly.* On the Flinders Petrie papyri, 125.
- Marshall.* The second Athenian confederacy, 134.
- Meister (R.).* Dorer und Achäer, 133.
- Menardos (S.).* Τοπωνυμικὸν τῆς Κύπρου, 115.
- Misch (J.).* Gesch. der Autobiographie, 354.
- Mitteis.* Röm. Privatrecht, 361.
- Mommsen (Th.).* Gesammelte Schriften, 354.
- Mosso (A.).* Escursioni nel Mediterraneo, 133.
- Neumann (K. J.).* Die lykurgische Gesetzgebung, 134.
- Niese (B.).* Neue Beiträge zur Gesch. Lakedaemon, 133.
- Nilsson.* Griech. Feste von religiöser Bedeutung, 142.
- Ehler.* Zum griech. Vereinswesen, 138.
- Otto (W.).* Priester u. Tempel im hellenistischen Ägypten, 143.
- Pais (E.).* Ricerche storiche e geogr. sull' Italia antica, 359.
- Patsch.* Zur Gesch. u. Topographie von Narona, 359.
- Pausanias.* Graeciae descriptio, éd. *Hitzig et Blumner*, 129.

Pöhlmann. Grundriss der griech. Geschichte, 132.
Poland (F.). Voir *Baumgarten*.
Poulsen. Die Dipylongräber u. die Dipylonvaesen, 141.
Präsek. Gesch. der Meder u. Perser, 134.
Rabenhorst. Der ältere Plinius als Epitomator des Verrinus Flaccus, 354.
Reich (Em.). Atlas antiquus, 114.
Reitzenstein. Poimandres, 143.
Ridgeway. The early age of Greece, 132.
Riesler. Ueber Finanzen u. Monopolen im alten Griechenland, 138.
Robinson (D. M.). Ancient Sinope, 135.
Rouse. Greek votive offerings, 142.
Rubensohn. Elephantine papyri, 126.
Saglio. Voir *Daremberg*.
Schmidt. Geschichte der deutschen Stämme, 355.
Schubart. Das Buch bei den Griechen u. Römern, 362.
 — Voir *Didymos*.
Schwamm. Griech. Alterthümer, éd. Lipsius, 137.
Smits (T.). De fontibus e quibus res ab Heliogabalo et Alexandro Severo gestae colliguntur, 357.
Smyly. Voir *Mahaffy*.
Speck. Handelsgesch. des Alterthums, 137.
Stähelin (F.). Gesch. der Kleinasiatischen Galater, 136, 355.
Steinwender. Die Marschordnung des röm. Heeres, 358.
Strong. Roman sculpture, 361.
Sundvall. De institutis republ. Atheniensis, 135.
 — Epigraphische Beiträge zur Gesch. Athens im Zeitalter des Demosthenes, 135.
Swoboda. Beiträge z. griech. Rechtsgesch., 139.
Szanto. Ausgewählte Abhandlungen, 137.
Thulin. Die Götter des Martians Capella u. die Bronzeleber von Piacenza, 362.
Toutain (J.). Études de mythologie et d'hist. des religions, 180.
Usteri. Ächtung u. Verbannung im griech. Recht, 139.
Varese. Cronologia romana, 355.
Venturini. Tarquinio il Superbo, 355.
Visser (W. de). Die nichtmenschengestaltigen Götter der Griechen, 141.
Volquardsen. Rom im Uebergange von der Republik zur Monarchie, 355.
Wagner (R.). Voir *Baumgarten*.
Waldstein. Herculaneum past, present and future, 360.

Warde-Fowler. Social life at Rom in the age of Cicero, 356.
Waszynski. Die Bodenpacht, 139.
Weber (H.). Attisches Prozessrecht, 140.
Weber (Wilh.) et Domazewski. Untersuch. z. Gesch. des Kaisers Hadrianus, 357.
Wenger (L.). Rechtshistor. Papyrusstudien, 139.
Wessely. Karanis u. Soknopaiu Nesos, 138.
Wilhelm (Ad.). Urkunden dramatischer Aufführungen in Athen, 140.
Willers. Neue Untersuchungen über die röm. Bronzeindustrie von Capua u. von Niedergermanien, 359.
Witkowski. Epistulae privatae graecae, 127.
Zehetmaier. Leichenverbrennung. u. Leichenbestattung im alten Hellas, 141.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE.

Beiträge zur brandenburg. u. preuss. Geschichte, 453.
Below (G. von). Die Ursachen der Rezeption des röm. Rechts in Deutschland, 384.
Bothe (Fr.). Die Entwicklung der direkten Besteuerung in der Reichsstadt Frankfurt bis 1612, 388.
Flamm. Der wirtschaftl. Niedergang Freiburgs im Breisgau (14-15 Jahrh.), 387.
Friedjung. Oesterreich von 1848 bis 1860, 189.
Hartmann (M.). Gesch. der Handwerkerverbände der Stadt Hildesheim, 387.
Heuster (A.). Deutsche Verfassungsgesch., 383.
Hoops. Waldbäume und Kulturpflanzen in german. Altertum, 389.
Kisky. Die Domkapitel der geistl. Kurfürsten (14-15 Jahrh.), 392.
Königer (A. M.). Burchard I vom Worms, 391.
Krammer (M.). Wahl u. Einsetzung des deutschen Königs, 383.
Kretzschmar. Die Entstehung von Stadt u. Stadtrecht zwischen der mittleren Saale u. der Lausitzer Neisse, 386.
Künstle (F. X.). Die deutsche Pfarrei zu Ausgang des Mittelalters, 392.
Möller (E. von). Die Elendenbrüderschaften, 393.
Preuss (H.). Die Entwicklung des deutschen Städtewesens, 385.
Rietschel (S.). Untersuch. zur Gesch. der deutschen Stadtverfassung, 385.
Riller (M.). Deutsche Gesch. im Zeit-

- alter der Gegenreformation u. des dreissigj. Krieges, 184.
Seidel (P.). Hohenzollern-Jahrbuch, 453.
Seillière (E.). Une tragédie d'amour au temps du romantisme. Henri et Charlotte de Stieglitz, 454.
Sommerlad. Die wirtschaftl. Tätigkeit der Kirche in Deutschland, 391.
Werminghoff (A.). Gesch. der Kirchenverfassung Deutschlands im Mittelalter, 390.

ANGLETERRE.

- Barnes*. The man of the mask, 157.
Birt. The Elizabethan religious settlement, 152.
Blagwell. Ireland under the Stuarts and during the Interregnum, 155.
Blennerhassett. Maria Stuart, 154.
Brunner (H.). Gesch. der engl. Rechtsquellen, 455.
Cabrol. L'Angleterre chrétienne avant les Normands, 146.
Clarke et Foxcroft. A life of Gilbert Burnet; introd. par *C. H. Firth*, 158.
Corbett. England in the Seven Years' war, 160.
Cowan. The royal house of Stuart, 160.
Firth. Edward Hyde, earl of Clarendon, 238.
 — Voir *Clarke*.
Fletcher. An introductory history of England, 145.
 — et *Walker*. Historical portraits, 238.
Flete (J.). History of Westminster abbey, éd. *J. A. Robinson*, 455.
Foxcroft. Voir *Clarke*.
Gairdner. Lollardy and the Reformation in Engl., 150.
Galichet. L'église anglicane et l'État, 153.
Gasquet (le P.). The Black death, 149.
Green (A. S.). The making of Ireland (1200-1600), 155.
Hannay. Voir *Herkless*.
Headlam. List of rental and surveys, 237.
Herkless et Hannay. The archbishops of S'-Andrews, 456.
Kent. The early hist. of the Tories (1660-1702), 158.
Lang (A.). Voir *Shield*.
Leadam. The hist. of England (1702-1760), 456.
Legg. List of diplomatic representatives and agents, England and France (1689-1763), 238.
Leland (John). Itinerary, éd. *L. Toulmin Smith*, 237, 238.
Lubimenko. Jean de Bretagne, comte de Richmond, 148.
Mantoux (P.). A travers l'Angleterre contemporaine, 457.
Overton et Relton. The English church (1714-1800), 145.
Planque. Hist. du catholicisme en Angleterre, 239.
Ramsay (J.). The dawn of the constitution (1216-1307), 146.
Relton. Voir *Overton*.
Robinson (J. Armitage). Voir *Flete*.
 — et *M. R. James*. The mss. of Westminster abbey, 455.
Ruville (A. von). William Pitt, 161.
Shield. Henry Stuart, cardinal of York; introd. par *A. Lang*, 159.
 — et *A. Lang*. The king over the water, 159.
Smith (L. P.). The life and letters of Sir H. Wotton, 156.
Smith (Toulmin). Voir *Leland*.
Stahlin (F. K.). Sir Francis Walsingham, 154.
Stoddart. The girlhood of Mary, queen of Scots, 153.
Tresal. Origines du schisme anglican, 151.
Vickers. Humphrey duke of Gloucester, 149.
Vinogradoff. The english Society in the 11 century, 147.
Waller. Voir *Ward*.
Walker. Voir *Fletcher*.
Walpole (S.). The history of 25 years, 410.
Ward et Waller. The Cambridge hist. of engl. literature, 237.
Willcock. A Scots earl in covenanting times, 157.
 — The great Marquess. Life of Archibald, marquess of Argyll, 157.

FRANCE ET COLONIES.

- Aerssen (Fr. d')*. Lettres à J. Valcke, éd. *Nouaillac*, 93.
Anglade (J.). Les troubadours, 446.
Ardascheff. Les intendants de province sous Louis XVI, 103.
Aubert (M.). La cathédrale Notre-Dame de Paris, 228.
Aubry (P.). Trouvères et troubadours, 228.
Barrey. Voir *Bréard*.
Batiffol (L.). Le siècle de la Renaissance, 89.
Beaunier (Dom). Abbayes et prieurés de l'ancienne France; t. II, par *J.-M. Besse*, 444.
Bénétrix. Un collège de province pendant la Renaissance. Origines du collège d'Auch, 106.
Berthier. Voir *Gadet des Marais*.
Besse (J.-M.). Voir *Beaunier*.

- Blanchoz*. Voir *Vermale*.
Borodine (M.). La femme et l'amour au XII^e s. d'après Chrétien de Troyes, 341.
Bourrilly. Voir *Du Bellay*.
Bréard et Barrey. Documents relat. à la marine normande aux XV^e-XVI^e s., 229.
Brienne (D.). Consuetudinarium prioratus Tallueriarum, 347.
Brutais. Voir *Ducaunnès-Duval*.
Caillet (L.). Etude sur les relations de la commune de Lyon avec Charles VII et Louis XI, 347.
Calmette (J.). Voir *Vidal*.
Cartellieri (A.) et Stechele. Chronicon anonymi Laudunensis, 236.
Cottin (P.). Voir *Croij*.
Croij (duc de). Journal, éd. de Grouchy et P. Cottin, 102.
Dahlgren. Les relations commerciales et maritimes entre la France et les côtes de l'Océan Pacifique, 109.
Delachenal (R.). Hist. de Charles V, 343.
Delarue (P.). Le clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révol., 231.
Delisle (L.). Rouleau mortuaire du B. Vital, 445.
Du Bellay (M. et G.). Mémoires, éd. Bourrilly et F. Vindry, 90.
Ducaunnès-Duval et Brutais. Invent. somm. de la Gironde, 443.
Durengues. Boileau de l'Archevêché, 100.
Fèvre (J.) et H. Hauser. Régions et pays de France, 450.
Fonssagrives (J.). Saint Gildas de Ruix, 335.
Fourier-Bonnard. Hist. de l'abbaye de S.-Victor, 88.
François de Sales. Œuvres, 230.
Frandin. Le collège d'Uzès, 106.
Funck-Brentano (Fr.). L'hist. de France racontée à tous, 89.
Gailly de Taurines. Père et fille. Ph. de Champagne et sœur Catherine de S^{te}-Suzanne, 100.
Gautier (P.). Mathieu de Montmorency et M^{me} de Staël, 403.
Gazeau de Vautibault. Les d'Orléans au tribunal de l'histoire (1649-1815), 447.
Gazier (A.). Voir *Racine*.
Geoffroy de Grandmaison. La bienheureuse mère Barat, 448.
Glagau (H.). Reformversuche u. Sturz des Absolutismus in Frankreich (1774-1788), 186.
Godet des Marais. Lettre à M^{me} de Maintenon, éd. Berthier, 98.
Gras. Hist. économique de la métallurgie de la Loire, 106.
Grouchy (de). Voir *Croij*.
Guichen (de). Crépuscule d'ancien régime, 231.
Guignebert (Ch.). Modernisme et tradition catholique en France, 450.
Guillaudeau. Diaire, éd. Meschinot de Richemond, 105.
Güntzberg. Die Gesellschafts- u. Staatslehre der Physiokraten, 186.
Hallays (A.). Le pèlerinage de Port-Royal, 100.
Halphen (L.). Paris sous les premiers Capétiens, 339.
 — Voir *Lot*.
Hauser (H.). Voir *J. Fèvre*.
Haussonville (C^{te} d'). La duchesse de Bourgogne, 97.
Isnard (Z.). Invent. sommaire des Basses-Alpes, 443.
Jeanton et J. Martin. Le château d'Uxelles et ses seigneurs, 223.
Kaepelin. Les escales franç. sur la route de l'Inde, 108.
 — Les origines de l'Inde française. La C^{te} des Indes orientales et F. Martin, 107.
Kirchheim. Bibliographie du temps de Napoléon, 448.
Kleinclaus (A.). Hist. de Bourgogne, 181.
Kovalevsky. La France économique et sociale à la veille de la Révol., 103.
Labande. Avignon au XIII^e s. L'évêque Zoen Tencarari, 346.
Langlois (Ch.-V.). La vie en France au moyen âge d'après quelques moralistes, 343.
Lanson. Manuel bibliogr. de la littérature franç., 229.
Lauer (Ph.). Voir *Lefèvre-Pontalis*.
Lavisse (E.), A. de Saint-Léger, Ph. Sagnac et A. Rébelliau. Hist. de France; Louis XIV, 94.
Le Cacheux. Actes de la chancellerie d'Henri VI concernant la Normandie, 446.
Lefèvre-Pontalis (E.). Le château de Coucy; introd. par Ph. Lauer, 445.
Le Griel. Le chancelier Maupeou, 107.
Lemoine (J.). Voir *Visconti*.
 — et A. Lichtenberger. Trois familiers du grand Condé, 230.
Lespinasse (R. de). Le Nivernais et les comtes de Nevers, 338.
Lévi (Cam.). La défense nationale dans le nord (1870-71), 234.
Lhomel (G. de). Supplément au cartul. de Montreuil-sur-Mer, 446.
Lichtenberger (A.). Voir *Lemoine*.
Loisne (de). Dictionn. topographique du Pas-de-Calais, 444.
Lot (F.) et L. Halphen. Le règne de Charles le Chauve, 337.
Louis XI. Lettres, éd. J. Vaesen et B. de Mandrot, 446.

- Luchaire (A.)*. La société française au temps de Philippe-Auguste, 340.
Macquat. Evasion et survie du fils de Louis XVI, 447.
Maitre (L.). Dictionnaire de la Loire-Inférieure, 227.
Maloussène. L'évolution d'un village frontière de Provence. Saint-Jean-net, 229.
Malo (H.). Les corsaires, 103.
Mandrot (B. de). Voir *Louis XI*.
Manteyer (G. de). La Provence du 1^{er} au XII^e s., 352.
Marquiset (A.). Une Merveilleuse. M^{me} Hamelin, 448.
Martin (J.). Voir *Jeanton*.
Martin (O.). L'assemblée de Vincennes de 1329 et ses conséquences, 350.
Masson (P.-M.). M^{me} de Tencin, 101.
May (G.). L'occupation du territoire français à la suite de la guerre de 1870-71, 449.
Merki. L'amiral de Coligny, 91.
Meschinet de Richemond. Voir *Guillaume*.
Moucheron (de). Le clergé à l'Académie, 233.
Nazelle (de). Duplex et la défense de Pondichéry, 111.
Nouaillac. Un envoyé hollandais à la cour de Henri IV, 93.
 — Villeroi, 92.
Petit-Dutaillis. Documents nouveaux sur les mœurs populaires et le droit de vengeance dans les Pays-Bas au XV^e s., 349.
Pilastre (E.). La religion au temps de Saint-Simon, 99.
Racine. Abrégé de l'hist. de Port-Royal, éd. A. Gazier, 100.
Rébelliau (A.). Voir *Lavis*.
Roca (E.). Le grand siècle intime. De Richelieu à Mazarin, 93.
Robert (G.). Les écoles et l'enseignement de la théologie pendant la première moitié du XII^e s., 340.
Rousse (E.). Lettres à un ami (1845-1880), 449.
Sagnac (Ph.). Voir *Lavis*.
Saintelette. Mort de Beaurepaire, 232.
Saint-Léger (A. de). Voir *Lavis*.
Schefer (Chr.). La France moderne et le problème colonial (1815-30), 191.
Stechet. Voir *Cartellieri*.
Tardieu (A.). La France et les alliances, 450.
Tarte (E.). Studien zur Gesch. der Arbeiterklasse in Frankreich während der Revolution. Die Arbeiter der nationalen Manufakturen, 401.
Tonnellier (E.). Châtillon-sur-Loing, 229.
Trimoutier. Un missionnaire de 93, 232.
Ubalde d'Alençon (le P.). Notice histor. sur le collège de Bueil, 106.
Urseau (Ch.). Cartul. noir de la cathédrale d'Angers, 337.
Ursu. Politique orientale de François I^{er}, 91.
Uzureau. Andegaviana, 231.
Vaesen. Voir *Louis XI*.
Vaissière (P. de). Saint-Domingue (1629-1789), 111.
Valat (G.). Poursuite privée et composition pécuniaire dans l'ancienne Bourgogne, 350.
Vallas (L.). La musique à Lyon au XVIII^e s., 231.
Vermale et Blanchoz. Procès-verbaux de l'Assemblée générale des Allobroges, 232.
Vidal (P.) et J. Calmette. Bibliographie roussillonnaise, 443.
 — Le Roussillon, 443.
Vieillard (G.). Gilles de Corbeil, 342.
Vindry (Fl.). Voir *Du Bellay*.
Visconti (Primi). Mémoires, éd. J. Lemoine, 99.
Weber (Aug.). L'église évangélique luthérienne de Paris (1808-1908), 233.

HONGRIE.

- Berzeviczy*. Beatrix Királyné, 457.
Borovszky. Szatmár vármegye, 463.
 — Szatmár Németi, 463.
Gergely. Voir *Teleki*.
Karácson. Evlia Cselebi magyarországi utazásai, 460.
Kiss (E.). A magyar helytartótanács I. Ferdinánd korában, 460.
Márki (A.). II. Rákóczi Ferencz, 461.
Szádeczky. A székely határőrség szervezése 1762-64, 463.
Takáts. A magyar gyalogság megalakulása, 460.
Teleki (M.). Levelezése, éd. S. Gergely, 460.

ITALIE.

- Baglion (L. de)*. Pérouse et les Baglioni, 464.
Fedeli (G.). I documenti pontifici riguardanti l'Università di Pisa, 464.

POLOGNE.

Travaux divers, 162-179.

SUISSE.

- Barth (H.)*. Bedeutung u. Herstellung eines schweizer. Gesamtkataloges, 364.
 — Repertorium über die in Zeit- und Sammelchriften der J. 1891-1900 enthaltenen Aufsätze, 363.

- Benziger*. Die Ratsprotokolle des Kantons Schwyz, 367.
- Besson*. Contribution à l'hist. du diocèse de Lausanne (534-888), 379.
- Beyerle (K.)*. Grundherrschaft u. Hoheitsrechte des Bischofs von Konstanz in Arbon, 376.
- Bindschedler*. Kirchliches Asylrecht in der Schweiz, 378.
- Brandstetter*. Hist. cantonale et locale, 363.
- Branger*. Rechtsgesch. der freien Walser in der Ostschweiz, 376.
- Briquet*. Les filigranes, 365.
- Bullinger*. Korrespondenz mit den Graubündnern, éd. *Schiess*, 367.
- Burckhardt (F.)*. Die Schweiz. Emigration, 375.
- Caro (G.)*. Beiträge zur älteren deutschen Wirtschafts- u. Verfassungsgesch., 375.
- Dändliker*. Gesch. der Stadt und des Kantons Zürich, 381.
- Dierauer*. Gesch. der Schweiz. Eidgenossenschaft, 369.
- Durrer*. Voir *Zemp*.
- Egger (B.)*. Gesch. der Cluniacenser-Klöster in der Westschweiz, 380.
- Egli (E.)*. Voir *Zwingli*.
- Escher (H.)*. Das Schweiz. Fussvolk (xv-xvi Jahrh.), 372.
- Escher (J.)* et *P. Schweizer*. Urkundenbuch der Stadt Zürich, 365.
- Fazy (H.)*. Genève et Charles-Emmanuel I^{er}, 374.
- Feller (R.)*. Ritter Melchior Lussy von Unterwalden, 374.
- Feyler (A.)*. Die Beziehungen des Hauses Württemberg z. Schweiz. Eidgenossenschaft (xvi Jahrh.), 373.
- Finsler*. Voir *Zwingli*.
- Gagliardi (E.)*. Novara und Dijon, 372.
- Gmür*. Rechtsquellen des K. St. Gallen; Toggenburg, 369.
- Guyer*. Die christl. Denkmäler des ersten Jahrtausends in der Schweiz, 379.
- Handschriftencatalog der Stadtbibliothek Zürich, 364.
- Harms*. Die Münz- und Geldpolitik der Stadt Basel im Mittelalter, 377.
- Heinemann (F.)*. Inquisition, intolérance, etc., 363.
- Superstitions, occultisme, 363.
- Hürbin*. Handbuch der Schweizer-gesch., 370.
- Hunziker*. Das Schweizerhaus, 364.
- Jecklin*. Materialien z. Landes- und Landesgesch. gem. III Bünden, 366.
- Joos*. Die polit. Stellung Genfs zu Frankreich, Bern u. Zürich (1690-97), 374.
- Künzle (E.)*. Die Zürcherische Baumwollindustrie, 378.
- Lechner (A.)*. Das Obstagium, 379.
- Lersch*. Der Bernische Kommerzienrat im 18 Jahrh., 377.
- Merz (W.)*. Die mittelalterl. Burganlagen u. Wehrbauten des K. Argau, 382.
- Nabholz*. Zürcher Stadtbücher, 366.
- Naef (A.)*. Chillon, 382.
- Reinhardt*. Voir *Steffens*.
- Rennefahrt*. Die Allmend im Berner Jura, 376.
- Rodt (E. de)*. Bern im 13-19 Jahrh., 381.
- Roth (C.)*. Die Auflösung der Tiersteinischen Herrschaft, 372.
- Rott (E.)*. Hist. de la représentation diplom. de la France auprès des cantons suisses, 374.
- Schaub (E.)*. W. Arsents Fehde mit Franz I, 373.
- Schiess*. Voir *Bullinger*.
- Schnüriger*. Die Schwyzer Lands-gemeinde, 378.
- Schollenberger*. Gesch. der Schweiz. Politik, 370.
- Schweizerisches Idiotikon, 364.
- Steffens* et *Reinhardt*. Die Nuntiatur von G.-F. Bonhomini (1579-1581), 368.
- Strickler*. Amtliche Sammlung der Akten aus der Zeit der helvet. Republik, 369.
- Schweizer (P.)*. Voir *Escher*.
- Thommen*. Die Einführung des gregor. Kalenders, 365.
- Urkundenbuch der Stadt Basel, 365.
- Walter (G.)*. Urkundenregister für den Kanton Schaffhausen, 366.
- Wetti*. Beiträge zur Gesch. des älteren Stadtrechtes von Freiburg im Uechtland, 377.
- Zehntbauer*. Die Stadtrechte von Freiburg im Uechtland u. Arconciel-Ilens, 377.
- Zemp* et *Durrer*. Le couvent de Saint-Jean à Münster dans les Grisons, 380.
- Zwingli*. Werke, éd. *Egli* et *Finsler*, 367.

ORIENT.

- Bérard (V.)*. La révolution turque, 449.
- Briffaut*. La cité annamite, 234.
- Belabre (de)*. Rhodes of the Knights, 239.
- Genouillac (H. de)*. Tablettes sumériennes archaïques, 441.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.	Pages
V. ERMONT. La crise arienne	1
H. DE GENOUILLAC. Une cité du Bas-Euphrate au quatrième millénaire	241
Louis HARTMANN. Les officiers de l'armée royale à la veille de la Révolution; <i>fin</i>	38
François-Ch. ROUX. La Russie et l'alliance anglo-française après la guerre de Crimée.	272
MÉLANGES ET DOCUMENTS.	
Frédéric BARBEY. Les Mémoires de Fauche-Borel	326
Bernard MONOD. La question des investitures à l'entrevue de Châlons (1107).	80
Henri MONOD. La version du duc d'Anjou sur la Saint-Barthélemy	346
BULLETIN HISTORIQUE.	
Antiquités grecques. Publications étrangères, 1901-1908, par Gustave GLOTZ	414
Antiquités latines. Publications étrangères, par Ch. LÉCRIVAIN	354
Histoire d'Allemagne. Moyen âge. Publications des années 1905 et 1906, par F. VIGENER; <i>fin</i>	383
Histoire d'Angleterre, par Ch. BÉMONT	145
Histoire de France. Moyen âge, par Louis HALPHEN et Ph. LAUER	334
— Époque moderne, par H. HAUSER	88
Histoire de Pologne. Publications des années 1903-1907, par J.-K. KOCHANOWSKI; <i>fin</i>	162
Histoire de Suisse. Publications des années 1905-1908, par Victor VAN BERCHEM.	363
CORRESPONDANCE.	
A propos des tarifs de la loi salique, par Théodore REINACH	394

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1909.]

COMPTE-RENDUS CRITIQUES.

	Pages
Ernst BERNHEIM. Lehrbuch der historischen Methode und der Geschichtsphilosophie; 5 ^e éd. (L. Halphen.)	396
Georg CARO. Soziale und Wirtschaftsgeschichte der Juden im Mittelalter und der Neuzeit; t. I. (M. Philippson.)	398
Heinrich FRIEDJUNG. Oesterreich von 1848 bis 1860; t. I. (L. Eisenmann.)	189
Paul GAUTIER. Mathieu de Montmorency et M ^{me} de Staël. (Ch. Dufayard.)	403
Hans GLAGAU. Reformversuche und Sturz des Absolutismus in Frankreich, 1774-1788. (H. Hauser.)	186
Benedikt GÜNTZBERG. Die Gesellschafts- und Staatslehre der Physiokraten. (Id.)	186
A. KLEINCLAUSZ. Histoire de Bourgogne. (L. Halphen.)	181
Martin PHILIPPSON. Neueste Geschichte des jüdischen Volkes; t. I. (Th. Reinach.)	405
E. REICH. General history of western nations; t. I. (Ch. Seignobos.)	397
Moritz RITTER. Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation und des dreissigjährigen Krieges; t. III. (M. Philippson.)	184
Dietrich SCHÄFER. Weltgeschichte der Neuzeit. (Ch. Seignobos.)	400
Christian SCHEFER. La France moderne et le problème colonial, 1815-1830. (J. Tramond.)	191
Eugen TARLE. Studien zur Geschichte der Arbeiterklasse in Frankreich während der Revolution. Die Arbeiter der nationalen Manufakturen, 1789-1799. (Ch. Schmidt.)	401
J. TOUTAIN. Études de mythologie et d'histoire des religions antiques. (J. Carcopino.)	180
Spencer WALPOLE. The history of 25 years, 1856-1880; t. III-IV. (Ch. Seignobos.)	410
John WESTLAKE. International law; t. II : War. (Id.)	411

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. Deutsche Rundschau	211
2. Forschungen zur brandenburg. u. preussischen Gesch.	211
3. Göttingische gelehrte Anzeigen	212
4. Hermes	429

	Pages
5. Historische Vierteljahrschrift	210
6. Historische Zeitschrift	210, 428
7. Historisches Jahrbuch	211, 429
8. Jahrbuch des k. deutschen archæol. Instituts	430
9. Klio. Beiträge zur alten Geschichte.	212, 430
10. Neue Jahrbücher f. das klassische Altertum.	430
11. Neues Archiv d. Gesellsch. f. deutsche Geschichtskunde	431
12. Rheinisches Museum für Philologie.	214
13. Sitzungsber. der preuss. Akad. der Wissenschaften	431
14. Vierteljahrschrift f. Social- u. Wirtschaftsgeschichte.	432
15. Westdeutsche Zeitschrift f. Geschichte u. Kunst	433
16. Zeitschrift für Kirchengeschichte	433

ANGLETERRE.

1. Athenæum (the)	222
2. English historical Review (the)	434
3. Review of histor. publications relat. to Canada.	223
4. Scottish historical Review (the)	434

AUTRICHE.

1. Mitteil. des Instituts für österr. Geschichtsforschung	215
---	-----

BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana	216
2. Annales de la Société archéologique de Namur.	216
3. Archives belges	216
4. Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique	217
5. Bulletin de la Commission royale d'histoire	218
6. Bulletin du Cercle historique de Courtrai.	219
7. Revue bénédictine	219
8. Revue des bibliothèques et archives de Belgique	220
10. Revue tournaisienne	220

DANEMARK.

1. Historisk Tidsskrift	220
2. Oversigt over Videnskabernes Selskabs Forhandlingar	224
3. Videnskabernes Selskabs Skrifter	224

ESPAGNE.

1. Boletín de la r. Academia de Barcelona	435
---	-----

ÉTATS-UNIS.

1. American historical Review	435
2. Nation (the).	221, 436

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres. C.-rendus	197
2. Acad. des sciences morales et polit. Séances et travaux	197
3. Annales de Bretagne	423
4. Annales de géographie	204
5. Annales des sciences politiques	204
6. Annales du midi	423
7. Bibliothèque de l'École des chartes	414
8. Bulletin de correspondance hellénique	199
9. Bulletin de l'Auvergne	424
10. Commission des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. Bulletin	203
11. Correspondance historique et archéologique	199
12. Correspondant (le)	206
13. Études. Revue fondée par des Pères de la C ^{ie} de Jésus	207, 417
14. Grande revue	418
15. Journal des savants	416
16. Mémoires de la Soc. d'agric., sciences et arts d'Angers	424
17. Mémoires de la Soc. d'émulation de Montbéliard	424
18. Mercure de France	418
19. Moyen âge (le)	200
20. Nouvelle revue	419
21. Nouvelle revue historique de droit franc. et étranger	198, 413
22. Province du Maine (la)	424
23. Révolution de 1848 (la)	203, 416
24. Révolution française (la)	202, 415
25. Revue (la)	420
26. Revue archéologique	413
27. Revue bleue	420
28. Revue celtique	414
29. Revue critique d'histoire et de littérature	204, 417
30. Revue de Bretagne	425
31. Revue de Gascogne	425
32. Revue de l'Agenais	426
33. Revue de l'Anjou	426
34. Revue de l'histoire des religions	198
35. Revue de philologie, de littérature et d'hist. anciennes	414
36. Revue de Saintonge et d'Aunis	427
37. Revue des cours et conférences	208, 422
38. Revue des Deux-Mondes	208
39. Revue des études anciennes	199
40. Revue des études historiques	413
41. Revue d'histoire de Lyon	427
42. Revue d'histoire diplomatique	414
43. Revue d'histoire moderne et contemporaine	200, 415

	Pages
44. Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée . . .	201
45. Revue hebdomadaire.	422
46. Revue historique et archéologique du Maine.	428
47. Société de l'histoire du protestantisme franç. Bulletin .	201
48. Travaux de l'Académie nationale de Reims	428

ITALIE.

1. Archivio della R. Società romana di storia patria . . .	436
2. Archivio storico italiano	225, 437
3. Archivio storico lombardo	437
4. Archivio storico per la Sicilia orientale	438
5. Archivio storico per le province napoletane	225
6. Nuovo archivio veneto	226
7. Rivista storica benedettina.	438

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

<i>Allemagne</i> , par P. DARMSTÄDTER, L. HALPHEN, G. MONOD, Ch. SEIGNOBOS	236, 452
<i>Angleterre</i> , par Ch. BÉMONT, L. HALPHEN, Ch. KOHLER, G. MONOD.	237, 455
<i>Belgique</i>	239, 464
<i>Danemark</i> , par J. STEENSTRUP	239
<i>France</i> , par E. DRIault, Ch. GUIGNEBERT, L. HALPHEN, H. HAUSER, Ph. LAUER, G. MONOD, R. REUSS, Ch. SEIGNOBOS.	227, 439
<i>Hongrie</i> , par I. KONT.	457
<i>Italie</i> , par L. HALPHEN	463
<i>Russie</i>	240, 464
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.	465

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.



th
REVUE
HISTORIQUE

GEN. LIBRARY,
UNIV. OF MICH.
JUL 22 1909

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

34^e ANNÉE. — TOME CI.

II. — Juillet-Août 1909.

SOMMAIRE.

H. de Genouillac. Une cité du Bas-Euphrate au quatrième millénaire.

François-Ch. Roux. La Russie et l'alliance anglo-française après la guerre de Crimée.

Henri Monod. La version du duc d'Anjou sur la Saint-Barthélemy.

Frédéric Barbey. Les Mémoires de Fauche-Borel.

Bulletin historique : Histoire de France. Moyen âge, par Louis HALPHEN et Ph. LAUER. — Antiquités latines. Publications étrangères, par Ch. LÉCRIVAIN. — Histoire de Suisse. Publications des années 1905-1906, par Victor VAN BERCHEM. — Histoire d'Allemagne. Moyen âge. Publications des années 1905-1906, par F. VIGENER; *fin*.

Correspondance. A propos des tarifs de la loi salique, par Théodore REINACH.

Comptes-rendus critiques. (*Pour le détail, voir au verso.*)

Recueils périodiques et sociétés savantes.

Chronique et bibliographie. (Hongrie, par I. KONT.)

FÉLIX ALCAN, Éditeur

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

PARIS, 6^e

AVIS IMPORTANT.

Les demandes de tirages à part d'articles doivent être adressées au secrétaire de la Revue en même temps que les premières épreuves.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES-RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON.

- Ernst BERNHEIM. Lehrbuch der historischen Methode und der Geschichtsphilosophie (**Louis Halphen**).
E. REICH. General history of western nations from 5000 B. C. to 1900 A. B.; I. Anti-quity (**Ch. Seignobos**).
Georg CARO. Soziale und Wirtschaftsgeschichte der Juden im Mittelalter und der Neuzeit (**M. Philippson**).
Dietrich SCHÄFER. Weltgeschichte der Neuzeit (**Ch. Seignobos**).
Eugen TARLE. Studien zur Geschichte der Arbeiterklasse in Frankreich während der Revolution (**Ch. Schmidt**).
Paul GAUTIER. Mathieu de Montmorency et M^{me} de Staël (**Ch. Dufayard**).
Martin PHILIPPSON. Neueste Geschichte des jüdischen Volkes (**Théodore Reinach**).
Spencer WALPOLE. The history of twenty-five years 1856-1880 (**Ch. Seignobos**).
John WESTLAKE. International law (**Id.**).

LES PROCHAINS NUMÉROS CONTIENDRONT :

- L. Batiffol. Louis XIII et M. de Luyne.
G. Bloch. Les théories récentes sur la plèbe romaine.
G. Bourgin. Santa Rosa et la France, 1821-1822.
E. Buron. Les prophètes de la révolution américaine.
G. Canton. Napoléon 1^{er} et l'abbé Hanon, supérieur des Missions étrangères et des sœurs de Saint-Vincent de Paul.
G. Caudrillier. Le complot de l'an XII.
A. Esmein. Encore un historien de Jeanne d'Arc.
P. Gaffarel. La réaction thermidorienne à Marseille, Aix et Tarascon.
L. Halphen. Les biographes de Thomas Becket.
H. Harriase. Sébastien Cabot, pilote-major de Charles-Quint (1512-1547).
C. Jullian. L'organisation et le gouvernement de la Gaule par César, Auguste et Tibère.
W. Kybal. Etude sur les origines du mouvement hussite en Bohême au XIV^e siècle : Mathias de Janov.
P. Lehautcourt. La capitulation de Laon (9 septembre 1870).
L. Lévêque. Le comte de Brienne (1595-1666).
A. Mathiez. Les philosophes et la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France à la fin du XVIII^e siècle.
R. Michel. Les chevaliers du château des Arènes de Nîmes aux XII^e et XIII^e siècles.
J. Nouailac. L'affaire de Mantoue en 1613. L'avis de Villeroy à Marie de Médicis (8 nov. 1613).
H. Prentout. Littus Saxonicum. Saxones Bajocassini. Otlinga Saxonica.
M. Rouff. Une grève de gagne-deniers en 1786.
Ph. Sagnac. La politique commerciale de la France avec l'étranger, de la paix de Ryswyk à la paix d'Utrecht (1697-1713).
H. Sée. La rédaction et la valeur des cahiers de paroisses pour la convocation des Etats-Généraux en 1789.
G. Yakschitch. Histoire d'un faux. Compte-rendu de l'assemblée tenue à Cucci (Monténégro) en 1614.

N.-B. — La Direction de la Revue historique n'est pas responsable des manuscrits non insérés.

REVUE HISTORIQUE

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS PAR FASCICULES DE 15 A 16 FEUILLES
ET FORMANT TROIS VOLUMES DE 500 PAGES ENVIRON PAR AN.

Abonnements et administration : librairie FÉLIX ALCAN, Paris, 6^e.

Bureau de la Rédaction : 108, boulevard Saint-Germain (librairie FÉLIX ALCAN), le mercredi, de 2 1/2 à 5 heures.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION :

Un numéro 6 fr.

Un an pour Paris, 30 fr. — Départements et étranger, 33 fr.

Les années écoulées se vendent séparément 30 francs, et par fascicules de 6 francs. Les fascicules de la première année se vendent 9 francs.

La reproduction et la traduction des travaux de la REVUE HISTORIQUE sont interdites.

Il sera rendu compte de tous les ouvrages et publications périodiques dont il sera envoyé un exemplaire au bureau de la REVUE.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

PARIS A LONDRES

vià ROUEN, DIEPPE et NEWHAVEN

Par la gare SAINT-LAZARE

SERVICES RAPIDES TOUS LES JOURS ET TOUTE L'ANNÉE

(Dimanches et Fêtes compris).

DÉPARTS DE PARIS-SAINT-LAZARE

à 10 h. 20 MATIN (1^{re} et 2^e Classes seulement) et 9 h. 20 SOIR (1^{re}, 2^e et 3^e Classes).

DÉPARTS DE LONDRES :

VICTORIA (C^{ie} de Brighton à 10 h. MATIN (1^{re} et 2^e classes seulement).

LONDON-BRIDGE et VICTORIA à 8 h. 45 SOIR (1^{re}, 2^e et 3^e Classes).

Trajet de jour en 8 h. 40.

GRANDE ÉCONOMIE

BILLETS SIMPLES VALABLES PENDANT 7 JOURS

1 ^{re} Classe	48 fr. 25
2 ^e Classe	35 fr.
3 ^e Classe	23 fr. 25

BILLETS D'ALLER ET RETOUR VALABLES PENDANT UN MOIS

1 ^{re} Classe	82 fr. 75
2 ^e Classe	58 fr. 75
3 ^e Classe	41 fr. 50

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à BRIGHTON.

Les trains du service de jour entre Paris et Dieppe et vice-versa comportent des voitures de 1^{re} Classe et de 2^e Classe à couloir avec W. C. et toilette ainsi qu'un wagon-restaurant; ceux du service de nuit comportent des voitures à couloir des trois classes avec W. C. et toilette. Une des voitures de 1^{re} Classe à couloir des trains de nuit comporte des compartiments à couchettes (supplément de 5 fr. par place). Les couchettes peuvent être retenues à l'avance aux gares de Paris et de Dieppe moyennant une surtaxe de 1 fr. par couchette.

EXCURSIONS

BILLETS D'ALLER ET RETOUR VALABLES PENDANT 14 JOURS

DÉLIVRÉS à l'occasion des FÊTES de PÂQUES, de la PENTECÔTE, de l'ASSOMPTION et de NOËL

De Paris-Saint-Lazare à Londres et vice-versa

1^{re} Classe : 49 fr. 05 — 2^e Classe : 37 fr. 80 — 3^e Classe : 32 fr. 50

Pour plus de renseignements, demander le bulletin spécial du Service de Paris à Londres, que l'administration des Chemins de fer de l'État envoie franco à domicile sur demande affranchie adressée au Secrétariat de la Direction (Service de la Publicité), 20, rue de Rome, à Paris.

REVUE HISTORIQUE.

Juillet-Août 1909.

CHEMINS DE FER DU MIDI

Voyages circulaires à prix réduits

Paris — Centre de la France — Pyrénées.

Trois voyages différents au choix du voyageur.

Billets délivrés toute l'année aux prix uniformes ci-après pour les trois itinéraires,
1^{re} classe, 163 fr. 50; 2^e classe, 122 fr. 50.

Durée : 30 jours non compris celui du départ.

Faculté de prolongation moyennant supplément de 10 0/0.

Provence — Pyrénées.

Prix.	{	1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e parcours....	68 fr. en 1 ^{re} classe;	51 fr. en 2 ^e classe
		4 ^e , 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e parcours	91 —	68 —
		8 ^e parcours.....	114 —	87 —

Le 8^e parcours peut, au moyen de billets spéciaux d'aller et retour à prix réduits de ou pour Marseille, s'étendre de Marseille sur le littoral jusqu'à Hyères, Cannes, Nice ou Menton, etc., au choix du voyageur.

Durée : 20 jours pour les sept premiers parcours et 25 jours pour le huitième.

Faculté de prolongation moyennant supplément de 10 0/0.

BILLETS DE FAMILLE

POUR LES STATIONS DES PYRÉNÉES

Billets délivrés toute l'année dans les gares des réseaux du Nord (Paris-Nord excepté), de l'Etat, d'Orléans, du Midi et de Paris-Lyon-Méditerranée, suivant l'itinéraire choisi par le voyageur, et avec les réductions suivantes sur les prix du tarif général pour un parcours (aller et retour compris) d'au moins 300 kilomètres : Pour une famille de 2 personnes, 20 0/0; de 3 personnes, 25 0/0; de 4 personnes, 30 0/0; de 5 personnes, 35 0/0; de 6 personnes ou plus, 40 0/0.

Exceptionnellement pour les parcours empruntant le réseau de Paris-Lyon-Méditerranée, les billets ne sont délivrés qu'aux familles d'au moins quatre personnes et le prix s'obtient en ajoutant au prix de 6 billets simples ordinaires le prix d'un de ces billets pour chaque membre de la famille en plus de trois.

Arrêts facultatifs sur tous les points du parcours désignés sur la demande.

Durée : 33 jours, non compris les jours de départ et d'arrivée.

Faculté de prolongation moyennant supplément de 10 0/0.

Ces billets doivent être demandés au moins 4 jours à l'avance à la gare de départ.

BILLETS D'ALLER ET RETOUR INDIVIDUELS

POUR LES STATIONS DES PYRÉNÉES

Billets délivrés toute l'année avec réduction de 25 0/0 en 1^{re} classe et 20 0/0 en 2^e et 3^e classes dans les gares des réseaux du Nord (Paris-Nord excepté), de l'Etat, d'Orléans et dans les gares du Midi situées à 50 kilomètres au moins de la destination.

Durée : 33 jours, non compris les jours de départ et d'arrivée.

Faculté de prolongation moyennant supplément de 10 0/0.

Ces billets doivent être demandés 3 jours à l'avance à la gare de départ.

Un arrêt facultatif est autorisé à l'aller et au retour pour tout parcours de plus de 400 kilomètres.

AVIS. — Un livret indiquant en détail les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les excursions est envoyé franco à toute personne qui en fait la demande au Service commercial de la Compagnie, 54, boulevard Haussmann, à Paris (IX^e arrondⁱ).

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-16 à 3 fr. 50. — Volumes in-8 à 5, 7, 10 et 12 fr.

EXTRAIT DU CATALOGUE

HISTOIRE GÉNÉRALE

- LA QUESTION D'ORIENT, par *Ed. Driault* préf. de *G. Monod*. 1 v. in-8. 4^e éd. 7 fr. »
 LA QUESTION D'EXTRÊME-ORIENT, par le même. 1 vol. in-8. 7 fr.
 PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX, par le même. 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr.
 LE MONDE ACTUEL, par le même. 1 vol. in-8. 7 fr.
 QUESTIONS DIPLOMATIQUES DE 1904, par *A. Tardieu*. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 LA CONFÉRENCE D'ALGÉSIRAS, par le même. 1 vol. in-8. 2^e édit. 10 fr.
 LA FRANCE ET LES ALLIANCES. *La lutte pour l'équilibre*, par le même. in-16. 3 fr. 50
 LA VIE POLITIQUE DANS LES DEUX-MONDES, publiée sous la direction de *A. Vialatte*, 1^{re} année 1903-1907. 1 vol. in-8^e. 10 fr. — 2^e année 1907-1908. 1 vol. in-8^e. 10 fr.
 LE SOCIALISME A L'ÉTRANGER. 1 vol. in-16. 3 fr. 50

FRANCE

Révolution et Empire.

- LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, résumé historique, par *H. Carnot*. in-16. 3 fr. 50
 ÉTUDES ET LEÇONS SUR LA RÉVOLUTION, par *A. Aulard*. 5 vol. in-16. Ch. 3 fr. 50
 LE CULTE DE LA RAISON ET LE CULTE DE L'ÊTRE SUPRÊME, par le même. in-16. 3 fr. 50
 CONTRIBUTION A L'HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA RÉVOLUTION, par *A. Mathiez*. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 LA THÉOPHILANTHROPIE ET LE CULTE DÉCADAIRE (1796-1801), par le même. in-8. 12 fr.
 CONDORCET ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *L. Cahan*. 1 vol. in-8. 10 fr.
 LE CONVENTIONNEL GOUJON (1768-1793), par *E. Thénard* et *R. Guyot*. 1 v. in-8. 5 fr.
 CAMBON ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *Bornarel*. 1 vol. in-8. 7 fr.
 LES CAMPAGNES DES ARMÉES FRANÇAISES (1792-1815), par *C. Vallaux*. in-16. 3 fr. 50
 MÉMOIRES D'UN MINISTRE DU TRÉSOR PUBLIC (1790-1815), par le *C^{te} Mollien*. 3 v. in-8. 15 fr.
 FIGURES DU TEMPS PASSÉ, par *M. Dumoulin*. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
 NAPOLEON ET LA SOCIÉTÉ DE SON TEMPS, par *P. Boudois*. 1 vol. in-8. 7 fr. »
 LA POLITIQUE ORIENTALE DE NAPOLEON (1806-1808), par *Ed. Driault*. 1 v. in-8. 7 fr.
 NAPOLEON EN ITALIE (1800-1812), par le même. 1 vol. in-8. 10 fr.
 DE WATERLOO A SAINTE-HÉLÈNE (20 juin-16 oct. 1815), par *J. Sitestre*. 1 v. in-16. 3 fr. 50

Époque contemporaine.

- HISTOIRE DU PARTI RÉPUBLICAIN EN FRANCE (1844-1870), par *G. Weill*. 1 vol. in-8. 10 fr.
 HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIAL EN FRANCE (1852-1902), par le même. 1 vol. in-8. 7 fr.
 HISTOIRE DE DIX ANS (1830-1840), par *Louis Blanc*. 5 vol. in-8. 25 fr. »
 ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SECRÈTES SOUS LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE (1848-1851), par *J. Tchernoff*. 1 vol. in-8. 7 fr.
 HISTOIRE DU SECOND EMPIRE (1848-1870), par *Taxile Delord*. 6 v. in-8. Chac. 7 fr. »
 HISTOIRE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE, par *Edg. Zévort*. 4 vol. in-8 à 7 fr. :
 I. La présidence de *M. Thiers*. 2^e éd.
 II. La présidence du Maréchal. 2^e éd.
 III. La présidence de *Jules Grévy*. 2^e éd.
 IV. La présidence de *Sadi Carnot*.
 RAPPORTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT EN FRANCE (1789-1870), par *A. Debidour*. in-8. 12 fr.
 L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET L'ÉTAT EN FRANCE (1870-1906), par *A. Debidour*.
 Tome I (1870-1889). 1 vol. in-8. 7 fr.
 Tome II (1889-1906). 1 vol. in-8. 10 fr.
 L'ÉTAT ET LES ÉGLISES EN FRANCE, par *J.-L. de Lanessan*. in-16. 3 fr. 50
 LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE EN FRANCE (1598-1905), par *G. Bonet-Maury*. 2^e édit. 1 vol. in-8. 5 fr.
 LE MOUVEMENT SYNDICAL EN FRANCE (1789-1906), par *Paul Louis*. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 RÉGIONS ET PAYS DE FRANCE, par *J. Fèvre* et *H. Hauser*. 1 v. in-8 avec 147 fig. 7 fr.

COLONIES FRANÇAISES

- LES COLONIES FRANÇAISES, par *Paul Gaffarel*. 1 vol. in-8. 6^e édition. 5 fr. »
 LA POLITIQUE COLONIALE EN FRANCE (1789-1830), par le même. 1 vol. in-8. 7 fr.
 LA FRANCE HORS DE FRANCE, par *J.-B. Piolet*. 1 vol. in-8. 10 fr. »
 L'ŒUVRE DE LA FRANCE AU TONKIN, par *A. Gatman*. in-16. 3 fr. 50
 L'ALGÉRIE, par *M. Wahl* et *A. Bernard*. 5^e édition, 1 vol. in-8. 5 fr. »
 LES CIVILISATIONS TUNISIENNES, par *P. Lapie*. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 L'INDO-CHINE FRANÇAISE, par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8 avec 5 cartes. 15 fr. »
 LA FRANCE MODERNE ET LE PROBLÈME COLONIAL, par *Chr. Schefer*. I. 1815-1830. 1 vol. in-8. 7 fr.

CHEMINS DE FER DU NORD

PARIS-NORD A LONDRES (VIA CALAIS OU BOULOGNE.)

Cinq services rapides quotidiens dans chaque sens

VOIE LA PLUS RAPIDE

Services officiels de la Poste (*viâ Calais*).

SERVICES RAPIDES ENTRE PARIS, LA BELGIQUE, LA HOLLANDE, L'ALLEMAGNE, LA RUSSIE,
LE DANEMARK, LA SUÈDE ET LA NORVÈGE.

TRAINS DE LUXE

Toute l'année :

Nord-Express. — Tous les jours entre Paris et Berlin. (À l'aller ce train est en correspondance à Liège avec l'Ostende-Vienne.)

Le train partant de Paris le Lundi continue sur Varsovie, et ceux partant les Mercredi et Samedi sur Saint-Petersbourg.

Péninsulaire-Express. — Départ de Londres le Vendredi, et de Calais-Maritime le Samedi pour Turin, Alexandrie, Bologne, Brindisi, où il correspond avec le paquetot de la Malle de l'Inde.

Calais-Marseille-Bombey-Express. — Départs de Londres et Calais-Maritime le Jeudi pour Marseille, en correspondance avec les paquebots pour l'Égypte et les Indes.

Simplon-Express. — De Londres, Calais et Paris-Nord pour Lausanne, Brigue et Milan (3 fois par semaine en hiver, tous les jours en été).

VOYAGES CIRCULAIRES A PRIX RÉDUITS

en France et à l'Étranger

avec itinéraire tracé au gré des voyageurs

Délivrance toute l'année de billets permettant d'effectuer un voyage empruntant les réseaux français, les lignes de chemins de fer et les voies navigables des pays européens. Le parcours ne peut être inférieur à 600 kilomètres.

La durée de validité est de 60 jours jusqu'à 2000 kilomètres, 90 jours de 2000 à 3000 kilomètres, et de 120 jours au-dessus.

Stations Balnéaires et Thermales

Du Jeudi précédent les Rameaux au 31 Octobre, toutes les gares du Chemin de fer du Nord délivrent des billets à prix réduits, à destination des stations balnéaires et thermales du réseau sous condition d'effectuer un parcours minimum de 100 kilomètres aller et retour.

Billets collectifs de famille, valables 33 jours, prolongeables pendant une ou plusieurs périodes de 15 jours (Réduction de 50 % à partir de la 4^e personne).

Billets hebdomadaires et carnets d'aller et retour individuels, valables 5 jours, du vendredi au mardi et de l'avant-veille au surlendemain des fêtes légales (Réduction de 20 à 44 %).

Les carnets contiennent cinq billets d'aller et retour qui peuvent être utilisés à une date quelconque dans le délai de 33 jours.

Cartes d'abonnement, valables 33 jours (Réduction de 20 % sur le prix des abonnements ordinaires d'un mois) à toute personne prenant deux billets ordinaires, au moins ou un billet de saison pour les membres de sa famille.

Pour les stations balnéaires seulement :

Billets d'excursion individuels ou de famille, de 2^e et 3^e classes, des dimanches et jours de fêtes légales, valables une journée dans des trains désignés. (Réduction de 20 à 70 %).

Pour tous renseignements consulter le livret-guide Nord ou s'adresser dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursions en Touraine

BILLETS DÉLIVRÉS TOUTE L'ANNÉE

Valables 15 jours avec faculté de prolongation de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

ITINÉRAIRE : PARIS-MONTPARNASSE — SAUMUR — MONTREUIL-BELLAY — THOUARS — LOUDUN — CHINON — AZAY-LE-RIDEAU — TOURS — CHATEAURENAULT — MONTOIRE-SUR-LE-LOIR — VENDOME — BLOIS — PONT-DE-BRAYE — PARIS-MONTPARNASSE.

Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.

PRIX DES BILLETS 1^{re} classe, 50 fr. — 2^e classe, 38 fr. — 3^e classe, 25 fr.

Les enfants de 3 à 7 ans paient moitié des prix indiqués ci-dessus.

Les billets doivent être demandés **trois jours** d'avance à la gare de Paris-Montparnasse.

BILLETS D'ALLER ET RETOUR

POUR LES STATIONS THERMALES ET HIVERNALES DES PYRÉNÉES

Toutes les gares du réseau de l'État délivrent, pendant toute l'année, des billets d'aller et retour, individuels ou de famille, à destination des gares du réseau du Midi desservant les stations thermales ou hivernales des Pyrénées (Pau, Cauterets, Luchon, Biarritz, etc.).

Les billets individuels comportent sur les prix du tarif général une réduction de 25 p. 0/0 en 1^{re} classe et de 20 p. 0/0 en 2^e et 3^e classes.

Les billets de famille ne sont délivrés que pour un trajet total d'aller et retour égal ou supérieur à 300 kilomètres. La réduction qu'ils comportent, par rapport au tarif général, varie entre 20 p. 0/0 pour deux personnes et 40 p. 0/0 pour six personnes et plus.

Les enfants de 3 à 7 ans paient demi-place.

Les deux sortes de billets sont valables **33 jours**; ils peuvent, à deux reprises, être prolongés de **30 jours**, moyennant le paiement, pour chaque période, d'un supplément égal à 10 p. 0/0 du prix initial du billet.

Les billets individuels et les billets de famille doivent être demandés, les premiers 3 jours, les seconds 4 jours avant la date du départ.

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

Relations avec l'Espagne et le Portugal

Il est délivré au départ de **Paris** (Quai d'Orsay) :

1^o Pour **Madrid, Valladolid, Saragosse et Saint-Sébastien**, *via* **Bordeaux-Irun** :

a) Des billets directs simples; b) des billets d'aller et retour valables 30 jours, avec faculté de prolongation; c) des billets d'aller et retour collectifs de famille valables 45 jours, avec faculté de prolongation; réduction variant de 20 à 40 % suivant le nombre de personnes.

Enregistrement direct des bagages.

Faculté d'arrêt, tant en **France** qu'en **Espagne**, à un certain nombre de points.

2^o Des billets aller et retour directs pour **Port-Bou** (avec retour au départ de **Cerbère**) *via* **Tours, Bordeaux, Narbonne** à l'aller et *via* **Narbonne, Montauban, Limoges** au retour ou inversement, validité 13 jours.

3^o Des billets demi-circulaires espagnols (6 itinéraires), conjointement avec des billets français dont l'itinéraire comporte la sortie de France par **Port-Bou** et la rentrée en France par **Hendaye** ou réciproquement.

4^o Des billets circulaires espagnols à itinéraire facultatif du tarif espagnol X. 5, conjointement avec des billets français comportant soit la sortie et l'entrée par le même point frontière, soit l'entrée en Espagne par **Irun** et la sortie par **Port-Bou** ou inversement.

5^o Des billets directs pour **Barcelone** et réciproquement; enregistrement direct des bagages.

6^o Des billets d'aller et retour valables 30 jours pour **Lisbonne** et **Porto**.

CHEMINS DE FER DE L'EST

VOYAGES EN ITALIE

La Compagnie des Chemins de fer de l'Est met à la disposition des voyageurs, différentes combinaisons de billets permettant de faire, dans des conditions très économiques, des excursions variées en Italie.

Elle délivre notamment :

1° Dans toutes les gares de son réseau des billets d'aller et retour ou circulaires internationaux valables **60 jours** au minimum et **120 jours** au maximum, avec itinéraire tracé au gré des voyageurs;

2° A Paris, et dans toutes les gares comprises sur le parcours, des billets circulaires à itinéraire fixe, valables **60 jours**, permettant de se rendre en Italie par la voie de Belfort-Bâle, S^t Gothard et d'en revenir par le Mont Cenis ou par Vintimille ou inversement.

3° A Paris, des billets d'aller et retour via S^t Gothard pour Milan et Venise (valables **30 jours**) et pour Rome (valables **45 jours**) susceptibles de prorogation.

La gare de Paris (Est) délivre à première demande les billets circulaires à itinéraire fixe et les billets d'aller et retour; quant aux billets comportant un itinéraire tracé au gré des voyageurs, ils doivent être demandés à l'avance.

Des trains rapides de 1^{re} et 2^e classes et des express des trois classes assurent journellement les communications entre Paris et Bâle avec correspondances immédiates sur l'Italie par Lucerne et la pittoresque route du Gothard. Par le rapide qui quitte Paris à **10 h. 10** du soir, la durée du trajet de Paris à Milan n'est que de **16 heures**; pour les voyageurs de 3^e classe par l'express qui le suit, elle n'est que de **20 heures**; par les deux trains la traversée du Gothard s'effectue de jour.

Des voitures de 1^{re} et de 2^e classe avec compartiments de 1^{re} classe à couchettes circulent directement entre Paris et Milan dans les trains rapides de nuit (supplément par place de couchette entre Paris et Bâle **7 fr.**). Entre Paris et Bâle les trains de jour comportent un wagon-restaurant et les trains de nuit des voitures à compartiments lits-toilette et des sleeping-cars (Lits-toilette supplément entre Paris et Bâle **17 fr.** Wagon-lits supplément **17 fr. 30**).

Sur le Gothard les trains comportent des wagons-restaurant le jour et la nuit des wagons-lits.

Les places de couchettes et de lits-toilette peuvent être retenues à l'avance sans augmentation de prix.

Service rapide bi-hebdomadaire

entre Londres, Bâles et la Suisse

par Reims et Belfort

La Compagnie des Chemins de fer de l'Est met en circulation, deux fois par semaine, des trains express temporaires qui pendant l'été, assurent le second service rapide entre Londres et Bâle, via Laon, Reims, Chaumont, Belfort.

Départ de Bâle, les Mardis et Vendredis à 9 h. soir.

Arrivée à Bâle, les Mercredis et Samedis à Midi 48.

Départ de Bâle, les Mercredis et Samedis à 9 h. 40 matin.

Arrivée à Londres, les Mercredis et Samedis à 10 h. 45 soir.

Ces trains correspondent à Bâle, avec les express de ou pour Zurich et l'Angadine, Berne, Lucerne et le Gothard, Milan et l'Italie.

Durée du trajet de Londres à Zurich et à Lucerne : **17 h. 1/2**, de Londres à Milan, **24 h.**

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris en Orient (via Marseille).

La Compagnie P. L. M. d'accord avec les C^{ies} des messageries maritimes, Fraissinet et Paquet délivre des billets simples valables 45 jours, pour se rendre, par **Marseille**, de Paris à l'un quelconque des ports ci-après : **Alexandrie, Beyrouth, Constantinople, Le Pirée, Jaffa, Smyrne, Port-Saïd, Batoum, Salonique, Odessa, Samsoum, etc.**

Les agences de la C^{ie} des messageries maritimes et de la C^{ie} Paquet délivrent des billets d'aller et retour valables 120 jours pour se rendre, via **Marseille**, de **Paris** aux principaux ports du levant.

Arrêts facultatifs réseau P. L. M. (par la Bourgogne ou par le Bourbonnais).

Ces billets donnent droit à une franchise de 30 kgs. de bagages par place sur le chemin de fer; sur les paquebots cette franchise est de 100 kgs. par place de 1^{re} classe et de 60 kgs. par place de 2^e classe.

Pour plus amples renseignements, consulter le **Livret-Guide-Horaire** mis en vente aux prix de 0 fr. 50 dans les gares de la Compagnie.

Pendant la saison d'hiver, **Paris et Marseille** sont reliés par de nombreux trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies.

De Paris aux ports au delà de Suez ou vice-versa

Les voyageurs partant de **Paris** à destination des ports au-delà de **Suez** ou inversement, peuvent obtenir, conjointement avec leurs billets d'aller et retour de passage ou pour **Marseille**, des billets d'aller et retour de **Paris à Marseille** ou vice-versa, valables un an, aux prix suivants :

de **Paris à Marseille** ou vice-versa (via **Dijon-Lyon** ou **Nevers-Lyon** ou **Nevers-Clermont**).

1^{re} classe : 144 fr. 80. — 2^e classe : 104 fr. 25. — 3^e classe : 67 fr. 95.

Ces billets sont délivrés par la C^{ie} des Messageries Maritimes et par les Chargeurs Réunis.

Il peut être émis des billets de classes différentes pour les parcours en chemin de fer et pour les parcours maritimes.

Billets simples de France en Espagne.

Les principales gares du réseau P. L. M. (**Paris, Dijon, Lyon, Marseille, etc.**) délivrent, toute l'année, des billets directs simples pour **Barcelone**.

Trajet rapide de Paris à Barcelone par le train de luxe bi-hebdomadaire "**Barcelone Express**" composé de wagons-lits et d'un restaurant.

Consulter le **Livret-Guide-Horaire** vendu 0 fr. 50 dans toutes les gares.

VOYAGES INTERNATIONAUX à Itinéraires Facultatifs

Il est délivré toute l'année, dans les gares des grands réseaux français, des livrets internationaux à coupons combinables, en 1^{re}, 2^e et 3^e classes, permettant d'effectuer des voyages extrêmement variés sur les réseaux des chemins de fer français et étrangers et sur certaines lignes des Compagnies maritimes désignées ci-dessous :

Sur les chemins de fer : P.-L.-M., Est, État, Midi, Nord, Orléans, Ouest, État (lignes algériennes), P.-L.-M.-Algérien, Ouest-Algérien, Bône-Guelma et Départementaux corses.

Sur les lignes de la plupart des grandes Compagnies de navigation européennes, notamment certaines lignes de l'Océan Atlantique, de la Méditerranée et de la Mer Noire (Echelles du Levant), desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation mixte (C^{ie} Touache), par la Société Générale de Transports Maritimes à vapeur, par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par la Compagnie de Navigation à vapeur Fraissinet;

Ainsi que sur les chemins de fer : allemands, austro-hongrois, suisses, belges, néerlandais, italiens et siciliens, luxembourgeois, suédois, norvégiens, danois, finlandais, roumains, serbes, bulgares, bosniaques, herzégoviniens et turcs.

Itinéraire. — L'itinéraire doit ramener le voyageur à son point de départ initial et comporter un parcours minimum taxé de 600 kilomètres.

L'itinéraire des voyages commencés en France, en Algérie, en Tunisie, en Corse ou en Italie, doit comporter obligatoirement un parcours à l'étranger.

Validité. — 60 jours de 600 à 3000 kilomètres; — 90 jours de 3001 à 5000 kilomètres — 120 jours pour un parcours supérieur à 5000 kilomètres.

ERNEST LAVISSE.

HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'A LA REVOLUTION

Publiée avec la collaboration de MM. : -

BAYET, BLOCH, CARRÉ, COVILLE, KLEINCLAUSZ, LANGLOIS, LEMONNIER, LUCHAIRE,
MARIÉJOL, PETIT-DUTAILLIS, PFISTER, REBELLIAT, SAGNAC, DE SAINT-LÉGER,
VIDAL DE LA BLACHE.

TOME VIII. 2^e PARTIE.

Mise en vente du CINQUANTE-CINQUIÈME fascicule

LOUIS XV

L'Époque de Fleury et de la succession d'Autriche

(1715-1774),

PAR

M. H. CARRÉ,

Professeur à l'Université de Poitiers.

Prix du fascicule 1 fr. 50

Conditions et mode de la publication : L'Histoire de France comprendra
18 volumes de 400 pages gr. in-8^o brochés à 6 fr.; reliés, 10 fr. (15 vol. parus).

L'Histoire de France sera complète en 72 fasc. d'environ 96 p. à 1 fr. 50
le fascicule (63 parus).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, rue de Mézières, 5, PARIS.

HISTOIRE DE L'ART

OUVRAGE PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE :

ANDRÉ MICHEL,

Conservateur aux Musées nationaux, Professeur à l'École du Louvre.

Vient de paraître : le SIXIÈME volume (TOME III, 2^{de} PARTIE) :

Les Débuts de la Renaissance

1 vol. in-8^o grand jésus, 508 p., 291 grav., 7 héliograv. hors texte, br. 15 fr.

Relié demi-chagrin, tête dorée. 22 fr.

SIX VOLUMES ACTUELLEMENT PARUS :

TOME I : Des débuts de l'Art chrétien à la fin de la Période Romane.

PREMIÈRE PARTIE : L'Art Pré-Roman. 1 vol.

SECONDE PARTIE : L'Art Roman. 1 vol.

TOME II : Formation, expansion et évolution de l'Art Gothique.

PREMIÈRE PARTIE : Formation et expansion de l'Art Gothique. 1 vol.

SECONDE PARTIE : Évolution de l'Art Gothique. 1 vol.

TOME III : Le Réalisme. Les débuts de la Renaissance.

PREMIÈRE PARTIE : Le style flamboyant. Le Réalisme. 1 vol.

SECONDE PARTIE : Les Débuts de la Renaissance. 1 vol.

Chaque volume, in-8^o gr. jésus, relié demi-chagrin, tête dorée . . . 22 fr.

Broché 15 fr.

Demandez le prospectus détaillé et illustré : Histoire de l'Art.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 150 millions de francs entièrement versés.

Siège social : 14, Rue BERGÈRE. — Succursale : 2, place de l'Opéra, Paris.

Président du Conseil d'Administration : M. Alexis ROSTAND, O. *

Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, *

OPÉRATIONS DU COMPTOIR : Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrement, Escompte de chèque, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traités, Envois de Fonds en Province et à l'Étranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de coupons, etc.

AGENCES : 33 Bureaux de quartiers dans Paris. — 13 Bureaux de Banlieue. — 150 Agences en Province. — 11 Agences dans les colonies et pays de protectorat. — 12 Agences à l'Étranger.

LOCATION DE COFFRES-FORTS : Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du public, 14, rue Bergère; 2, place de l'Opéra; 147, boulevard Saint-Germain; 49, avenue des Champs-Élysées, et dans les principales Agences. — Une clef spéciale unique est remise à chaque locataire. — La combinaison est faite et changée par le locataire, à son gré. — Le locataire peut seul ouvrir son coffre.

BONS A ÉCHÉANCE FIXE. Intérêts payés sur les sommes déposées : De 6 mois à 11 mois. 2 0/0. De 1 an à 3 ans, 3 0/0. — Les Bons, délivrés par le COMPTOIR NATIONAL aux taux d'intérêts ci-dessus, sont à ordre ou au porteur, au choix du Déposant. Les intérêts sont représentés par des

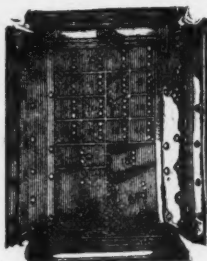
Bons d'intérêts également à ordre ou au porteur, payables semestriellement ou annuellement suivant les convenances du Déposant. Les Bons de capital et d'intérêts peuvent être endossés et sont par conséquent négociables.

VILLES D'EAUX. STATIONS ESTIVALES

ET HIVERNALES. Le COMPTOIR NATIONAL a des agences dans les principales Villes d'Eaux : Aix-en-Provence, Bagnères-de-Luchon, Bayonne, Biarritz, La Bourboule, Calais, Cannes, Châtel-Guyon, Cherbourg, Compiègne, Dax, Dieppe, Dunkerque, Eghien, Fontainebleau, Le Havre, Le Mont-Dore, Nice, Pau, Saint-Germain-en-Laye, Trouville-Deauville, Vichy, Tunis, Ostende, Saint-Sébastien, Monte-Carlo, Le Caire, Alexandrie (Égypte), etc.; ces agences traitent toutes les opérations comme le siège social et les autres agences, de sorte que les Étrangers, les Touristes, les Baigneurs, peuvent continuer à s'occuper d'affaires pendant leur villégiature.

LETRES DE CREDIT pour voyages.

Le COMPTOIR NATIONAL d'Escompte délivre des Lettres de Crédit circulaires payables dans le monde entier auprès de ses agences et correspondants; ces Lettres de Crédit sont accompagnées d'un carnet d'identité et d'indications et offrent aux voyageurs les plus grandes commodités, en même temps qu'une sécurité incontestable. Salons des Accrédités, Branch Office, 2, place de l'Opéra



Compagniments depuis 5 fr. par mois

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

VIENNENT DE PARAÎTRE :

La conférence d'Algésiras. Histoire diplomatique de la crise marocaine (15 janvier-7 avril 1906), par A. TARDIEU. Troisième édition, revue et augmentée d'un appendice sur Le Maroc après la conférence (1906-1909). In-8°. . . 10 fr.

Histoire du Catholicisme libéral en France (1828-1908), par G. WEILL, professeur-adjoint à l'Univ. de Caen. In-16 . . . 3 fr. 50

La question sociale et le socialisme en Hongrie, par G. LOUIS JARAY. 1 vol. in-8°, avec 5 cartes hors texte . . . 7 fr.

Le Congo français. La question internationale du Congo, par F. CHALLAYE. 1 vol. in-8°. . . 5 fr.

Les prétentions de Charles III, duc de Lorraine, à la couronne de France, par L. DAVILLÉ, docteur ès lettres. 1 vol. gr. in-8°. . . 6 fr. 50

La querelle caldéronienne de Johan Nikolas Böhl von Faber et Joaquín de Mora, reconstituée d'après des documents originaux par C. PITOLLET, agrégé d'espagnol, docteur ès lettres. 1 vol. gr. in-8°. . . 15 fr.

Contributions à l'étude de l'hispanisme de G. E. Lessing, par LE MÊME. 1 vol. gr. in-8°. . . 15 fr.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE PRÉSENT NUMÉRO :

Théorie de l'Évolution. Économie de l'hist., par G. DE MOLINARI. In-16. 3 50
Morales et religions, par MM. R. ALLIER, G. BELOT, le baron CARRA DE VAUX, F. CHALLAYE, A. CROISSET, L. DORISON, E. EHRHARDT, E. DE FAYE, AD. LODS, W. MONOD, A. PUECH. 1 vol. in-8° cartonné. 6 fr.

La France et les Alliances. La lutte pour l'Équilibre, par A. TARDIEU. 1 vol. in-16 (couronné par l'Institut). . . 3 fr. 50

Régions et pays de France, par J. FEVRE, prof. à l'École normale de Dijon, et H. HAUSER, prof. à l'Université de Dijon. In-8°, avec 147 grav. et cartes dans le texte. . . 7 fr.

A travers l'Angleterre contemporaine. La guerre sud-africaine et l'opinion. L'organisation du parti ouvrier. L'évolution du gouvernement et de l'État, par P. MANTOUX. Préface de G. Monod. 1 vol. in-16. . . 3 fr. 50

S

MANN, *

ur, payables
convenances
capital et
ssés et sont

ESTIVALES

NATIONAL &

pales Villes

Bagnères-de-

Bourbourg,

Cherbourg,

unkerque, En-

re, Le Mont-

ain-en-Laye,

nis, Ostende,

, Le Caire,

ces agences

s comme le

nances, de nor-

bouristes, les

à s'occuper

cialure.

voyages. Le

sa de Cré-

r auprès du

Crédit sont

lications et

modités, en

de l'Opéra

e

il

l-

r.

,

0

s

r.

r

r.

a

l.

0

n

s

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;

;